UNIVERSITY OF ALBERTA LIBRARY
0 1620 0305 9829

Études sociales 30

SUJET A

Caractéristiques des systèmes politiques et économiques de notre monde actuel

Cahier de l'élève

Édition finale

LANGUAGE SERVICES
Alberta EDUCATION

CDP-FSJ
COLLECTION HISTORIQUE

Études sociales 30

SUJET A

Caractéristiques des systèmes politiques et économiques de notre monde actuel

Cahier de l'élève

Alberta
Education
1991

Dépôt légal - troisième trimestre 1991
Bibliothèque nationale du Canada

DONNÉES DE CATALOGAGE AVANT PUBLICATION (ALBERTA EDUCATION)

Alberta. Language Services.
Études sociales 30 : caractéristiques des systèmes politiques et économiques de notre monde actuel : cahier de l'élève : sujet A.

ISBN 0-7732-0594-2

1. Sciences sociales -- étude et enseignement (secondaire) -- Alberta.
I. Titre. II. Titre : Caractéristiques des systèmes politiques et économiques de notre monde actuel.

H62.A333 1991 300.7

© 1991, la Couronne du chef de la province de l'Alberta, représentée par le ministre de l'Éducation. Alberta Education, Language Services Branch, 11160 Jasper Avenue, Edmonton, Alberta, T5K 0L2. Tous droits réservés. En vente par l'entremise de Learning Resources Distributing Centre, 12360 - 142 Street, Edmonton, Alberta, T5L 4X9.

INDEX DES FICHES

MODULE 1

Avis aux élèves 3

Fiche 1 - Débat 4
Fiche 2 - Opinions politiques et économiques 5
Fiche 3 - Idéologie 8
Fiche 4 - Profil d'opinions politiques et économiques 10
Fiche 5 - Points de vue philosophiques sur la nature humaine 16

Fiche 6 - L'interventionniste et l'individualiste 23
Fiche 7 - Introduction aux systèmes économiques 24
Fiche 8 - Principes fondamentaux de tout système de gouvernement 29
Fiche 9 - Modèles de régimes politiques et de systèmes économiques 35
Fiche 10 - Activités supplémentaires de synthèse 40

Rappel 42

MODULE 2A

Avis aux élèves 45

Fiche 1 - Révision des valeurs et des principes sur lesquels repose la démocratie 46
Fiche 2 - Le rôle essentiel de la démocratie 47
Fiche 3 - Les fondements philosophiques de la démocratie 52
Fiche 4 - Le système parlementaire canadien 55
Fiche 5 - Le système présidentiel américain 56

Fiche 6 - La répartition du pouvoir dans un régime démocratique 57
Fiche 7 - La démocratie représentative - I 59
Fiche 8 - La démocratie représentative - II 61

Fiche 9 - L'efficacité des techniques de la démocratie représentative 65
Fiche 10 - Les systèmes de représentation et les modes de scrutin 67

Fiche 11 - Les agents et médiateurs en régimes démocratiques 71
Fiche 12 - Lettre de l'éditeur - Il n'y a qu'un moyen d'échapper au trou d'enfer indien à Ottawa 77
Fiche 13 - Lettre de l'éditeur - Le bilinguisme : De bonnes nouvelles dans la guerre contre l'ignorance 81
Fiche 14 - Droits et libertés en régimes démocratiques 85

Rappel 92

MODULE 2B

Avis aux élèves 95

Fiche 1 - Tableau des dictatures 96
Fiche 2 - Types de régimes dictatoriaux 97
Fiche 3 - Ferdinand Marcos 99
Fiche 4 - Formes de pouvoir en régimes dictatoriaux 101
Fiche 5 - Dictatures autoritaires et totalitaires 102

Fiche 6 - Karl Marx et la théorie communiste 107
Fiche 7 - Le parti, le gouvernement, l'État et les réformes : pistes pour la recherche 109
Fiche 8 - Gorbatchev joue-t-il franc jeu? 111
Fiche 9 - Glasnost et Michael Gorbatchev 114
Fiche 10 - Caricatures 115

Fiche 11 - Le Kremlin précise 117
Fiche 12 - Le contexte de la montée du nazisme 118

Rappel 121

MODULE 3

Avis aux élèves 125

Fiche 1 - La relance passe par l'abandon du «cowboy capitalism» 126
Fiche 2 - Caractéristiques d'une économie capitaliste 127
Fiche 3 - La souveraineté du consommateur 129
Fiche 4 - La courbe de l'offre et de la demande 131
Fiche 5 - Hamburgers et poulets 136

Fiche 6 - Le profit et la concurrence 139
Fiche 7 - Le pouvoir monopolistique dans le cadre du système des prix 142
Fiche 8 - La propriété privée et le profit 144
Fiche 9 - L'égoïsme et les sciences économiques 146
Fiche 10 - Le lendemain n'est pas rose 149

Fiche 11 - L'accord du libre-échange est-il un cimetière de dinosaures? 151
Fiche 12 - Libre-échange nord-américain - Égalité de chances dans la misère . 155
Fiche 13 - La planification centrale en U.R.S.S. 156
Fiche 14 - Les plans quiquennaux 169
Fiche 15 - Avantages et désavantages d'une économie centralisée 172

Fiche 16 - Les Soviétiques légalisent la propriété privée des usines 177
Fiche 17 - Du marxisme au marché 179
Fiche 18 - La pensée de John Stuart Mill 182
Fiche 19 - John Stuart Mill et l'intervention de l'État 183
Fiche 20 - John Maynard Keynes 184

Fiche 21 - Instruments d'intervention gouvernementale 186
Fiche 22 - La politique fiscale et la politique monétaire : une comparaison ... 187
Fiche 23 - Un portrait de l'économie canadienne - Des graphiques 193
Fiche 24 - Le socialisme et la social-démocratie 206
Fiche 25 - Les idéaux de la social-démocratie 207

Fiche 26 - Une ère socialiste 212
Fiche 27 - La démocratie et l'entreprise publique 219
Fiche 28 - Le dilemme suédois 226
Fiche 29 - Le capitalisme contre Keynes 230
Fiche 30 - Les syndicats québécois deviennent amateurs des nouvelles voies capitalistes 235

Fiche 31 - Un survivant politique de la France 239
Fiche 32 - Un manifeste socialiste 244
Fiche 33 - N'y a-t-il pas de choses que l'argent ne peut acheter? 251

Rappel 253

MODULE 4

Avis aux élèves 257

Fiche 1 - Projet de recherche - Pistes de réflexion 258
Fiche 2 - Le système d'économie bouddhiste 260
Fiche 3 - Projet de société - Parti vert du Québec 266

Rappel 281

Pour éviter d'alourdir le texte, nous nous conformons dans le présent document à la règle de grammaire qui permet d'utiliser le masculin avec une valeur de neutre lorsqu'on parle en général. Par exemple, il est clair que lorsqu'on utilise les mots «enseignant» et «élève», ces masculins incluent un enseignant et un élève de l'un ou de l'autre sexe.

MODULE 1

Valeurs et principes fondamentaux

Digitized by the Internet Archive
in 2016

https://archive.org/details/tudessociales30i00albe

AVIS AUX ÉLÈVES

Ce premier module vise à améliorer vos connaissances et à stimuler votre réflexion critique et analytique relativement aux valeurs et aux principes de base selon lesquels l'humanité opère à l'échelle globale. Chaque société ou groupe de personnes doit s'organiser afin de garantir sa survie et son épanouissement. Pour participer pleinement à ce projet de société, nous nous devons de comprendre les principes selon lesquels cette société peut s'organiser. Il faut également connaître les possibilités qui se présentent à chaque niveau de cette organisation afin de pouvoir évaluer à chaque occasion le bien-fondé et la justesse de nos valeurs et de nos décisions.

Dans ce module, vous devriez pouvoir plus précisément :

- expliciter les valeurs et les choix de société sur lesquels reposent les différentes positions adoptées sur des questions d'intérêt public;
- représenter la diversité d'opinions politiques sur un diagramme;
- donner la définition du concept «idéologie»;
- discuter le rapport entre les croyances sur la nature humaine et les points de vue politiques;
- distinguer entre un point de vue individualiste et un point de vue interventionniste;
- nommer les trois questions fondamentales auxquelles doit répondre un système économique;
- discuter des réponses possibles à ces questions économiques fondamentales;
- expliquer la raison d'être d'un gouvernement;
- expliquer les différentes façons dont un gouvernement peut répartir le pouvoir;
- discuter des concepts tels que : liberté individuelle, bien-être collectif, démocratie, dictature, entreprise publique, entreprise privée et société traditionnelle;
- discuter des valeurs de base, des dangers et des principaux défis relatifs à chaque idéologie politique et économique;
- formuler et défendre oralement une prise de position;
- faire preuve d'un esprit critique et analytique ainsi que d'une ouverture d'esprit envers d'autres points de vue.

DÉBAT

Résolution à débattre ou à discuter : Qu'il soit résolu que_____

_____

Arguments en faveur de la résolution	Arguments contre la résolution
Choix de société que cette position implique	Choix de société que cette position implique

OPINIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Une caractéristique de l'espèce humaine est son besoin de se grouper en communauté. Dans chaque communauté, il est essentiel que le groupe soit d'accord sur une foule de décisions qui doivent être prises pour le bien-être du groupe et celui de l'individu. Beaucoup de ces décisions traitent de questions économiques et politiques.

1. Quel genre de gouvernement est le meilleur?

2. Qui doit avoir le pouvoir?

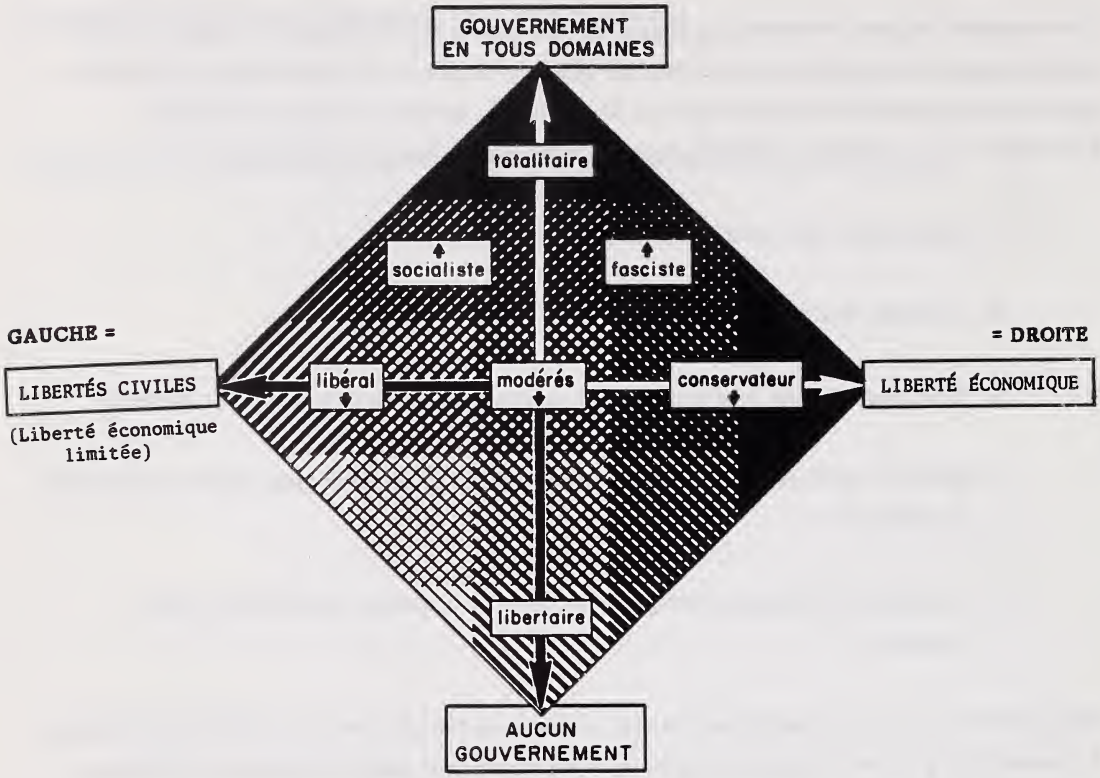
3. Comment régler la production et la consommation des biens et services?

4. Quel montant de liberté individuelle doit être accordé sans nuire au bien-être du groupe?

5. Combien de changements peut-on avoir et à quelle vitesse doit-on les réaliser?

Mais l'entente entre les individus formant une communauté n'est pas facilement obtenue. À cause de la grande diversité d'opinions, il y a toute une gamme d'opinions politiques et économiques qui en ressortent.

Voici un diagramme qui représente cette diversité d'opinions* :



Dans ce diagramme, le point supérieur représente la soumission absolue tandis que le point inférieur représente la liberté absolue. Le concept de la liberté montré sur la ligne horizontale est partout le même. La différence réside dans la nature de cette liberté. Par exemple, la droite favorise les libertés économiques, tandis que la gauche favorise les libertés civiles (conservateur *vs* libéral).

Les fascistes favorisent une certaine liberté économique, mais ils accordent beaucoup plus de pouvoir au gouvernement dans tous les autres domaines.

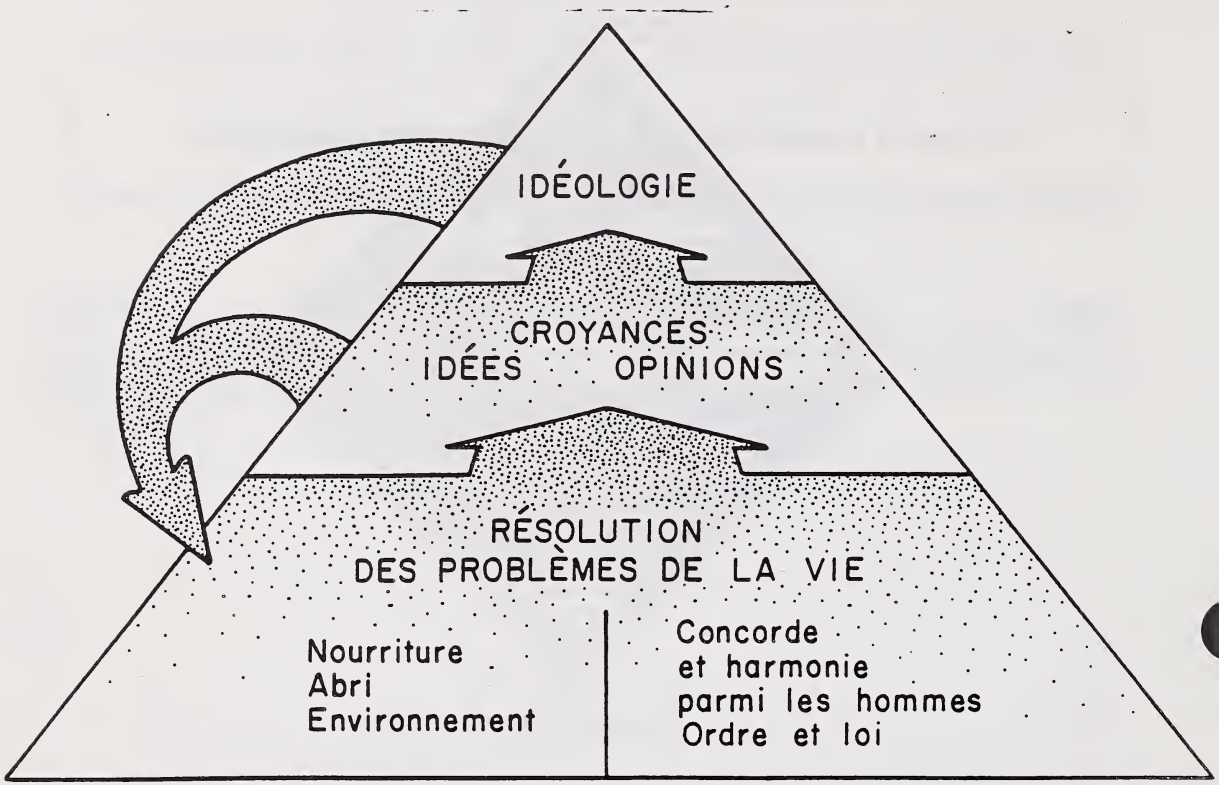
---

*Les idéologies présentées dans le diagramme doivent être comprises dans le sens contemporain.

Les modérés favorisent un équivalent de libertés économiques et civiles et un montant suffisant de pouvoir au gouvernement pour maintenir l'ordre et la loi dans la société.

Noter qu'il y a plusieurs positions possibles entre chaque classification.

IDÉOLOGIE



Il y a plusieurs définitions d'une idéologie. Elles ont toutefois plusieurs points en commun. Trouvez les points communs dans les définitions suivantes.

Selon Philippe Burrin, une idéologie est :

- un ensemble de principes et de valeurs définissant une vision du monde et de la société et débouchant sur un projet politique d'action et de changement.
  (Nouvelle histoire des idées politiques, p. 522)

Denis Monière, dans **Le développement des idéologies au Québec,** décrit une idéologie comme suit :

> - un système global plus ou moins rigoureux de concepts, d'images, de mythes, de représentations qui, dans une société donnée, affirme une hiérarchie de valeurs et vise à modeler les comportements individuels et collectifs ...
>
> L'idéologie est une incitation à agir dans telle ou telle direction en fonction d'un jugement de valeur. (p. 13)

Suivant ces deux définitions, on peut dire qu'une idéologie comporte les éléments suivants :

- des hypothèses quant à la nature humaine et à celle de la société humaine;
- une hiérarchie de valeurs;
- une vision du monde;
- un projet politique (choix de société).

On dit que c'est important d'avoir une idéologie, car cela nous permet de mieux comprendre notre environnement et de mettre de l'ordre dans notre vie. Une idéologie nous donne une façon de juger et d'évaluer toute une foule de questions et d'événements confus et complexes dans le monde et nous transmet un sens de sécurité envers l'avenir.

Les idéologies comportent toutefois un côté moins positif. En acceptant une certaine idéologie comme étant vraie pour toutes les sociétés en tout temps, on court le risque de s'enfermer dans un carcan philosophique et de ne pas voir des solutions alternatives aux problèmes qui nous assaillent. On appelle les gens qui interprètent tout selon une idéologie rigide des <u>dogmatistes.</u>

Les systèmes économiques et les régimes politiques dans le monde sont basés sur une diversité d'idéologies.

PROFIL D'OPINIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

I. Directives

1. Écrire sur une feuille de papier les nombres de 1 à 40.

2. Lire chaque énoncé et indiquer :
   + si vous êtes d'accord;
   0 si vous êtes indécis;
   - si vous n'êtes pas d'accord.

3. Répondre franchement selon votre opinion personnelle. Il n'y a pas de réponses vraies ou fausses. Répondre à toutes les questions. Ne pas indiquer votre nom.

4. Ne consulter personne.

II. Questions

1. La nation existe au profit des individus qui la composent, et non pas les personnes au profit de la nation.

2. Les Noirs sont, par nature, inférieurs aux Blancs.

3. Le besoin de faire la guerre est inhérent à la nature humaine.

4. Finalement, la propriété privée devrait être abolie et le socialisme institué.

5. Dans l'intérêt de la paix, nous devons céder une partie de notre souveraineté.

6. L'industrie et le commerce ne devraient pas être sujets à l'intervention gouvernementale.

7. Les soi-disant défavorisés méritent peu de compassion, ou d'aide, de la part des personnes qui ont réussi.

8. Les crimes de violence devraient être punis par la flagellation.

9. La nationalisation des grandes industries mène probablement à l'inefficacité, à la bureaucratie et à la stagnation.

10. La peine de mort est une notion barbare et elle devrait être abolie.

11. Il peut y avoir quelques exceptions mais, en règle générale, les Juifs se ressemblent beaucoup.

12. Les personnes atteintes de maladies incurables devraient pouvoir exiger l'euthanasie.

13. Le capitalisme est immoral car il exploite le travailleur en ne lui donnant pas la totalité de la valeur de son travail.

14. Nous devrions croire tout ce que nous enseigne l'Église, sans nous poser de questions.

15. On devrait avoir le droit de se donner la mort, sans que la société n'intervienne.

16. L'entraînement militaire obligatoire en temps de paix est essentiel pour la survie du pays.

17. Les auteurs de crimes sexuels, comme le viol ou les agressions contre les enfants, méritent plus que la prison; ils devraient être flagellés, ou subir un châtiment encore plus sévère.

18. L'Église devrait tenter d'augmenter son influence sur la vie de la nation.

19. On devrait laisser les réfugiés européens se débrouiller seuls.

20. C'est une bonne chose que la lutte pour l'existence tende à éliminer les moins forts et les moins capables.

21. En participant à toute organisation mondiale, le pays devrait s'assurer qu'il ne perde rien de son indépendance, ni de sa puissance.

22. Toute discrimination contre les gens de couleur, les Juifs, etc., devrait être illégale et entraîner des peines sévères.

23. L'éducation religieuse devrait être obligatoire dans les écoles.

24. Nous traitons trop durement les criminels; nous devrions essayer de les réhabiliter, et non les punir.

25. Il n'y a pas de mal à voyager parfois sans billet, si l'on ne se fait pas prendre.

26. La vie est si courte qu'il est légitime de vouloir en profiter au maximum.

27. L'occupation par une puissance étrangère vaut mieux que la guerre.

28. La chasse, comme la chasse au renard par exemple, est un divertissement cruel et elle devrait être interdite.

29. Assurer le maintien de l'ordre au sein de la nation est plus important que d'assurer à tous une liberté totale.

30. L'homme d'action est plus utile à la société que le penseur.

31. On devrait modifier les lois relatives au divorce afin que celui-ci soit plus facile à obtenir.

32. Les gens devraient croire en leur pays, qu'il ait tort ou raison dans ses actions.

33. Il n'y a aucune forme de vie après la mort.

34. Lâcher la première bombe atomique sur une ville japonaise et tuer ainsi des milliers de femmes et d'enfants innocents était une action moralement mauvaise, incompatible avec notre type de civilisation.

35. La contraception devrait être illégale, sauf lorsqu'elle est recommandée par un médecin.

36. Les mensonges pieux sont souvent une bonne chose.

37. Le concept de Dieu est une invention de l'esprit humain.

38. Les Juifs sont des citoyens estimables, comme tous les autres.

39. L'Église est le rempart principal contre les tendances néfastes de la société moderne.

40. Le Christ était divin en tout ou en partie, et différent de tous les hommes.

III. Directives pour obtenir les résultats

1. Faire deux colonnes sur une feuille de papier:

R	T

2. Vérifier les réponses ci-dessous. Veuillez noter que seulement certaines questions comptent.

   Exemple:

   Le n° 4 correspond à R +. Si vous avez inscrit + pour le n° 4, mettre un crochet dans la colonne R. Le n° 6 correspond à R -. Si vous avez inscrit - pour le n° 6, mettre un autre crochet dans la colonne R. Le n° 10 correspond à R + T +. Si vous avez inscrit + pour ce numéro, mettre un crochet dans les deux colonnes (R et T).

Réponses

4.	R +	13.	R +	24.	R + T +	33.	T -
6.	R -	14.	R -	25.	T -	34.	T +
7.	T +	15.	T -	26.	T -	35.	T +
8.	R - T -	16.	T -	27.	R + T +	36.	T -
9.	R -	18.	T +	28.	T +	37.	T -
10.	R + T +	19.	T -	29.	T -	38.	T +
11.	T -	20.	T -	31.	T -	39.	T +
12.	T -	21.	R -	32.	R -	40.	T +

3. Compter le total des crochets dans chaque colonne.

Colonne R :

Colonne T :

4. Tracer un graphique de votre résultat.

Totalitaire (T)

COMMUNISME	3	FASCISME
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	12 11 10 9 8 7 10 6 5 4 3 2 1	
Radical (R)	11	Conservateur (R)
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
SOCIALISME	18	CAPITALISME

Libéral (T)

POINTS DE VUE PHILOSOPHIQUES SUR LA NATURE HUMAINE

Pourquoi le désaccord parmi les hommes

Les lectures précédentes ont défini les éléments d'une idéologie et ont discuté de l'importance d'avoir une idéologie. Une idéologie justifie une théorie ou un système politique ou économique. D'après certains philosophes, nos croyances au sujet de la nature humaine et la raison d'être dans le monde affectent nos choix d'un régime politique et d'un système économique.

La nature humaine

Qu'est-ce que c'est que la nature humaine? Une variété de réponses fascinantes ont été données. Certains disent que nous apportons toujours les qualités primitives de nos ancêtres d'après la chaîne d'évolution (bien que la question de savoir si ces qualités sont pacifiques, agressives ou simplement territoriales soit encore discutée). D'autres déclarent que nous sommes régis par nos complexes freudiens quant à notre sexualité, ou que (comme le pense Marx) notre place dans l'échelle sociale détermine notre façon d'être, ou encore que notre souci principal est d'avoir un certain statut et d'être reconnu par nos concitoyens. Cette variété d'idées semble au moins suggérer que nous sommes des créatures complexes.

Pour le moment, nous ne discuterons que de deux idées opposées concernant la nature humaine. L'une est que l'homme a tendance à être mauvais. Il est égocentrique, paresseux et cruel, mais plein de ressources et de ressort, face à la difficulté. L'autre point de vue est que l'être humain est bon, généreux, conciencieux et gentil, mais faible et vulnérable en tant qu'individu.

Thomas Hobbes (1588-1675) est le philosophe que l'on associe le plus souvent avec l'idée que l'être humain est fondamentalement égoïste et démoniaque.

La notion de l'être humain prédisposé à la malveillance est illustrée dans l'histoire de William Golding : *The Lord of the Flies.* Dans cette histoire, la sauvagerie innée d'un groupe d'enfants surgit lorsqu'ils sont laissés à eux-mêmes dans un lieu sauvage, sans aucun adulte pour les surveiller. La notion de l'être humain, prédisposé à la bienveillance, se trouve, par exemple, dans le roman *Huckleberry Finn* de Mark Twain, où les qualités de Huck s'affirment en dépit de son évasion de ses parents et professeurs, ou même en raison de son éloignement d'eux.

Ceux qui croient en la bonté naturelle de l'être humain doivent, bien sûr, trouver l'explication du crime, de la guerre et des autres fléaux du monde. Ils les expliquent par la faiblesse de l'homme, dont la bonté innée peut être facilement supprimée par une enfance difficile, une mauvaise éducation ou l'influence d'une mauvaise société. Ceux qui croient que l'homme est mauvais s'attendent à voir le monde infesté de démons et considèrent n'importe quelle bonne action comme étant un défi contre la nature humaine.

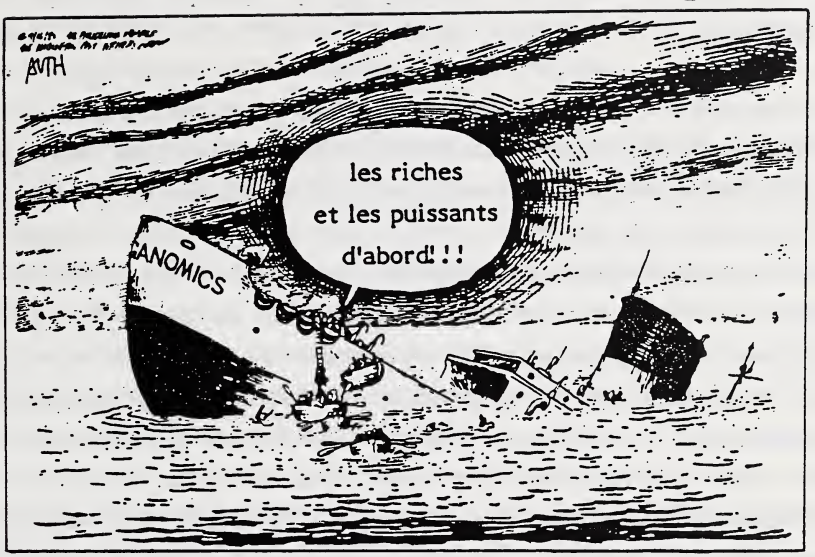
J.-J. Rousseau (1712-1788) représente le courant de pensée qui croit en la bonté naturelle de l'homme. Selon Rousseau, la malveillance est le produit d'institutions corrompues et d'influences sociales.

Maintenant, nous incorporerons ces points de vue sur la nature humaine et le but de la vie aux deux modèles simplifiés dont nous avons précédemment parlé. Appelons l'un d'entre eux le modèle «individualiste», basé sur le fait que le but de la vie est le développement personnel et que la nature humaine a tendance à être mauvaise, tout en étant pleine de ressources. Il n'y a pas de terme spécial pour désigner les croyances que nous appelons «individualistes». Certaines désignations qui ont été utilisées incluent «conservateur», «de droite», «libéral du XIXe siècle», «réactionnaire», «sans-coeur»,«non-conformiste» et «idiot».

Appelons l'autre point de vue, le modèle «interventionniste», basé sur l'idée que le but de la vie est d'aider son prochain et que les êtres humains sont bons, mais vulnérables en tant qu'individus. L'interventionniste est appelé ainsi parce qu'il a tendance à préférer l'intervention gouvernementale dans le système économique. Il n'y a pas de terme spécial non plus pour désigner ce genre de croyances. On les a appelés «collectivistes», bien que cela suggère un degré extrême d'intervention gouvernementale. On les a aussi appelés, entre autres, «de gauche», «libéraux», «progressistes», «libéral de gauche», «socialistes», «communistes» et «idiots».

Voyons maintenant comment un partisan de l'individualisme et un interventionniste discuteraient, par exemple, de la question du port de la ceinture de sécurité en voiture. Jean, un interventionniste, aura tendance à être en faveur de la loi qui demande aux personnes d'attacher la ceinture de sécurité. Il croit que l'homme a besoin d'avoir la mémoire rafraîchie par la justice, parce qu'il est négligent de nature. Jean se croit en devoir d'aider son prochain, et il croit que ce dernier répondra favorablement à une loi de bonne intention, parce qu'au fond, l'homme tolère la loi.

Maria, une individualiste, aura tendance à s'opposer au décret imposant le port de la ceinture de sécurité. Elle croit que le développement individuel de l'être humain exige que celui-ci soit laissé seul à prendre sa propre décision et à en subir les conséquences. Elle croit que l'on doit faire confiance à l'individu et à ses capacités de distinguer où sont ses propres intérêts, surtout quand il s'agit de son bien-être. Elle croit également que l'esprit de contradiction de l'être humain rendrait difficile, de toute façon, le respect de la loi sur le port de la ceinture de sécurité.



Lorsque Ronald Reagan est devenu président des État-Unis en 1980, il espérait ranimer l'économie américaine en réduisant les impôts et en coupant les dépenses gouvernementales pour l'assistance publique et pour d'autres services offerts au public. La Presse a nommé cette politique «reaganomics». Que pense le caricaturiste de cette politique? Est-il individualiste ou interventionniste? Lequel de ces deux termes s'applique à la politique de M. Reagan?

Considérons, comme autre exemple, la prévention des crimes. Maria, l'individualiste, appuie les châtiments. Elle pense que l'homme, étant malveillant et égoïste, respectera la loi si la punition, en cas d'infraction, est assez sévère pour avoir un effet de dissuasion. Jean, l'interventionniste, préfère la réhabilitation du criminel plutôt que la punition. Il croit que c'est son devoir de faire ressortir le bon côté du criminel. L'individualiste tend à blâmer le criminel, car il pense que l'être humain devrait être responsable pour lui-même. L'interventionniste met le blâme sur les parents, les voisins et la société en général qui, d'après lui, sont aussi fautifs car ils n'ont pas donné assez d'aide au criminel. L'interventionniste a tendance à considérer le comportement criminel comme étant une forme de maladie qui demande le traitement. De façon extrême, il aura tendance à accepter la défense «innocent pour cause de folie», parce qu'il a de la difficulté à réconcilier les actes criminels avec son point de vue, qui dit que l'être humain normal et sain, est bon. L'individualiste a tendance à voir le comportement

criminel comme le côté malveillant, auquel il faut s'attendre, plutôt que de le voir comme une anomalie.

Quel rapport tout cela a-t-il avec les systèmes politiques et économiques? Les interventionnistes et les individualistes ont des préférences différentes, à cause de leurs différents points de vue sur la nature humaine et sur la raison d'être.

Parce qu'il croit que l'être humain est vulnérable, l'interventionniste conclut qu'une action de groupe est souvent nécessaire, c'est-à-dire qu'il a tendance à favoriser les actions collectives, telle que l'action gouvernementale. L'individualiste ne voit pas la nécessité d'action gouvernementale, parce qu'il a plus confiance en la capacité de l'être humain de se débrouiller. La différence d'opinion entre l'interventionniste et l'individualiste augmente lorsqu'on regarde les buts respectifs qu'ils donnent à la vie. L'interventionniste veut ardemment aider son prochain et l'individualiste croit que chacun doit s'occuper de lui-même. Une différence encore plus grande provient des différents points de vue sur la nature humaine. L'interventionniste croit que celui qui reçoit de l'aide, n'abuse pas de l'assistance reçue parce qu'il est honnête. L'individualiste croit que celui que l'on aide est paresseux, égoïste et abusif.

Cette différence d'opinion touche un grand éventail de questions pratiques. Combien devrait-on donner au chômeur qui reçoit de l'aide de l'assurance-chômage? Est-ce que le gouvernement devrait accorder des pensions de retraite ou est-ce que la population devrait économiser pour la vieillesse? Est-ce l'étudiant ou le gouvernement qui devrait payer l'éducation? l'assurance-maladie? Est-ce que le gouvernement devrait aider une entreprise qui est au bord de la faillite? etc.

D'une façon générale, l'interventionniste voit la nécessité de l'action gouvernementale au sens large, tandis que l'individualiste ne supporte pas l'intervention gouvernementale. Une autre des raisons de la mésentente entre l'interventionniste et l'individualiste provient du fait qu'ils n'arrivent pas à s'entendre sur la nature des personnes qui forment le gouvernement. L'individualiste craint que le fonctionnaire et le politicien en tant que personnes simples et vulnérables, ne soient portés à construire des empires pour eux-mêmes, à être insouciants, à commettre des erreurs, à être incompétents, à faire preuve de malhonnêteté, à être arrogants, despotiques et corrompus. L'individualiste ne veut pas de gouvernement puissant parce qu'il en a peur. Il préfère un petit gouvernement décentralisé, dans le but de réduire l'impact des erreurs commises. L'interventionniste

désire confier plus de pouvoir aux membres du gouvernement, surtout si ces personnes ont reçu une bonne éducation, parce qu'il pense que des dirigeants ayant une bonne éducation sont plus capables de travailler pour le bien du pays.

Le système des prix est un moyen d'organiser l'économie de manière décentralisée, sans avoir recours au gouvernement. Ce système laisse chaque individu, ou chaque famille, et chaque entreprise à leurs propres moyens de gagner et de dépenser de l'argent le mieux possible, sans l'aide ou la direction du gouvernement. Pour l'individualiste, c'est ainsi que cela devrait être, et il est donc en faveur du système des prix. L'interventionniste aime moins ceci, car il voit de nombreuses occasions où l'action collective, généralement en provenance du gouvernement, est nécessaire pour se sortir des problèmes économiques que les individus ne peuvent pas résoudre eux-mêmes.

L'individualisme appliqué à un système économique est parfois appelé «laissez-faire», ce qui signifie «ne pas toucher» ou «laissez-les se débrouiller seuls». C'était le message des physiocrates, un groupe de penseurs français qui, juste avant la Révolution française, recommandait la révocation des règlements gouvernementaux et une plus grande confiance dans l'entreprise privée.

Alors que le lien entre l'individualisme et le système des prix et entre l'interventionnisme et l'action du gouvernement dans l'économie est clair, il est plus compliqué de voir, de façon générale, le rapport de ces deux attitudes avec les systèmes politiques. De façon générale, l'individualiste sera en faveur de la démocratie plutôt que de la dictature, parce qu'il espère y trouver plus de liberté qui, pour lui, est essentielle au développement de l'individu. Toutefois, il aura aussi une mauvaise opinion (basée sur son idée de la nature humaine) des politiciens et de l'électorat et il se trouvera peut-être obligé d'appuyer un dictateur qui promet de le protéger contre un peuple mal guidé, qui veut élire un gouvernement de type collectiviste, interventionniste ou socialiste. En règle générale, l'interventionniste sera en faveur de la démocratie plutôt que de la dictature, parce qu'il croit que (selon son idée de la nature humaine) le corps électoral et les politiciens gouverneront pour le mieux. Il peut se trouver dans une situation où il sent que le corps électoral est trop aveuglé par la pauvreté, l'ignorance ou par de faux renseignements, pour pouvoir distinguer leurs intérêts. L'interventionniste verra alors la nécessité d'adopter une dictature, du moins de façon temporaire, pour aider la population à acquérir l'éducation et le développement social qui lui permettront de se rendre compte de ses buts et les moyens de les poursuivre.

Nous devons rappeler que nous n'avons décrit que deux systèmes de pensée, en terme de modèles simplifiés. C'est tout ce que nous pouvons dire comme introduction. Les opinions intermédiaires entre l'individualisme et l'interventionnisme purs n'ont pas été discutées, bien qu'étant des idées courantes. Nous n'avons pas non plus discuté les implications des autres points de vue sur la nature humaine et sur le but de la vie. Par exemple, une autre croyance, qui n'a pas été mentionnée à propos de la raison d'être, est que l'individu devrait lutter pour la gloire de l'État. Un exemple extrême de cette doctrine est le fascisme; un autre, moins fort, est l'enthousiasme apporté aux événements sportifs internationaux.[1]

1. T. L. Powrie, Political and Economic Systems (Don Mills, Ontario, Academic Press, 1985), p. 13-18. Traduction libre.

L'INTERVENTIONNISTE ET L'INDIVIDUALISTE

	Interventionniste (gauche)	Individualiste (droite)
Vision de l'être humain	• l'homme est bon, généreux, consciencieux, gentil, mais vulnérable quand il est seul • la personne s'épanouit en tant que membre de la communauté humaine	• l'homme est égocentrique, paresseux et cruel, mais plein de ressources • sa survie et son épanouissement dépendent de lui seul • l'homme est un être rationnel capable de s'occuper de ses propres intérêts
Le gouvernement doit :	• prendre des mesures pour favoriser le développement et l'épanouissement de chaque être • protéger les faibles et les défavorisés • prévenir les abus des plus forts • prendre des mesures pour favoriser l'intégration de chaque personne dans sa communauté	• ne pas déranger l'ordre naturel • ne pas intervenir dans la vie des gens • se limiter dans ses activités à la protection des droits de l'individu
Dangers	• brime l'initiative des individus entreprenants • conduit au développement d'une société conformiste, bureaucratisée, peu encline au risque ou à l'innovation, médiocre, paresseuse • l'individu créatif et original, risque de s'étouffer au milieu du conformisme social	• conduit au développement d'une société injuste, inégale, avare, privée de conscience morale, mesquine, sans humanité • domination des plus forts et des plus riches • conduit à l'aliénation et à la démoralisation des travailleurs

INTRODUCTION AUX SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Chaque jour, nous prenons des centaines de décisions économiques qui influencent notre propre vie et la vie de milliers de gens que nous ne connaissons même pas. Avez-vous mangé des céréales ou des œufs pour le petit déjeuner? Avez-vous regardé la télévision ou êtes-vous allé voir un film? Quels vêtements avez-vous portés aujourd'hui pour aller à l'école?

Si vous avez choisi de manger des œufs, vous avez d'une certaine façon encouragé les fermiers à élever des poulets, plutôt que de faire la culture des céréales. En allant voir un film, vous avez donné de l'argent au propriétaire du cinéma, au producteur du film, aux acteurs, aux placeurs et probablement aux industries de maïs soufflé et de boissons gazeuses.

D'une façon similaire, nous sommes touchés par les décisions économiques prises par les autres et qui sont hors de notre contrôle. La construction d'un gros centre commercial dans la banlieue peut mettre en péril le commerce que votre père possède au centre-ville, ce qui peut avoir comme conséquence de le conduire à la faillite et de vous faire perdre votre voiture et votre maison. Une augmentation du prix de l'essence peut vous empêcher d'aller plus souvent à votre petite maison de campagne, de même qu'elle peut vous inciter à acheter un poêle à bois.

En plus d'avoir un certain effet sur les affaires personnelles, les questions économiques tiennent une place importante dans la plupart des décisions politiques. Est-ce que le gouvernement devrait remettre à plus tard la réparation des routes dans le but de réduire les taxes? Comment peut-on réduire le taux de chômage et le taux d'inflation? Peut-on améliorer les conditions de travail? Est-ce que les paiements d'assurance-chômage sont nécessaires? Quel rôle le gouvernement devrait-il jouer dans l'économie? Les réponses à de telles questions sont extrêmement importantes non seulement en elles-mêmes, mais aussi parce que d'après l'histoire, la crise économique et le chômage ont souvent été la cause du malaise social, de la révolution et des guerres.[1]

---

1. Le matériel de cette introduction provient en grande partie de : MacDonald, Silk, Saunders, The World of Economics, Second Edition (Scarborough, McGraw-Hill Ryerson, 1979), p. 2-4, 30, 42-46; et Paul Samuelson et A. Scott, Economics, Fifth Canadian Edition (Scarborough, McGraw-Hill Ryerson, 1980), p. 3-4, 17- 18, 41-43). Traduction libre.

Si les Canadiens décident de suivre cette suggestion qui leur est faite ici, quels en seront les effets?

Rareté

Malgré le fait que le niveau de vie se soit amélioré très rapidement dans le monde occidental au cours du dernier siècle, la grande majorité des gens n'ont pas tout ce qu'ils désirent. Vous pouvez trouver par exemple, lorsque vous examinez votre propre compte de banque, que vous n'avez pas suffisamment d'argent pour vous acheter un stéréo ou une nouvelle garde-robe.

En d'autres mots, lorsque le moment est venu de satisfaire tous vos désirs, vous vous apercevez que vous n'avez pas assez d'argent. Les ressources disponibles ne sont jamais suffisantes pour satisfaire les demandes de chacun. Cette rareté est un élément fondamental de la science économique; c'est ici justement que se trouve l'origine des études économiques. Selon une définition populaire, l'économie «c'est la science qui étudie les problèmes qui résultent du fait que les biens et les ressources qui peuvent être employés pour satisfaire les besoins humains, sont rares. Elle se préoccupe de la manière dont les hommes distribuent et exploitent leurs ressources peu abondantes, en vue de satisfaire leurs besoins d'une façon compatible avec les valeurs essentielles de leur société.»[2]

---

2. P. Saunders, L. Silk et A. H. MacDonald, **The World of Economics**, Second Edition (Scarborough, McGraw-Hill Ryerson, 1979), p. 24. Traduction libre.

Rareté est un terme qui est, bien entendu, très relatif. Pour plusieurs personnes qui vivent en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, cela peut vouloir dire ne pas manger à sa faim, alors que pour beaucoup de Nord-Américains, cela peut signifier le manque d'un téléviseur couleur. La plupart des Canadiens ne manquent pas de choses qui sont essentielles à la vie (comme la nourriture, l'abri et les vêtements). Ce qu'ils désirent, c'est de pouvoir se procurer des biens de consommation, c'est-à-dire des biens qui ne sont pas essentiels commes les stéréos, les caméras, les vêtements ayant une certaine élégance et les automobiles. En raison de la contradiction qui existe entre leurs désirs de se procurer des biens de consommation et les ressources qui sont nécessaires pour pouvoir se les procurer, les gens doivent choisir les biens qu'ils veulent d'après leurs préférences. Par conséquent, on appelle l'économie, la science des choix.

Questions économiques fondamentales

Afin de satisfaire leurs besoins, les gens doivent décider quelle est la meilleure façon d'utiliser leur temps et leur énergie, quoi acheter, combien d'argent ils doivent épargner pour leurs besoins futurs et comment ils peuvent augmenter leurs revenus. D'une façon similaire, puisqu'aucune société ne peut éviter les problèmes qui résultent de la rareté des ressources, chaque nation doit décider quelle est la meilleure façon d'utiliser ses ressources peu abondantes, de façon à satisfaire les besoins du pays. Chaque société, que ce soit une société tribale ou encore une société industrielle, doit considérer les trois questions suivantes :

1. Quels sont les biens qui devraient être produits? Devrions-nous cultiver le blé, fabriquer des machines, éduquer la population ou défendre la nation?

2. Comment ces biens devraient-ils être produits? Avec quelles ressources et quelles techniques les biens seront-ils produits? Et par qui? Qui devrait être fermier? Qui ira travailler dans les usines? Devrait-il y avoir quelques travailleurs et beaucoup de biens d'équipement affectés à la culture du blé, ou devrait-il y avoir plus de travailleurs et plus de machinerie, mais moins de terres?

3. Combien chacun devrait-il recevoir de ce qui est produit? Au Canada, il n'y a pas suffisamment de maisons pour loger chaque famille. Qui devrait avoir ces maisons?

Est-ce qu'on devrait répartir la plupart des biens entre quelques personnes, ou est-ce qu'on devrait diviser les ressources nationales d'une façon égale?

Le Canada, la Suède, l'U.R.S.S., Cuba — en fait, chaque nation dans le monde — doit résoudre ces trois problèmes économiques fondamentaux : quoi produire, comment le produire et combien en produire. Les institutions et les pratiques que chacune des nations ont établies pour régler ces questions constituent ce qu'on appelle un système économique. Bien que plusieurs méthodes aient déjà été utilisées dans le passé pour organiser une économie, on peut distinguer trois grandes catégories : les économies régies par la tradition, les économies administrées par une direction centrale et les économies dirigées en fonction du marché. Malgré le fait qu'aucun de ces trois types n'existe dans une forme pure, il peut s'avérer utile d'examiner les mécanismes de chaque système.

Dans le cadre des systèmes économiques traditionnels qui caractérisent plusieurs sociétés tribales, ce sont les coutumes des gens qui déterminent le fonctionnement de la société. À la question quoi produire, l'économie traditionnelle répondra : «Il faut produire ce qui a toujours été produit.» D'une façon similaire, dans une économie traditionnelle, on réglera la question de comment produire en répliquant : «Comme nous l'avons toujours fait.» On s'attend à ce que les enfants, par exemple, suivent les traces de leurs parents. La répartition des biens s'effectue également selon les coutumes et la force des habitudes. Au sein d'une économie planifiée — souvent appelée système centralisé, socialiste, ou communiste — les ressources nationales sont contrôlées par le gouvernement, qui prend toutes les décisions économiques majeures.

L'économie de marché, de l'autre côté, résout les problèmes de production et de répartition en permettant aux individus de prendre leurs propres décisions économiques. Dans ce système — qu'on appelle également entreprise privée ou capitalisme — les ressources nationales appartiennent au secteur privé et le gouvernement n'intervient pas dans l'économie.

Aucune société ne dépend exclusivement du système traditionnel, de la direction centrale ou du système de marché, bien que la plupart des sociétés comptent davantage sur un type plutôt que sur l'un des deux autres. Dans la plupart des nations industrielles modernes, les systèmes de marché et d'économie planifiée sont fondus ensemble pour donner une forme hybride appelée «économie mixte». Au Canada, par exemple, les

ressources du pays appartiennent généralement au secteur privé, mais le gouvernement intervient souvent dans l'économie pour rectifier des maux sociaux, tels que le chômage et la pauvreté.

Bien qu'il semble utile d'établir des catégories, ce n'est pas une tâche facile de classer les différents systèmes économiques qui existent dans le monde aujourd'hui. Dans le monde réel, les économies sont complexes et dynamiques; chaque système économique national a subi d'énormes changements au cours du dernier siècle. De plus, le capitalisme au Canada se distingue du capitalisme qui existe au Japon, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, et le communisme soviétique diffère, à la fois, du communisme cubain et du communisme chinois. Finalement, les valeurs ou l'idéologie à la base de chaque système économique affectent tous les aspects d'une société et tendent à se confondre avec la politique et les idéologies politiques. Il est impossible de séparer complètement les régimes politiques des systèmes économiques.[3]

3. A. Baldwin et W. Calder, Ideologies (Scarborough, McGraw-Hill Ryerson, 1983), p. 155-158. Traduction libre.

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE TOUT SYSTÈME DE GOUVERNEMENT

Pourquoi étudions-nous le gouvernement?

Le gouvernement est une partie intégrante de chaque société. Il fait les lois, les interprète et les exécute. Le gouvernement affecte presque chaque aspect de notre vie (ex. : les impôts et les taxes, le système de transport scolaire, les feux de circulation). Il peut nous empêcher d'atteindre nos buts les plus chers, et il peut même nous demander de sacrifier nos vies en temps de guerre. On peut, par conséquent, considérer le système politique comme étant un système qui exerce une influence déterminante sur la société. L'économie est affectée par les lois faites par le gouvernement qui restreignent les pratiques injustes contre les travailleurs, réglementent les relations de travail et établissent des tarifs. Les activités familiales sont circonscrites par les règlements scolaires, les exigences médicales et les lois de mariage. La gamme des lois qui régit une société peut s'étendre de quelques traditions transmises oralement d'une génération à l'autre, jusqu'à une organisation bureaucratique complexe.

L'étude de la politique, qu'on appelle généralement la science politique, a vu le jour lorsque les hommes ont commencé à s'interroger sur les règles qui régissent la société. Devrait-on suivre ces règles? Pourquoi les diverses nations ont-elles des gouvernements différents? Est-ce qu'il y a un ensemble de règles que chaque société devrait adopter? Cette enquête, qui existe depuis des milliers et des milliers d'années, se poursuit encore aujourd'hui.

Chaque génération est placée devant le même dilemme, à savoir si elle doit accepter les règles qui ont été établies ou acceptées par la génération précédente, ou bien si elle doit les modifier ou encore les remplacer par d'autres règles. Le citoyen ordinaire, qui contemple la décision de voter pour un parti politique, peut tenter de trouver une réponse à la question à laquelle les philosophes grecs ont essayé de répondre il y a deux mille ans, lorsqu'ils se sont demandés : Quelle est la meilleure forme de gouvernement? Bien entendu, les citoyens ordinaires sont certainement plus enclins à se demander quel parti politique va les aider le plus? Quoi qu'il en soit, l'électeur (dans le sillage des philosophes grecs) va se poser une question analogue : Quelle est, pour moi, la meilleure forme de gouvernement?

Gouvernement et pouvoir

La monarchie, la démocratie, la dictature, le fascisme, la théocratie, la monarchie constitutionnelle, le communisme, l'aristocratie, l'oligarchie... Le nombre de formes gouvernementales semble illimité. Au IVe siècle avant J.-C., Aristote, un philosophe grec, a tenté de simplifier ce choix en classant les diverses formes de gouvernement selon la répartition de leur pouvoir politique. Les formes de gouvernement où il n'y avait qu'une seule personne à la tête de l'État ont été nommées monarchies. On a appelé aristocraties, les régimes politiques où il y avait plus qu'une personne, c'est-à-dire un petit nombre qui détenait le pouvoir. Et enfin, les organisations politiques où l'État était administré par la majorité des citoyens ont été appelées démocraties. Bien que le partage du pouvoir soit seulement une manière de classer par catégories les diverses formes de gouvernement, le pouvoir est l'élément essentiel dans presque n'importe quelle sorte d'organisation. En particulier, c'est la façon par laquelle les gouvernements s'emparent et se servent de leur pouvoir qui les différencie les uns des autres. Un monarque absolu, par exemple, ne se préoccupe pas des désirs de ses sujets. Quand le roi Louis XIV de France déclarait : «Je suis l'État», ce qu'il voulait dire véritablement c'était : «Je suis le gouvernement et, par conséquent, ce que je dis prévaut.» Dans une démocratie, ce sont les gens eux-mêmes qui, par l'intermédiaire de leurs représentants élus, décident de la façon dont le gouvernement doit exercer le pouvoir.

Le principe de la monarchie absolue, ou de l'autorité politique exercée par un seul individu, tire son origine de la philosophie ou de l'idéologie qui affirme et justifie l'exercice du pouvoir. Une bande qui vit dans les rues de la ville de Calgary ou de Vancouver, par exemple, est contrôlée par une personne à laquelle tous les membres de la bande ont juré obéissance et loyauté. L'appropriation du pouvoir par le chef de la bande est considérée comme une façon de démontrer qu'il ou elle est de loin supérieur(e) aux autres membres de la bande. La Mafia n'est qu'un exemple parmi tant d'autres du succès de cette philosophie.

Le principe de leadership est cependant trop restreint pour attirer ou retenir plusieurs partisans au cours d'une longue période. De nouvelles idées sont nécessaires pour recruter de nouveaux partisans et stimuler encore plus la loyauté. Hitler a résolu ce problème en adoptant la croyance que le peuple allemand constituait une race supérieure. Aux États-Unis, l'idéologie du Ku Klux Klan affirme que Dieu prescrit aux membres du clan de protéger la société blanche protestante contre les Noirs, les

catholiques et les Juifs. Historiquement, la plupart des gouvernements ont fondé leur pouvoir sur la religion. Cela s'applique aux pharaons égyptiens, aux tsars russes et aux empereurs chinois. Les pays communistes justifient leurs actions en s'appuyant sur la doctrine de la lutte des classes contre les capitalistes et sur la croyance que toute propriété sera administrée pour le bénéfice de la classe ouvrière. De même, les gouvernements démocratiques ne craignent guère, non plus, d'utiliser la croyance en «la règle de la majorité» pour justifier leur utilisation du pouvoir.

Quelle serait alors la meilleure forme de gouvernement? Pour répondre à cette question nous devons examiner l'idéologie ou l'ensemble des croyances en fonction des choix disponibles. Les questions les plus importantes à poser sont : Qui exerce le pouvoir? D'après quels critères les décisions sont-elles prises? Quels sont les buts et les idéaux du gouvernement? Quel rôle le citoyen joue-t-il dans l'organisation politique?[1]

Objectif du gouvernement

Tout individu qui vit en société est lié aux autres par une forme quelconque d'organisation politique et sociale. Le gouvernement utilise son pouvoir pour soutenir cette organisation. Mais à quelle fin le gouvernement devrait-il exercer son pouvoir? La réponse la plus simple à cette question, c'est de suggérer que le gouvernement exerce son pouvoir en vertu du bien-être général. Toutefois, le problème à ce niveau c'est que les intérêts des gens sont très rarement les mêmes. Les gens possèdent différentes valeurs; il y a les majorités et les minorités; quelques personnes favorisent l'indépendance alors que d'autres valorisent une certaine structure et la sécurité. Par conséquent, l'ordre social dépend de l'exercice d'une certaine coercition et n'importe quelle forme d'organisation politique implique l'usage d'une certaine contrainte.

La nature de la coercition exercée par une société variera en fonction de l'idéologie que préconise cette même société. La contrainte peut être utilisée d'une manière subtile, par exemple, en promettant une récompense monétaire comme le fait le capitalisme. Ou bien, on peut affecter le comportement humain en utilisant la force pour se faire obéir (comme le fait le fascisme).

1. A. Baldwin et W. Calder, Ideologies (Scarborough, McGraw-Hill Ryerson, 1983), p. 17-19. Traduction libre.

Par conséquent, les moyens par lesquels le gouvernement peut atteindre son objectif changeront en fonction de la façon dont le gouvernement perçoit l'utilisation de la force.

L'autoritarisme présume qu'une élite connaît ce qui est bon pour le peuple et gouverne en fonction de sa connaissance de la «vérité». Les positions au centre du continuum politique illustrent les philosophies politiques qui suggèrent que l'autorité politique tire son origine de la volonté des individus et par conséquent, l'autorité politique devrait être limitée et la liberté individuelle protégée. Ce point de vue semble indiquer que, quel que soit l'objectif du gouvernement, il doit être atteint librement, sans aucune contrainte. Par exemple, si le gouvernement désire la sécurité économique pour tous, pour atteindre cet objectif chaque individu devrait être libre de pouvoir poursuivre son propre bien-être économique. Cette idée introduit la possibilité qu'une partie de la société ne pourra jamais être bien nantie économiquement. Donc, si l'on doit garantir à tous les membres d'une société la sécurité économique, la liberté devra peut-être être sacrifiée en vue de permettre au gouvernement d'atteindre plus efficacement son objectif.

Quel que soit l'objectif ultime du gouvernement, les moyens par lesquels il est atteint seront basés sur la façon dont les gens de cette société voient la nature de l'homme et sur ce qu'ils considèrent comme important. Par exemple, une société qui considère la sécurité économique comme étant un objectif très important croira que le gouvernement devrait assurer que la richesse soit répartie également entre tous. Si elle présume que la nature de l'homme est d'être essentiellement égoïste, la méthode par laquelle le gouvernement pourrait garantir l'égalité impliquerait peut-être un contrôle par l'État de tous les aspects de l'économie. Un libertaire, par contre, voudra que le gouvernement ne joue aucun rôle ou un rôle très minime dans la société, puisque d'après lui tous les hommes sont essentiellement bons et les richesses personnelles pourraient finalement être partagées.

Décisions que toute société doit envisager

Le problème auquel fait face tout système de gouvernement est la relation entre la valeur accordée à la liberté individuelle et le concept de l'ordre dans une société, qui peut être exprimé comme «le bien-être général». Le gouvernement tend à rechercher un certain équilibre entre la liberté individuelle et le bien-être collectif, ce qui est bon pour la société dans son ensemble. Idéalement, il n'existe pas de conflit entre ces deux concepts; l'un dépend de l'autre. Le bien-être général peut se définir en pratique comme

étant un ensemble de droits et de devoirs unissant les hommes les uns avec les autres. Les droits ou les libertés peuvent être revendiqués par n'importe quel individu comme étant essentiels à sa capacité d'être une personne humaine rationnelle et en même temps, nécessaires pour qu'il puisse faire ce que la société attend de lui. Son identité en tant qu'individu est en fonction de ses responsabilités sociales, ce qui veut dire le bien-être général. Ainsi, prétendre que le bien-être général ou encore la liberté individuelle devrait être considéré comme étant suprême, c'est exprimer une fausse opposition. Le bien-être général ne peut exister sans que les libertés individuelles soient maintenues, mais la liberté individuelle perd toute signification lorsqu'elle est considérée hors de la société organisée.

Le gouvernement, par définition, s'intéresse à la société et au bien-être général, mais en vue d'y parvenir, il doit aussi tenir compte de la liberté individuelle. L'équilibre qui est atteint entre les deux concepts peut être modifié en fonction des valeurs d'une société particulière, telles qu'elles sont énoncées à la Fiche 2.

Questions

1. En considérant la question des objectifs gouvernementaux, il est important de distinguer l'aspect positif (comment sont les choses en réalité) de l'aspect nominatif (comment devraient être les choses). La fiche de lecture suggère, par exemple, que le but de tout gouvernement est d'exercer son pouvoir au profit du bien commun. Ceci devrait peut-être être le but de tout gouvernement, mais l'est-il en réalité? Pouvez-vous penser à des régimes qui ont d'autres buts à l'esprit?

   À l'aide du tableau ci-dessous, faites une liste des buts possibles que pourrait poursuivre un gouvernement.

Buts	Qui pourrait en profité le plus et pourquoi?	Qui pourrait en souffrir le plus et pourquoi?
ex. : assurer la liberté individuelle	les plus forts, les plus riches, les plus chanceux	les pauvres, les désavantagés

2. Aristote a classifié les systèmes politiques d'après la répartition du pouvoir. Expliquez et donnez-en des définitions et des exemples.

3. On pourrait aussi classifier les systèmes politiques et économiques d'après le degré de civisme (participation du citoyen dans le système) qu'ils permettent. Examinez les classifications d'Aristote à la lumière du civisme.

4. Expliquez ce que c'est que le pouvoir coercitif. Est-ce que la coercition est légitime? Quand ou sous quelles conditions? Est-il possible de gouverner sans contrôler le pouvoir de coercition?

5. Quel devrait être, selon vous, le but fondamental d'un gouvernement et de quelle façon le gouvernement devrait-il poursuivre cet objectif? Quels sont les principaux obstacles à surmonter dans la poursuite de cet objectif?

MODÈLES DE RÉGIMES POLITIQUES ET DE SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Un système politique ou économique est une organisation complexe. Il est utile, voir même nécessaire, de le décrire en étapes. La première étape donne une description simplifiée; chaque étape qui suit devient de plus en plus complexe et réaliste.

Ensuite, on simplifie la présentation de chaque différent type de système. La première ébauche ne souligne que les éléments essentiels du système à connaître. Cette ébauche peut être appelée «le modèle» du système. Un modèle peut être utilisé soit pour montrer la situation telle qu'elle est, soit pour montrer comment elle devrait être.

Un modèle n'existe que dans l'imagination. Nous pouvons, par exemple, imaginer un système économique à base d'entreprises purement privées, ou purement dictatoriales, mais il n'existe pas de telles structures en réalité. Les formes actuelles d'organisations politiques et économiques ne peuvent pas être facilement mises dans de simples catégories. Les modèles imaginaires sont purs et simples et sont, pour cette raison, un bon moyen de comprendre le monde réel dont la complexité pourrait nous confondre. Cependant, pour la même raison, les modèles représentent seulement une première étape. Il est nécessaire d'aller plus loin, vers une description de plus en plus détaillée, complexe et réaliste.

Dans ces fiches, chaque type de système politique et économique est tout d'abord décrit en termes d'un modèle. Une description plus réaliste s'ensuit, montrant le fonctionnement réel de certaines parties des systèmes économiques et politiques de pays spécifiques.

De brèves définitions sont données ici comme introduction. Elles réduiront le problème, si commun lors des discussions politiques ou économiques, de termes identiques qui sont interprétés différemment.

Démocratie : système politique dans lequel la majorité gouverne, tout en respectant les droits de la minorité.

Dictature : système politique dans lequel un petit groupe gouverne. Il se peut que le groupe au pouvoir ait l'appui de la majorité des citoyens mais, en cas contraire, il n'y a pas de moyens légaux de renverser le pouvoir.

Entreprise publique : système économique dans lequel la production, la terre et le capital appartiennent au gouvernement, et dont l'activité économique est organisée et dirigée par le gouvernement.

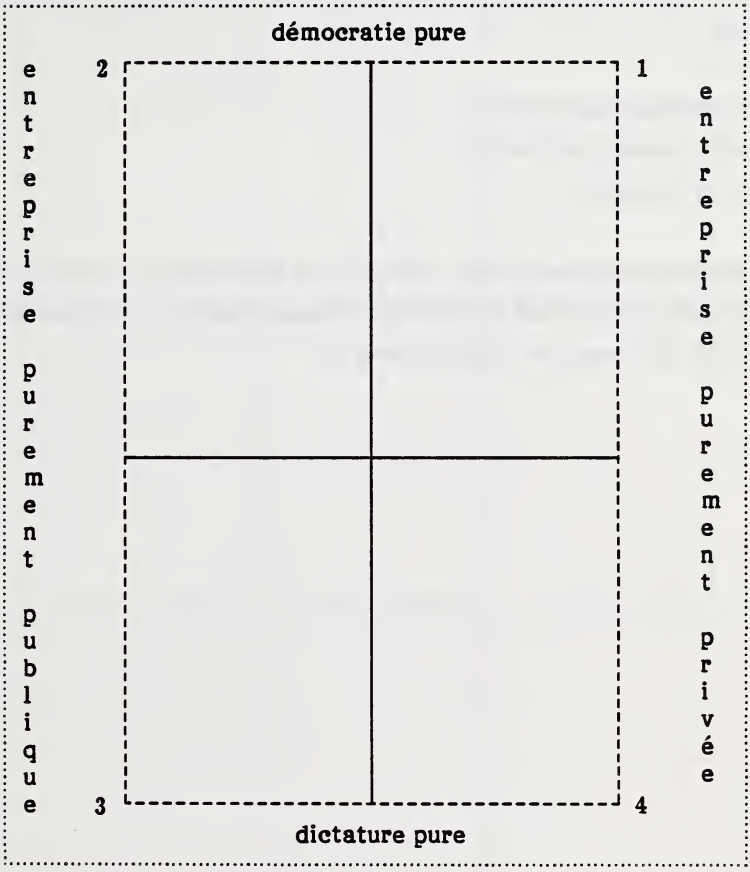
Entreprise privée : système économique caractérisé par la propriété privée. La vie économique est organisée d'après les marchés d'échange, où les prix sont déterminés par l'offre et la demande, sans intervention gouvernementale.

Société traditionnelle : société dans laquelle la vie politique et économique suit la tradition, sans que celle-ci ne soit rationnellement remise en question par ceux qui agissent.

Le diagramme à la page suivante montre comment les quatre premiers types de systèmes étudiés peuvent être classifiés. Le point «1», par exemple, illustre un pays dont le système politique est purement démocratique et dont le système économique est composé d'entreprises purement privées. Il est impossible d'attacher le nom d'un pays existant à chaque coin de la boîte, car ces coins ne représentent que des extrêmes imaginaires. Les pays existants seraient représentés par des points situés à l'intérieur des limites du diagramme. Le point «a», par exemple, représente un pays qui s'oriente vers l'entreprise privée et la démocratie.[1]

1. T. L. Powrie, **Political and Economic Systems** (Don Mills, Ontario, Academic Press, 1985), p. 8-11. Traduction libre.

COMBINAISONS DES SYSTÈMES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES



Questions

1. Étudiez et apprenez les définitions des modèles de régimes politiques et de systèmes économiques suivants :

   - démocratie
   - dictature
   - économie planifiée (centralisée)
   - économie de marché (capitaliste)
   - économie traditionnelle.

2. À l'aide du tableau synthèse suivant, indiquez les éléments de la nature humaine et les valeurs principales qui sont réflétés dans chaque modèle, ainsi que les dangers et principaux défis que comporte chaque système.

	SYSTÈMES POLITIQUES		SYSTÈMES ÉCONOMIQUES	
	Démocratie	Dictature	Économie de marché	Économie planifiée
Vision de l'être humain				
Valeurs sous-jacentes				
Dangers				
Principaux défis : (le système doit résoudre des problèmes tels que :)				

ACTIVITÉS SUPPLÉMENTAIRES DE SYNTHÈSE

1. Écrivez une lettre au Premier ministre actuel à propos d'une de ses politiques qui vous enchante ou qui vous dérange le plus. Analysez les buts et les effets de la politique en question et rattachez votre position à une discussion générale des buts et des responsabilités d'un gouvernement.

2. Discutez la notion de la liberté telle qu'entretenue par les partisans de l'économie de marché et ceux d'une économie plus centralisée.

   Vous pourriez utiliser le dialogue suivant comme point de départ de votre discussion.

   M. Les É. Faire : Les gens ont besoin d'être libres. C'est pourquoi le système du laissez-faire est le meilleur système. Il empêche le gouvernement d'intervenir le plus possible dans la vie des gens. Il donne aussi plus de chances aux gens de poursuivre leurs propres ambitions et désirs.

   Mme I. N. Terventionniste : Le gouvernement ne représente pas le seul obstacle à la liberté. Prenez les pauvres, par exemple. Jouissent-ils d'autant de liberté que les riches? Tout le monde peut posséder un voilier, mais seulement ceux qui en ont les moyens peuvent vraiment en acheter un. Le système du laissez-faire ne profite qu'aux privilégiés. Je suis d'accord pour dire que les gens ont besoin d'être libres, mais la vraie liberté ne peut exister que si le gouvernement intervient pour assurer que tout le monde reçoit la part qui lui revient.

   M. Les É. Faire : Je crois également que tout le monde devrait être considéré sur le même pied. Mais s'attendre à ce que les gouvernements nous donnent plus de liberté serait comme demander à un loup de protéger vos moutons.

> Bien sûr, les gouvernement devraient corriger certaines injustices, mais le problème est qu'ils ne savent jamais où s'arrêter.

Ce débat démontre que les individualistes, tout comme les interventionnistes, croient que la liberté est une question très importante, mais ils ne s'entendent pas sur les obstacles qui empêchent la liberté.[1]

1. T. L. Powrie, Political and Economic Systems (Don Mills, Ontario, Academic Press, 1985), p. 20. Traduction libre.

RAPPEL

Maintenant que ce module est terminé, faites un retour en arrière afin de vous assurer que vous avez bien compris les concepts et les idées développés lors de vos lectures et de vos discussions. Assurez-vous en particulier d'avoir bien atteint les objectifs tels que développés dans **Avis aux élèves,** au tout début de ces fiches de lecture.

En termes très généraux, vous devriez avoir compris que :

- les idéologies contiennent des croyances et des idées sur la nature humaine et servent à expliquer et à justifier les systèmes politiques et économiques;

- les systèmes politiques sont organisés pour répartir le pouvoir politique, ce qui implique l'autorité de prendre des décisions et de les exécuter dans la société.

MODULE 2

Systèmes politiques

A. Régimes démocratiques

AVIS AUX ÉLÈVES

Cette première partie (A) du module 2 vise à stimuler votre réflexion sur le bien-fondé, les pratiques, les modalités et les caractéristiques des régimes démocratiques. À la fin de cette partie, vous devriez pouvoir :

- expliquer le rôle et la justification de la démocratie;
- retracer les fondements philosophiques et historiques de la démocratie;
- décrire la façon dont le pouvoir est réparti dans une démocratie;
- analyser les types de régimes démocratiques;
- discuter le concept de droits et libertés en régime démocratique.

RÉVISION DES VALEURS ET DES PRINCIPES SUR LESQUELS REPOSE LA DÉMOCRATIE

- L'être humain est un être rationnel, capable d'agir dans son intérêt particulier et dans l'intérêt de la communauté (rationalité de la personne humaine).

- Chaque individu est digne de respect, égal en droit à son semblable et donc mérite une voix égale aux autres au chapitre du gouvernement et de la vie collective (dignité de la personne humaine, égalité des êtres humains).

- Chaque individu a le droit de s'épanouir et de se développer sans restrictions en autant que ses activités n'entravent pas les droits des autres (épanouissement et liberté de l'individu).

- La démocratie assure que le changement se fera de façon paisible et selon la volonté de la majorité des individus (changement dans la paix).

- Tout gouvernement, pour être légitime, doit émaner du consentement des gouvernés.

LE RÔLE ESSENTIEL DE LA DÉMOCRATIE

À la défense de la démocratie

Le mot démocratie provient de deux mots grecs - «demos» le peuple, et «kratia», l'autorité. Littéralement, démocratie signifie «l'autorité entre les mains du peuple» ou, en bref, «le gouvernement du peuple». Il sera principalement question, dans cette discussion, de décrire les mécanismes de la démocratie ou en d'autres mots, les techniques par lesquelles le peuple conserve et exerce le pouvoir politique. Mais avant d'aller plus loin, nous allons aborder brièvement quelques-uns des arguments qui sont les plus souvent avancés pour justifier la démocratie.

1. Jugement de valeur : Les gens devraient être totalement libres de croire, de dire et de faire ce qu'ils veulent.

   Jugement de fait : La démocratie offre ce type de liberté d'une façon plus complète que n'importe quelle autre forme de gouvernement.

2. Jugement de valeur : L'État n'est ni plus ni moins que la somme de tous les individus qui le composent. Sa seule raison d'être est de faire ce que le peuple désire. Le gouvernement ne devrait pas être le maître, mais plutôt le serviteur du peuple.

   Jugement de fait : La démocratie est la forme de gouvernement qui est la plus sensible et qui répond le mieux à la volonté du peuple.

   Conclusion : La démocratie est souhaitable.

3. Jugement de valeur : Un système de gouvernement devrait faire en sorte que le changement à la direction du pays se fasse d'une manière paisible et méthodique.

   Jugement de fait : Comme dit un vieil adage, les courses à la direction dans une démocratie sont faites non pas au moyen de balles, mais plutôt au moyen de bulletins de vote. Et les perdants sont davantage disposés à céder le pouvoir calmement parce qu'ils savent qu'ils auront l'occasion plus tard d'essayer, à nouveau, de reprendre le pouvoir à l'aide de moyens pacifiques.

Conclusion : La démocratie est souhaitable.

4. Jugement de valeur : Une société devrait rechercher les plus grandes réussites possibles dans n'importe quelle forme d'effort humain.

   Jugement de fait : En permettant une plus grande liberté individuelle, la démocratie encourage la créativité et la réussite chez tous ses citoyens.

   Conclusion : La démocratie est souhaitable.

Vous devez décider vous-même si, oui ou non, ces arguments sont convaincants. Nous allons maintenant aborder les mécanismes de la démocratie.

Un modèle de démocratie directe pure

Dans le but de comprendre la façon dont les vraies démocraties fonctionnent, nous allons concevoir notre modèle de la démocratie. Imaginez une forme de démocratie "pure" où tous les gens exerceraient leur autorité dans tous les domaines, pour que nous puissions découvrir les principes fondamentaux de la démocratie. Plus tard, au cours de cette discussion, nous serons plus pratiques et réalistes et nous essayerons de voir comment notre modèle doit être changé en vue de décrire plus précisément ce qui se passe dans le monde réel.

Vous devez comprendre ici que, lorsque nous parlons d'un modèle de la démocratie, nous ne voulons pas dire nécessairement qu'il s'agit de la meilleure forme de gouvernement, ou même encore qu'il s'agit d'une très bonne forme de gouvernement. Que notre modèle soit une forme de gouvernement souhaitable ou peu souhaitable, en fonction de personnes réelles appartenant à un monde réel, c'est une question hypothétique qui exige si l'on veut obtenir une réponse valable, des données normatives et positives.

Dans notre modèle de démocratie, toutes les personnes exerceraient leur autorité dans tous les domaines. Le pouvoir politique résiderait à l'intérieur de la communauté entière plutôt qu'au sein d'une certaine classe, caste, ou d'un autre groupe à l'intérieur de la communauté. Ainsi, toutes les décisions publiques, grosses ou petites, seraient prises par

l'ensemble des citoyens. Personne ne pourrait mettre en vigueur des mesures qui n'auraient pas été approuvées par la population.

Il est très évident qu'une forme de démocratie directe pure ne pourrait fonctionner qu'à l'intérieur d'un certain type de société. Premièrement, la densité de la population devrait être faible, puisqu'il serait impossible que tous les citoyens d'une grande communauté puissent se réunir pour prendre toutes les décisions publiques. Et deuxièmement, les décisions devant la communauté devraient être peu nombreuses, relativement simples et directes. De grandes assemblées ne sont pas des corps efficaces lorsqu'il s'agit de régler des questions très complexes. Les plébiscites ne sont que des instruments peu tranchants. Pour vous aider à mieux concevoir ce que pourrait être une démocratie directe pure, songez à cette forme de gouvernement opérant dans une petite communauté. Imaginez que les gens parlent la même langue, pratiquent la même religion, voient le monde de la même manière et opèrent une économie très simple. Un bon exemple de cela serait une communauté isolée, située très loin dans le nord du Canada.

Le bon fonctionnement de cette forme de gouvernement exige plusieurs choses. Premièrement, il faudrait qu'il y ait une forme d'organisation quelconque pour prendre des décisions lorsque les citoyens ne s'entendent pas. En effet, ce n'est guère réaliste de penser, même dans le cadre d'un modèle de la démocratie, que tous les gens seront toujours d'accord. Il est généralement reconnu que le mécanisme démocratique pour prendre de telles décisions est le gouvernement par la majorité. Après tout, on peut difficilement concevoir un gouvernement régi par une minorité comme étant le gouvernement du peuple. Cependant, il est généralement accepté que la mise en place de quelques barrières visant à freiner le pouvoir des majorités est une chose permise dans une démocratie, de telles barrières étant destinées à empêcher les majorités de supprimer les droits politiques des minorités. À l'exception de ces quelques cas, cependant, chaque politique publique dans notre modèle de la démocratie serait acceptée par plus de la moitié des citoyens.

Une deuxième condition de notre modèle de la démocratie serait de disposer de quelques moyens pour se tenir informés à propos de ce que pensent les autres et d'être en mesure de communiquer aux autres ses opinions. Les gens ne peuvent voter pour ou contre les politiques proposées à moins qu'ils ne comprennent ces politiques. Cet échange

d'informations et d'opinions exigerait évidemment que la liberté de délibération et de discussion soit étendue. Les citoyens de notre modèle de la démocratie devraient pouvoir bénéficier de la liberté de parole pour exprimer leurs opinions et de la liberté de pouvoir s'assembler pour exprimer avec efficacité leurs opinions. Un tel montant de liberté d'expression demanderait beaucoup de tolérance de la part des citoyens. Même les individus et les groupes qui avancent des opinions qui ne sont guère populaires auraient le droit de les exprimer.

Finalement, dans notre modèle de la démocratie, tous les citoyens devraient être légalement et politiquement égaux en terme de vote et de débat public. Cela signifie que chaque personne aurait droit à un vote seulement, et aucun vote ne serait considéré comme étant plus important qu'un autre. Autrement, le principe du gouvernement par la majorité serait violé, puisqu'on accorderait plus d'importance aux opinions de quelques personnes qu'aux opinions des autres. D'une façon similaire, chacun aurait le droit également d'encourager publiquement les autres à partager ses opinions. Parce qu'encore une fois, si quelques citoyens ne pouvaient participer pleinement aux débats publics, les opinions de quelques privilégiés seraient favorisées au détriment des opinions des autres. Le résultat d'une telle situation serait le gouvernement par quelques-uns plutôt que le gouvernement par la majorité.

Les deuxième et troisième caractéristiques de notre modèle de la démocratie -- la liberté de discussion et l'égalité des hommes devant la loi -- sont souvent considérées comme étant les «droits de la minorité». Au sens strict, cette étiquette n'est pas correcte puisque dans une démocratie, les droits politiques sont garantis à tous, aux membres des majorités aussi bien qu'aux membres des minorités. Toutefois, puisque les droits politiques des minorités sont, en général, plus souvent menacés en comparaison avec les droits politiques des majorités, il ne fera pas de tort de continuer à utiliser la terminologie courante. Ainsi, une manière de décrire notre modèle de la démocratie très brièvement serait de souligner qu'il s'agit d'une forme de gouvernement où l'autorité est détenue par la majorité et les droits de la minorité sont également respectés. Le gouvernement par la majorité est une chose absolument essentielle dans une démocratie pour la simple raison que si la majorité ne détient pas le pouvoir, c'est la minorité qui

l'aura, ce qui est évidemment peu démocratique. Mais les droits de la minorité sont aussi essentiels puisqu'autrement, nous n'aurions pas les moyens nécessaires pour créer une nouvelle majorité.[1]

1. T. L. Powrie, **Political and Economic Systems** (Don Mills, Ontario, Academic Press, 1985), p. 37-40. Traduction libre.

LES FONDEMENTS PHILOSOPHIQUES DE LA DÉMOCRATIE

A. La démocratie selon les Grecs

La démocratie a vu le jour à Athènes, en Grèce, et a atteint son apogée au Ve et au IVe siècles avant J.-C. Certes, cette démocratie n'était pas comme celles d'aujourd'hui.

La participation politique se limitait aux hommes propriétaires, ces derniers portant seuls le titre de citoyen. Les femmes, les jeunes, les étrangers et les esclaves se trouvaient exclus de la vie publique. C'est ainsi qu'entre 20 000 et 40 000 hommes dirigeaient la destinée d'une cité - état (polis) d'à peu près 300 000 à 400 000 personnes.

Les citoyens d'Athènes devaient participer activement à l'adoption et à l'administration des lois ainsi qu'à son interprétation et à son exécution. Les institutions politiques étaient organisées de façon à permettre la plus grande implication de la part des citoyens. Ce système de démocratie porte le nom de démocratie directe car chaque citoyen participait directement dans l'adoption et l'administration des lois.

Comparée aux systèmes démocratiques contemporains, la démocratie athénienne (ou classique) est à la fois plus démocratique (car directe) et moins démocratique (car limitée à une minorité de la population).

Le système démocratique à Athènes ne jouissait pas de l'approbation de tout le monde. Plusieurs philosophes, dont Socrate, Platon et Aristote, s'y objectaient. Voici les points principaux de leur argumentation :

- La fin (ou le but poursuivi) de tout régime doit être la perfection de la vie humaine. Le meilleur régime est donc celui qui conduit à l'excellence humaine.

- Quel type de régime serait le plus en mesure d'assurer l'excellence humaine? Naturellement, ce serait un gouvernement par les meilleurs citoyens, c'est-à-dire un régime aristocratique.

- Pourquoi pas la démocratie? Selon les anciens, l'égalité démocratique est contraire à la loi naturelle (c'est-à-dire contraire à l'essence de la vie humaine en société). Les hommes ne sont pas tous également doués par la nature pour progresser dans le chemin de la vertu. Donner les mêmes droits à tous, ce serait nier l'inégalité de nature entre les hommes. Comme il y a plus de gens non vertueux que de gens vertueux, une démocratie serait un gouvernement des non-éduqués, des ignorants. Il faut donc écarter le gouvernement de la masse ou de la multitude et le confier aux plus qualifiés, c'est-à-dire aux sages. Le régime idéal serait donc le gouvernement des sages qui gouvernent avec le consentement du peuple.

B. La démocratie et le libéralisme

La brillante époque de la démocratie grecque prend fin avec la guerre civile de 431 à 336 avant J.-C., quand Athènes est défait par Sparte, autre cité-nation de langue grecque, organisée, elle, en dictature militaire.

La démocratie disparaît donc du monde occidental bien qu'elle subsiste en bien des places en Afrique, en Asie et même en Amérique du Nord, sous forme locale et parfois tribale.

Elle est remplacée en Europe par des régimes féodaux et absolutistes. Ce n'est qu'aux XVIIe et XVIIIe siècles que l'Europe assiste à un regain d'intérêt pour des principes chers à la démocratie, c'est-à-dire la liberté, l'épanouissement de l'individu et sa participation à la vie publique (le civisme).

Parmi ceux qui réfléchissent sur cette question se trouvent deux philosophes importants. Il s'agit de John Locke, en Angleterre, et de Montesquieu, en France.

Le libéralisme politique

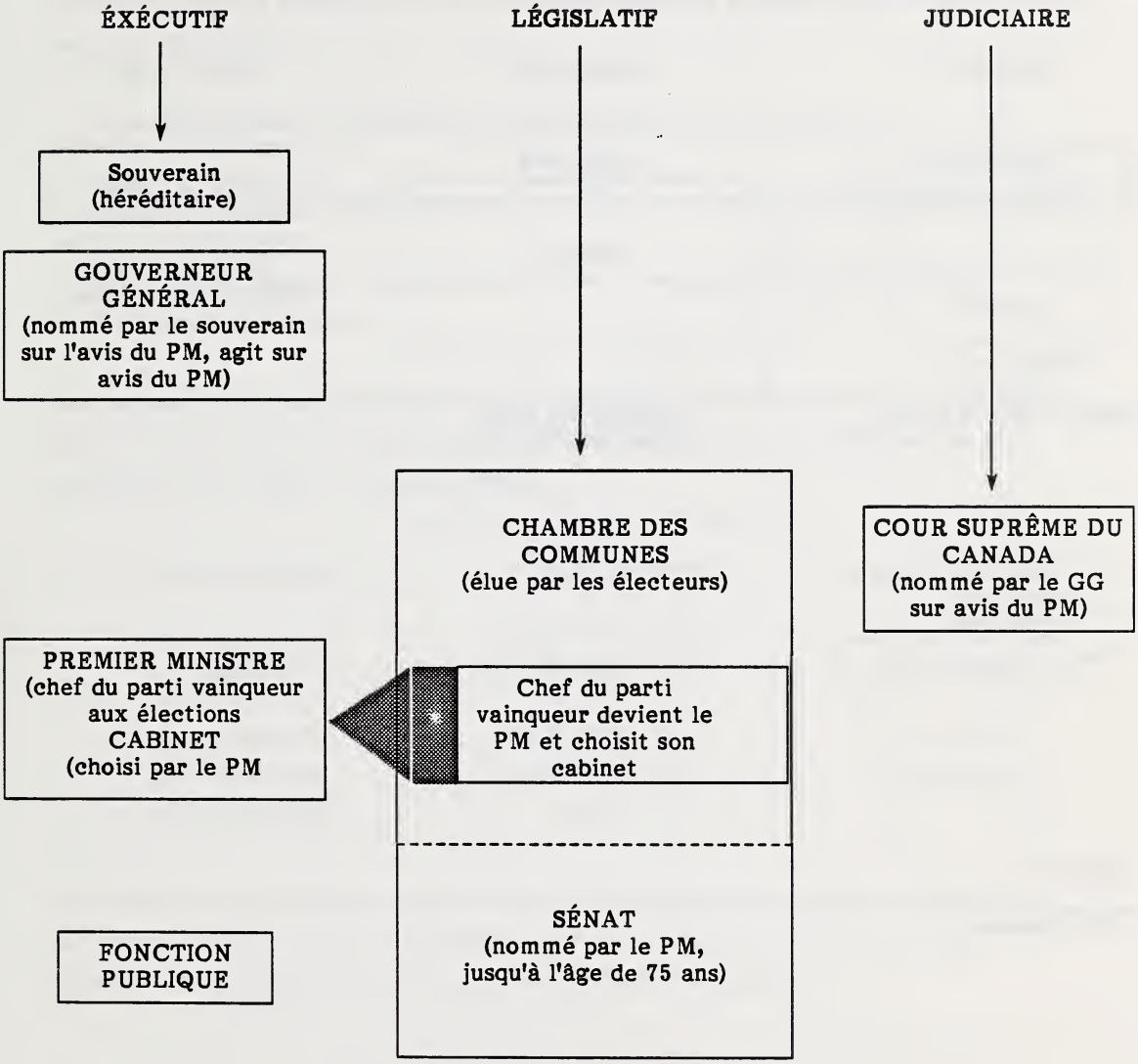
Le premier, un Anglais appelé John Locke (1623-1704), s'est efforcé d'examiner la nature de la souveraineté et le rôle d'un gouvernement. Il est célèbre pour sa conception du pacte social. Il s'agit d'un accord entre citoyens qui sont, à l'origine, entièrement souverains. Ces citoyens reconnaissent toutefois la nécessité d'un gouvernement afin de protéger la «civilité» de la société et donc la capacité des

citoyens de jouir de leur souveraineté. On ne peut pas, par exemple, jouir de sa propriété si quelqu'un met le feu à la maison. Il faut donc constituer une force policière pour protéger ce droit à la propriété. Locke reconnaît qu'en créant de concert avec les autres cette force policière, l'individu s'engage à coopérer avec les autres à contrôler la force policière. Ceci est donc le pacte social — cet engagement entre citoyens à créer certaines institutions collectives qui seront chargées de veiller à l'intérêt de tout le monde. Notons, car ceci est essentiel, que c'est l'individu de son plein gré et pour son propre bien qui a créé ces institutions ou ce gouvernement. Ce dernier doit se limiter toutefois au strict nécessaire. Locke enchaîne en disant que si jamais le gouvernement cesse de veiller aux intérêts des individus, ceux-ci sont justifiés et même ont le devoir de le renverser.

Montesquieu, pour sa part, s'est illustré en examinant les façons d'empêcher un gouvernement de devenir tyrannique. Il a cru que la meilleure façon de faire cela était de répartir le pouvoir qu'exerce un gouvernement entre différents organes au sein du gouvernement. Ceci a donné lieu à la célèbre théorie de la séparation des pouvoirs.

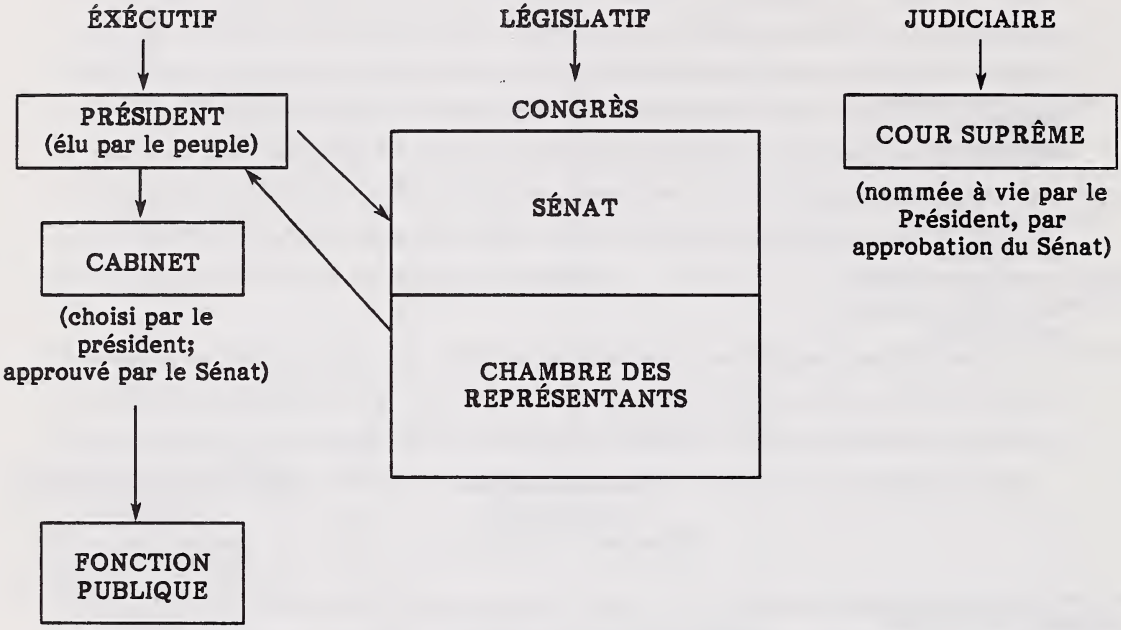
Pour en savoir plus de la contribution importante de ces deux philosophes, veuillez lire les pages 19 à 27 du texte : **Idéologies et régimes politiques comparés.**

LE SYSTÈME PARLEMENTAIRE CANADIEN



Note : Le Premier ministre et son cabinet font partie à la fois du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif; le pouvoir exécutif est responsable devant le pouvoir législatif.

LE SYSTÈME PRÉSIDENTIEL AMÉRICAIN



peut opposer son veto aux lois

peut annuler un veto par un vote des deux tiers

LA RÉPARTITION DU POUVOIR DANS UN RÉGIME DÉMOCRATIQUE

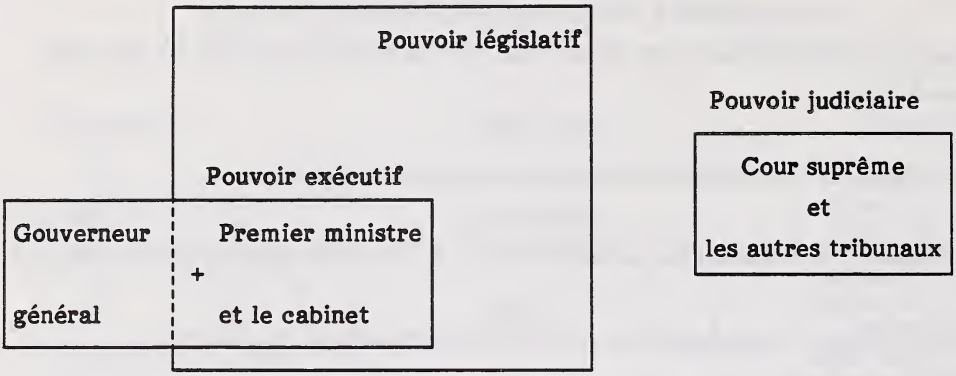
Depuis le temps de Montesquieu, il est d'usage courant de diviser le pouvoir en ces trois aspects, c'est-à-dire :

- le pouvoir législatif - responsable de faire des lois, de les adapter;
- le pouvoir exécutif - responsable de l'exécution et de l'administration des lois votées;
- le pouvoir judiciaire - responsable de veiller au respect des lois et chargé de l'interpétation des lois.

Montesquieu avait plaidé en faveur d'une séparation rigide entre les trois branches du pouvoir. Cette idée a été mise en pratique aux États-Unis où les trois pouvoirs sont exercés par trois corps ou organes distincts.

- Pouvoir éxécutif	- Pouvoir législatif	- Pouvoir judiciaire
Président	Congrès	Cour suprême
et son cabinet (appelé parfois l'administration)	(Chambre des représentants et Sénat)	et autres tribunaux

La tradition britannique parlementaire (et donc le système mis en place au Canada) ne connaît pas le même degré de séparation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Au Canada, les trois pouvoirs sont exercés comme suit :



Comme vous voyez, une partie du pouvoir exécutif fait partie du pouvoir législatif au Canada. Nous disons que le pouvoir exécutif est responsable devant le pouvoir législatif, ou qu'il doit rendre compte au pouvoir législatif. C'est pour cette raison que le Premier ministre et tous les ministres de son cabinet doivent siéger au Parlement (soit à la Chambre des communes ou au Sénat), c'est-à-dire là où se loge le pouvoir législatif. De plus, si le cabinet perd la confiance de la Chambre des communes, le gouvernement doit démissionner. Ce système s'appelle gouvernement responsable et sert à distinguer le régime canadien de celui des Américains.

Aux États-Unis où les trois pouvoirs sont plus nettement séparés, les membres du cabinet n'ont pas de sièges au Congrès. Le Président choisit ses ministres où bon lui semble, et non pas à partir des députés élus de son parti politique comme au Canada. De plus, si le Congrès rejette une loi proposée par l'exécutif, celui-ci n'est nullement tenu de démissionner. Dans ce sens, il n'est pas responsable devant le pouvoir législatif.

En résumé, le système américain est caractérisé par la séparation des trois pouvoirs et par l'équilibre qui s'installe entre eux («checks and balances»). Au Canada, le pouvoir exécutif est responsable devant le pouvoir législatif donnant ainsi le nom de «gouvernement responsable» à notre système. En général, tous les systèmes parlementaires (Grande-Bretagne, Suède, Allemagne, etc.) pratiquent ce genre de gouvernement responsable.

LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE - I

AVANTAGES	DÉSAVANTAGES	TECHNIQUES
décharge l'individu de la responsabilité d'être présent pour chaque décision et la confie à quelqu'un d'autre qui s'en occupe à plein temps	- encourage l'apathie chez les citoyens qui n'ont plus à se mêler directement à la politique	1. Représentation proportionnelle à la population 2. Les élections périodiques 3. Le scrutin secret 4. L'indépendance des cours de justice 5. Le pouvoir de la bourse 6. Les partis politiques 7. Les groupes de pression 8. La presse libre
les décisions sont prises par des gens qui suivent de très près la politique et qui sont donc mieux informés	- encourage la création d'une classe de politiciens qui font la lutte pour le pouvoir et qui sont parfois coupés de la réalité de leurs concitoyens	
le citoyen ordinaire n'a ni le temps, ni l'intérêt, ni l'information nécessaires pour participer à la prise de décisions sur toutes les questions d'intérêt public	- permet aux politiciens de prendre des décisions qui ne jouissent pas de l'appui de l'opinion publique (la suppression de la peine capitale, l'adoption de la TPS sont des exemples. Notez que certains voient cela plutôt comme un avantage, alléguant que le citoyen ordinaire ne voit qu'à court terme, tandis que les politiciens peuvent voir à long terme)	

Faiblesses possibles

1. Découpage électoral inégal — ceci pourait favoriser les régions rurales au détriment des régions urbaines, comme en Alberta.

2. Participation réduite des citoyens — à l'occasion des élections municipales, par exemple, la participation ne s'élève guère au-dessus de 30 % ou 40 %. Cette faible participation met en péril le principe de gouvernement par la majorité.

3. Les groupes de pression peuvent manipuler et les élections et les politiciens.

LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE - II

Dans un modèle de démocratie directe, tous les gens gouverneraient dans tous les domaines; ce qui veut dire que toutes les questions d'intérêt public seraient résolues par la majorité. Bien qu'une forme de la soi-disant «démocratie directe», comme celle que nous avons décrite, ait existé dans l'ancienne Athènes, cette forme serait évidemment impraticable au sein d'un État moderne, vaste et complexe. Premièrement, les gens n'ont pas le temps de voter sur toutes les questions d'intérêt public, et encore moins, d'inventer de nouvelles questions. La plupart des gens considèrent qu'ils passent suffisamment de temps à gagner leur vie, à élever une famille, et à jouir d'une petite détente. Deuxièmement, la plupart des gens ne sont pas suffisamment intéressés aux affaires publiques pour se soucier de voter sur chaque nouvelle question qui se présente. Après tout, la plupart des gens ont plusieurs autres intérêts que les intérêts politiques -- leur maison, leur famille, leur travail, leur religion, leurs loisirs, et ainsi de suite. Finalement, encore une fois parce qu'ils n'ont pas le temps ou ne sont pas intéressés, la plupart des gens ne se procurent pas l'information nécessaire à éclaircir plusieurs questions d'intérêt public, qui les mettraient en mesure de voter intelligemment sur ces questions. Savez-vous, par exemple, s'il devrait y avoir une saison de chasse à l'orignal qui soit limitée à Terre-Neuve, ou encore si les producteurs dans la vallée de la Rivière la Paix devraient recevoir une subvention pour la production des tomates?

Les résultats de ces trois facteurs -- manque de temps, d'intérêt et d'information -- a pour effet que les citoyens dans les démocraties réelles ne se prononcent pas sur toutes les questions, du moins pas directement. Au lieu de voter sur toutes les questions d'intérêt public, ils ne votent que sur quelques-unes. Toutes les autres questions (et ceci comprend la plupart des questions) sont résolues par leurs «représentants». Ainsi, dans les démocraties réelles, l'action de voter n'exprime pas le fait que les citoyens choisissent de s'en tenir à une certaine position devant les questions d'ordre public. Il s'agit plutôt d'une situation où les citoyens élisent d'autres personnes -- des représentants -- pour résoudre, à leur place, la plupart de ces questions. C'est ce qu'on appelle la «démocratie représentative».

Les techniques de la démocratie représentative

De quelle manière un système de gouvernement si différent de notre modèle de la démocratie directe peut-il encore être considéré comme étant une démocratie? Un tel

système ressemble à la démocratie si les représentants du peuple font toujours ce que le peuple désire, suivant les principes du gouvernement par la majorité et respectant les droits de la minorité. En fait, les démocraties représentatives utilisent des techniques variées pour s'assurer que le gouvernement par la majorité et que les droits de la minorité sont protégés. Parmi ces techniques, on doit noter, entre autres, les techniques suivantes :

1. **Représentation proportionnelle à la population.** On s'assure que chaque représentant élu représente approximativement le même nombre de personnes. Le but de cette mesure est de faire en sorte que le vote de chaque citoyen soit approximativement équivalent au vote de chacun des autres citoyens.

2. **Les élections périodiques.** Selon la loi, les élections doivent avoir lieu dans le cadre des périodes maximales définies, malgré les préférences des représentants. Le but évident de cette mesure est de s'assurer que les opinions des représentants correspondent de très près aux opinions des citoyens.

3. **Le scrutin secret.** Le scrutin secret protège les individus contre la possibilité d'être menacés ou punis pour leurs opinions politiques.

4. **L'indépendance des cours de justice.** Puisque les juges des cours supérieures ne peuvent facilement être renvoyés de leurs fonctions, ils peuvent aider à protéger les droits de la minorité sans crainte de représailles.

5. **Le pouvoir de la bourse.** Dans une démocratie, les représentants élus directement par le peuple ont le dernier mot en ce qui concerne la perception et la distribution des fonds publics. Ce pouvoir est particulièrment important lorsqu'il s'agit d'exercer un contrôle sur les gens (tels que les ministres du cabinet et les fonctionnaires) qui sont nommés par les représentants. Ce qui signifie que, si les représentants désapprouvent quelques-unes des activités de ceux qu'ils ont nommés, ils peuvent refuser de leur accorder les fonds nécessaires à la poursuite de leurs activités.

6. **Les partis politiques.** De tous les facteurs qui peuvent sauvegarder le principe du gouvernement par la majorité et les droits de la minorité, les partis politiques sont probablement les plus importants. Premièrement, les partis politiques permettent

aux majorités de se former plus facilement, en simplifiant les choix des électeurs. Sans l'existence des partis, les électeurs devraient choisir parmi une variété étonnante de formations politiques. Mais puisque les partis existent, les choix sont limités à un minimum de deux et un maximum de sept ou huit formations politiques. Deuxièmement, les partis en concurrence s'obligent mutuellement à rechercher l'appui populaire. Après tout, l'objectif principal de la plupart des partis politiques est d'obtenir le pouvoir, et ils ne peuvent atteindre cet objectif qu'en s'attirant l'approbation des électeurs. Si un parti ne réussit pas à rejoindre les électeurs, un autre saisira l'occasion et cherchera, à son tour, à plaire aux électeurs. Finalement, il est très important pour les partis politiques — particulièrement les partis d'opposition — de protéger les droits des minorités. Les partis d'opposition sont eux-mêmes des minorités, et leur seule espérance de prendre le pouvoir est de convaincre l'électorat qu'ils feraient beaucoup mieux que les gens qui sont au pouvoir.

7. **Les groupes de pression.** Le gouvernement par la majorité et les droits de la minorité sont menacés surtout entre les périodes d'élections. Les politiciens font preuve d'une conduite exemplaire à la période des élections, pour la simple raison qu'ils veulent être élus. Mais, comme la plupart des gens, ils ont parfois tendance à avoir la mémoire courte. Deux forces importantes pour les aider à se rafraîchir la mémoire sont : la concurrence des autres partis politiques et les activités des «groupes de pression». Les groupes de pression sont tout simplement des associations autres que les partis politiques qui essaient d'influencer les gouvernements. Par exemple, les sociétés commerciales, les syndicats, les Églises et les clubs de chasse et de pêche. Des groupes comme ceux-ci tentent souvent d'influencer les politiques des gouvernements, même s'il ne s'agit pas de leur objectif principal. Ils se montrent particulièrement actifs lorsqu'ils croient que les gouvernements ont empiété sur leurs droits. En se montrant constamment vigilants, ils réussissent jusqu'à un certain point à sauvegarder les droits de toutes les minorités.

8. **La presse libre.** La radio, la télévision, les journaux, les revues et les livres peuvent également servir comme gardiens des droits de la minorité, aussi longtemps qu'ils ne sont pas contrôlés par le gouvernement au pouvoir.

Une de leurs tâches est de critiquer ce qu'ils considèrent comme étant les défauts des représentants du peuple et des fonctionnaires.[1]

1. T. L. Powrie, **Political and Economic Systems** (Don Mills, Ontario, Academic Press, 1985), p. 40-43. Traduction libre.

L'EFFICACITÉ DES TECHNIQUES DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

Si toutes les techniques soulignées plus haut fonctionnent bien, les démocraties représentatives opéreront véritablement de la même façon que la démocratie directe dont nous avons discutée plus tôt, même si le peuple ne se prononce pas directement sur chaque question. Toutefois, les techniques de la démocratie représentative ne sont jamais tout à fait efficaces en pratique. Par exemple, les démocraties représentatives font rarement plus que se rapprocher du principe de la représentation proportionnelle à la population. En particulier, les circonscriptions rurales tendent à ne contenir en moyenne que très peu d'électeurs, si on les compare aux circonscriptions urbaines. Quoi qu'il en soit, il s'agit là d'un cas où un vote rural «vaut davantage» qu'un vote urbain. Ainsi, si un représentant rural représente 5 000 électeurs et un représentant urbain 10 000 électeurs, les votes des électeurs de la ville ne «valent» que la moitié des votes des fermiers.

Même si chaque représentant représente un nombre équivalent de citoyens, nous sommes encore très loin du gouvernement par la majorité. Aussi longtemps que quelques personnes n'utiliseront pas leur droit de vote, les élections n'exprimeront pas les options d'une majorité de la population, mais plutôt les opinions de la majorité de ceux qui ont pris le temps d'aller voter. En effet, plusieurs personnes ne votent pas. Au Canada, par exemple, bien que les élections nationales maintiennent une participation qui va jusqu'à 80 % des électeurs éligibles, dans quelques élections locales, le degré de participation aux élections est aussi bas que 25 %. De plus, lorsqu'au moins trois candidats se présentent pour un seul poste aux élections (comme cela se pratique couramment au Canada), le gagnant reçoit fréquemment beaucoup moins que la majorité des votes de l'élection. En résumé, il s'avère très difficile en pratique de choisir des représentants qui possèdent l'appui inconditionnel de la majorité des électeurs.

Même si nous pouvions être certains que les représentants qui sont élus dans les élections possèdent l'appui de la majorité des électeurs, il y aurait encore des problèmes. Comment pourrions-nous, par exemple, être certains que les représentants font ce que le peuple désire «entre» les élections? Une réponse à cette question, comme nous l'avons vu plus tôt, c'est que les partis politiques en lice, les groupes de pression et la presse libre pourraient aider à promouvoir le gouvernement par la majorité et protéger tout spécialement les droits de la minorité. Mais les partis, les groupes de pression et la

presse ne sont pas parfaits. Comme tout le monde, ils sont exposés aux erreurs, aux préjugés, et au manque de compréhension. Par exemple, puisque le pouvoir politique représente un des principaux objectifs des partis politiques, nous pouvons supposer que les représentants sacrifient quelquefois les intérêts de leurs électeurs au profit des intérêts de leurs partis.

De la même manière, les groupes de pression, par nature, sont voués aux intérêts de leurs propres membres qui ne constituent pas habituellement la majorité de la population. De plus, certains groupes, tels que les consommateurs et les travailleurs non syndiqués, n'ont pas de groupes de pression puissants pour les protéger. Nous ne devrions pas, par conséquent, être surpris s'ils ne sont pas aussi bien traités par les gouvernements que les personnes qui sont protégées par des groupes de pression puissants. Finalement, aucun lecteur ou auditeur n'a besoin de se faire rappeler que les journaux, les revues, la radio et la télévision ne considèrent pas toujours leur rôle politique aussi sérieusement qu'ils le devraient. En fin de compte, ces défauts indiquent qu'en pratique, le gouvernement par la majorité n'est jamais totalement efficace et que les droits de la minorité ne sont jamais non plus entièrement protégés.

Ces observations ne devraient pas toutefois désenchanter ceux qui croient que la démocratie représentative est une bonne forme de gouvernement.

Après tout, nous n'avons pas montré que les démocraties qui existent dans le monde réel soient tout à fait inefficaces. Bien qu'aucune forme d'organisation politique ne soit exactement semblable à notre modèle de la démocratie, quelques-unes (par exemple, la Suisse, la Norvège et le Canada) y ressemblent plus que d'autres (par exemple, le Brésil, la Libye et le Pakistan). De plus, la même forme d'organisation politique peut devenir avec le temps plus ou moins semblable à notre modèle. (Par exemple, la Grande-Bretagne ressemble plus à notre modèle aujourd'hui qu'en 1910, et l'Allemagne ressemblait moins à notre modèle en 1940, qu'en 1930.) En résumé, aucun système d'organisation politique réel n'est complètement démocratique, mais quelques-uns sont plus démocratiques que d'autres.

LES SYSTÈMES DE REPRÉSENTATION ET LES MODES DE SCRUTIN

Une question importante à résoudre dans un régime démocratique est celle de savoir comment choisir les représentants. Il y a plusieurs possibilités :

- **Le scrutin uninominal majoritaire à un tour** (Canada, Grande-Bretagne, États-Unis, Australie, Japon)

  - Ce système consiste à élire un seul député par circonscription dans une élection où l'on ne vote qu'une fois. C'est le système en place au Canada, appelé souvent en anglais «first past the post». Selon ce système, le candidat qui a le plus de votes, c'est-à-dire une pluralité des votes (ou une majorité relative des votes) est élu même s'il n'a pas la majorité absolue des votes. Voici quelques exemples :

Élection fédérale de 1988

Beaches - Woodbine (Toronto)

		% des votes
NPD	15 723	35,1 %
Lib.	14 907	33,3 %
PC	13 084	29,2 %
Autres	1 055	2,4 %

Regina - Wascana (Saskatchewn)

PC	15 383	34,1 %
NPD	14 825	32,9 %
Lib.	14 814	32,8 %
Autres	139	0,3 %

Comme vous le voyez, s'il y a plusieurs candidats qui se partagent le vote, on peut gagner une élection sans même atteindre 40 % du vote populaire.

Ce système a l'avantage d'être très efficace. Il n'y a qu'un tour et le candidat est choisi tout de suite.

L'utilisation du système peut tout de même conduire à des anomalies comme celles-ci.

A. Élection/Québec/1966

	% du vote populaire	% des sièges
Union nationale	40 %	55
Lib.	47,2%	51
Autres	12,8%	0

B. Élection fédérale/1979

	% du vote populaire	% des sièges
Lib.	40 %	40,4 %
PC	36 %	48,2 %
NPD	18 %	9,2 %

Qu'est-ce qui pourrait bien expliquer ces cas? Dans l'exemple A, c'est la carte électorale qui a grandement faussé le jeu. Les circonscriptions rurales étaient surreprésentées et les circonscriptions urbaines sous-représentées par rapport à la population. Comme l'appui de l'Union nationale était surtout concentré à la campagne, cette formation politique a gagné les élections en dépit de sa défaite massive (!) au niveau du vote populaire.

Dans le deuxième cas Joe Clark, qui a recueilli moins de votes que son rival libéral, a vu le vote libéral se concentrer massivement au Québec et dans certaines régions de l'Ontario. Qu'un siège soit gagné par 1 vote ou par 50 000 votes, il ne compte que pour un siège. Les libéraux ont donc gagné ces sièges par des majorités écrasantes, mais n'ont pas gagné assez de sièges à travers le Canada pour garder le pouvoir.

- **Le scrutin uninominal majoritaire à deux tours** (France)

  - En demandant aux électeurs de voter deux fois, à une semaine d'intervalle, ce système espère minimiser les dangers anti-démocratiques inhérents au système que nous venons d'étudier.

    Un candidat est élu au premier tour seulement s'il obtient la majorité absolue (50 % + 1) des suffrages. Si non, au deuxième tour, le candidat qui a la majorité relative des votes est déclaré élu.

    Ce qui arrive souvent dans la pratique, c'est que les candidats n'ayant aucun espoir de remporter l'élection se désiste au deuxième tour, en faveur d'un autre candidat. De cette façon, le candidat qui gagne au deuxième tour a souvent la majorité absolue des suffrages.

- **La représentation proportionnelle** (Norvège, Israël, Suède)

  - Selon ce système, les sièges à pourvoir, plus ou moins nombreux selon la dimension de la circonscription, sont attribués aux différentes listes de candidats en proportion des suffrages recueillis.

  - L'avantage de ce système est qu'il est nettement plus démocratique que les systèmes alternatifs.

  - Le principal et grand désavantage est qu'il conduit souvent, surtout s'il existe plusieurs partis politiques, aux gouvernements minoritaires et à l'instabilité politique.

Élections fédérales - Vote populaire et nombre de sièges remportés

	1979		1980		1984		1988	
	Vote populaire	Nombre de sièges						
PC	36 %	136	33 %	103	50 %	211	43 %	169
Lib.	40 %	114	44 %	147	29 %	40	32 %	83
NPD	18 %	26	20 %	32	18 %	30	20 %	43
Autres	5 %	6		282	3 %	1		295
		282				282		

Comme vous le voyez, le Canada n'aurait des gouvernements majoritaires que très rarement s'il adoptait la représentation proportionnelle.

LES AGENTS ET MÉDIATEURS EN RÉGIMES DÉMOCRATIQUES

A. Les partis politiques

Aujourd'hui, on associe élections aux partis politiques car, de nos jours, les élections sont animées par ces différentes formations, chacune ayant ses priorités et chacune demandant la confiance du peuple. Il n'en a pas toujours été ainsi. Aux élections de 1792, les premières à être tenues au Bas-Canada, il n'y avait pas de partis politiques. Quelques élections ont eu lieu avant que ne se constituent les premières formations qui sont à l'origine des partis politiques contemporains. C'est le «Parti patriote» (1828-1837) qui fut le premier véritable parti dans l'histoire canadienne. Il disparut sous la répression de 1837. Le premier parti à avoir survécu fut le Parti conservateur qui s'est constitué sous la période de l'Union (1840-1867 - quand les territoires de l'Ontario et de Québec furent gouvernés comme une seule colonie). Le Parti libéral se forma entre 1870 et 1890. En somme le développement des partis, qui suivait la mise en place des institutions représentatives, coïncida avec l'implantation du parlementarisme. Encore aujourd'hui, il n'y a pas de partis politiques territoriaux aux Territoires du Nord-Ouest. Les candidats aux élections territoriales se présentent à titre individuel.

Fonctions d'un parti politique

- Rassembler au sein d'une même organisation des groupes d'intérêt divers animés d'un idéal commun.
- Formuler des programmes ou des plans d'action à mettre en œuvre au cas où le parti gagne les élections et forme le prochain gouvernement.
- Choisir des candidats aux élections.

B. Systèmes de partis

Le système de parti est un terme utilisé pour décrire les rapports qui existent entre les différentes formations de partis dans une juridiction politique.

On note, en général, trois grandes catégories :

i. **le système de parti unique** - comme sa désignation l'indique, il n'existe qu'un parti politique dans ce système. Les partis communistes en Europe de l'Est jouissaient souvent de ce privilège avant les récents événements dans cette partie du monde. Il existe encore des régimes en Afrique ou ailleurs qui, pour des raisons liées à la crainte de divisions tribales ou de conflits ethniques, pratiquent encore l'unipartisme.

ii. **le système de bipartisme** - il existe deux partis politiques qui constituent les principaux rivaux pour le pouvoir. Les États-Unis sont un excellent exemple d'un système de bipartisme. Le Canada, au niveau fédéral, à été considéré, jusqu'à maintenant en tout cas, comme un système de bipartisme dominant dans ce sens que les tiers partis n'ont jamais réussi les percées électorales nécessaires pour prendre le pouvoir.

iii. **le système de multipartisme** - ce système, par définition, repose sur l'existence de plusieurs partis politiques. Souvent, pour former un gouvernement dans les systèmes de multipartisme, les partis sont obligés de former des coalitions avec d'autres partis afin d'assurer une majorité de votes au Parlement. Le système de multipartisme est particulièrement répandu en Europe de l'Ouest.

C. Groupes de pression/Groupes d'intérêt

Les groupes de pression ou les groupes d'intérêt se constituent en général afin de faire pression sur le gouvernement dans un domaine donné. Il diffère de ce fait des partis politiques, ces derniers étant obligés de s'intéresser à l'ensemble des questions politiques et non seulement à un domaine en exclusion d'autres domaines.

Examinons quelques domaines au Canada afin d'identifier des groupes de pression :

domaine économique -	La Chambre de commerce du Canada Le Comité pour un Canada indépendant
domaine social -	REAL Women Les groupes Pro-choix et Pro-vie

domaine de la politique internationale -	Amnistie Internationale
domaine culturel -	Les amis de la télévision publique
domaine linguistique -	La Fédération des francophones hors Québec Association for the Preservation of English in Canada (APEC) Association canadienne-française de l'Alberta
domaine des droits de la personne -	Canadian Civil Rights Association
environnement -	Greenpeace

D. Les électeurs

La démocratie repose sur la prémisse que les adultes sont des êtres dotés de raison et motivés d'une bonne compréhension de leurs propres intérêts ainsi que de l'intérêt de la population en général.

La démocratie suppose donc une participation de la part des citoyens à la vie politique. Cette participation, appelée le civisme, s'inspire de l'idée que l'individu peut influencer les décisons qui l'affectent et qu'il a même une obligation morale de quelque sorte, du moins s'il veut voir la démocratie survivre, de participer aux domaines publics.

Il serait naturel donc de voir les citoyens en régime démocratique manifester leur liberté de se gouverner en participant massivement aux élections. Qu'en est-il en réalité? Voici les taux de participation dans différentes élections «démocratiques».

Canada		Alberta		États-Unis	
Élection	Taux de participation	Élection	Taux de participation	Élection	Taux de participation
1988	75 %	1989	52 %	1988	50,16 %
1984	76 %	1986	47 %	1984	52,9 %
				1924	45 %

Qu'est-ce qui pourrait expliquer ces différences? Est-ce qu'on peut appliquer le mot «démocratique» aux régimes où moins de 50 % de la population se déplace pour voter? Que pourrait-on faire pour encourager une plus grande participation au processus démocratique?

E. Les médias

Les politicologues (gens qui étudient la politique) disputent encore l'influence des mass média sur le comportement politique des électeurs. Certains disent que d'autres facteurs de socialisation politique sont beaucoup plus importants que les médias, facteurs comme la famille, le milieu, la profession, et même la religion. D'autres notent l'énorme influence que peut avoir la publicité télévisée sur le choix éventuel des électeurs. Un autre événement qui prend de l'importance au Canada et auquel les médias sont hautement liés est le débat entre les chefs de partis. Il ne fait plus aucun doute que la performance des chefs politiques dans ce débat télévisé est d'une importance cruciale pour le résultat final de la campagne électorale. Les arguments quant à l'influence des mass média sur la politique se rapportent beaucoup aux arguments plus globaux quant à l'influence des médias sur le comportement général de l'être humain. Tout le domaine de la publicité est ainsi remis en question. La publicité est-elle informative ou manipulative?

F. La fonction publique ou la bureaucratie

La bureaucratie, terme souvent utilisé pour désigner le rôle «casse-pied» et «inefficace» du gouvernement, dénote les agences et ministères établis par

legouvernement afin de mettre en œuvre et administrer les programmes gouvernementaux. Défini de cette façon, le terme reste neutre et devient synonyme de la fonction publique ou de l'administration civile (le premier terme, c'est-à-dire la fonction publique, étant plus commun au Canada). Les gens qui remplissent les fonctions sont appelés les fonctionnaires ou les bureaucrates.

Est-ce que la fonction publique a une influence sur le comportement d'un gouvernement dans une démocratie? La plupart des observateurs diraient que oui. Certains partis, longtemps écartés par l'électorat du pouvoir, ont accusé dans le passé les fonctionnaires d'être de connivence avec le gouvernement. Ce fut le cas par exemple en 1979 quand le Parti conservateur a pris le pouvoir pour neuf mois au Canada. Plusieurs députés et sympathisants conservateurs étaient d'avis que les fonctionnaires les plus haut placés étaient devenus inféodés au Parti libéral, détenteur du pouvoir depuis tant d'années. Le fonctionnaire modèle ou idéal dans un régime démocratique ne s'identifie pas personnellement au gouvernement en place. Il ne fait que remplir le mieux qu'il peut une fonction donnée. Il doit rester loyal, peu importe le parti politique au pouvoir, car ce dernier a reçu la confiance du peuple.

Dans la pratique cependant, un fonctionnaire peut influencer les décisions gouvernementales de maintes façons. Examinons-en quelques-unes ici.

1. Les ministres n'ont pas le temps d'analyser chaque situation par eux-mêmes. Ils sont donc dépendants de l'analyse offerte par le Ministère, c'est-à-dire par les bureaucrates du Ministère. Sa façon de voir la réalité sera donc influencée par ces fonctionnaires.

2. Plus un ministre est occupé, plus il devient captif de son Ministère. C'est celui-ci qui l'informe des questions à régler. C'est celui-ci qui lui suggère des solutions possibles. C'est souvent celui-ci qui négocie en son nom avec des groupes de pression.

3. L'ultime recours d'un fonctionnaire en désaccord avec son ministre et décidé à l'embarrasser publiquement est la fuite d'information. Une fuite se produit

quand un fonctionnaire informe de façon secrète un journaliste de ce qui se passe au Ministère, ou bien lui passe un document confidentiel qui n'était pas destiné aux yeux du public.

Nous avons examiné ci-haut l'influence que le bureaucrate peut exercer auprès des élus. Il est évident qu'il y a un autre danger dans le comportement d'une bureaucratie - celui de son pouvoir sur les électeurs (les citoyens). La bureaucratie risque parfois de se substituer aux élus. Certes elle contrôle l'administration des programmes gouvernementaux et de cette façon, elle est en contact direct avec la population. Ses décisions administratives affectent des milliers de personnes et donc influencent la façon dont ces personnes perçoivent le gouvernement. Il est très courant, par exemple, de suggérer que les réformes souhaitées par Gorbatchev en Union soviétique se heurtent à la résistance d'une bureaucratie effrayée par des changements rapides et consternée devant la perte probable de ses privilèges et prérogatives.

G. L'armée et la police

Ces deux instruments de coercition sur lesquels, en fin de compte, repose chaque gouvernement sont responsables, dans une démocratie, devant les autorités élues.

Parfois, cependant, ces deux organes peuvent se mêler de la politique et influencer fortement les décisions des autorités civiles. L'immixtion de l'armée et de la police dans la vie politique est souvent liée à un relâchement de l'ordre dans la société. Les militaires dans plusieurs états s'effrayent devant la turbulence civile et afin d'assurer la stabilité et l'ordre, prennent des mesures pour influencer la situation.

IL N'Y A QU'UN MOYEN D'ÉCHAPPER AU TROU D'ENFER INDIEN À OTTAWA

Lettre du rédacteur

Étant donnée la prolifération des menaces d'Autochtones radicaux, contre les vies, les membres et les biens de leurs oppresseurs au visage pâle, nul ne pourrait penser, à moins d'être fou, qu'ils n'aient pas l'intention de les mettre à exécution. La violence raciale à l'extérieur de Montréal montre maintenant toute apparence d'un style de vie permanent. Ici, dans l'Ouest, des communautés rurales, des routes, des voies ferrées, des puits de pétrole, des forêts, des réserves de pêche, des réseaux d'irrigation et des voies d'utilisation publique sont détenus en otage par des meneurs autochtones/voyous (choisissez). Nous ne pouvons même pas dire que nous n'étions pas avertis. Les chefs autochtones ont prédit pendant des années que les nouvelles factions guerrières agressives, qui ont fait leur apparition dans les années 70, provoqueraient des troubles si les revendications et les demandes des Autochtones n'étaient pas bientôt prises en considération.

La question, bien sûr, est de savoir comment arrêter cela. La solution que préfèrent la plupart des chefs autochtones et des intellectuels blancs est que les gouvernements entament de «sérieuses négociations» sur la souveraineté des Autochtones. Par cela, ils semblent vouloir dire de donner à ces derniers tout ce qui, à leur avis, leur appartient. Selon le citoyen moyen, la solution serait d'envoyer la police et de commencer à jeter en prison ceux qui outrepassent la loi et qui érigent des barricades.

De ces deux solutions, il y a bien plus à dire au sujet de la seconde. Elle pourrait bien mener à des dissensions continuelles, mais elle serait du moins compréhensible pour les deux parties. Appliquer équitablement la loi pour chacun présente un côté séduisant. La police arrête les grévistes qui refusent des injonctions pour permettre l'accès aux lieux de travail. Les adversaires de l'avortement sont ordinairement mis en prison lorsqu'ils interfèrent avec les cliniques d'avortement. Les Autochtones sont aussi des humains et ne méritent pas moins. Si l'on ne procède pas à des arrestations, la faction radicale des réserves ne peut que devenir plus forte, plus audacieuse et plus déraisonnable.

Quant aux négociations gouvernementales, c'est aussi une bonne idée, mais seulement à condition que le gouvernement comprenne et poursuive l'intérêt public. Jusqu'à présent Ottawa ne semble pas du tout avoir compris. Les sentiments des Autochtones d'avoir subi des outrages et d'être des victimes ne prendront fin que lorsque le gouvernement les traitera comme tout le monde. Cela veut dire révoquer le traité indien, remettre les terres indiennes aux personnes qui y vivent à présent, disperser le ministère des Affaires indiennes. Les communautés indiennes, quelque éloignées qu'elles soient, pourraient bien être traitées commes des municipalités, parmi d'autres.

Quel serait le résultat de cela? Rien dans l'immédiat. Les communautés indiennes survivraient essentiellement au moyen de l'assistance sociale (provinciale plutôt que fédérale), et leur niveau consternant d'alcoolisme persisterait sans doute, avec tous les malheurs qui l'accompagnent — nonchalance, violence familiale, prostitution, viol, suicide, maladie vénérienne, meurtre, agression, analphabétisme, inceste et syndrome d'alcoolisme fétal. La pire de ces communautés-ghettos ne tarderait pas cependant à se disperser. Les familles les plus dissolues se dirigeraient vers les villes et disparaîtraient. Elles vendraient leur part de terre de la réserve à des familles plus fortes, celles qui ont des hommes qui travaillent dans des camps à défricher ou dans les villes avoisinantes. L'étreinte paralysante de la bureaucratie fédérale disparaîtrait à jamais, celle-ci qui, sous le régime actuel, ne cesse d'offrir des logements gratuits, des écoles gratuites, des édifices administratifs gratuits, des terrains sportifs gratuits, et des programmes d'emplois gratuits où personne ne paie d'impôts, et où tout le monde peut puiser quand les allocations sont à sec. Il n'existe pas de système plus ingénieusement conçu pour dégrader, humilier, asservir et détruire un peuple que celui qu'Ottawa leur a donné. L'aspect le plus macabre de ce système abominablement parfait est que les Autochtones eux-mêmes veulent désespérément le conserver.

Au sein de toute cette tragédie se trouve, comme on peut s'y attendre, un mensonge. Ce mensonge, ce sont les traités qui furent signés par des délégués britanniques et des chefs indiens aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. D'autres traités importants et nouveaux sont en chantier pour des tribus qui n'ont jamais encore renoncé formellement à de vastes étendues de terres en Colombie-Britannique et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Les traités sont signés entre nations souveraines. Ils sont dénués de sens entre un peuple vainqueur et un peuple vaincu. L'ancienne souveraineté des tribus indiennes est morte.

Elle est morte avec les troupeaux de bisons il y a un siècle. Quoi que puissent revendiquer les traités, l'Autochtone n'a en réalité qu'un choix. Il peut se joindre à la société des Blancs, abandonner sa communauté défaite et insister sur son droit de vivre dans les mêmes conditions que tout le monde. (Un grand nombre l'ont fait, plus que vous ne pourriez le penser.) Ou bien, il pourrait demeurer asservi dans sa réserve, redevable des aumônes des Blancs données à contre-cœur, provenant de bureaucrates anonymes d'Ottawa, habiles à le réduire à la mendicité. Tel est son choix. L'histoire lui en a refusé tout autre.

Voilà pourquoi le nouveau guerrier est si dangereux avec ses fusils chargés. Il veut la souveraineté qu'on lui a promise, mais tout ce qu'on peut lui restituer c'est sa fierté, et la seule manière dont nous pouvons la lui donner est de lui accorder le même traitement, ni plus ni moins, que celui que nous nous accordons nous-mêmes. Comme l'indiquent les commandements, «tu aimeras ton prochain comme toi-même».

— Link Byfield

1. Link Byfield, «There is but one escape from Ottawa's Indian hell-holes», **Alberta Report**, 27 août 1990, p. 4. Traduction libre. Reproduit avec permission.

BOLAND

There is but one escape from Ottawa's Indian hell-holes

As news accounts proliferate of Indian radicals issuing threats against the lives, limbs and property of their pale-faced oppressors, none but a fool would think they don't intend to carry them out. Racial violence outside Montreal now shows every likelihood of becoming an enduring way of life. Here in the West, rural communities, roads, railways, oil wells, forests, fish supplies, irrigation systems and utility corridors are being held hostage by Indian activists/thugs (take your pick). We can't even say that we weren't warned. Native leaders have been predicting for years that the truculent new warrior factions which emerged in the '70s would cause trouble if aboriginal complaints and claims were not soon satisfied.

The question, of course, is how to stop it. The solution favoured by most Indian leaders and white intellectuals is for governments to "enter into serious negotiations" on native sovereignty. By this they seem to mean giving the Indians everything the Indians think is owing. The solution which most recommends itself to the man on the street is to send in the police and start throwing law-breakers and blockaders in jail.

Of the two, there is far more to be said for the second. It might very well lead to a continuing level of strife. But it would at least be comprehensible to both sides, and there is a certain seductive appeal in applying the law equally to everyone. Police arrest strikers who refuse court orders to allow access to work sites. Pro-lifers are routinely jailed for interfering with abortuaries. Indians are human too, and deserve no less. In the absence of arrests, the radical faction on the reserves can only grow stronger, bolder and more unreasonable.

As for government negotiations, these too are a good idea, but only if the government understands and pursues the public interest. So far Ottawa has demonstrated no such understanding at all. The Indians' sense of injury and victimization will end only when the government gives them equal treatment with everyone else. This means repealing the Indian Act, surrendering Indian lands to the individuals who live on them at present, and disbanding the Department of Indian Affairs. Indian communities, however remote, could then be treated like municipalities like any other.

What would this accomplish? Nothing right away. Indian communities would survive primarily on welfare (provincial rather than federal), and their present appalling level of alcoholism would doubtless persist with all its attendant evils—indolence, family violence, prostitution, rape, suicide, venereal disease, murder, assault, illiteracy, incest and fetal alcohol syndrome. However, the worst of these ghetto communities would soon start to break up.

The most dissolute families would drift into the cities and vanish. They would sell their share of reserve land to the stronger families, those with menfolk working in bush camps or in neighbouring towns. Gone forever would be the stifling grip of the federal bureaucracy, which under the present system is endlessly supplying free housing, free schools, free administration buildings, free sports arenas and free job programs in which no one pays tax and everyone draws pogey when the grants run out. No system could be more ingeniously designed to degrade, humiliate, enslave and destroy a people than the one Ottawa has given them. The most macabre aspect of this hideously perfect system is that the Indians themselves want desperately to keep it.

At the core of this whole tragedy is, as one might expect, a lie. That lie is the treaties, which were signed by British commissioners and Indian chiefs in the 18th and 19th centuries. Major new ones are in the works for tribes which have never yet formally surrendered vast tracts of land in B.C. and the N.W.T.

Treaties are signed between sovereign nations. They are meaningless between a victorious nation and a vanquished one. The old Indian tribal sovereignty is dead. It died with the buffalo herds a century ago. Whatever the treaties may pretend, in reality the Indian faces a single choice. He can join white society, abandon his beaten community and insist upon his right to live on the same terms as everyone else. (A great many have—more than you might think.) Or he may sit in slavery on his reserve, beholden to grudging white alms from faceless bureaucrats in Ottawa who are adept at making him beg. Such is his choice. History has denied him any other.

That is why the new warrior with his loaded rifle is so dangerous. He wants his promised sovereignty. But all we can give him back is his pride. And the only way we can give him that is to bestow upon him the same treatment, no more and no less, that we bestow upon ourselves. As the commandment says, thou shalt love thy neighbour as thyself.

—Link Byfield

LE BILINGUISME : DE BONNES NOUVELLES DANS LA GUERRE CONTRE L'IGNORANCE

Lettre de l'éditeur

Ceux qui savent depuis longtemps que le bilinguisme officiel est une fraude politique ont eu le plaisir, la semaine dernière, d'apprendre que les inscriptions en immersion française dans les écoles de l'Alberta se tarissent. Malgré leur terrible réputation d'unilinguisme, les Albertains ont toujours été plus séduits par ce canular particulier d'Ottawa qu'aucune autre population du Canada. Maintenant que l'immersion française (ou immersion fédérale, comme le pensent certains d'entre nous) est en train de pâlir en Alberta, il y a fort à parier qu'elle perd du terrain partout ailleurs, ou le perdra bientôt.

Comme tant de soi-disant théories qui affligent inutilement nos écoles, celle de l'immersion est une de ces marottes, que des centaines d'«évaluateurs» ont «étudiée», puis approuvée. En réalité, ces spécialistes tirent d'abord leurs conclusions, puis font une estimation de l'argent disponible, et inventent ensuite une «preuve» qui rende la dépense justifiée. Il est assez clair que l'immersion française avait été motivée à 90 % par le désir du gouvernement fédéral de la subventionner, ceci étant combiné avec la crainte réaliste de nombreux parents, que sans français, leurs enfants se verraient refuser des emplois fédéraux.

Je suis souvent étonné de la naïveté de la plupart des gens sur la manière dont le monde de l'éducation fonctionne. Le public pense peut-être que ce monde s'occupe des enfants d'une manière désintéressée, parce que c'est si bien le cas chez certains des enseignants particuliers que le public rencontre. En réalité, cette industrie est gérée par un conglomérat composé de groupes de pression habiles en politique, qui représentent des bureaucrates provinciaux, des syndicats d'enseignants, des facultés d'éducation, dont le seul but collectif est de protéger les emplois. Pour eux, ce qui est bon pour le revenu des enseignants, est bon pour les enfants. Ainsi, si les fédéraux désirent injecter de l'argent dans «l'unité nationale», l'immersion française est automatiquement bonne. Il serait difficile de trouver une méthode plus chère, plus pertubatrice et plus inefficace pour enseigner le français. Au moment même où l'on découvre l'analphabétisme, ils ne réparent pas le problème par un retour longtemps différé au programme phonique. Ce serait trop bon marché. Ils pompent plutôt le contribuable en dépensant des millions pour un enseignement de rattrapage destiné à des adultes dont ils ont déjà gâché la vie.

Aucune personne sensée ne pourrait penser que des enfants de familles anglaises unilingues puissent être jetés dans une classe élémentaire complètement française et s'y adapter, tout en maîtrisant simultanément les lettres et les nombres. Les groupes de pression financés par le fédéral pourront toujours citer quelques-uns qui auront pu se débrouiller tant bien que mal. Il est cependant raisonnable de penser que le taux de perte sera bien plus élevé que nécessaire.

Aucun parent ne peut raisonnablement négliger le fait évident que si l'esprit d'un enfant est centré pendant toutes les années de l'élémentaire, sur la maîtrise du français oral, il sera en conséquence moins concentré sur l'arithmétique, l'anglais et la lecture -- en n'importe quelle langue.

De même, aucune personne sensée ne peut supposer que même les élèves qui s'y tiennent pendant tout le secondaire, demeureront capables de parler couramment lorsqu'ils en sortiront. Pour parler couramment une langue, il est nécessaire de l'exercer constamment et, hors du Québec, il existe peu d'occasion ou de raison de la maintenir.

Ce fut la révélation faite par une étude effectuée en 1986 par une université d'Ottawa, selon laquelle les élèves qui avaient achevé l'immersion oubliaient rapidement le français, qui tua la dernière excuse pour la conserver. Les fédéraux n'en dirent rien, ni réduisirent leur magnifique subvention provenant des impôts. Aucune étude complémentaire n'a fait surface. Personne, depuis la maternelle en immersion jusqu'au Secrétariat d'état, ne veut de preuve que tout cela n'a été qu'une perte de temps monumentale, du moins du point de vue de la production d'une population anglophone bilingue, qui était pour Ottawa l'unique justification pour financer l'immersion en français.

La vérité se lève cependant, lentement, que cet empereur-là est complètement nu, et les parents (du moins en Alberta) sont en train de tirer les conclusions évidentes et ramènent leurs enfants de la maternelle au programme régulier. Ils sont sages. Plus tard, si leurs enfants veulent sérieusement étudier le français, ils découvriront qu'on peut l'apprendre en trois années d'école secondaire, à raison d'une heure par jour d'exercices intensifs écrits et oraux, ceci étant suivi en été d'un échange de jeunes avec une famille francophone du Québec. Je sais cela parce que c'est comme cela que j'ai pu parler couramment en 1968, ainsi que la plupart des élèves de ma classe. Ils trouveront

d'ailleurs eux aussi qu'ils ont largement perdu la langue après trois ans, tout comme moi, et tout comme les sortants de l'immersion feront également.

Ceux qui insistent avec entêtement sur l'idée qu'un bilinguisme largement étendu chez les anglophones est essentiel au maintien de l'unité canadienne, devraient simplement y renoncer. Si cela est vrai, le pays est sans espoir, parce que cela ne se produira pas. Si l'on considère que cela ne se produira pas, nous devrions laisser le Québec parler français et le reste d'entre nous parler anglais. Quant aux quelques personnes qui veulent parler les deux langues, laissons-les faire sans trop de coût ni d'agitation publique.

--- Link Byfield

1. Link Byfield, «Bilingualism : good news in the war of ignorance», **Alberta Report**, 24 septembre 1990, p. 4. Traduction libre. Reproduit avec permission.

BOLAND

Bilingualism: good news in the war on ignorance

For those who have known all along that official bilingualism is a political fraud, it was pleasant last week to learn that French immersion enrolment in Alberta schools is drying up. Albertans, despite their fearsome unilingual reputation, were always more enthraled by this particular Ottawa hoax than any other population in Canada. Now that French immersion (or Federal immersion, as some of us think of it) is waning in Alberta, it's a safe bet that it's losing ground everywhere else, or soon will.

Like so many of the unlikely theories which needlessly afflict our schools, immersion was one of those pet ideas which hundreds of "evaluators" had "studied" and then approved. Actually, these specialists usually draw their conclusions first, then estimate the public money available, and then cook up "proof" that the expenditure is worthwhile. There is good evidence that French immersion was motivated 90% by the willingness of the federal government to subsidize it, combined with the realistic fear of many parents that without French their children will be denied federal jobs.

I am often amazed how naive most people are about the way the educational establishment works. Perhaps the public thinks the establishment is selflessly interested in children because this is so plainly true of some of the individual teachers the public meets. But in reality the industry is run by a compact of politically skilful pressure groups representing provincial bureaucrats, teachers' unions and faculties of education, whose sole collective purpose is to protect jobs. To them, what is good for teachers' incomes is good for children.

So if the feds are willing to pump money into "national unity," French immersion is automatically good. A more expensive, disruptive and inefficient method of teaching French would be hard to find. Just as when illiteracy is exposed, they don't fix the problem with a long overdue return to phonic curriculum. That's too cheap. Instead, they sucker the taxpayer into spending millions on remedial instruction for those adults whose lives they've already messed up.

No sensible person would think that youngsters from unilingual English families can be plopped into a French-only elementary classroom and will just "pick it up" while they simultaneously master their letters and numbers. Federally funded lobbyists will always be able to trot out a few who have muddled along. But it stands to reason that the casualty rate will be far higher than necessary.

No sensible parent, surely, can overlook the self-evident truth that if a child's mind is focused for the first several school years on mastering oral French, it will be correspondingly less focused on arithmetic, English and reading—in any language.

Similarly, no sensible person can suppose that even those students who stick with it right through high school will remain French-fluent after they leave. Language proficiency demands constant practice, and outside Quebec there is little opportunity or motive to keep it up.

It was the revelation in 1986 by a University of Ottawa study that immersion graduates were rapidly forgetting French which killed the last excuse for keeping it. Not that the feds said anything about it, or reduced their handsome tax-funded subsidy to immersion schools. Nor have any follow-up studies come to light. No one, from the local immersion kindergarten to the secretary of state, wants proof that the whole thing was a monumental waste of time, at least from the perspective of producing a bilingual anglophone population. Which was the sole justification for Ottawa funding French immersion at all.

But the truth is dawning, slowly, that this particular emperor is stark naked, and parents (at least in Alberta) are drawing the obvious conclusions and routing their kindergarten children into the regular stream. They are wise. Later on, if their children seriously want French, they'll discover it can be learned in three years of high school with an hour of intense written and oral practice each day, followed by a summer youth-exchange with a French-speaking family in Quebec. I know because that is how I myself became fluent in 1968, along with most of my class. And they will also find that they have largely lost the language three years later, just as I did and just as the immersion graduates are finding too.

Those who stubbornly insist that widespread anglophone bilingualism is essential to holding Canada together should simply forget it. If that's true the country's a goner, because it isn't going to happen. And seeing as it isn't going to happen, we should let Quebec speak French, let the rest of us speak English, and let the few who want to speak both go right ahead and do so without a lot of cost and public fuss.

—Link Byfield

DROITS ET LIBERTÉS EN RÉGIMES DÉMOCRATIQUES[1]

A. Que sont les droits?

Les droits ont été définis comme des pouvoirs qu'une personne peut à juste titre revendiquer. On peut par la suite diviser les droits en droits politiques et droits économiques. Les droits politiques se définissent comme étant ceux qui assurent à une personne la liberté d'expression, la possibilité de participer à la vie politique, un traitement équitable dans les procès criminels, et l'égalité devant la loi. Les droits économiques sont les libertés qui permettent une sécurité matérielle telle que la liberté d'obtenir un emploi, un bon logement, une éducation convenable, la sécurité sociale et le bien-être.

Il y a une grande ambiguïté dans toute discussion sur les droits, car on utilise souvent le terme de différentes manières et dans des buts différents. On dit souvent que les droits politiques se composent de libertés civiles et de droits civils. On utilise l'expression «libertés civiles» pour désigner les droits d'une personne vis-à-vis de l'État, la liberté d'expression et ses droits dans les procès criminels. En général les droits civils sont les droits qui assurent à un groupe minoritaire l'égalité devant la loi.

Ayant reconnu les difficultés des définitions, nous inclurons les libertés civiles et les droits civils comme synonymes de droits politiques, comme on l'a défini précédemment. Nous introduirons également un nouveau terme : les droits de la personne que nous définirons exclusivement comme synonymes de droits politiques. Certains écrivains incluent des droits économiques dans la définition des droits de la personne. Ils font ressortir le fait que les droits politiques n'ont aucun sens pour ceux qui ne peuvent parvenir au moins à un minimum en matière de santé, de logement et d'emploi.

Une si large définition des droits de la personne va au-delà de l'emploi traditionnel du terme «droits». Ce qui est plus important peut-être, est qu'elle permet à des

1. Herbert M. Levine, **Political Issues Debated : An Introduction to Politics, troisième édition,** © 1990, p. 151, 156-157. Traduction libre. Reproduit avec permission de Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey.

dirigeants politiques qui emprisonnent leurs adversaires sans justification légale, répriment la dissidence, oppriment les minorités et détruisent la liberté de la presse, de prétendre qu'ils défendent les droits de la personne. Dans une telle interprétation, Hitler et Joseph Staline pourraient figurer parmi les activistes des droits de la personne, dans une telle interprétation, bien que chacun d'eux ait été responsable de l'exécution de millions de personnes.

B. Évolution historique des droits

L'idée selon laquelle les individus ont des droits indépendamment de l'État est surtout un concept provenant du dix-septième siècle. Dans la Grèce antique, au contraire, les individus étaient généralement perçus comme une partie naturelle du système politique, sans intérêts particuliers hors de l'État.

Bien que les philosophies politiques prédominantes depuis l'Antiquité jusqu'au dix-septième siècle n'aient pas eu de concepts de droits particuliers, il y avait des exceptions. Les citoyens de certaines cités grecques jouissaient de la liberté de parole et de l'égalité devant la loi. Les Stoïciens de la Grèce et de la Rome antiques affirmaient d'ailleurs qu'il existe des lois naturelles qui appartiennent à tous, quelles que soient les prescriptions des lois humaines. Ces lois, selon les Stoïciens, étaient supérieures aux lois humaines. Les êtres humains étaient sensés se soumettre à la loi naturelle, avec sa notion de «loi supérieure». Au Moyen-Âge, certains philosophes concevaient la loi naturelle comme une partie de la loi divine. On affirma le principe selon lequel l'homme ne peut violer ces lois divines.

Les premières affirmations de droits individuels ne dérivaient pas toutes de spéculations philosophiques. En Angleterre, par exemple, des usages traditionnels garantissant certains droits remontent avant le treizième siècle. À cet égard, le droit coutumier anglais qui est fait par les juges, révélait des usages coutumiers respectant des droits tels que celui d'un procès avec jury et habeas corpus. Le droit coutumier tirait ses origines du douzième et du treizième siècles lorsque les juges royaux se déplaçaient à travers l'Angleterre dans le but d'établir les cas et les coutumes des communautés locales. Le droit coutumier est la loi qui était «commune» à tout le royaume.

L'idée des droits individuels tire ses origines modernes des théoriciens du contrat social du dix-huitième siècle, surtout John Locke et Jean-Jacques Rousseau. Bien qu'il y eut de grandes différences d'interprétation entre ces théoriciens, ils invoquaient tous deux le contrat social. Ceci se rapporte à la notion que les hommes avaient, à une époque reculée, consenti à former un État et avaient fait un contrat établissant une relation entre le gouvernement et le peuple.

Les aspirations philosophiques de liberté individuelle furent enchâssées dans de grands documents tels que la Déclaration des Droits anglaise (1689), la Déclaration d'Indépendance (1776), la Constitution des États-Unis (1787) et leur Déclaration des Droits (1791), ainsi que la Déclaration française de l'homme et du citoyen (1789). Dans ces documents, les droits étaient des droits politiques et furent adoptés en constitutions aux dix-neuvième et vingtième siècles. Au vingtième siècle en particulier, les droits ont reçu une grande importance et en arrivaient même à inclure des droits économiques. La Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par les Nations Unies en 1948 sans aucun dissentiment, établit une acceptation universelle de ces droits - du moins en principe. Même les gouvernements qui violent les droits de la personne les reconnaissent en parole, en niant qu'ils violent en fait ces droits, ou en concentrant sur les droits économiques plutôt que sur les droits politiques. C'est donc en principe, plutôt qu'en pratique, que la protection des droits de la personne constitue une norme de conduite internationale.

C. Catégories de droits

L'auteur ci-dessus suggère que les droits se divisent en deux grandes catégories -- droits politiques et droits économiques -- dont les premiers sont de loin les plus importants.

D'autres auteurs accordent plus de portée au concept des droits de la personne. Ces auteurs divisent les droits en cinq catégories, à savoir :

1. <u>les droits politiques ou civils</u> - les droits se rapportant à la liberté d'association, la liberté d'expression, le droit de vote et ainsi de suite;

2. les libertés économiques - cette catégorie englobe la liberté de conclure des contrats, le droit à la propriété, le droit de grève;

3. les libertés égalitaires - ce sont des droits qui assurent un traitement égal à tout le monde sans égard à la religion, à l'ethnie d'origine, au sexe, à la couleur, etc.; ces droits comprennent le droit à l'éducation, à la santé, au logement, etc.;

4. les droits légaux - ce sont des droits qui traitent du processus légal, ce qui inclut le droit à ne pas être détenu, le droit à être informé des accusations portées contre soi, le droit au habeas corpus, etc.;

5. les droits collectifs - ce concept est élucidé dans la section suivante.

D. Droits collectifs et individuels

La plupart des droits garantis par des constitutions et par la pratique occidentale sont des droits individuels, c'est-à-dire des droits qui reviennent à l'individu et qui peuvent être exercés par l'individu. Ceci n'est pas surprenant vu l'importance du concept de l'individualisme dans nos sociétés.

Le Canada se démarque toutefois de plusieurs pays occidentaux par la place qu'il accorde dans sa constitution aux droits collectifs. Des droits collectifs sont des droits qui reviennent à une communauté ou à un groupe de personnes pour des raisons culturelles, linguistiques ou historiques. Voici quelques exemples de droits collectifs qui sont protégés par la constitution au Canada :

1. le droit aux écoles confessionnelles - l'existence des écoles séparées catholiques en Alberta ou en Ontario, ainsi que les écoles protestantes au Québec, est protégée par la Charte des droits et libertés et par la Loi constitutionnelle de 1867; ce droit accordé aux deux communautés minoritaires est considéré comme faisant partie du compromis constitutionnel qui a mené à la création du Canada;

2. les droits des Autochtones - l'article 25 de la Charte des droits et libertés ainsi que l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 protègent les droits existants des Autochtones ainsi que des droits issus des traités anciens et contemporains;

3. le droit aux écoles de langue officielle minoritaire - l'article 23 de la Charte accorde aux Francophones ou aux Anglophones en situation minoritaire le droit à leurs propres écoles, là où le nombre le justifie.

Il y a plusieurs personnes au Canada qui s'opposent à l'existence des droits collectifs. Elles prétendent, par exemple, que ces droits ont l'effet de créer des classes de citoyens dont certaines ont plus de droits que d'autres. Les partisans des droits collectifs soulignent, pour leur part, l'importance pour la richesse culturelle et humaine du pays des communautés minoritaires dont certaines telles les Autochtones, les Francophones minoritaires, et les Anglophones minoritaires ont des droits historiques. Sans la protection accordée par la constitution à ces groupes, allèguent-ils, ceux-ci cesseront d'exister et se verront obligés de s'assimiler à la majorité.

E. Justification des droits

La protection des droits de la personne repose à la fois sur des principes philosophiques de loi naturelle, et sur des avantages pratiques qui reviennent à une société qui respecte les droits de la personne.

LA LOI NATURELLE

Les philosophes ont justifié les droits de la personne par leurs racines dans une loi **naturelle.** Au premier siècle après J.-C. , Cicéron, le grand philosophe stoïcien, fut l'un des premiers à soutenir que les lois universelles sont supérieures aux lois humaines, qui leur sont subordonnées. Plus tard, des philosophes comme Thomas d'Aquin et John Locke, ont soutenu la supériorité de lois supérieures aux lois humaines ou **lois positives.**

Les critiques des droits naturels soutiennent qu'il n'existe pas de «droits naturels». Ils attaquent l'idée qu'il faut défendre les droits de la personne selon une croyance en des droits absolus ou inaliénables existant avant l'établissement d'une commu-

nauté. Ils soutiennent qu'il n'y a aucun moyen de déterminer objectivement ce que sont ces droits absolus, et que l'évaluation des droits doit se faire sous forme de conséquences pour la société.

LES AVANTAGES POUR LA SOCIÉTÉ

Selon certains défenseurs des droits de la personne, ces droits sont souhaitables parce qu'ils permettent à la société de prendre des décisions d'une manière pacifique et rationnelle. Beaucoup de libéraux justifient leur foi dans les droits de la personne en se basant sur leur respect envers la dignité de l'individu. Chaque individu, d'après eux, devrait être libre de participer à la vie politique et sociale qu'il pense lui convenir. Une société est juste dans la mesure où elle favorise les droits de la personne. Les défenseurs des droits de la personne font aussi valoir les nombreux autres avantages impliquant la paix et la raison qui reviennent à une politique qui reconnaît les droits de la personne. Premièrement, la société se protège elle-même en évitant de devenir un état policier où nul ne peut défier le gouvernement. Sans droits ni libertés civiques, l'État est libre de supprimer toute opposition à sa volonté, et par conséquent, la liberté de l'homme est détruite.

Deuxièmement, un système qui respecte les droits de la personne permet qu'un mécanisme rationnel change les lois d'une manière pacifique. Sans droits, les groupes les plus puissants à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement peuvent empêcher des changements en faisant usage de la force ou par d'autres moyens de coercition. Une dictature totalitaire serait le plus extrême résultat d'une telle société.

Troisièmement, un système qui garantit des droits à tous ceux qui reconnaissent la légitimité du système fournit un soutien populaire au gouvernement. Pour maintenir sa légitimité, le gouvernement doit s'adapter aux conditions économiques et sociales changeantes. S'il supprime des groupes qui réclament des changements, un élément dissident peut être obligé d'agir en dehors du système puisque son unique moyen de protester est la violence.

Quatrièmement, et peut-être le plus important, un système qui respecte la liberté permet à des décisions intelligentes de faire surface. Le grand libéral anglais, John

Stuart Mill, soutenait à ce propos, dans **On Liberty** (1859)[2], qu'une société profite lorsque ses membres sont libres de discuter ouvertement des problèmes. La liberté, disait Mill, est difficile à déterminer, et ne peut être connue que dans des discussions et des débats ouverts. Oliver Wendell Holmes fit une observation semblable lorsqu'il dit : «L'épreuve de la vérité, c'est le pouvoir de la pensée de se faire accepter dans la concurrence du marché».

Les critiques de cette justification des droits de la personne firent de nombreuses ripostes. Les marxistes et les communistes ont soutenu que les droits politiques sont fictifs dans une société capitaliste, parce qu'il ne saurait y avoir de liberté sans droits économiques. Les facistes ont réfuté les droits, soit parce qu'ils considèrent l'État comme supérieur à l'individu, soit parce qu'ils prétendent que certains groupes ethniques (qu'ils considèrent comme inférieurs) ne devraient pas être autorisés à participer à la vie politique. Les conservateurs, tout en acceptant les principes constitutionnels en faveur de ces droits, ont mis l'accent sur les tâches qui incombent à l'individu qui bénéficie de ces droits.

En dépit des critiques dirigées contre les droits de la personne, de nos jours les constitutions proclament ouvertement leur engagement envers eux, dans le monde entier. Le fait que ces droits soient, en fait, violés à divers degrés d'un pays à l'autre, démontre la rereté de la liberté dans le monde, et non le démenti d'une norme qui est quasiment universell.

---

2. *Abrams vs. United States, 250 U.S. 616 at 630 (1919).*

RAPPEL

En guise de conclusion à cette partie du module, assurez-vous que vous avez atteint les objectifs tels qu'articulés au début du module à la page intitulée **Avis aux élèves.**

En termes généraux, vous devriez avoir compris de plus que :

- les systèmes politiques peuvent être organisés d'une manière démocratique;
- les systèmes politiques diffèrent en pratique de la théorie;
- les systèmes politiques s'adaptent aux nouvelles idées et aux circonstances changeantes;
- les chefs politiques acquièrent, exercent et maintiennent leur pouvoir de différentes façons dans les pays démocratiques.

MODULE 2

Systèmes politiques

B. Régimes dictatoriaux

AVIS AUX ÉLÈVES

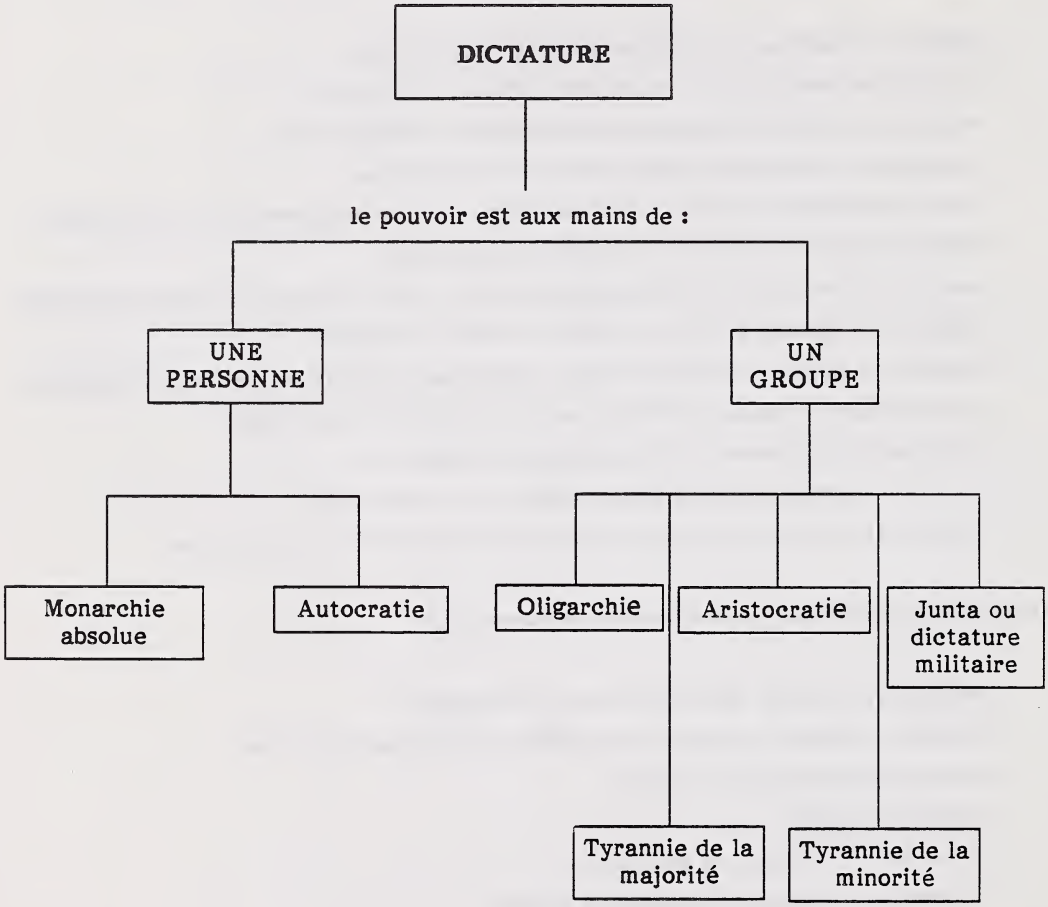
Cette partie du module a pour but de stimuler votre réflexion sur la nature et la mécanique des différents types de dictatures qui ont existé au cours de ce siècle. Plus précisément, vous devriez être capable, à la fin du module, de :

- définir et classifier les différents types de dictatures;
- nommer les avantages et les désavantages des dictatures;
- expliquer la distinction entre autoritarisme et totalitarisme;
- expliquer les fondements philosophiques du marxisme;
- tracer l'évolution historique de l'humanité telle que comprise par les Marxistes;
- décrire l'apport particulier de Lénine au marxisme;
- décrire la mécanique du totalitarisme tel qu'il a été pratiqué en Union soviétique;
- expliquer le rôle du Parti et de l'État en Union soviétique;
- détailler la nature des réformes déja entreprises en Union soviétique et expliquer les conséquences de ces réformes sur la vie politique de ce pays;
- expliquer les fondements philosophiques du fascisme;
- raconter la genèse du fascisme en Italie et en Allemagne;
- décrire les traits saillants du nazisme tel que pratiqué en Allemagne.

Au niveau des habiletés, vous devriez être capable de :

- recueillir et repérer les informations pertinentes;
- résumer, analyser et évaluer les arguments et les points de vue;
- faire une présentation en classe;
- rédiger un exposé;
- articuler et défendre une position;
- interpréter les données visuelles et écrites.

TABLEAU DES DICTATURES



TYPES DE RÉGIMES DICTATORIAUX

Termes	Définition	Exemples ou situation
Autocrate	une personne ou un groupe de personnes avec un chef clairement identifié, exerce le pouvoir politique sans respecter les contraintes légales ou coutumières	Staline
Oligarchie	l'autorité est exercée par un petit groupe non représentatif de la population en général	El Salvador (le gouvernement réussit à rester en place grâce aux élections truquées et à la répression de l'opposition)
Aristocrate	l'autorité est exercée par une élite qui se constitue sur une base reliée à l'hérédité, à l'éducation, à la race, à la caste ou à la possession de la propriété	le type de démocratie pratiquée en Angleterre au début du XIXe siècle
Tyrannie de la majorité	l'autorité est exercée par la majorité sans égard aux droits ou aux aspirations des groupes minoritaires	certains groupes minoritaires croient que leurs droits ne sont pas respectés et donc qu'ils sont victimes de ce type de tyrannie : - les catholiques en Irlande du Nord

Termes	Définition	Exemples ou situation
Tyrannie de la minorité	l'autorité est exercée par une minorité qui, de quelque moyen que ce soit, s'est accaparé du pouvoir	Afrique du sud
Monarchie absolue	l'autorité est exercée par une seule personne choisie sur la base de l'hérédité	Arabie saoudite, Jordanie
Dictature militaire	l'autorité est exercée par les forces armées et leur chef	le Chili sous le Général Pinochet, la Libye, la Birmanie

FERDINAND MARCOS

La présidence semblait s'exercer dans la corruption et dans l'abus de pouvoir

par Donn Downey - The Globe and Mail[1]

Les deux décennies tumultueuses de la présidence de Ferdinand Marcos furent, du moins aux yeux des Occidentaux, un exercice de corruption et d'abus de pouvoir.

Il entra en fonction en 1965 en promettant de restaurer l'économie et l'agriculture du pays, et de réduire sa bureaucratie surpeuplée. Il tint sa parole dans une certaine mesure, mais il fut assez clair qu'il remplissait en même temps ses poches. Sa popularité tomba au cours de l'élection de 1986 qui fut entachée de violence et d'accusations de fraude.

Dans sa jeunesse, Monsieur Marcos se tailla une renommée d'avocat, de militaire, de membre du congrès et de sénateur brillant, à la volonté de fer, avant d'être élu président pour la première fois, prenant en main la démocratie saccagée mais en fonction des Philippines.

«La politique, dit-il au début de sa carrière, galvanise et transforme en action tous les beaux espoirs qu'un homme nourrit dans son cœur pour son pays et pour son peuple. La politique est ma vie.»

Cependant, au cours de son mandat de président, il imposa une loi martiale en 1972 et réussit à conserver des pouvoirs étendus, après les avoir supprimés en 1981, y compris la prérogative de gouverner par décret si bon lui semblait.

La présence imposante de M. Marcos, sa voix retentissante d'orateur, ses adroits tours de passe-passe avec son gouvernement, ne suffirent pas néanmoins à empêcher le déclin de son pouvoir au début des années 1980.

---

1. Source : The Globe and Mail, 29 septembre, 1989.

Sa santé et son énergie diminuèrent, l'opposition politique grandit et devint plus audacieuse, et un mouvement de guérilla communiste s'étendit à travers le pays. Sa popularité et son prestige furent partiellement minés vers la fin de sa présidence par l'économie des Philippines qui semblait vacillante et dévastée, en comparaison avec la prospérité d'autres pays de l'Asie, comme Singapour et Taiwan.

Pendant ses années au pouvoir, selon les accusations de ses critiques, le développement économique des Philippines, malgré quelques progrès, fut loin d'atteindre le potentiel du pays doué d'une terre fertile et d'une population énergique et à croissance rapide qui comptait plus de cinquante millions d'habitants.

Une des raisons de cette déficience économique, selon les critiques, fut l'absence de planification efficace dans son gouvernement : il eut trop confiance dans les intérêts des grandes entreprises qui s'avérèrent inefficaces et ceci laissa le pays dans une trop grande dépendance de la production des produits de base. Ces critiques dénoncèrent la corruption de M. Marcos et de son entourage comme responsables d'avoir sapé et handicapé l'économie.

Même avant l'ère de Marcos, la politique des Philippines était oligarchique et élitiste, largement dominée par certaines familles dont l'influence remontait à des générations. M. Marcos était lui-même fils d'un important personnage politique provincial et, dans sa propre période de prospérité, il fit encore plus dépendre de relations personnelles le pouvoir et les privilèges dans son pays.

Beaucoup de ses associés devinrent de plus en plus riches, tirant avantages de leurs relations gouvernementales et personnelles.

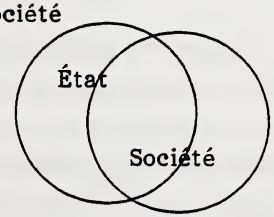
Cependant, tout en appuyant le gouvernement de M. Marcos, le réseau philippin des alliances dynastiques favorisa par la suite sa chute. Après l'assassinat de M. Aquino, en 1983, Madame Aquino --- issue elle-même d'une famille puissante politiquement --- galvanisa et concentra l'opposition en s'opposant à M. Marcos aux élections présidentielles de 1986.

L'élection eut lieu après que M. Marcos eut suggéré qu'elle soit prévue pour lui donner, selon lui, «un mandat neuf». Ceci s'avéra une erreur politique fatale.

FORMES DE POUVOIR EN RÉGIMES DICTATORIAUX

AUTORITARISME

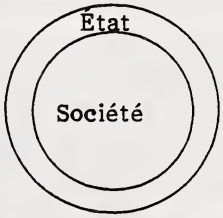
- l'autoritarisme impose la volonté de l'État à une sphère de la vie sociale et politique, mais il laisse une marge importante d'autonomie à la société



- l'État autoritaire est aussi appelé parfois une dictature conservatrice
- l'État autoritaire cherche l'obéissance des citoyens, mais ne s'efforce pas de changer la nature même de l'homme
- l'État autoritaire se garde souvent d'intervenir dans les domaines économique, spirituel ou dans certaines sphères de l'activité sociale
- Exemples : les dictatures latino - américaines (Pinochet, Samoza)

TOTALITARISME

- le totalitarisme cherche à imposer sa volonté à toutes les sphères d'activités humaines, ne laissant aucune marge d'autonomie à l'individu ou à la société



- un État totalitaire cherche à créer un nouvel homme, une personne dont les intérêts se fondent dans ceux de l'État
- Exemples : les dictatures communistes et marxistes - léninistes (U.R.S.S., Chine, Vietnam, etc.)

DICTATURES AUTORITAIRES ET TOTALITAIRES

Dans la première activité, nous nous sommes concentrés sur la question de savoir qui exerce le pouvoir. La réponse à cette question nous permettait de qualifier le régime d'autocratie, d'oligarchie et ainsi de suite. Nous allons maintenant poser la question de la nature du pouvoir exercé. Est-ce que les dictateurs tels que Hitler, Staline, Pol Pot, Pinochet et Somoza ont tous exercé la même sorte de pouvoir. Les politicologues ont souvent remarqué la nécessité de faire une distinction entre deux formes de dictatures, l'autoritarisme et le totalitarisme. Le politicologue américain Herbert Levine décrit ces distinctions comme suit[1]:

Gouvernement autoritaire

Le terme *autoritaire* dérive du mot *autorité*, que l'on a défini comme l'établissement d'un pouvoir formel. Un agent de police a donc, dans une société libre, le pouvoir d'arrêter quelqu'un qui commet un délit. *L'autoritarisme* désigne la croyance à un système politique qui met l'accent sur l'autorité et sur la tradition, plutôt que sur la liberté individuelle[2]. **Un gouvernement autoritaire** est fondé sur des principes hostiles à la démocratie, favorisant le règne d'une petite élite, la suppression de l'opposition, et le recours à coercition physique plutôt qu'à la loi.

LA LOI FAITE PAR UNE PETITE ÉLITE. Tout gouvernement -- autoritaire ou non -- est exercé par une petite élite, mais un gouvernement autoritaire limite très étroitement son élite au pouvoir et ne permet pas d'élections libres qui permettraient à de nouveaux dirigeants d'accéder au pouvoir. Dans un système autoritaire, le gouvernement n'a de compte à rendre qu'à lui-même plutôt qu'au grand public. Ceci ne veut pas dire que le gouver-nement autoritaire ne soit pas sensible aux changements et ne tienne pas compte des principaux groupes qui constituent le système politique. La plupart des gouvernements, dans une certaine mesure du moins, reflètent les intérêts des groupes dominants de la société, de peur d'être renversés. La portée de l'opposition dans les régimes autoritaires est cependant limitée, et le comportement politique de l'opposition est confiné à un champ étroit, déterminé par la minorité dirigeante.

---

1. Political Issues Debated, p. 41-44.
2. Michael R. Curtis, "Dictatorship", Encyclopedia Americana (1979), 9:82.

SUPPRESSION DE L'OPPOSITION. Les régimes autoritaires craignent une opposition qui pourrait aboutir à un nouveau gouvernement. Ils agissent souvent de manière à restreindre l'opposition de plusieurs façons. Ils peuvent déclarer illégal tout parti d'opposition, et peuvent en fait emprisonner les chefs de ces partis. Ils peuvent supprimer les journaux et les revues qui impriment des histoires peu flatteuses sur le régime. Ils peuvent censurer des livres qu'ils jugent dangereux pour le gouvernement, persécuter les étudiants et les professeurs d'université qui se réunissent pour défier l'ordre politique et social, briser des protestations pacifiques et emprisonner les chefs ou les groupes protestataires.

LA COERCITION PHYSIQUE. Les régimes autoritaires font souvent étalage des symboles de leurs forces : l'armée et la police secrète. Dans plusieurs pays sous régime autoritaire, le dirigeant est lui-même un officier militaire. Ce fut le cas d'Antonio Salazar au Portugal, d'Anastasio Somoza au Nicaragua, et de Francisco Franco en Espagne. L'armée et la police secrète utilisent diverses techniques, allant de l'assassinat et de la torture à la pression économique et aux menaces psychologiques, pour empêcher des dissidents potentiels de s'engager dans des activités hostiles au régime.

Les régimes autoritaires mettent l'accent sur le besoin d'ordre plutôt que sur la quête de liberté. Ils justifient d'ordinaire leurs actes en termes d'avantages pour le peuple et font appel aux symboles de la démocratie, tels que les élections, mais ces élections sont truquées à l'avantage du gouvernement. Le paradoxe de la dictature dans un régime autoritaire et dans d'autres formes est que le gouvernement recherche l'appui du peuple mais supprime la dissidence. Les dirigents autoritaires peuvent vouloir changer la société en amenant un rapide développement industriel, mais ils n'endoctrinent pas le peuple avec une idéologie particulière pénétrant tous les aspects de leurs vies. On cite le dernier Shah d'Iran comme exemple de dirigeant autoritaire. Son pouvoir reposait sur l'armée et sur la Savak (une police secrète brutale). Il s'efforça activement d'éliminer toute opposition à son autorité par des moyens impitoyables.

Gouvernement totalitaire

Au vingtième siècle est apparue une forme de dictature considérée souvent comme nouvelle : le gouvernement totalitaire. Les prototypes d'État totalitaire sont l'Union soviétique de Joseph Staline et l'Allemagne d'Adolph Hitler. L'Italie de Benito Mussolini est souvent citée comme exemple de dictature totalitaire, partiellement parce que

Mussolini utilisait le cliché **État totalitaire** pour décrire son régime en Italie. L'État de Mussolini n'a jamais été cependant dans la même catégorie que ceux de Staline ou d'Hitler. Carl J. Friedrich et Zbigniew K. Brzezinski, deux éminents spécialistes du **gouvernement totalitaire,** ont défini ses traits principaux que l'on a résumés ci-dessous :

- **Idéologie** - Une idéologie élaborée couvre tous les aspects de la vie et chaque membre de la société doit y adhérer. L'idéologie est orientée vers la production d'une «société parfaite», une utopie.
- **Un parti unique général** - Un parti unique est ordinairement dirigé par un seul homme, le dictateur, et constitue une petite partie de la population (jusqu'à dix pour cent). Ce parti promouvoit l'idéologie dominante et en général domine le gouvernement ou lui est étroitement lié.
- **La terreur** - Une police secrète utilise la terreur pour empêcher qu'on défie les autorités dirigeantes. La terreur est appliquée pour restreindre et pour prévenir une activité dissidente au sein du parti ou venant de groupes en dehors du parti.
- **Contrôle de la communication de masse** - Le gouvernement contrôle tous les médias. Aucune source indépendante de média n'est autorisée.
- **Contrôle des Forces armées** - L'armement de guerre et les Forces armées sont sous la domination quasi entière du gouvernement.
- **Direction centrale de l'économie** - Le gouvernement domine tout le système économique.[3]

Certains écrivains soutiennent qu'il existe une différence qualitative entre les systèmes autoritaires et totalitaires. Leur argument est le suivant : les dirigeants autoritaires imposent une dictature et sont satisfaits de diriger. Aussi longtemps que ni individu, ni groupe ne défie leur gouvernement, ils les laissent tranquilles. Au contraire, les chefs totalitaires, tout en acceptant les procédés fondamentaux de l'autoritarisme, le dépassent et cherchent à transformer le caractère des êtres humains. Ainsi, Staline promouvait «l'homme soviétique» dont le comportement s'accordait avec l'idéologie communiste. Dans les systèmes totalitaires, tout doit être subordonné à l'idéal

---

3. Carl J. Friedrich et Zbigniew K. Brzezinski, **Totalitarian Dictatorship and Autocracy**, deuxième édition revue par Carl J. Friedrich, (New York, Praeger, 1965), p. 22.

dominant, et le régime veille non seulement à la manière dont les citoyens se comportent politiquement, mais encore à ce qu'ils **pensent** également.

En conséquence, le gouvernement met l'accent sur l'orthodoxie idéologique et sur l'endoc-trinement en éducation, en économie, dans la culture, dans les sports et dans les sciences.

Selon Friedrich et Brzezinski, il y a eu des précurseurs du totalitarisme, tels les dictateurs de la Grèce antique, dont Sparte fut un des principaux exemples, et les despotismes orientaux, mais ceux-ci furent totalistes plutôt que totalitaires. Ceci veut dire qu'ils manquaient des soutiens technologiques qui rendent possible le totalitarisme moderne. Sans technologie moderne, selon les spécialistes, il n'est pas possible de maintenir un contrôle sur les forces armées, d'imposer une terreur totale et de centraliser la direction de l'économie. Il n'est pas facile non plus de susciter une participation active des masses aux buts du dictateur.

Certains auteurs critiquent le concept de totalitarisme vu comme une catégorie utile pour décrire certaines sortes de dictature. Ils soutiennent que la plupart des dictatures modernes -- qu'elles soient communistes, facistes ou militaires -- ont des buts semblables. On trouve parmi ceux-ci le renforcement de l'autonomie de l'État, la destruction et l'intégration des institutions et structures politiques existantes, et la recherche d'une légimité et d'un soutien populaires. Ils soutiennent que même l'Union Soviétique de Staline et l'Allemagne de Hitler étaient en réalité autoritaires.[4]

Ces auteurs affirment que le parti unique dans ces deux cas n'a jamais été monolithique, par exemple. Même Friedrich et Brzezinski font allusion à des unités autonomes, ou à des «îles de séparatisme» telles que la famille, l'Église, l'armée, les professions et les groupes ethniques qui maintiennent leur identité séparée en dépit des pressions dictatoriales qui tentent d'imposer l'uniformité.

Les critiques du concept de totalitarisme soutiennent de plus que l'utilisation du terme tend à brouiller les différences entre les deux plus importants systèmes totalitaires.

---

4. William S. Allen, "Totalitarianism : The Concept and the Reality", **Totalitarianism Reconsidered**, éd. Ernest A. Menze (Port Washington, N.Y.; Kennikat Press, 1981), p. 97-106.

Bien que le communisme de Staline et le nazisme de Hitler aient été des dictatures, ils différaient dans leur philosophie politique et dans leurs partisans.[5] Le communisme prétendait être rationnel et scientifique. Il visait l'abolition de l'État et la création d'une société sans classe. Dans la mesure où il croyait à une industrialisation rapide, il était révolutionnaire. Le nazisme totalitaire au contraire, était irrationnel, anti-scientifique, et s'il avait du tout une utopie, elle était certainement différente de l'utopie communiste. Il révérait l'État, la nation et une race supérieure. Dans la mesure où il était anti-industriel et anti-urbain, il était en conflit avec les buts avoués du communisme. Les Nazis tiraient leur principale force du niveau inférieur de la classe moyenne et de l'armée, tandis que les communistes tiraient la leur de l'intelligentsia et des classes ouvrières.

Les critiques du concept de totalitarisme soutiennent en outre que le terme ne peut plus s'appliquer au monde communiste contemporain. Une terreur du type staliniste est rare de nos jours dans la plupart des États communistes. Les dissidents sont harcelés et certains sont emprisonnés, mais ils ne sont pas tous traités de la même manière. La critique dissidente de l'intérieur de l'Union soviétique est entendue à l'Ouest -- chose qui n'aurait pas été permise sous Staline. Il y a également davantage de visiteurs de l'étranger qui traversent les pays communistes, et plus de contact avec l'Ouest qu'auparavant. Même la censure n'a pas la main aussi lourde que du temps de Staline. Ces critiques n'iraient pas jusqu'à prétendre que les pays communistes sont des démocraties, mais plutôt que l'ancien modèle de totalitarisme est hors d'usage dans la description de la scène communiste actuelle.

Bien que les critiques du totalitarisme aient marqué des points, en particulier contre les savants qui tentaient de décrire comme totalitaires tous les gouvernements communistes, il reste dans le concept beaucoup à utiliser. Il sert de modèle que certains dictateurs veulent atteindre. Le totalitarisme signifie donc quelque chose qui diffère qualitativement de l'autoritarisme, malgré des imprécisions dans la description du comportement politique actuel de tout système politique.

---

5. Michael Curtis, "Retreat from Totalitarianism", **Totalitarianism in Perspective**, éd. Carl J. Friedrich, Michael Curtis et Benjamin R. Barber (New York, Praeger, 1969), p. 109-110.

KARL MARX ET LA THÉORIE COMMUNISTE

Bien que le marxisme (ou le communisme) soit en net recul aujourd'hui, il n'y a pas longtemps qu'il exerçait une influence considérable dans le monde. Avant l'arrivée au pouvoir de Michael Gorbatchev en Union soviétique (1985), à peu près 30 % de la population mondiale vivait dans des pays communistes.

Beaucoup de gens parlent aujourd'hui de l'échec du communisme. Certes, sur le plan économique, le communisme ne semble avoir mené qu'à la stagnation et qu'à la bureaucratisation de l'économie. Le communisme reste toutefois un phénomène historique extrêmement intéressant et l'analyse marxiste persévérera sans doute comme outil très utile pour comprendre la réalité même contemporaine.

Qu'y a-t-il donc à la base de la philosophie marxiste?

Il y a d'abord un sentiment de répugnance morale face au libéralisme. Le libéralisme, comme nous l'avons vu, se fait le champion de l'individualisme, système philosophique selon lequel l'individu est responsable de lui-même, sans égard aux autres. Le libéralisme encourage l'individu, par le biais de la propriété privée, d'amasser des biens et de faire des projets personnels. Un tel système, pour un marxiste, ne peut que mener aux inégalités sociales et à la domination des faibles par les plus forts. Un tel individualisme isole l'individu, le coupant de ses liens fraternels avec ses semblables.

Par voie de contraste, le marxisme voit les groupes ou la collectivité comme le milieu naturel de l'homme. Le marxisme prône donc la propriété collective, la coopération et la destruction de l'ordre libéral et capitaliste qui permet la création des inégalités.

Le marxisme repose tout de même sur plus qu'une aversion au libéralisme. La philosophie marxiste comprend une façon de voir l'histoire. En se basant sur les travaux du célèbre philosophe allemand Hegel (1770-1831), les marxistes prétendent avoir compris la mécanique même de l'évolution historique. Selon Hegel, l'histoire procède par une série de conflits, de luttes de contraires et de résolution de ces luttes.

Marx applique cette idée de conflit et de résolution de conflit (appelée la dialectique) à sa propre philosophie. Pour lui, la nature de l'homme est déterminée par les conditions économiques et matérielles dans lesquelles il vit. Ces conditions matérielles, observe Marx, ont été, à travers l'histoire, déterminées par des luttes entre différents groupes de personnes. L'analyse de ces luttes permet à Marx de conclure qu'elles se conforment exactement au processus historique décrit par Hegel. La mécanique de l'évolution historique est donc celle de la lutte des classes. Pour Marx, cette découverte a la valeur d'une certitude scientifique, ce qui explique pourquoi le marxisme est parfois appelé socialisme scientifique. Il y a donc trois principes importants au raisonnement marxiste, à savoir :

1. **Le matérialisme** - la nature de l'être humain est déterminée par les conditions économiques et matérielles dans lesquelles il vit.

2. **La dialectique** - l'histoire consiste en un mouvement perpétuel, où le changement se fait à force de conflits et de lutte des contraires.

3. **La lutte des classes** - le conflit entre classes est le fil conducteur de toute l'histoire humaine. Il explique la lutte qui opposait l'esclave à l'homme libre, le serf au seigneur et, au temps de Marx, le travailleur (le prolétariat) aux bourgeois (ceux qui possèdent les moyens de production).

Selon Marx, la résolution finale de la lutte des classes verra la disparition de la classe bourgeoise et la victoire finale du prolétariat. Comment cela se fera, est le sujet de notre prochaine discussion.

LE PARTI, LE GOUVERNEMENT, L'ÉTAT ET LES RÉFORMES : PISTES POUR LA RECHERCHE

Les pistes suivantes vous serviront de guide pour la recherche qui vous a été donnée à faire.

A. LE PARTI COMMUNISTE EN UNION SOVIÉTIQUE

Quel est le rôle du parti en Union soviétique? Ce rôle a-t-il changé au cours de l'histoire?
Comment le parti est-il structuré?
Nommez les personnalités les plus fortes du parti à l'heure actuelle.

B. LE STALINISME

Racontez un peu la vie de Joseph Staline.
Comment a-t-il pris le pouvoir après la mort de Lénine?
Quelles actions ont caractérisé son règne?
Qu'est-ce que «Stalinisme» veut dire?

C. LES INSTITUTIONS POLITIQUES EN UNION SOVIÉTIQUE

Comment le gouvernement et l'État sont-ils structurés?
Qui sont le chef de gouvernement et le chef d'État?
Quels sont les problèmes les plus difficiles à l'heure actuelle en Union soviétique?

D. LA GÉOGRAPHIE, LA TERRITORIALITÉ ET LE NATIONALISME EN UNION SOVIÉTIQUE

Comment le territoire soviétique est-il divisé? Combien y a-t-il de républiques?
Décrivez les phénomènes de nationalisme en Union soviétique, chez les peuples baltes, chez les Géorgiens, chez les républiques musulmanes.

E. LES RÉFORMES DEPUIS GORBATCHEV

Gorbatchev est associé aux termes de «glasnost» et «perestroïka». Que signifient ces termes?

Quels sont les effets du glasnost en Union soviétique? en Europe de l'Est? dans le monde en général?

Quels sont les effets de la perestroïka en U.R.S.S.?

Quels problèmes confrontent Gorbatchev (ou son successeur) à l'heure actuelle?

RESSOURCES :

Vous pourriez vouloir consulter les ressources suivantes :

- Loriot : Idéologies et régimes politiques comparés
- Les encyclopédies
- Les atlas
- Les journaux et les revues (surtout pour ce qui est des derniers événements en Union soviétique)
- Fiche 8 - Gorbatchev joue-t-il franc jeu?
- Fiche 9 - Glasnost et Michael Gorbatchev
- Fiche 10 - Caricatures
- Fiche 11 - Le Kremlin précise

Gorbatchev joue-t-il franc jeu?

L'opération de charme du premier Soviétique? Ne succombons pas trop vite! dit Natacha Dioujeva: « L'Occident doit être encore plus ferme. »

Par Denise Bombardier

Natacha Dioujeva est rédactrice en chef adjointe de *La Pensée russe*. Ça fait plus de 10 ans qu'elle a quitté l'Union soviétique: non pas pour des raisons politiques mais tout à fait personnelles, puisqu'elle a alors épousé un journaliste français. Elle est née à Leningrad, elle y a grandi et fait ses études. L'hebdomadaire où elle travaille est publié dans sa langue maternelle depuis 1947 à Paris: c'est une sorte de journal de la dissidence. Tiré à 10 000 exemplaires, il est lu par les exilés et par l'intelligentsia d'Europe de l'Est puisqu'il est expédié sous le manteau dans plusieurs pays communistes, surtout en URSS. Mais tout en faisant une place importante à l'information, *La Pensée russe* évite le ton de la propagande qui caractérise trop souvent ce genre de publications. Cette entrevue a été réalisée à Paris par Denise Bombardier.

• • •

L'Actualité: *Tout le monde se demande si oui ou non, il faut croire Gorbatchev.*

Natacha Dioujeva: Lorsque Gorbatchev est arrivé au pouvoir, il a trouvé le pays dans un tel état de crise qu'il était évident qu'il fallait entreprendre quelque chose pour en sortir.

L'Actualité: *Que voulez-vous dire?*

N. Dioujeva: On sait que l'Union soviétique ne marche pas. Tant qu'il y avait du pétrole et que le prix en était élevé, on pouvait camoufler le fait que le pays était pratiquement dans l'impasse. A partir du moment où le prix du pétrole s'est effondré, qu'il ne rentrait plus de devises, il est devenu de plus en plus difficile de cacher tout cela. De masquer la pénurie presque totale, l'économie désorganisée par la bureaucratie et la mauvaise gestion — ce qui, à mon avis, est dû au système socialiste; mais ceci est un autre débat. Donc à cette crise économique se greffe maintenant une crise morale, en ce sens que les gens ont cessé de travailler. Parce qu'ils ne voient pas pourquoi ils le feraient. Il y a un dicton en URSS qui dit: « Les dirigeants font semblant de nous payer et nous faisons semblant de travailler »!

Pour sortir de la crise, il faut à la fois remettre les gens à la tâche et changer l'équipement qui est obsolète.

L'Actualité: *A quoi correspond cette politique dite de transparence (glassnost en russe)?*

N. Dioujeva: Cela veut dire simplement « nommer les problèmes ». Tout le monde à l'intérieur savait ce qui se passait réellement dans le pays, alors que les journaux continuaient à raconter que tout allait bien, et que le développement s'accélérait. Le mensonge, quoi! Maintenant, on change de tactique. On nomme les problèmes, on fait semblant de faire confiance à la population.

L'Actualité: *Mais la population vit-elle cette période comme un changement?*

N. Dioujeva: Il est certain que les journaux soviétiques abordent de très graves problèmes qu'ils n'abordaient pas auparavant: l'alcoolisme, par exemple. Ou même la drogue. Des articles dénoncent l'incurie dans le système postal, la corruption, les injustices dans la distribution des appartements. Bien sûr, les gens n'apprennent rien. Ils savaient tout cela mais le fait de pouvoir le lire dans la presse nationale est vraiment nouveau.

L'Actualité: *Et ils se mettent à espérer?*

N. Dioujeva: Il y a évidemment des gens qui croient sincèrement qu'avec Gorbatchev, la situation pourrait s'améliorer. Mais ceci dit, ils ne font rien pour cela. Depuis une quinzaine d'années, les Soviétiques ont déserté les structures de l'Etat. Lorsque je dis qu'ils ont cessé de travailler, je veux dire qu'ils ne font que le strict

« Les Soviétiques sont habiles dans les négociations, ils en demandent toujours beaucoup trop. Ainsi leur moindre pas en arrière est perçu comme une immense concession. »

PHOTO: PIERRE DEFAIL

minimum. Pour ne pas être accusés de parasitisme, pour toucher leur salaire, quoi ?

L'Actualité: *Mais n'y a-t-il pas des secteurs totalement protégés ? L'Union soviétique est une très grande puissance militaire. Elle sait fabriquer des armes.*

N. Dloujeva: Évidemment, les meilleures ressources, les meilleurs spécialistes sont affectés à l'industrie militaire.

L'Actualité: *Ces gens-là ne sont-ils pas des privilégiés ?*

N. Dloujeva: Oui. Parce que leurs cantines sont meilleures et leurs salaires, dans certains cas, plus élevés. Ils ont accès à des services sociaux plus importants: plus de vacances, droit à une meilleure médecine, etc. N'oubliez pas qu'en URSS, dans la plupart des usines, une partie de la production est militaire. J'ai moi-même travaillé dans une usine où il y avait un atelier fermé qui produisait pour l'industrie militaire. Cette production est de meilleure qualité car le travail y est plus soigné. Par exemple, dans une entreprise qui fabrique des camions, on contrôlera davantage la chaîne d'où sortiront des camions destinés à l'armée que celle produisant les camions à l'usage des kolkhozes. Telles sont les priorités... Au fond, l'industrie militaire, c'est comme une pieuvre qui a des tentacules dans toute la structure de production. Mais elle-même est devenue vulnérable.

L'Actualité: *C'est ce qui inquiète Gorbatchev ?*

N. Dloujeva: Oui. Il comprend très bien que la révolution scientifique et technique exige des spécialistes extrêmement qualifiés et motivés. Les informaticiens, les ingénieurs, qui constituent cette intelligentsia technique sont des gens très attachés à la culture.

Ils lisent sous le manteau des livres occidentaux. Gorbatchev a besoin d'eux, de leur compétence et de leur appui. Il leur donne donc des choses qu'ils n'avaient pas avant. Par exemple, il réhabilite Pasternak en le laissant publier.

L'Actualité: *Autrement dit, il est obligé de leur donner plus de libertés pour les faire travailler ?*

N. Dloujeva: Exactement. Ces intellectuels ont un très grand rôle à jouer. Il faut les mettre au service de l'État, les officialiser. Comme le poète Yevtouchenko qui affirme aux médias américains: « Nous allons vers l'avant dans un processus révolutionnaire de démocratisation. » Comme Sakharov aussi.

L'Actualité: *Si l'on vous comprend bien, le changement à l'intérieur est ressenti par peu de gens. La population ne se sentirait pas concernée.*

N. Dloujeva: La plupart des gens — les

« L'URSS n'a pas renoncé à répandre le communisme dans le monde entier. A cause de cela, il est important que le pays soit plus attirant qu'il ne l'est. »

lettres que nous recevons le confirment tout à fait — espèrent mais ne croient pas. N'oubliez pas que l'histoire de l'Union soviétique est jalonnée de telles tragédies, de telles périodes de terreur que les gens ont peur de prendre des initiatives, ne sachant pas comment cela va tourner une fois les dirigeants du moment partis. Regardez les libérations de juifs et de prisonniers politiques actuellement, Sakharov au premier chef: quels sont les critères de ces libérations ? Il n'y en a pas. Les libérations sont tout aussi arbitraires que l'emprisonnement. On demande aux détenus de rédiger une lettre dont la formulation est en fait plus ou moins libre et dans laquelle chacun s'engage à renoncer à ses activités anti-soviétiques. Mais par là même, ils reconnaissent qu'ils en ont eu, et donc qu'ils ont été condamnés pour une juste raison !

Sakharov a été libéré. C'est parfait. On en est heureux car il s'agit de vies humaines, de souffrances humaines. Il faut prendre ce que l'on nous donne. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a un an, Gorbatchev a dit de l'académicien qu'il avait violé les lois soviétiques. A ma connaissance, le Secrétaire général n'est jamais revenu sur ses propos. Nous sommes donc, je le répète, devant des mesures arbitraires pratiquées par un État de non-droit.

L'Actualité: *Est-ce que Gorbatchev ne prend tout de même pas des risque[illegible] appliquant une telle politique ? Il d[illegible] avoir des résistances parmi la vie[illegible] garde. Et si ceux que visent ces chang[illegible]ments ne bougent pas, ne devient-il p[illegible] vulnérable de tous les côtés ?*

N. Dloujeva: Vous savez, on prête à Go[illegible]batchev une phrase à laquelle je ne cr[illegible] pas mais qui résumerait ce que vous è[illegible] en train de dire. Il aurait déclaré quelc[illegible] chose comme: « Si la refonte actuelle [illegible] marche pas, l'expérience du socialis[illegible] pourrait être considérée comme ferme[illegible] Cela signifierait qu'il est conscient [illegible] l'URSS est à un tournant décisif. Je cr[illegible] que cet homme a la grande ambition [illegible] devenir le plus grand dirigeant de s[illegible] pays. Il veut passer à l'Histoire comme [illegible] homme de changement.

L'Actualité: *Il faut donc croire à sa po[illegible]que ?*

N. Dloujeva: Attention, l'URSS n'a [illegible] renoncé à son but qui est de répandr[illegible] communisme dans le monde entier. [illegible] cause de cela, il est important que le p[illegible] soit plus attirant qu'il ne l'est. Qu'il s[illegible]ble plus ouvert et qu'il soit réellem[illegible] aussi puissant économiquement que [illegible] grand adversaire. Pour cela, il faut a[illegible]ver à remonter la pente. Il faut [illegible] l'Union soviétique soit capabl[illegible] produire en série ce qu'on appell[illegible] high-tech: parce qu'elle ne le peut [illegible] actuellement, elle est obligée d'achete[illegible]

Occident. Et pour le faire, il faut une atmosphère de confiance. Les dirigeants doivent briser la méfiance occidentale à leur endroit.

L'Actualité: *A cause de la sorte de technologie dont l'URSS a besoin ?*
N. Dioujeva: Oui. Vous savez qu'il y a beaucoup de produits technologiques qu'il est interdit d'exporter dans les pays communistes parce qu'ils pourraient être employés à des fins stratégiques et militaires. Gorbatchev veut que les Occidentaux cessent d'imposer un certain nombre de limitations, il a besoin de notre technologie, de notre savoir-faire et ce à moindres frais. Pour y arriver il est impératif que nous lui fassions confiance.

L'Actualité: *Gorbatchev semble avoir compris que la politique de l'image est importante. Pour que l'image de son pays, mais aussi la sienne propre, marque une rupture avec celle de ses prédécesseurs.*
N. Dioujeva: Il faut dire qu'il a un conseiller remarquable en la personne de Dobrynine qui a été plus de 20 ans ambassadeur à Washington. Ce dernier connait les États-Unis parfaitement. Il comprend à merveille la mentalité américaine. Visiblement, il a convaincu le Secrétaire général de changer de comportement avec les Occidentaux, et les Américains en particulier.

L'Actualité: *C'est la première fois que l'URSS se préoccupe ainsi de son image ?*
N. Dioujeva: Oui. Et ce qui est extrêmement intéressant, c'est de constater que tout en menant cette propagande, en permettant par exemple à des « simples » citoyens soviétiques — bien choisis, je vous le signale — de donner des entrevues à la télévision américaine, allemande, où ils déclarent: « Tendons-nous la main pardessus la tête de nos gouvernements. Nous pouvons nous comprendre car nous, nous ne sommes pas des ennemis », eh bien ! dans le même temps, on trouve dans la presse soviétique des articles d'une violence anti-occidentale comme on en trouvait dans les pires moments de tension avant Gorbatchev ! Chaque jour dans la presse soviétique, je lis des articles dénonçant l'ennemi capitaliste, assurant que la liberté occidentale, c'est la liberté de mourir de froid dans la rue à New York, c'est la violation des droits des Indiens, des Noirs, etc. Or j'ai l'impression que la réciproque n'est pas vraie.

L'Actualité: *Que voulez-vous dire ?*
N. Dioujeva: Eh bien ! un sondage effectué récemment en Allemagne de l'Ouest démontrait que la population croyait davantage Gorbatchev que Reagan sur la question du désarmement !

L'Actualité: *Cela vous inquiète ?*
N. Dioujeva: J'estime que c'est grave.

« Gorbatchev a l'ambition de devenir le plus grand dirigeant de son pays. Il veut passer à l'Histoire comme un homme de changement. »

D'autant plus que la politique occidentale en a toujours été une de défense. Je ne crois pas à la combativité de la démocratie. C'est plutôt un système où l'on essaie de sauvegarder les intérêts du peuple. On n'essaie pas d'imposer la démocratie dans les autres pays.

L'Actualité: *C'est toujours la tyrannie qu'on impose ainsi.*
N. Dioujeva: Voilà. L'URSS, au contraire, a toujours eu une politique extérieure offensive. Regardez l'Afghanistan. Les dirigeants soviétiques font un effort de propagande énorme sur le désarmement comme si le désarmement était une fin en soi. Mais le but, c'est la paix, et la paix ne s'obtient que dans un climat de confiance. Comment faire confiance à un pays qui continue d'affirmer que le communisme doit s'étendre au monde entier ?

L'Actualité: *Vous parliez tout à l'heure de la réaction allemande, mais plus largement, que pensez-vous des résultats sur une partie des Occidentaux de l'opération charme de Gorbatchev ? On se rappelle, entre autres, cette réunion d'acteurs, d'intellectuels et d'anciens chefs de gouvernement comme Pierre Elliott Trudeau à Moscou ?*
N. Dioujeva: Oh, cette réunion du jet-set dit progressiste ! Eh bien ! il est évident que l'URSS tente de créer un mouvement pour la paix, différent de ceux qui existent et qui sont trop évidemment sous son contrôle ! Il faut donc quelque chose de plus sexy, de plus relax. Paul Newman, Pierre Elliott Trudeau, Mastroianni — une sorte de nébuleuse qui lutte pour la paix. Dans la presse, cela passe davantage...

L'Actualité: *Vous croyez que nous devrions être plus durs dans nos relations avec l'Union soviétique ?*
N. Dioujeva: Je suis convaincue qu'il faut être encore plus ferme. Les Soviétiques sont très habiles car dans les négociations, ils demandent toujours trop, beaucoup trop. Ainsi, leur moindre pas en arrière est perçu par les Occidentaux comme une immense concession.

L'Actualité: *Ce que vous dites, c'est qu'ils sont, en quelque sorte, plus intelligents et plus forts que nous.*
N. Dioujeva: Je ne pense pas qu'ils soient plus intelligents. Parce que si c'était vrai les démocraties cesseraient d'exister. Elles auraient été neutralisées. Ce qui est vrai cependant, c'est qu'ils sont plus combatifs. Et leur politique expansionniste qui ne peut pas être militaire à cause de l'arme nucléaire, doit donc être idéologique. Elle est une justification du pouvoir. Néanmoins, je crois qu'on vit une période dangereuse. Cette espèce de reflux occidental, « Tendons la main, vivons en paix », ne me rassure guère. ■

GLASNOST ET MICHAEL GORBATCHEV

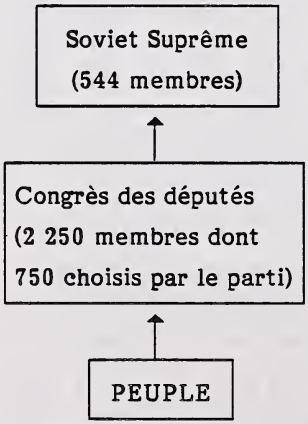
En 1985, le Parti a choisi Michael Gorbatchev comme chef. Conscient des problèmes graves auxquels l'Union soviétique devait faire face, Gorbatchev a prôné la réforme.

La politique de «Glasnost» ou «transparence» vise à créer une société plus ouverte. Glasnost a conduit à un ré-examen de l'histoire soviétique (y compris les années de terreur de Staline). La littérature et les arts plastiques ont été libérés de la censure. Le Parti témoigne plus de respect pour les droits de la personne. Des dissidents comme Andrei Sakharov (décédé depuis) ont été libérés de prison et d'autres ont pu émigrer à l'étranger.

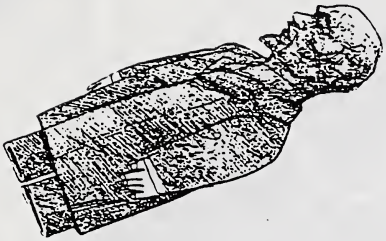
Les changements radicaux ont eu lieu également à l'intérieur du système politique soviétique. Gorbatchev a créé le poste de Président, un poste qu'il occupe en plus de celui de Secrétaire général du Parti communiste.

La restructuration politique a également pour but de permettre à la population de participer plus démocratiquement à la vie politique. Ainsi a-t-on permis des candidatures multiples pour des postes de député au Congrès des députés, lui-même une nouvelle institution.

L'organigramme de l'État ressemble maintenant à ceci :



CARICATURES



Le Monde
21-27 juin 1990
(Sélection hebdomadaire)

Le Monde, 7-13 juin 1990
(Sélection hebdomadaire)

Le Monde, 5-11 juillet 1990
(Sélection hebdomadaire)

"Comrade Gorbachev doesn't know what he's up against!"

REISINGE
Vjesnik, Zagr

Le monde

Le Kremlin précise ce qu'il faut accepter et rejeter de Staline

Moscou lui sait gré d'avoir sauvegardé les «acquis» du léninisme, tout en lui reprochant ses «répressions massives»

Joseph Staline: dans l'URSS de Gorbatchev, le débat ne tarit pas sur les mérites du «Petit Père des peuples». Le Kremlin vient de faire connaître son verdict. PHOTOTHÈQUE *La Presse*

MILAN DRAGOVIC
de l'Agence France-Presse
MOSCOU

■ Le Kremlin, par le biais d'un article théorique de la Pravda, a clairement tracé les limites de la «déstalinisation» en cours, en rendant un hommage appuyé au généralissime pour ses mérites dans la sauvegarde des «acquis» du léninisme.

En même temps, le quotidien du Parti communiste soviétique a dissocié clairement la contribution, déterminante selon lui, de Staline à la perpétuation du socialisme, de ses «graves erreurs politiques» et des «répressions massives» qui ont marqué son règne.

Antagonismes

Cette nouvelle évaluation nuancée du rôle du 'Petit Père des Peuples' semble traduire, de l'avis des observateurs, les antagonismes au sein de la direction soviétique, concernant la révision de l'histoire de l'URSS. Elle intervient à un moment où la presse dénonce jour après jour la terreur et les purges staliniennes — dont certains historiens soviétiques n'excluent plus qu'elles aient fait «plus d'un million» de victimes — mais aussi ses erreurs tactiques à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Plus significatif encore, l'hebdomadaire Nedelia (La Semaine) a publié le même jour une étude de l'historien Igor Bestoujev-Lada déniant à Staline tout mérite dans la défense du léninisme, à l'opposé de la thèse défendue dans la Pravda par l'un de ses collègues, l'académicien Maxime Kim.

Le quotidien du PC soviétique reproche à «certains auteurs», qu'il ne nomme pas, de considérer comme «négatif» le fait que le 13ème congrès du Parti, en mai 1924, n'a pas respecté le testament de Lénine rédigé en décembre 1922 et où celui-ci écrivait: «Staline est trop brutal. Je propose aux camarades d'étudier un moyen pour le démettre de son poste» de secrétaire général.

Au nom de la «vérité historique», Maxime Kim rend hommage à Staline pour avoir combattu avec succès Léon Trotski. «La direction soviétique sous Staline a su défendre le léninisme et a élaboré une stratégie et une tactique à l'étape initiale de l'édification du socialisme. La contribution de Staline à la lutte pour le socialisme et à la sauvegarde de ses acquis est incontestable», écrit-il.

Il n'en est pas moins vrai, concède-t-il, que «la culpabilité de Staline est énorme et impardonnable» quant «à l'arbitraire, à l'illégalité et aux répressions massives» dont «il avait connaissance, quoi que l'on dise».

L'académicien Kim évoque en conclusion la «personnalité extrêmement contradictoire» de Staline, expression utilisée par le No 1 soviétique Mikhaïl Gorbatchev dans son discours du 2 novembre, à l'occasion du 70ème anniversaire de la révolution russe.

«De quelle contradiction extrême peut-on parler?», rétorque Nedelia. «Nous avons connu de tels personnages par milliers du temps de Staline et nous en connaissons actuellement aux échelons les plus divers. Ils seraient prêts à tout pour conserver leurs fauteuils.»

«Et quel léninisme a-t-il défendu, en faisant table rase de la politique économique de Lénine et tentant en 1929 un «grand bond en avant», imité en cela 30 ans plus tard par son épigone Mao Tsé-Toung avec le même résultat?», demande encore l'hebdomadaire.

Pour l'auteur, «seul un homme aussi avide de pouvoir et atteint de la manie de persécution» pouvait ordonner des liquidations massives, y compris dans son entourage et au sein de la direction de l'Armée Rouge, qui s'est ainsi trouvée décapitée à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

LE CONTEXTE DE LA MONTÉE DU NAZISME

Le traité de versailles

- L'Allemagne, accusée d'être seule responsable de la guerre, perd d'importants territoires et se trouve condamnée à payer de lourdes réparations aux pays vainqueurs.
- L'Empereur (le Kaiser) Guillaume II démissionne et l'Empire est remplacé par une République.
- L'armée allemande ne doit pas dépasser 100 000 hommes.
- La rive gauche du Rhin est occupée par des troupes alliées et la rive droite démilitarisée dans une zone s'étendant à 50 k du fleuve.

La Constitution

(Un modèle en son genre du point de vue démocratique mais vouée à l'échec car inadaptée à l'Allemagne de l'époque.)
prévoit :

- un Président élu directement par le peuple;
- un Cabinet ministériel responsable;
- le recours au référendum;
- la représentation proportionnelle.

Problèmes

- La République et la Constitution sont rejetées en bloc par la population allemande qui les associe au Traité de Versailles.
- La représentation proportionnelle et la multitude de partis politiques sont à la source d'une grande instabilité politique. Aucun gouvernement ne peut conserver une majorité au Parlement.
- La crise économique donne à la République un coup mortel.

Adolf Hitler (1889-1945)

- Né en Autriche d'humbles origines.
- Après une jeunesse révoltée, il s'installe à Vienne où il devient un homme à tout faire et un artiste commercial.
- Sa demande d'entrée à l'Académie des arts et d'architecture à Vienne est refusée.
- Se met à haïr la petite bourgeoisie, la classe moyenne et les Juifs.
- S'enrôle dans l'armée à la Première Guerre mondiale où sa conduite lui mérite la Croix de fer.
- Décide, après la défaite allemande, de devenir politicien.
- Se joint au Parti national-socialiste des travailleurs allemands en 1920.
- En 1923, il tente un coup d'état (putsch) à Munich qui sera un échec sanglant.
- Emprisonné pendant neuf mois, il en profite pour écrire son livre idéologique Mein Kampf (Mon combat).

La marche vers le pouvoir

Élections jusqu'à la crise économique

mai 1924	élections au Reichstag	6,4 %	pour le Parti nazi
décembre 1924	élections au Reichstag	2,9 %	pour le Parti nazi
décembre 1928	élections au Reichstag	3,5 %	pour le Parti nazi

Krach de 1929

Élection de 1930	Reichstag	18 %	pour le Parti nazi

Élections présidentielles de 1932

	Hindenburg	53 %
	Hitler	37 %

Élection de juillet 1932	Reichstag	37 %

- le parti nazi devient le plus grand au Parlement

Élection de novembre 1932 Reichstag 32%

- les Nazis perdent du terrain

Crise gouvernementale du 30 janvier 1933

- vu l'impossibilité de former un gouvernement sans les Nazis, Hindenburg invite Hitler à devenir Chancelier

Dernières élections démocratiques de mars 1933

- le parti nazi recueille 44 % du vote;
- Hitler décide de demander au Reichstag les pleins pouvoirs (les pouvoirs dictatoriaux). Par différents moyens, il empêche les députés communistes de se présenter au vote et à force d'intrigues et de menaces, il manipule les autres députés. Ainsi, en dépit de sa situation de gouvernement minoritaire, recueille-t-il les deux tiers des voix nécessaires pour devenir dictateur.

RAPPEL

Maintenant que vous avez terminé ce module, faites un retour en arrière pour vous assurer de votre compréhension des concepts et des idées développés lors de vos lectures et de vos discussions. Demandez-vous, en particulier, si vous avez atteint les objectifs tels que développés dans **Avis aux élèves,** au tout début de ces fiches de lecture.

En termes très généraux, vous devriez avoir compris que :

- les idéologies contiennent des croyances et des idées sur la nature humaine et servent à expliquer et à justifier les systèmes politiques;

- les systèmes politiques sont organisés pour répartir le pouvoir politique, ce qui implique l'autorité de prendre des décisions et de les exécuter dans la société;

- les systèmes politiques peuvent être organisés d'une manière dictatoriale;

- en pratique, les systèmes politiques diffèrent de la théorie et s'adaptent aux nouvelles idées et aux circonstances changeantes;

- les chefs politiques acquièrent, exercent et maintiennent leurs pouvoirs de différentes façons dans les pays démocratiques ou dictatoriaux;

- le rôle de l'individu dans la société diffère selon le système politique choisi.

MODULE 3

Systèmes économiques

A. Systèmes à économie libérale

B. Systèmes à économie planifiée

C. Systèmes à économie mixte

AVIS AUX ÉLÈVES

Ce module a pour but de stimuler votre réflexion sur les valeurs de base et le fonctionnement des principaux systèmes économiques que le monde connaît à l'heure actuelle. Plus précisément, vous devriez pouvoir, à la fin de ce module :

- décrire et contraster les valeurs et les caractéristiques principales du capitalisme, du communisme et de la social-démocratie;
- expliquer le fonctionnement des économies libérale, communiste et mixte;
- décrire la contribution aux sciences économiques d'Adam Smith, de John Stuart Mill, de Karl Marx et de John Maynard Keynes;
- donner et décrire les exemples d'économies libérale, communiste et mixte en pratique;
- définir plusieurs mots et concepts clés dont : marché, concurrence, main invisible, planification centralisée, planification indicative, intervention, cycle d'affaires, surplus, pénurie, déficit, dette, paiements de transfert;
- énumérer les divers moyens par lesquels un gouvernement peut intervenir dans l'économie.
- expliquer comment les systèmes libéral et planifié répondent aux questions économiques de base.

Au niveau des habiletés, vous devriez être capable, entre autres, de :

- lire et interpréter les graphiques;
- lire et produire les cartes de concepts;
- formuler et défendre les positions par écrit et à l'occasion de discussions de groupe;
- recueillir de l'information;
- travailler de façon coopérative avec d'autres élèves;
- participer activement au déroulement des activités de la classe.

La relance passe par l'abandon du « cowboy capitalism »

Il faut réparer les gaffes de ceux qui s'étaient laissés aller au moment du boom

FRANCIS PISANI
Collaboration spéciale
HOUSTON

El Dorado ou ville fantôme...? Partisans et détracteurs de la ville s'affrontent depuis plusieurs mois sur ce thème, prouvant ainsi que l'Ouest a bien du mal à renouveler ses clichés. Comme si une ville texane ne pouvait être, encore aujourd'hui, que l'un ou l'autre.

La vraie question est peut-être ailleurs. Houston a toutes les chances de sortir de la crise mais elle aura dû abandonner une partie de ce qui la caractérisait: le libéralisme économique intransigeant, son « cowboy capitalism ».

Jay Brennan, président d'une entreprise spécialisée dans l'exploitation pétrolière, lutte depuis trois ans pour réparer les gaffes de ses prédécesseurs qui s'étaient laissés aller au moment du boom. Il est optimiste pour peu qu'il puisse faire des économies maintenant et attendre. Mais il reconnaît qu'au travers de cette expérience il a mis pas mal d'eau dans son vin. « Il y a dix ans je voulais chasser le gouvernement de ma vie de toutes les manières possibles. C'est ce qui m'avait attiré vers Reagan. Mais quand on a affaire à une matière sensible au marché international on finit par devoir se tourner vers la seule entité capable d'altérer cette réalité: le gouvernement fédéral. C'est bien d'avoir des positions philosophiques mais quand on doit diriger une affaire, les philosophies pures sont inadéquates. »

Gravité zéro

Prenons un autre exemple au coeur du dispositif mis en place par Ronald Reagan: la Fondation pour le développement économique de Clear Lake, entité chargée de promouvoir la privatisation de l'espace. « On a besoin du gouvernement pour construire la station de l'espace (à bord de laquelle différents travaux rentables pourront être effectués) car aucune compagnie ne peut se l'offrir, explique Stephan Sandstedt. On ne peut pas avoir de travail en gravité zéro sans installation nous donnant la gravité zéro. »

Pour lutter contre la crise, Houston a dû se remettre en question et changer les dirigeants incapables de se renouveler. « En 83 nous avons commencé à nous préoccuper de diversification », explique Kent Woodard, vice-président de la First City. La victoire de Kathy Whitmire contre le vieux pouvoir municipal a signifié que les gens voulaient un nouveau Houston. » Chasse de son poste de maire, Louie Welch s'est réfugié à la tête de la Chambre de commerce qu'il devra abandonner en 1985. La vieille garde était blackboulée.

Les nouvelles autorités se sont dépêchées de développer le réseau routier interne, d'installer des transports publics décents et même de confier à un Noir la remise en ordre de la police municipale qui avait laissé Houston devenir la « capitale du meurtre ».

Dirigisme

Lors des dernières élections Kathy Whitmire qui se gardait de faire trop de dirigisme a, comme l'explique Steve Jelton du Houston Chronicle, « été critiquée pour ne pas attirer suffisamment les industriels. Avant c'était le contraire. » La Chambre de commerce a créé un « Conseil pour le développement économique de Houston » (HEDC) chargé de promouvoir la ville en insistant surtout sur ses capacités en dehors du pétrole. Elle s'est rappelé que la délégation parlementaire texane à Washington compte parmi les plus nombreuses et qu'elle occupe des postes clés. Ces entorses au libéralisme à tous crins sont justifiées par un vieux dicton sudiste pour lequel: « Quand on a les alligators aux fesses il est difficile de se souvenir qu'on est là pour nettoyer le marécage. »

Certains trouvent cela scandaleux et continuent d'affirmer, tel l'agent immobilier Yaromir Steiner, que les interventions de l'État ne sont pas génératrices de plus value, de production, de véritable richesse. Il compte, lui, sur le foisonnement des entreprises nouvelles. Mais même là il faut parfois donner un coup de main. Les plus heureuses ont souvent du mal à faire face à leur propre succès et disparaissent entre la deuxième et la cinquième année.

Pour les aider, on a créé avec des fonds publics un Small Business Development Center déjà expérimenté ailleurs et impensable ici il y a seulement dix ans. « C'est une organisation de conseil en management gratuit pour les entreprises en développement, explique Georges Hostache. On les aide à faire un plan, à trouver du financement, etc. » Hier encore on laissait la loi du plus fort opérer son intransigeante sélection, mais en période de crise il est des luxes qu'on ne peut plus s'offrir. « Une certaine intervention de l'État peut être utiles, reconnaît Hostache. Une étude montre qu'un million de dollars dans un tel centre rapporte une vingtaine de millions de dollars à la communauté. »

Les mentalités évoluent

Les mentalités elles-mêmes évoluent. Nat Eisenberg, économiste de renom aux allures de prêcheur, affirme maintenant: « Le boom est contraire à l'esprit de communauté. Ça rend les gens fous. Le HEDC devrait exister dans les bons et dans les mauvais moments. Nous avons appris que tout ne nous était pas dû. La crise est presque une bénédiction. »

Bernard Aresu, professeur à l'université de Rice, avait été frappé à son arrivée par l'absence d'esprit civique des Houstoniens, par leur ostentation plus que par leur richesse. Il les trouve aujourd'hui « plus lucides et plus sobres ». Il pense que « sans la crise ils n'auraient pas compris que la croissance incontrôlée à tout bout de champ n'est pas nécessairement la réponse à tous les problèmes. Le mythe a été dégonflé. C'est très sain. Il était temps que les gens reviennent sur terre. »

Houston continuera sans doute de croître et d'embellir mais sera-t-elle encore le symbole presque pur du far-west d'hier à l'âge de l'espace? Les plus intransigeants ne le croient plus et se sont dépêchés vers la nouvelle « nouvelle frontière »: Bélize. Quelques douzaines de milliardaires s'y sont réfugiés car « le pays offre ce que le Texas offrait il y a une génération: d'immenses opportunités, peu d'interférence gouvernementale et un bon climat pour les affaires. » Un tuyau gratis offert par la revue... Texas Monthly!

La Presse, le 31 janvier 1987

CARACTÉRISTIQUES D'UNE ÉCONOMIE CAPITALISTE

Le système de l'entreprise privée résout les trois problèmes économiques fondamentaux de la façon suivante :

Ce sont les demandes des consommateurs qui déterminent **quels biens** seront produits. Si les consommateurs sont prêts à acheter des bonbons au chocolat, ce sont des bonbons au chocolat qui seront fabriqués. Si, par contre, les consommateurs décident qu'ils désirent des glaces, il y aura alors plus de glaces et moins de bonbons au chocolat qui seront produits.

C'est la concurrence parmi les producteurs qui décide **de la façon** dont les biens seront fabriqués. Afin de réaliser le plus de projets possible, les fabricants choisiront les méthodes de production qui seront les moins coûteuses. S'il est moins coûteux de faire creuser un tunnel par des hommes munis de pioches et de pelles plutôt que d'utiliser un bulldozer, par exemple, c'est cette méthode de production qu'utiliseront les fabricants. Cependant, si le coût de l'essence diminue et les salaires des ouvriers augmentent, le bulldozer remplacera les pioches et les pelles.

C'est l'offre et la demande qui déterminent **qui obtiendra** telle portion des biens qui seront produits. Si la demande en personnes qualifiées dans un secteur quelconque est plus grande que l'offre, ces personnes recevront un plus gros revenu que d'autres personnes dont les qualifications sont moins en demande par rapport à l'offre. En parlant de qualifications, on veut dire les talents tels que chanter et jouer au tennis, tout aussi bien que le droit de propriété (les rentes) et la monnaie (les taux d'intérêt).[1]

1. A. Baldwin et W. Calder, **Ideologies** (Scarborough, Ontario, McGraw-Hill Ryerson, 1982), p. 165. Traduction libre.

... Une économie basée sur l'entreprise privée pure est organisée en fonction de marchés libres. Le gouvernement n'intervient que pour fournir certaines dispositions juridiques qui sont nécessaires à la réglementation des contrats et de la propriété privée. La prise de décisions est extrêmement décentralisée.

La souveraineté du consommateur prévaut dans les décisions qui sont prises à propos de ce qui va être produit. Ce sont les prix et la recherche du profit qui guident les entreprises à produire les biens désirés par les consommateurs, lorsque ces derniers sont prêts à payer un prix qui couvre le coût de la production ainsi que le profit.

Ce sont les prix qui amènent les entreprises à choisir leurs méthodes de production et qui les entraînent à utiliser les ressources économiques d'une manière efficace. Toutes les ressources sont utilisées d'une façon aussi productive que possible, et les ressources les plus rares sont employées uniquement en fonction de leurs utilisations les plus productives.

La part de la production des biens et des services que chaque consommateur possède dépend de ses ressources, qui inclut son travail et les prix de service de ces ressources. Cet arrangement encourage chaque personne à utiliser ses ressources de la façon la plus productive que possible. Cela implique aussi l'inégalité et l'insécurité quant au revenu.

S'il existe une concurrence serrée parmi les producteurs, les consommateurs vont en bénéficier parce qu'ils ne payeront pas plus que les prix les plus bas que les producteurs les plus efficaces peuvent se permettre de demander.

La division extrême du travail, l'échange et l'interdépendance représentent des caractéristiques d'un système des prix bien développé, ainsi qu'une attitude rationnelle et prévoyante du peuple.[2]

---

2. T. L. Powrie, **Political and Economic Systems** (Don Mills, Ontario, Academic Press, 1985), p. 36. Traduction libre.

LA SOUVERAINETÉ DU CONSOMMATEUR

Comment, dans le cadre du système des prix, décidons-nous de produire certains biens et de ne pas en produire d'autres? Ce sont les entreprises qui prennent ces décisions. Cette prise de décisions est très décentralisée. Il y a des milliers de décisions qui sont prises séparément, sans aucun plan global provenant d'une autorité centrale.

Chaque entreprise décide de ce qu'elle va produire et du nombre, en fonction de son désir de faire un profit. Elle cherchera à produire des choses qui vont lui donner la plus grosse marge de profits entre le revenu provenant des ventes et les coûts de production. Ainsi, cette décision est basée sur les prix dans les marchés des produits finis (ces prix déterminent le revenu d'une entreprise) et sur les prix dans les marchés des services de production (ces prix déterminent les coûts d'une entreprise). Nous parlerons un peu plus tard du rôle que jouent les prix des services de production. Quant aux prix des produits finis, ils représentent un moyen pour les consommateurs de faire connaître leurs besoins aux entreprises. Supposons que le public décide, à un moment donné, de changer ses habitudes : disons qu'il veut acheter plus de viande et moins de pain. L'augmentation de la demande pour la viande aura tendance à faire hausser le prix de ce produit. Les entreprises à la recherche d'un profit seront portées à produire plus de viande. Au cours de la même période, la diminution de la demande en pain aura tendance à faire baisser son prix. Cela aura pour effet de réduire la rentabilité de produire le pain et par conséquent, les entreprises en produiront moins. Ainsi, grâce aux prix des produits et à la recherche du profit, le système des prix amène «la souveraineté du consommateur». Bien que ce soient les entreprises qui décident directement de ce qui va être produit, elles sont poussées à produire ce que le consommateur désire. D'une manière indirecte, ce sont donc les consommateurs qui contrôlent la production. Et c'est la recherche du profit qui conduit les entreprises à tenir compte de la force du dollar des consommateurs.

La publicité complique quelque peu la situation. Elle permet aux entreprises d'exercer une certaine influence sur les préférences des consommateurs, ce qui affaiblit évidemment la souveraineté du consommateur. Nous devons cependant nous rappeler que la publicité implique seulement la persuasion et non la coercition.

Bien entendu, les consommateurs ne peuvent pas avoir tout ce qu'ils désirent. Les entreprises refuseront évidemment de produire des choses qu'ils devront vendre à un prix

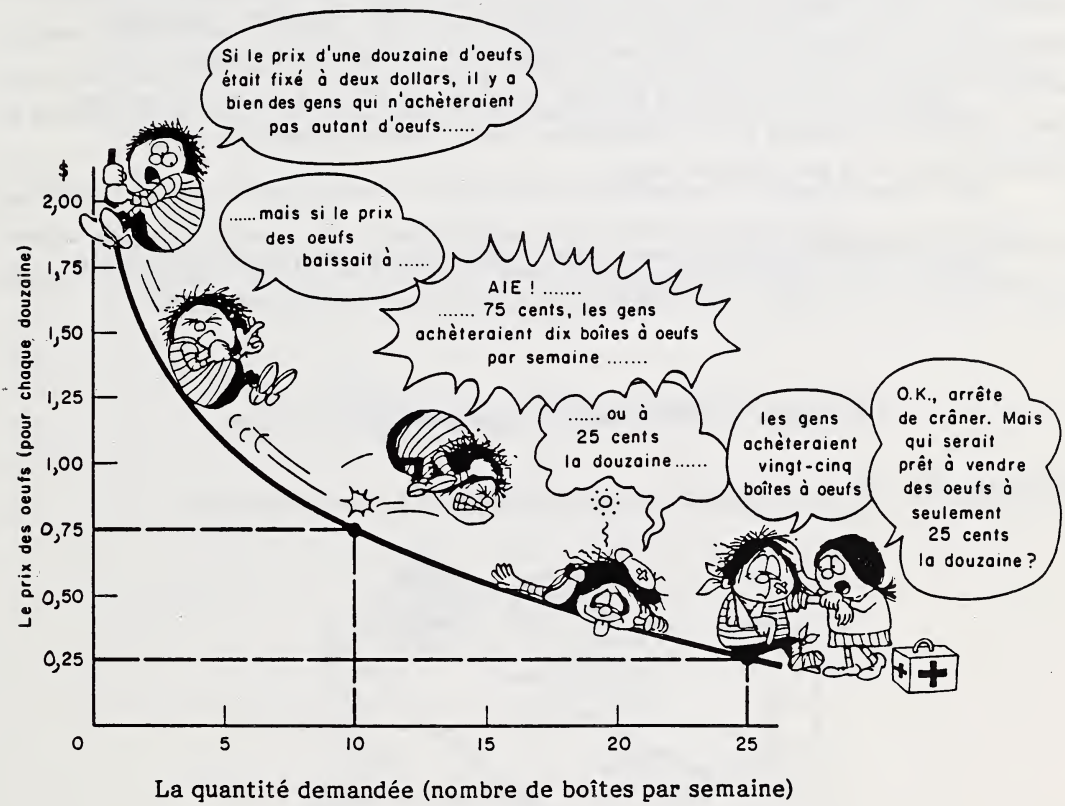
moins élevé que leurs coûts de production. La souveraineté du consommateur signifie que les consommateurs peuvent avoir tout ce qu'ils veulent, en autant qu'ils sont prêts à payer un prix qui couvrira à la fois les coûts de production et le profit. Ce qui ne veut pas dire, cependant, que les consommateurs peuvent avoir tout ce qu'ils veulent quel qu'en soit le coût.[1]

1. T. L. Powrie, **Political and Economic Systems** (Don Mills, Ontario, Academic Press, 1985), p. 23, 27. Traduction libre.

LA COURBE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

La courbe de demande illustre la propension* à acheter.

Plus le prix des œufs est bas, plus les gens essayeront d'acheter des œufs.



Imaginez que ce graphique représente la demande d'œufs par semaine dans votre région métropolitaine locale.

*Propension -- tendance

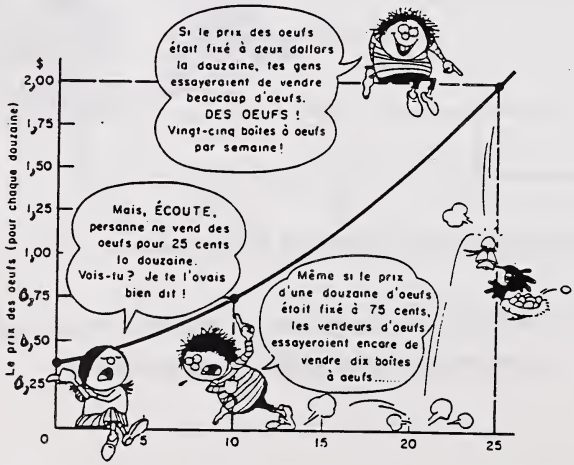
La courbe de demande illustre la «loi de la demande». Elle montre que si les prix diminuent, les gens vont acheter davantage. Par exemple, si le prix baisse de 1 $ à 0,75 $ pour une douzaine d'œufs, la quantité de provisions que les gens vont acheter va augmenter de six boîtes à dix boîtes par semaine. Ce qui montre que la quantité de boîtes que les gens achètent est très sensible à la diminution du prix des œufs.

L'économiste dirait que la demande pour les œufs dans cet exemple est «relativement élastique», ou que l'élasticité-prix de la demande est élevée. Le terme «élasticité» signifie que les consommateurs réagissent fortement à un changement dans le prix. Lorsqu'un changement dans le prix n'affecte, que dans une faible mesure, la quantité d'œufs achetés, nous disons que la demande est «relativement inélastique» ou que l'élasticité-prix de la demande est basse.

Le concept de l'élasticité de la demande aide énormément à comprendre comment le marché opère. Il veut dire : «la sensibilité des acheteurs aux variations de prix».

La courbe d'offre illustre la propension à vendre.

Plus le prix des œufs est élevé, plus les gens s'essayeront à vendre des œufs.



La quantité offerte (nombre de boîtes par semaine)

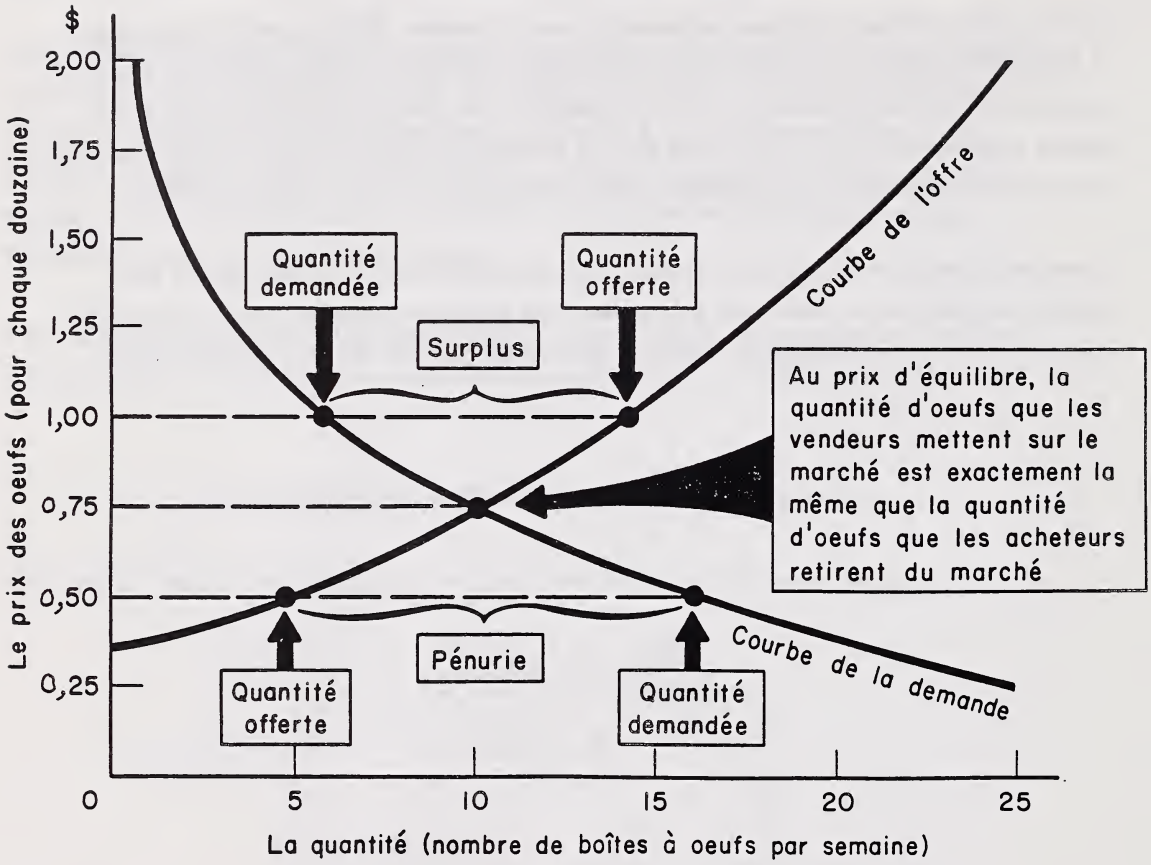
L'offre d'œufs par semaine dans votre région métropolitaine locale.

La courbe d'offre montre qu'à des bas niveaux de prix, seulement de petites quantités d'œufs seront mises en vente. De combien s'accroît la quantité d'œufs offerte lorsque le prix augmente (ou de combien diminue-t-elle lorsque le prix diminue) dépend de l'élasticité de l'offre.

Cette courbe d'offre s'applique seulement à «court terme». Elle ne pourrait s'appliquer à l'industrie à long terme parce que sur une longue période, il y a plus de producteurs qui peuvent entrer dans l'industrie ou encore, quelques-uns des producteurs actuels pourraient quitter l'industrie. S'il y avait plus de fermiers qui entraient dans le commerce de la production des œufs, ou si quelques-uns le quittaient, la courbe serait modifiée.

Lorsque la production augmente, le coût s'accroît également. À mesure que le prix devient de plus en plus élevé, les entreprises vont produire de plus en plus. Le prix plus élevé couvre le coût plus élevé. Donc, la production plus élevée est encore rentable.

L'offre et la demande pour les œufs



C'est seulement lorsque la «quantité offerte» est égale à la «quantité demandée», que le marché sera en équilibre.

Il est évident, d'après ce graphique, que seulement le prix de 75 cents la douzaine peut être considéré comme étant le prix réel. Si le prix des œufs était plus bas, les acheteurs esayeraient d'acheter plus d'œufs que le montant disponible sur le marché. Et si le prix des œufs était plus élevé, les fournisseurs expédieraient plus d'œufs que les gens seraient prêts à acheter.

Si le prix était trop bas (disons 50 cents la douzaine), les acheteurs tenteraient de se procurer plus d'œufs que les fournisseurs seraient prêts à offrir. Il y aurait alors une «pénurie» d'œufs. Quelques acheteurs seraient même incapables de se procurer des œufs. Bientôt, ces malheureux acheteurs tentant d'obtenir quelques-uns de ces œufs de plus en plus rares, seraient prêts à payer davantage pour ces œufs. Ce qui ferait monter le prix des œufs.

Si le prix était trop élevé (disons un dollar la douzaine), les vendeurs offriraient plus d'œufs que les gens désireraient acheter. Il y aurait alors un surplus d'œufs. Quelques-uns de ces vendeurs ne seraient pas en mesure de vendre leurs œufs. Ces vendeurs, en essayant de se débarrasser de leurs œufs excédentaires, commenceraient à les offrir à des prix plus bas. Ce qui ferait baisser le prix des œufs.

Tous ceux qui veulent vendre leurs biens et services au prix d'équilibre peuvent trouver un acheteur. Et tous ceux qui veulent acheter à ce prix peuvent trouver un vendeur. C'est ce que nous voulons dire par «le prix d'équilibre sur le marché».[1]

---

1. E. V. Bowden, **Abridged Economics. The Science of Common Sense**, deuxième édition (South-Western Publishing Co, Cincinnati, 1978), p. 293-297.

HAMBURGERS ET POULETS

Imaginez ce qui pourrait arriver si une chaîne de restaurants qui vend des hamburgers concevait une nouvelle campagne publicitaire et que celle-ci réussissait à convaincre un grand nombre d'adolescents d'acheter et de manger des hamburgers plutôt que du poulet. Puisque le nombre de gens voulant acheter des hamburgers (la demande) augmente, le nombre de hamburgers qui sont disponibles (l'offre) ne satisfera pas la demande et il y aura une pénurie de hamburgers. De l'autre côté, il y aura plus de poulets disponibles que de gens qui désirent en acheter. Cette situation permettra à la chaîne de hamburgers d'augmenter le prix de ses hamburgers, alors que les restaurants qui vendent du poulet devront baisser leurs prix afin de vendre leurs stocks excédentaires de poulet. Cette augmentation du prix des hamburgers aura pour effet de :

1. réduire le nombre de personnes voulant acheter des hamburgers à ce nouveau prix;
2. encourager les fermiers à élever des vaches plutôt que des poulets;
3. entraîner la production de produits substituts pour la viande à hamburgers, tels que le soya ou encore, le porc haché;
4. inciter d'autres compagnies à se lancer dans le commerce des hamburgers pour partager les gros profits.

À long terme, ces quatre changements contribueront à réduire la pénurie en hamburgers et à faire baisser le prix. Les mêmes circonstances influenceront la production de poulets - toutefois dans la direction opposée. Alors que la quantité de poulets disponibles tombe à un niveau plus bas que la demande, le prix du poulet augmentera et finalement, on élèvera plus de poulets.

C'est de cette manière que le système des prix détermine ce qui sera produit (hamburgers ou poulets); comment les ressources naturelles et humaines (la terre et le travail du fermier) seront réparties; et qui recevra quoi (ceux qui peuvent se permettre d'acheter des hamburgers).

En résumé :

- Une augmentation du prix supprime les pénuries, en réduisant la quantité demandée et en augmentant la quantité offerte.

- Une diminution du prix supprime les surplus en décourageant la production et en incitant les personnes à acheter davantage.

Le système des prix crée ainsi un équilibre entre l'offre et la demande. Si un certain produit n'est guère disponible sur le marché et que les consommateurs le désirent, ils seront prêts à payer un prix tellement élevé que cela incitera d'autres entreprises à le fabriquer. Ce système de récompenses (profits) et de punitions (pertes) assure que les besoins des consommateurs sont pris en considération et que les biens qui ne sont pas en demande ne sont pas produits.

Les crayons à mine

Imaginez qu'il y ait une augmentation dans la demande de crayons à mine, à la suite d'un accroissement du nombre d'inscriptions dans les écoles. Les magasins de détail s'apercevront qu'il vendent plus de crayons et vont, par conséquent, en commander davantage des marchands en gros. Ces derniers vont commander plus de crayons des manufacturiers qui, à leur tour, vont commander plus de bois, de cuivre et de graphite - tous ces produits étant utilisés dans la fabrication d'un crayon. En vue de persuader leurs fournisseurs d'en produire davantage, ils devront offrir des prix plus élevés pour ces produits. Des prix plus élevés vont inciter les fournisseurs à augmenter le nombre de leurs employés afin de répondre à une demande plus forte. Et pour recruter plus de travailleurs, ils devront offrir des salaires plus élevés ou de meilleures conditions de travail. De cette façon, des rumeurs circuleront au sein de cercles toujours plus grands, communiquant aux personnes dans le monde entier que la demande en crayons est plus forte, ou pour être plus précis, que la demande est plus forte pour un certain produit qu'ils sont en train de produire.[1]

Les prix transmettent non pas seulement de l'information à propos des acheteurs éventuels aux détaillants, aux marchands en gros, aux manufacturiers et aux propriétaires de ressources, mais ils communiquent également de l'information d'une autre façon. Imaginez qu'un feu de forêt ou une grève réduise le montant de bois disponible. Le prix du bois va alors augmenter.[1]

---

1. Milton et Rose Friedman, **Free to Choose: A Personal Statement** (New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1980), p. 14-16, 18-19. Traduction libre.

Cela dira au manufacturier de crayons qu'il devra utiliser moins de bois et qu'il ne sera guère avantageux pour lui de fabriquer autant de crayons qu'auparavant, à moins qu'il ne puisse les vendre à un prix plus élevé. Une production moins élevée de crayons donnera la possibilité au détaillant de demander un prix plus élevé pour ceux-ci, et un prix plus élevé laissera savoir aux consommateurs qu'il serait plus avantageux pour eux d'user leurs bouts de crayons avant de s'en débarrasser, ou encore d'utiliser des stylos à bille au lieu de crayons.

Jusqu'à maintenant, nous avons examiné les effets du mécanisme des prix par rapport aux producteurs et aux consommateurs. Mais ce système fonctionne aussi à l'égard des travailleurs et des propriétaires de ressources. Une augmentation de la demande en bois aura tendance à faire augmenter les salaires des bûcherons; ce qui laissera savoir qu'il existe une plus grande demande pour ce genre de travail qu'auparavant. Des salaires plus élevés encourageront les travailleurs à agir d'après cette information, de sorte que certains travailleurs, qui n'étaient guère intéressés au travail qu'ils faisaient, choisiront maintenant de devenir des bûcherons et que plus de jeunes, qui débutent sur le marché du travail, deviendront peut-être, eux aussi, des bûcherons.[2]

2. A. Baldwin et W. Calder, Ideologies (Scarborough, Ontario, McGraw-Hill Ryerson, 1982), p. 162-163. Traduction libre.

LE PROFIT ET LA CONCURRENCE

Le système de l'entreprise privée repose essentiellement sur les mérites que l'on attribue à la propriété privée et à la concurrence. Le profit, qu'on l'évalue en termes de terre, de monnaie, de bonheur ou d'usines, représente la récompense (ou la motivation) pour ceux qui réussissent dans le monde des affaires. Si le droit à la propriété privée n'existait pas, les individus ne seraient pas motivés de faire de leur mieux. En permettant aux personnes d'accumuler la richesse personnelle, le système économique les incite à économiser et à investir leur argent dans les domaines économiques rentables. Bien que la recherche du profit puisse apparaître égoïste, elle favorise la recherche et l'épargne et mène finalement à une plus grande richesse et à une plus grande productivité pour tous. Ceux qui fournissent ces services reçoivent leur propre récompense basée sur leur capacité de satisfaire les désirs des gens. L'exemple suivant illustre comment la recherche du profit opère :

> «Aux abords est de votre ville natale... il y a un terrain de dix acres qui appartient à M. Richard Andrews. Ce terrain est contigu à un secteur qui est «en train de devenir commercial», et le mois dernier la compagnie de fabrication Burke, une firme qui voulait construire une filiale à Elmwood, a offert à M. Andrews d'acheter sa terre à un très bon prix. M. Andrews savait que s'il vendait sa terre à cette compagnie, il recevrait beaucoup plus d'argent que s'il continuait à la louer à M. Gary Harr, un fermier qui l'utilisait pour faire pousser des légumes. En outre, la terre rapporterait beaucoup plus à la compagnie Burke qu'elle ne pourrait rapporter au fermier. C'est la raison pour laquelle la compagnie a fait une offre beaucoup plus avantageuse. C'était la recherche du profit qui a incité la compagnie à acheter ce terrain. C'était encore la recherche du profit qui a guidé M. Andrews à accepter cette offre plus élevée. Il s'agit, ici, d'un cas où la recherche du profit a décidé de la façon dont ce terrain serait utilisé.[1]

1. K. Dolbeare et al. (éd.), **Readings in American Ideologies** (Ontario, Markham Publishing Corp., 1973), p. 39-40. C'est une réimpression de : **Profits and the American Economy**, U.S. Department of Commerce, 1965. Traduction libre.

Le système de l'entreprise privée repose sur la nature matérialiste, presque universelle, de l'humanité. En vue d'accumuler des biens, les personnes ont inconsciemment créé les mécanismes de l'entreprise privée. Quoique quelques personnes soient mieux en mesure d'acquérir des richesses matérielles que d'autres, le système garantit que même les individus les plus égoïstes devront servir la société s'ils veulent s'avancer. L'économie de marché, cependant, ne contraint personne moralement à être soit égoïste, soit non-égoïste. Le même prix est établi, que les intentions de l'acheteur soient égoïstes ou altruistes. Quelle que soit l'intention, le système tient compte des actions économiques de l'individu en fonction du bien-être général.

Afin que l'entreprise privée puisse fonctionner efficacement, les entreprises particulières doivent chercher à maximiser leurs profits; les consommateurs doivent connaître les différents prix de chaque article qui est mis en vente; les entreprises et les consommateurs doivent prendre leurs décisions d'acheter ou de vendre d'après leurs propres intérêts; et aucun individu ou groupe d'acheteurs (ou de fournisseurs) ne devrait avoir l'occasion de contrôler ou de manipuler le prix de n'importe quel article (comme le font les monopoles). Les compagnies d'automobiles devraient essayer de faire autant d'argent que possible, mais aucune compagnie ne devrait avoir le pouvoir de convaincre les autres firmes d'établir un prix en commun. Autrement, ce seront les consommateurs qui payeront plus que nécessaire. De même, si les acheteurs éventuels d'automobiles ne font pas le tour pour comparer le prix et la qualité de chaque automobile, et s'ils ne prennent pas de décisions sur les mérites de chaque automobile, alors les compagnies n'auront que très peu de raisons de se faire concurrence en baissant leur prix ou en fabriquant des automobiles plus efficaces.

Le système exige également beaucoup de concurrence dans les domaines des emplois, des clients et des biens. Si, par exemple, il n'y a qu'un seul fabricant de bâtons de hockey, cette compagnie peut simplement augmenter le prix des bâtons et tous ceux qui veulent un bâton doivent le payer plus cher. Dans une situation concurrentielle où il y a plusieurs douzaines de fabricants qui produisent tous le même produit, chaque compagnie essaie de vendre plus de bâtons de hockey en baissant ses prix ou en améliorant la qualité de son produit. Cette concurrence garantit que les joueurs de hockey achèteront leurs bâtons à un prix raisonnable, et que le fabricant les produira de la manière la plus efficace possible. La compagnie qui ne réussira pas à utiliser efficacement les ressources naturelles et humaines disponibles fera faillite, parce que les coûts élevés de production

augmenteront le prix de ses produits. De la même façon, s'il y a un grand nombre de travailleurs qui cherchent du travail et qui ne se groupent pas en syndicat, la concurrence pour le travail empêchera les salaires d'augmenter au-dessus d'un niveau acceptable sur le marché.[2]

2. A. Baldwin et W. Calder, **Ideologies** (Scarborough, Ontario, McGraw-Hill Ryerson, 1982), p. 164-165. Traduction libre.

LE POUVOIR MONOPOLISTIQUE DANS LE CADRE DU SYSTÈME DES PRIX

Quelques entreprises peuvent devenir si prospères qu'elles supplantent leurs compétiteurs et obtiennent le pouvoir monopolistique. La taille et la force de ces entreprises peuvent devenir tellement importantes, par rapport à celles de leurs clients ou fournisseurs, que le processus de marchandage sur les marchés libres risque de devenir inégal. (Notez que ce ne sont pas tous les monopoles dans le monde réel qui résultent de la concurrence sur le marché. Dans certains cas, comme par exemple, les services postaux ou encore le transport aérien, les nouveaux concurrents sont totalement exclus en vertu de la politique gouvernementale.)

Il peut sembler ironique que quelques compagnies atteignent une telle grandeur dans le cadre du système des prix, parce que l'organisation interne d'une telle entreprise est conçue en fonction de la planification et de l'autorité centrale. Ceci signifie que le contrôle central doit présenter certains avantages. Si le système des prix était en tout point supérieur à la planification centrale, une grande firme ne pourrait jamais entrer en concurrence avec un groupe de petites entreprises. Les avantages d'être une grande entreprise ne sont pas les mêmes pour toutes les industries, mais ils comprennent, entre autres, la position de force à l'égard des employés, des fournisseurs et des clients; l'accès à la publicité; les économies de la production à grande échelle; et les économies au niveau de la recherche et le développement de produits. Le principal désavantage, toutefois, d'une grosse entreprise provient de la plus grande complexité des problèmes administratifs. Quelques compagnies s'étendent bien au-delà des frontières nationales. Ces sociétés, appelées multinationales, occupent une place très importante au sein de l'économie mondiale à l'extérieur des pays communistes.

Des firmes concurrentielles peuvent arriver à une entente pour se partager les marchés, pour maintenir les prix ou pour augmenter les profits. On donne le nom de cartel à une telle entente. Une compagnie peut préférer de former un cartel avec ses concurrents plutôt que de tenter de saisir le pouvoir monopolistique au moyen du jeu de la concurrence.

La concurrence est absolument essentielle si l'on veut que le système des prix desserve les consommateurs. Par conséquent, dans le but de sauvegarder la concurrence, une forme d'intervention gouvernementale appelée «la politique de concurrence» (ou «la politique anti-trust»[anti-combine, en anglais]) peut s'avérer nécessaire et ce, même dans un système des prix pur. Une telle politique viserait à empêcher la formation de cartels et à prévenir n'importe quelle compagnie d'avaler toutes ses rivales. Bien entendu, une telle politique n'est guère appropriée si l'objectif principal est de protéger les travailleurs ou les compagnies, plutôt que les consommateurs.[1]

1. T. L. Powrie, **Political and Economic Systems** (Don Mills, Ontario, Academic Press, 1985), p. 33-34. Traduction libre.

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET LE PROFIT

Le terme «propriété privée» signifie tout simplement que des particuliers ou des sociétés possèdent de la propriété. La propriété privée constitue la base du système des prix, puisque le simple principe d'acheter ou de vendre s'appuie sur le concept du droit de propriété. L'acte de vente implique le transfert du droit de propriété du vendeur à l'acheteur. Ainsi, les transactions privées sur le marché ne pourraient avoir lieu si les particuliers ne possédaient rien. Il existe d'autres raisons pour lesquelles la propriété privée est essentielle au bon fonctionnement du système des prix. Ce qui est fondamental à la recherche du profit, c'est que la personne dans les affaires puisse légalement avoir droit aux profits qu'elle a gagnés. L'incitation donnée à chaque propriétaire de ressources pour qu'il utilise ses ressources d'une manière productive repose essentiellement sur sa capacité de bénéficier du revenu que ces ressources ont rapporté. La façon par laquelle le revenu est partagé dépend du droit de propriété vis-à-vis la terre et le capital et du fait que les propriétaires de ces biens aient droit légalement au revenu que rapportent ces biens. Un autre point à considérer, c'est que cette institution de la propriété privée assure le bon soin de la propriété. Chaque chose qui a de la valeur est possédée par quelqu'un, et c'est dans l'intérêt de cette personne de prendre soin de sa propriété.

L'existence du propriétaire foncier, associée aux droits de succession, représente une source majeure de l'inégalité économique dans le cadre du système des prix. Cette caractéristique du système des prix a été énormément critiquée. Un bref commentaire, plutôt cinglant, nous vient de l'anarchiste français, P. J. Proudhon, qui (dans une brochure intitulée «Qu'est-ce que la propriété?», publiée en 1840) a déclaré que «la propriété est le vol». Et il y a aussi Karl Marx (1818-1883) qui a prédit que le droit de posséder le capital conduirait tout droit à la mort du capitalisme.

Dans notre modèle du système des prix, le gouvernement n'intervient pas dans les marchés (le «gouvernement» dans ce contexte englobe l'appareil législatif, exécutif et judiciaire). Les prix sont déterminés par le marchandage entre les acheteurs et les vendeurs privés, chacun choisissant librement les transactions qu'il va conclure. En même temps, le gouvernement joue un rôle très important en fournissant et en mettant en vigueur les fondations légales du système. Les contrats et la propriété privée représentent de simples idées, mais dans une société complexe, ils exigent un système légal élaboré pour les définir et les mettre en vigueur. Au sein des économies réelles, le

gouvernement fait beaucoup plus que cela, mais le rôle d'arbitre qu'il joue pour maintenir «les règles du jeu» ne peut être exclu même du plus simple modèle.[1]

1. T. L. Powrie, **Political and Economic Systems** (Don Mills, Ontario, Academic Press, 1985), p. 32-33. Traduction libre.

L'ÉGOÏSME ET LES SCIENCES ÉCONOMIQUES

L'extrait suivant est tiré d'un article de Alan Ryan, paru dans une revue concernant un livre de Robert Frank, intitulé «Passions Within Reason : The Strategic Rôle of the Emotions».[1]

Le livre plein de verve de Robert Frank est un traité contre l'égoïsme. Ce que Frank vise, ce ne sont pas les défauts moraux de «l'homme sensuel moyen», mais les défauts intellectuels que les experts en sciences sociales véhiculent, pressés d'expliquer tout comportement humain comme une question de calcul intéressé. Son message est simple : ce point de vue selon lequel nous sommes des calculateurs rationnels, centrés sur notre propre intérêt -- un point de vue que l'économie a popularisé et que les autres sciences humaines ont emprunté -- est faux en réalité, hasardeux comme base théorique des sciences sociales, et dangereux lorsqu'il est inculqué aux étudiants en économie, en psychologie et en d'autres sciences humaines.

On pourrait difficilement trouver à redire aux affirmations robustes de Frank sur son cas :

Ces dernières années, le message des experts du comportement a été que les humains sont profondément égoïstes. Les biologistes nous disent que le comportement est en fin de compte façonné par des récompenses matérielles, que les pressions inflexibles de la sélection naturelle élimineront tout organisme qui renonce à des occasions de gain personnel. Les psychologues affirment ce point de vue, en soulignant le rôle largement répandu des récompenses matérielles dans le processus d'apprentissage. Quant aux économistes, ils désignent avec fierté le pouvoir de l'intérêt personnel pour expliquer et pour prédire un comportement, non seulement dans le monde du commerce, mais également dans les réseaux des relations personnelles.

Cependant, dit-il, en réalité, beaucoup de personnes ne coïncident pas avec la caricature du moi d'abord. Ils font des dons anonymes à la télévision publique et à des organismes privés de charité. Ils font des dons de moelle épinière à des étrangers qui ont la leucémie. Ils endurent de grands soucis et de grandes dépenses pour que la justice se

---

1. «Distrusting Economies», The New York Review of Books, 18 mai 1989. Traduction libre.

fasse, même si cela n'éliminera pas la blessure originelle. En courant eux-mêmes de grands risques, ils retirent des personnes d'édifices en feu et sautent dans des rivières glaciales pour sauver des personnes en train de se noyer. Des soldats jettent leurs corps au-dessus de grenades vives pour sauver leurs camarades. Considéré du point de vue de la théorie moderne de l'intérêt personnel, un tel comportement équivaut sur le plan humain à des trajectoires de planètes en orbites carrées.

Selon Robert Frank, la conspiration intellectuelle dans laquelle les sciences behavioristes renforcent mutuellement la conviction qu'un comportement «rationnel» doit être identifié par la poursuite de l'intérêt personnel, ne survit pas à l'examen. Cependant parce que Frank écrit avec grande vivacité et un style polémique exercé, un lecteur non avisé pourrait penser que l'objet de son livre ait été de montrer la porte aux économistes et de leur dire d'emporter avec eux leur obsession «d'avantages matériels». En fait, il a un argument plus complexe que cela à faire. Il veut montrer que le *simple* «égoïsme» n'est pas une partie prédominante de la motivation humaine, mais, en tant qu'économiste, Frank veut expliquer comment l'absence d'égoïsme peut porter matériellement des fruits. Les exagérations simplistes des affirmations des économistes sont trompeuses, mais c'est toujours sur les habitudes de pensée et sur les intuitions des économistes que Frank se base partout.

Son argument est le suivant : Dans plusieurs cas, les gens ne réagissent pas selon un calcul rationnel de divers avantages possibles, mais selon des sentiments dépourvus de calcul, tels que l'amour, la colère, la faim, le ressentiment devant l'injustice, l'insulte morale, la culpabilité et la sympathie. Même si les fruits d'Afrique du Sud sont moins chers que les autres fruits, et même si selon un argument apparemment convaincant, le boycott n'aiderait pas à mettre un terme à l'apartheid, il se peut que je n'achète toujours pas de melons d'Afrique du Sud. Je peux simplement ne pas vouloir acheter de produit fait sous des conditions si injustes. Ce qui est plus intéressant encore, selon Frank, il y a tout lieu d'être contents que nous agissions selon de tels sentiments. Des créatures calculatrices et égoïstes du type «moi d'abord» agiraient chroniquement d'une manière pire que des gens impulsifs et émotifs comme la plupart d'entre nous. *Passions au sein de la raison* est un titre convenable; nous avons de bonnes raisons d'être passionnés.

Ceci cependant semble conduire à un paradoxe. On nous demande de croire que les gens agissent mieux pour eux-mêmes à la longue en étant disposés à agir de manière qui ne leur donne pas d'avantage immédiat --- que l'impulsion est meilleure que le calcul.

L'absence d'égoïsme et l'impulsivité peut jeter dans des difficultés des gens que l'égoïsme leur aurait épargnées, mais une société de gens égoïstes serait bien pire qu'une société d'altruistes impulsifs. L'existence de la loi et de son application dépend de personnes qui ne soient pas des calculateurs égoïstes. Si chaque policier auquel on demande d'empêcher un crime au prix de sa propre sécurité, calculait que cela ne valait pas le risque, pendant combien de temps une forme quelconque de gouvernement pourrait-elle survivre? et pendant combien de temps la volonté du policier d'accomplir sa tâche pourrait-elle subsister si le reste d'entre nous ne ressentait aucune impulsion pour l'aider?

LE LENDEMAIN N'EST PAS ROSE

La lecture suivante a été tirée d'un article intitulé "The Morning After" par Peter G. Peterson, publié dans ***The Atlantic Monthly****, du mois d'octobre 1987. L'article avait pour but d'étudier les problèmes économiques graves auxquels font face les États-Unis.*

L'Amérique a laissé s'effriter son infrastructure. Son marché extérieur est en déclin, sa productivité diminue, ses épargnes s'évaporent, tandis que son budget et ses emprunts bourgeonnent.

Sous le coup d'une balance commerciale en produits fabriqués qui passe d'un surplus de 17 milliards à un déficit de 139 milliards en 1986, y compris le premier déficit jamais survenu en produits de technologie avancée, et avec des coûts supplémentaires provenant d'un dollar chancelant, de marchés financiers nerveux et de salaires réels stagnants, le soi-disant problème de la compétitivité est en priorité à l'ordre du jour de la politique américaine.

Au cours de ces trois dernières années, le déluge américain d'importations a occasionné des mises à pied d'un à deux millions de travailleurs industriels domestiques chaque année. Plus d'un tiers d'entre eux demeure indéfiniment sans emploi. Plus de la moitié du reste a subi des abaissements de salaire de 30 à 50 % dans de nouveaux emplois où ils peuvent utiliser leur expérience.

Notre préférence nationale pour la consommation au lieu de l'investissement -- la maladie de base -- n'a pas débuté sous l'administration de Reagan. Cependant, cet ensemble de mesures généralement connues sous le nom de réganisme économique, a certainement empiré les dégats.

L'accroissement de productivité qui était faible dans les années 1970, (0,6 % annuellement) a encore diminué de 0,47 % entre 1979 et 1986. Les investissements intérieurs privés ont diminué de 6,9 % du produit national brut (1970 - 1979) à 4,7 % du PNB. (1980 - 1986)

Notre dette fédérale officielle est presque trois fois plus grande maintenant qu'elle n'était en 1980.
L'Amérique est maintenant en déficit parce qu'elle achète plus qu'elle ne produit.

Au cours des années 1980, le taux d'investissement des États-Unis a été l'avant-dernier des pays industrialisés (seulement au-dessus de la Grande-Bretagne). Pendant ce temps-là, le taux de croissance de notre rendement réel net par travailleur, le plus petit absolument, a été d'une moyenne annuelle de 0,4 %. Ceci représente moins d'un quinzième de ce que les Japonais avaient, il y a trente ans. En d'autres mots, la productivité japonaise a augmenté plus en neuf mois que la nôtre, maintenant, sur une période de dix ans. De plus, contrairement au Japon, nous avons emprunté à l'étranger pour notre consommation et non pour investir.

Il est difficile d'imaginer une reprise économique à long terme sans avoir déterminé d'investir dans les plus précieuses de nos richesses : les aptitudes, l'intelligence, les habitudes de travail, la santé et le caractère de nos enfants. C'est pourtant précisément là où nous pouvons compter sur notre échec le plus catastrophique. Selon l'un des analystes cités par la Commission nationale sur l'excellence en éducation, «pour la première fois dans l'histoire de notre pays, les habiletés d'une génération ne dépasseront pas, n'égaleront pas, ou n'approcheront même pas celles de ses parents.»

Au cours des années 1980, nous avons presque réussi à tripler la dette nationale, de 645 milliards de dollars (à la fin de l'année financière 1979) à 1 trillion 745 milliards de dollars (à la fin de l'année financière 1986).

L'ACCORD DU LIBRE ÉCHANGE EST-IL UN CIMETIÈRE DE DINOSAURES?

Par Joanne Harris Burgess[1]

J.H. Burgess est une analyste en politique culturelle, qui enseigne les études canadiennes interdisciplinaires au collège Glendon, de l'université York, à Toronto.

L'encre de notre signature, sinon celle du Congrès américain, a séché sur l'Accord du libre-échange.

Maintenant, au moment où apparaissent l'étendue et les ramifications de l'accord, nous avons soudain commencé à écouter les analystes qui ont, sur le commerce mondial, une perspective planétaire plutôt que nord-américaine. Ils perçoivent trop clairement que les douze dernières années de ce siècle seront une bataille entre deux titans, une confrontation entre les structures économiques concurrentes du «capitalisme libre entreprise» et du «capitalisme coopératif».

Certains soutiendront que si l'on se base sur les indications du début des année 1980, le capitalisme coopératif l'emportera sûrement -- et nous venons justement de nous lier au dinosaure perdant du capitalisme libre entreprise.

Le capitalisme libre entreprise voit toute participation gouvernementale et toute coopération de secteur comme «ayant un léger goût d'économie socialiste planifiée».

Selon le dossier des acquisitions et des réalisations des quinze dernières années, l'objectif qu'a l'entreprise privée canadienne de faire un profit, est plus facilement atteint au moyen de prise de contrôle d'actifs ou de diminutions d'impôts, que par pure innovation ou par une campagne à long terme pour accaparer un certain pourcentage du marché.

Les partisans du capitalisme libre entreprise et du libre-échange tombent généralement sous trois catégories. Tout d'abord se trouvent les «B.L.B.», les «Bottom Line Boys», dont le but est un bénéfice immédiat plutôt que différé. Un développement à long terme (de 10 à 20 ans) est un luxe qu'ils ne peuvent se permettre.

---

1. The Globe and Mail, 18 février 1988. Traduction libre.

Viennent ensuite les distributeurs et les marchands, qui ne se soucient pas d'où viennent les produits, pourvu qu'ils soient à meilleur marché. Troisièmement, parmi les libres entrepreneurs, se trouvent les opérations «basées sur les ressources» parce que les ressources demandent peu de développement technologique à long terme et que leur vente offre des revenus immédiats et garantis. Voici pourquoi les trois premiers ministres provinciaux du Canada dont les économies sont essentiellement basées sur les ressources, sont pour le libre-échange.

Par voie de contraste, les capitalistes coopératifs voient quatre principaux acteurs -- le gouvernement, les prêteurs et les investisseurs, les planificateurs de secteur et les grandes et petites entreprises, comme faisant partie de la même équipe. Les objectifs de profits se caractérisent par leur nature spécifique, innovatrice et à long terme (20 à 25 ans). Comme les futurs besoins de l'industrie sont connus, on peut même intégrer au plan une politique de l'éducation.

Est-il surprenant que les partisans d'un capitalisme coopératif tendent à provenir des industries qui exigent des recherches intensives, à long terme, des programmes soutenus de marketing et une main-d'œuvre bien formée?

Mais le fait le plus important à noter est que les industries qui correspondent à cette description -- des secteurs médicaux, informatiques, de télécommunication, ainsi que ceux des finances et de l'éducation -- sont les industries qui offrent de l'emploi stable et bien payé. Le capitalisme coopératif est essentiel à leur succès à l'échelle mondiale.

Quel est le rapport entre ceci et le débat sur le libre-échange?

L'Accord sur le libre-échange tel qu'il est, enferme étroitement le Canada dans la libre entreprise, tandis que les économies qui ont le mieux réussi (le Japon et l'Allemagne de l'Ouest) fonctionnent clairement sous le capitalisme coopératif.

L'Accord sur le libre-échange restreint sérieusement le pouvoir du gouvernement fédéral de diriger l'économie nationale directement ou indirectement. Il limite pour le Canada la possibilité de subventionner des industries particulières et de diriger la disponibilité et les prix de l'énergie. Indirectement il lie les initiatives de marketing innovateur aux décisions punitives et étroites de l'accord général sur les tarifs douaniers et le

commerce (GATT), ainsi qu'à la nature non testée des mécanismes de disputes et ententes bilatérales.

Le capitalisme coopératif n'est tout simplement pas possible sous l'accord proposé.

L'Accord du libre-échange lie le Canada à l'économie la plus vulnérable du monde.

La raison la plus évidente pour laquelle les États-Unis descendent de leur premier rang est qu'ils sont devenus en cinq petites années le pays le plus endetté du monde.

Il y a cependant une faiblesse plus profonde et plus subtile dont on ne parle pas souvent. Les États-Unis n'ont pas, par habitant, les normes d'enseignement public qui leur permettront de dominer à l'ère de l'information, d'ici dix ou vingt ans.

Sans aucun doute, les prestigieuses universités des États-Unis sont les meilleures du monde, mais un enfant de septième année de l'Utah, en Arkansas, ou d'une école publique de New-York, est-il aussi formé, aussi compétent en informatique qu'un enfant japonais ou allemand?

À ce propos, qu'en est-il d'un enfant de Toronto, de Moose Jaw ou de St.John?

Les recherches les plus innovatrices dans tous les domaines se font dans les économies dont les normes en éducation sont excellentes. On prévoit que le Japon enregistrera deux fois plus de brevets internationaux que les États-Unis -- et ces brevets sont sur les principales innovations de l'avenir. Comment le Japon est-il parvenu à cela?

Le Japon, l'Allemagne de l'Ouest et d'autres pays d'avant-garde se sont rendu compte que ce sont les ressources humaines, et non les ressources naturelles, qui sont les richesses de l'avenir. Le tiers-monde fournit de plus en plus de ressources naturelles, et on doit l'encourager à le faire, car c'est l'unique bien d'échange qu'il ait. À leur tour, les pays développés ont une ressource spéciale : des gens instruits.

Le degré d'instruction dans l'ère nouvelle ne se rapporte pas uniquement à la technologie et aux ordinateurs. Il doit y avoir un corps de penseurs précis, convaincants, s'exprimant clairement, qui puissent analyser, diriger et utiliser l'information que l'ère informatique déverse sur nous si efficacement.

En nous concentrant sur le marché des États-Unis, nous nous sommes exemptés de développer autour du Pacifique des marchés difficiles mais qui pourraient exister à long terme et être hautements lucratifs. Il est difficile de faire du commerce en Orient. Nos principales écoles de commerce et nos grandes sociétés ont-elles reconnu ce fait? Combien d'étudiants canadiens étudient le japonais, le chinois ou le coréen? Combien de directeurs de marketing et d'étudiants en commerce ont eu l'occasion de suivre un cours, disons, de culture et d'étiquette commerciale japonaise?

Assez des «pour» et des «contre» le libre-échange. Peut-être est-il temps de faire un compromis typiquement canadien, qui tienne compte et réponde aux inquiétudes émanant des deux positions?

Nous devrions essayer, au moyen d'interprétations juridiques et de législation, de mettre en œuvre le libre-échange de manière à ne pas limiter sérieusement la capacité du gouvernement fédéral d'amorcer des directives importantes dans l'économie du Canada. Des subventions, des politiques nationales de prix et une revue des investissements sont les outils essentiels de ces directives. Jusqu'à quel point sont-elles menacées dans cet accord? Nous devrions mettre en œuvre des programmes d'éducation nationaux et de formation commerciale, ainsi que des primes fiscales qui encouragent les entrepreneurs à opérer avec succès dans les pays de la zone pacifique et dans le tiers-monde.

Nous devrions vendre nos ressources aujourd'hui pour acheter notre transition vers une économie «à base humaine» dans les quinze à vingt ans. Tout programme qui limite la possibilité du gouvernement de gagner un maximum de redevances sur ses ressources, est en train de nous dérober maintenant de l'argent dont nous avons besoin pour construire cet avenir. Si nous manquons de suivre ces principes, serons-nous pris dans une forteresse américaine de libre entreprise en voie de décrépitude? Peut-être.

LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN - ÉGALITÉ DE CHANCES DANS LA MISERE

par Maude Barlow

Préparez-vous: la deuxième édition du libre-échange est là. Les États-Unis et le Mexique sont prêts à se lancer dans un accord de libre-échange qui produira le plus grand bloc commercial que le monde ait jamais connu. S'appuyant sur le capital et la technologie des sociétés américaines, sur les ressources canadiennes et sur l'abondance de main-d'oeuvre bon marché du Mexique et de l'Amérique centrale, le libre-échange nord-américain veut essayer de compenser la brusque chute de la productivité américaine et la médiocre compétivité des États-Unis vis-à-vis des économies en pleine expansion de l'Europe et du Japon. Comme d'habitude, les supporters canadiens applaudissent dans les coulisses, et se contentent d'attendre en espérant être invités à la table (tout en sachant fort bien qu'il faudra payer pour entrer et que le prix en sera la réouverture du traité entre le Canada et les États-Unis et l'abandon des dernières sauvegardes que nous avons conservées sur la propriété intellectuelle, la culture et les subventions). Ils imitent ainsi les vétérans des sociétés américains qui déguisent leur intérêt pour le Mexique sous des paroles moralisatrices et la promesse que le libre-échange fera rentrer ce pays dans l'orbite nord-américaine et lui apportera en même temps les emplois dont il a bien besoin et une éventuelle prospérité.

C'est là pourtant que le plan se trouve gravement en défaut. Car, contrairement à la communauté européenne qui s'est dotée de statuts sociaux modernes, les États-Unis n'ont établi aucune norme pour la protection des programmes sociaux, les salaires, les conditions de travail ou les sauvegardes de l'environnement dans leur traité avec le Canada et ils s'apprêtent à agir de même avec le Mexique. En l'absence de protections incorporées à ces accords, les normes sont rabaissées au plus petit dénominateur commun, ce qui permet aux multinationales de dresser à leur profit les pays et leur main-d'oeuvre les uns contre les autres. Déjà, on avertit leurs autres demandes, leurs homologues mexicains seront trop heureux de prendre leurs emplois. Pourtant, tout ce que les travailleurs canadiens pourraient faire ne réussira pas à sauver notre secteur manufacturier chancelant, qui émigre actuellement en masse vers les États américains à bas salaires ou plus récemment vers le Mexique. Un examen, même rapide, de la situation actuelle au Mexique peut nous aider à en comprendre la raison.

Il y a deux semaines, une délégation de Canadiens, dont j'étais, s'est envolée pour le Mexique pour se rendre compte sur place du mode de fonctionnement des sociétés qui y sont implantées et de l'effet que le libre-échange aurait sur la population du pays. Nous avons rencontré des leaders des droits de la personne qui nous ont parlé de fraude généralisée au cours des élections mexicaines de 1988 et de violations répétées des droits de la personne par le gouvernement actuel de Salinas à l'égard de ses adversaires politiques. Nous avons entendu parler de réorganisation collective du secteur agricole mexicain, les anciens agriculteurs n'étant plus dorénavant que des employés dans des fermes collectives gérées par des capitaux étrangers et travaillant pour l'exportation vers les États-Unis, ces anciens agriculteurs étant maintenant à peine capables de subvenir à leurs besoins.

En fait, au fur et à mesure que le Mexique exporte davantage, son état de sous-développement augmente du fait du contrôle des multinationales sur l'offre, la demande et les prix. Nous avons appris que dix-sept millions de Mexicains vivent dans une pauvreté extrême et que plus de soixante pour cent d'entre eux gagnent moins que le salaire minimum. Nous avons écouté dans un silence horrifié les témoignages sur la dévastation du Mexique en matière d'environnement: le pays a perdu la moitié de ses zones boisées et les trois-quarts de ses forêts tropicales humides en quarante ans seulement; il n'existe aucune étendue d'eau qui ne soit pas polluée, et certaines le sont jusqu'à l'épuisement.

Mais ce sont les images que j'ai vues à Tijuana qui resteront avec moi pour le reste de ma vie et demeureront pour moi l'incarnation du libre-échange sans entraves et sans contrôle. En effet, tout au long de la frontière mexicaine, des sociétés "Fortune 500" sont en train de construire des centaines d'usines de montage de pièces détachées, appelées "Maquiladoras", qui se disposent à exploiter un peuple prêt à tout. Bien que l'âge légal du travail soit de dix-huit ans, nous avons vu des usines entières d'adolescentes, certaines n'ayant pas plus de quatorze ans, accomplissant des travaux d'une monotonie abrutissante, dangereux pour les yeux, et ce, pour 3,25 $ par jour, taux bien inférieur à ce qui serait nécessaire à un niveau de vie même minimal. Un grand nombre de sociétés envoient tous leurs travaux dangereux ici, comme la fabrication des insecticides, des fongicides, des herbicides par exemple, et tous les travaux dans lesquels on est constamment en contact avec des produits chimiques toxiques, parce que les normes de sécurité y sont peu strictes ou non existantes. Dans une usine en particulier, nous avons tous éprouvé des maux de tête et de la nausée après avoir passé une heure à la chaîne de montage alors que de très jeunes filles travaillaient sans aucun masque protecteur sur le visage à côté de cuves de déchets toxiques non couvertes.

On ne tolère là-bas aucune organisation syndicale et si les employés ne sont pas heureux ou prennent du retard dans leur quotas, ou encore s'ils tombent malades ou si les femmes deviennent enceintes, il existe plus d'un million de nouvelles personnes qui se cherchent un emploi chaque année au Mexique et qui ne demandent qu'à prendre leur place.

L'argument que ces emplois feront la prospérité du Mexique est faux. Ces sociétés ne donnent rien en retour au pays ou à ses habitants. Le salaire réel diminue chaque année depuis huit ans. Aucun des profits de ces "maquiladoras" n'est investi pour la communauté dans des travaux de traitement des eaux usées, dans le domaine de l'éducation ou des soins de santé ou dans l'élimination des déchets toxiques. Nous avons vu des usines dernier cri climatisées, au sol de marbre, entourées de terrains aménagés, situées en plein milieu de "barrios" aussi misérables que des taudis de pays du tiers-monde - sans électricité ni eau courante ni égouts, et où l'eau potable est gardée dans des bidons de rebut ayant contenu des produits chimiques toxiques et provenant des États-Unis, de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon. Nous avons photographié une mare de déchets toxiques noire et bouillonnante créée par les décharges directes d'un groupe de sociétés d'un parc industriel et nous l'avons suivie jusqu'à l'endroit où elle se mêlait à des vidanges pures, non traitées, et débouchait dans ce qui devenait une petite rivière, coulant, avant de se jeter finalement dans le fleuve Tijuana, le long de campements de squatters où des enfants couverts de plaies, assis sur la rive, buvaient du Pepsi Cola dans des biberons.

Les sociétés ne sont là que pour une seule raison - dans aucun autre endroit sur la terre pourraient-elles réaliser des bénéfices de cette importance sans être obligées de donner quelque chose en retour au pays ou à ses habitants. Le gouvernement mexicain subit de fortes pressions visant à lui faire amender sa constitution pour permettre à ces sociétés d'être propriétaires de la terre qu'elles louent actuellement, ce qui leur donnerait un contrôle encore plus grand sur l'avenir économique du pays. Les taxes payés par les sociétés ont diminué radicalement et même les riches Mexicains transfèrent actuellement leurs avoirs vers des pâturages plus sûrs. Rien que dans la dernière décennie, ils ont investi plus de 50 milliards de dollars à l'extérieur du Mexique. Le libre-échange nord-américain n'est qu'une déclaration des droits des sociétés et ne se préoccupe aucunement des besoins des habitants des pays concernés.

Pour moi, aucune image peut-être n'a été plus forte que le rituel nocturne de milliers de jeunes Mexicains essayant de passer aux États-Unis d'Amérique. Traversant un ravin profond, grimpant par-dessus une haute clôture, sous des lumières aveuglantes de stade de football, tout en échappant aux hélicoptères et aux voitures de police, ils doivent, pour atteindre leur but, traverser la rivière de déchets toxiques et l'on trouve de véritables "entrepreneurs" qui parcourent ces terrains vagues chaque nuit, vendant des sacs de plastique aux évadés potentiels pour protéger leurs pieds de ce poison. J'ai demandé à une femme, sans abri et portant ses deux jeunes enfants dans ses bras, pourquoi elle ne restait pas au pays, à travailler dans une "maquiladora" et elle a éclaté de rire. J'ai eu l'impression que c'était la première fois qu'elle riait depuis longtemps.

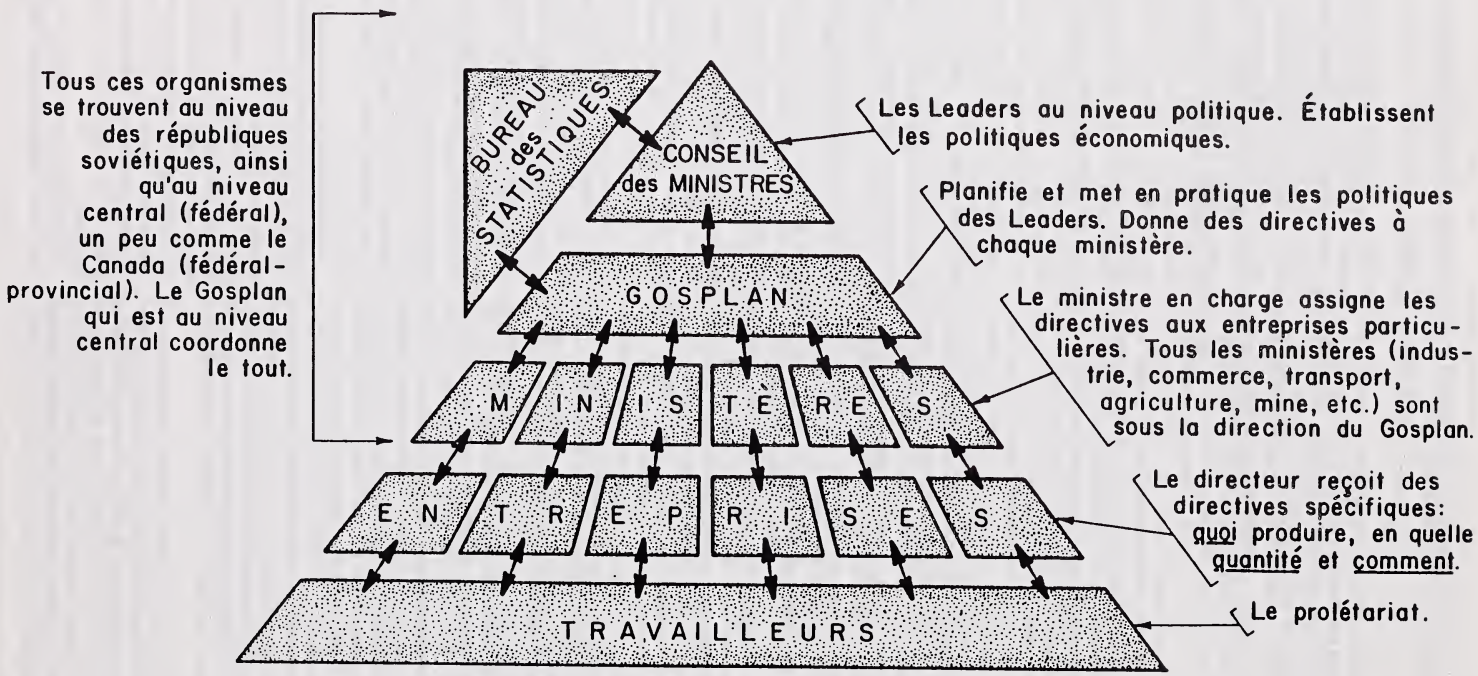
Maude Barlow est présidente du Conseil des Canadiens et auteur du livre récent Parcel of Rogues: How Free Trade is Failing Canada.

Source : Bulletin - Le Conseil des Canadiens - Octobre 1990. p. 3

LA PLANIFICATION CENTRALE EN U.R.S.S.

Organisation de la production

(Quoi produire? Comment? et Pour qui?)



La planification centrale en U.R.S.S.[1]

Les méthodes employées par Joseph Staline en vue de régler les problèmes économiques des années trente ne pouvaient pas être utilisées indéfiniment. On ne pouvait attendre du peuple, par exemple, qu'il renonce indéfiniment aux produits de luxe et aux biens essentiels, alors que l'Union soviétique développait sa puissance militaire et industrielle.

Tandis que l'industrie soviétique devenait de plus en plus importante et complexe, les planificateurs à Moscou éprouvaient de plus en plus de difficulté à déterminer comment les objectifs du gouvernement pourraient être réalisés. En fait, selon certains critiques de la planification centrale, les planificateurs n'auront jamais suffisamment d'information pour concevoir des stratégies économiques efficaces, puisque la réalité économique est beaucoup trop complexe pour être saisie par une personne, ou même un groupe de personnes.

D'autres théoriciens ne sont pas d'accord avec cette idée. Oskar Lange, par exemple, croit que si un comité de planification centrale établissait les prix pour tous les biens et les services, il saurait ce que les gens voudraient en se basant sur la quantité de chaque article qui serait acheté. Dans cette étude, nous examinerons comment l'économie soviétique contemporaine traite les trois questions économiques fondamentales : quoi produire, comment et pour qui.

L'Article II de la constitution soviétique affirme que : «la vie économique en U.R.S.S. est déterminée et dirigée par le plan économique de l'État». La concurrence, comme nous la connaissons au Canada, n'existe pas en Union soviétique. L'État possède pratiquement toute la terre, contrôle les moyens de transport, les finances, les productions industrielles et le commerce international. Il est responsable d'au-delà de 90 % des magasins de détail de la nation. Bien que les citoyens soviétiques puissent posséder autant de vêtements, de téléviseurs, d'automobiles et d'autres biens de consommation qu'ils ont les moyens de s'acheter, ils ne peuvent pas ouvrir leurs propres magasins, ni être propriétaires d'une ferme, ni encore acheter des actions dans une entreprise. On peut décrire le système économique soviétique comme un monopole gouvernemental gigantesque qui englobe toute la nation.

---

1. A. Baldwin et W. Calder, **Ideologies** (Scarborough, Ontario, McGraw-Hill Ryerson, 1982), p. 222-223. Traduction libre.

Toutes les décisions majeures en matière de politique économique sont prises par le gouvernement et non pas par les firmes individuelles elles-mêmes. La plupart des entreprises soviétiques, à l'encontre de ce qui se pratique au Canada, ne vendent pas leurs produits aux autres firmes. Au lieu de cela, les comités de planification du gouvernement déterminent à quelles firmes les produits seront vendus, en quelles quantités et à quels prix.[2]

Les biens de consommation concurrentiels sont quelquefois fabriqués par différentes compagnies, mais si une compagnie fabrique un meilleur produit qu'une autre, le gouvernement demande à cette dernière d'adopter la technique qu'emploie l'usine la plus efficace. Les profits appartiennent à l'État plutôt qu'aux entreprises individuelles. Quelques usines subissent continuellement des pertes d'opération, mais elles sont supportées par les profits des autres entreprises.

Les planificateurs trouvent qu'il est difficile d'établir exactement quels sont les biens que les personnes achèteraient si elles en avaient le choix. Aujourd'hui, on accorde plus d'importance à la production de produits de luxe comme les automobiles, les téléviseurs et l'ameublement. Puisque les études de marché sont encore à leur tout début en Union soviétique, les économistes soviétiques observent fréquemment ce que les autres nations européennes achètent et essaient, alors, de produire des biens similaires. Cependant, toutes les décisions majeures concernant la répartition des ressources rares entre les biens de consommation et les besoins industriels et militaires, sont prises par le parti communiste.

---

2. Malheureusement, ce plan ne réussit pas toujours en pratique. De sorte que plusieurs entreprises font souvent du commerce entre elles avec l'aide de personnes que l'on appelle les «expéditeurs». Ce commerce est considéré comme étant officiellement illégal, mais la loi n'est jamais appliquée.

Les prix et leurs usages

Bien que les consommateurs demeurent libres d'acheter les biens qu'ils ont les moyens de se procurer, la demande n'influence que partiellement l'offre. Le gouvernement soviétique se sert du contrôle qu'il exerce sur les prix pour réaliser ses objectifs. Par exemple, les livres scolaires sont vendus à un prix très bas en vue de promouvoir l'éducation, ainsi que les vêtements d'enfants qui se vendent également à un prix peu élevé, dans le but d'encourager les grandes familles.

Par contre, les prix de produits qui sont considérés comme étant socialement moins désirables, comme par exemple la vodka, sont très élevés, en vue de réduire leur consommation. Un autre objectif du gouvernement soviétique, c'est de réduire l'inégalité entre les différents niveaux de revenus. Pour en arriver à un tel résultat, le gouvernement établit des prix très bas pour les biens essentiels comme la nourriture et les vêtements, puisque ces dépenses constituent une grande proportion du revenu gagné par la classe la plus faible. Par contre, les prix des biens de luxe achetés par la classe à revenus élevés comme par exemple, les denrées alimentaires de luxe et les automobiles, sont très élevés. De cette manière, le parti communiste exerce une certaine influence sur ce qu'achètent les citoyens, en se basant sur ce qu'il perçoit comme étant les meilleurs intérêts de la nation. Il est bon de noter également que les dirigeants soviétiques sont souvent dissuadés d'augmenter le prix de la nourriture et des vêtements pour parer à l'éventualité que le peuple ne se décide un jour à tenir une grève de protestation.

Nous avons défini l'économie basée sur l'entreprise publique comme étant une économie dans laquelle toute propriété productive appartient à l'État. L'Union soviétique, ainsi que quelques autres nations en Europe et en Asie,[3] et Cuba en Amérique latine, se rapprochent de cette condition. Dans ces pays, presque toute la terre et tout le capital appartiennent au gouvernement. Ces pays appellent leurs économies «socialistes». Nous les appelons fréquemment des économies «communistes» ou des économies de type «soviétique», afin de les distinguer des pays qui n'ont adopté que quelques mesures socialistes, telles que la nationalisation du système de transport. Cette section décrit les caractéristiques principales du système économique de l'U.R.S.S.

---

3. L'Albanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, la Chine populaire, la Mongolie, la Corée du Nord, le Vitnam.

Les caractéristiques fondamentales de l'économie soviétique

L'économie soviétique vit le jour à la suite de la révolution d'octobre de 1917. Les Bolchéviques établirent la première économie «socialiste» mondiale en éliminant pratiquement toute propriété privée et en contrôlant les moyens de production (la terre et les biens d'équipement). Toutefois, ils n'avaient aucune expérience en ce domaine (puisqu'ils étaient les premiers à administrer toute une économie). Ils ne trouvèrent pas, non plus, beaucoup de conseils dans les œuvres de Karl Marx, qui avait écrit davantage sur le capitalisme et sur son effondrement imminent, mais qui n'avait fait que quelques commentaires généraux concernant l'économie socialiste (ou l'économie communiste). L'économie soviétique s'est donc développée petit à petit, en fonction d'un procédé d'expérimentation. Elle se développe toujours d'ailleurs, aux niveaux de la grandeur et de la forme. Elle continuera à se transformer dans l'avenir.

Quoi qu'il en soit, les caractéristiques principales de l'économie soviétique, telles qu'elles existent dans les années 1980, n'ont pas changé fondamentalement depuis les années 1930. En d'autres mots, il s'agit essentiellement d'un régime dictatorial et d'une économie fondés principalement sur l'entreprise publique. Bien entendu, l'Union soviétique s'écarte parfois du modèle, parce qu'il s'agit d'une société située dans le monde réel, et non pas d'un système idéal «pur».

Le système économique soviétique représente un mélange de deux principes : la planification centrale (le principe du «dirigisme») et le marché. Cependant, le rôle que jouent les forces du marché est très limité et d'un type tout particulier. Les planificateurs soviétiques acceptent, en fait, l'importance que jouent les «incitations matérielles» dans la vie des travailleurs.

Cette acceptation implique deux choses très importantes. Premièrement, il existe un certain degré de liberté qui est très significatif quant au choix d'un métier[4]. Les travailleurs sont recrutés à l'intérieur de différents métiers, industries et emplacements géographiques, en fonction des différences de salaires telles qu'établies par les planificateurs.

---

4. Il y a eu évidemment des exceptions, par exemple, le fameux système du camp de travaux forcés, qui atteignit des proportions monstrueuses sous la dictature de Staline.

Comme nous le verrons, la plupart des prix, ce qui inclut les salaires sont, en fait, déterminés par les planificateurs. Deuxièmement, pour que les salaires incitent les travailleurs, il existe beaucoup de liberté en ce qui concerne l'achat de biens de consommation et de services. (Les salaires sont pratiquement la seule source de revenu du citoyen soviétique. Les exceptions seront mentionnées plus tard.) Par conséquent, en décidant quels sont les biens de consommation et les services qui seront produits, les planificateurs soviétiques tiennent compte des préférences des consommateurs.

Toutefois, comme nous l'avons déjà mentionné dans le paragraphe précédent, le rôle que jouent les forces du marché est très limité. Il est vrai que les consommateurs soviétiques sont libres d'acheter ce qu'ils veulent en fonction du choix de biens et de services qui est disponible. Cependant, les planificateurs outrepassent la «souveraineté du consommateur» de trois manières différentes.

Premièrement, certains biens et services ne sont, tout simplement, pas produits légalement par les entreprises soviétiques. À titre d'exemple, on peut inclure les articles religieux, la littérature interdite, et jusqu'à récemment, les blue-jeans, la musique rock, et le chewing-gum. Dans la mesure où la demande de tels biens demeure insatisfaite, les forces du marché apparaissent au sein de la soi-disant «deuxième économie» : l'économie illégale ou semi-légale. (L'existence d'une «deuxième économie» est bien connue, quoiqu'il soit plutôt difficile de mesurer son ampleur.) Bien entendu, il existe aussi des biens illégaux au Canada, comme la marijuana, mais l'éventail des biens qui sont produits illégalement est beaucoup plus important en Union soviétique qu'il ne l'est au Canada.

Deuxièmement, certains biens sont produits légalement mais leurs prix, qui sont déterminés par les planificateurs, sont tellement bas qu'il existe des pénuries. La liberté de choisir est alors remplacée par une forme quelconque de rationnement, qui n'est pas basée sur les prix. Le rationnement formel (par exemple, les cartes de rationnement) ainsi que le rationnement informel (les étagères vides), ont toutes les deux été utilisées en Union soviétique. Ainsi, à titre d'exemple, on peut inclure le rationnement des appartements, des automobiles ou de la viande. Le rationnement n'est, toutefois, pas un phénomène inconnu au Canada, mais il n'est utilisé qu'occasionnellement, comme par exemple, en temps de guerre.

Nous devrions noter en passant qu'il existe également des surplus de biens de consommation en Union soviétique. Il s'agit d'un développement assez récent. Avant,

disons, les années soixante, les consommateurs soviétiques étaient si privés de biens de consommation qu'ils achetaient pratiquement tout ce qui était disponible dans les magasins. Au cours des deux dernières décades, cependant, leurs revenus ont augmenté et ils sont devenus, par conséquent, plus difficiles à satisfaire à l'égard des biens qu'ils achètent. De sorte que, lorsque les prix de certains biens de consommation sont fixés à un niveau trop élevé, les consommateurs refusent tout simplement de les acheter. Par exemple, certains vêtements des années 1970 sont considérés par les consommateurs soviétiques plus raffinés et ceux des années 1980 comme étant démodés. Par contre, les producteurs canadiens, faisant face à une demande faible de leurs produits, seraient forcés de baisser leurs prix ou encore de cesser leur production car ils sont guidés par les profits et les pertes. Mais l'économie soviétique est une économie sans profits et sans pertes. La production de biens qui ne sont pas en demande peut, parfois, se poursuivre pendant longtemps avant que les planificateurs ne décident de modifier leurs plans.

La troisième façon dont les planificateurs outrepassent la souveraineté du consommateur est, de loin, la plus importante. Les planificateurs soviétiques déterminent quels sont les biens de consommation qui seront produits et en quelle quantité. Ils établissent, alors, le prix de chaque bien de façon à se rapprocher le plus possible du prix d'équilibre du marché. Ce qui veut dire, qu'ils essaient d'établir les prix de manière à ce que la demande des consommateurs soit équivalente à l'offre déterminée par les planificateurs. Ainsi, les prix sont utilisés par les planificateurs comme un moyen pour influencer ce qu'achète le consommateur, mais non pas comme un moyen pour les consommateurs d'influencer les producteurs. Les décisions concernant la quantité de biens à produire sont encore aujourd'hui les décisions les plus importantes dans le cadre du système de planification soviétique. Par exemple, les planificateurs ont essayé, pendant longtemps, d'augmenter la production de la viande et de produits laitiers. C'est seulement après avoir manqué leur objectif qu'ils sont venus à bout du problème en augmentant les prix de tels produits, et en les rationnant (en procédant principalement par la tactique des «étagères vides»). Il est beaucoup plus facile d'augmenter la quantité de volumes des œuvres complètes de Brejnev ou de Marx. Toutefois, puisque la lecture de ces œuvres est plutôt ennuyeuse, leurs prix sont fixés à un niveau très bas, probablement en-dessous des coûts de production, et cela afin d'encourager leur vente. Une fois que les prix sont établis, ils tendent à demeurer les mêmes pendant très longtemps.

L'organisation de l'économie soviétique

L'économie soviétique ressemble à une entreprise gigantesque employant des millions de travailleurs et produisant des millions de produits. Son administration au sommet est composée d'un petit groupe des chefs politiques de l'État soviétique et du parti communiste. Ces personnes prennent les décisions majeures en ce qui concerne les politiques économiques.

En-dessous de ce niveau administratif où se décident les politiques économiques, il y a un groupe d'organismes dont la fonction est d'expliquer bien clairement les détails des politiques économiques, et d'administrer le système de planification économique. Parmi ces organismes, l'on peut mentionner la Commission de planification de l'État (ou le nom russe en abrégé «Gosplan») et l'Administration statistique centrale.

L'entreprise représente l'unité opérationnelle de base dans l'industrie, le commerce, ou la construction. Son équivalent dans l'agriculture, c'est la ferme d'État. Les administrateurs de ces unités sont nommés par les autorités économiques supérieures, auxquelles ils sont subordonnés. Par exemple, le directeur d'une aciérie serait choisi par le ministère de la Sidérurgie à Moscou. Le directeur d'une mine de charbon en Ukraine serait désigné par le ministère ukrainien de l'Industrie houillère à Kiev. Et l'administrateur d'un grand magasin à Odessa serait nommé par le bureau du commerce municipal à Odessa.

L'agriculture soviétique est un secteur de l'économie où il existe d'autres formes d'entreprises importantes. En plus des fermes d'État, l'on peut inclure les fermes collectives, les terrains privés appartenant à l'État et les travailleurs des fermes collectives. Une ferme collective, c'est nominalement une coopérative gérée par un président élu d'une manière formelle par les membres de la ferme. En 1980, 26 000 fermes collectives exploitaient 45 % de la terre cultivée. Il y avait 21 000 fermes d'État et elles exploitaient 53 % de la terre cultivée.

L'entreprise privée dans le cadre de l'économie soviétique

L'agriculture constitue un secteur de l'industrie soviétique où la propriété privée joue un rôle très significatif. Les membres des fermes collectives et des fermes d'État peuvent utiliser les petites parcelles de terre entourant leurs maisons. Sur cette terre, ils peuvent élever du bétail et cultiver à la fois pour leurs propres besoins et pour la vente

sur les soit-disant «marchés des fermes collectives». Il s'agit de marchés «libres» qui sont situés dans toutes les villes russes, quelle que soit leur grandeur. Les produits de la ferme sont vendus sur ces marchés aux prix déterminés par l'offre et la demande. La quantité de terre qui peut être utilisée pour la culture privée est très modeste -- elle représentait environ 3 % de toute la terre cultivée en 1980. Sur leurs parcelles de terre privées, les travailleurs des fermes collectives ont le droit de posséder un nombre déterminé de têtes de bétail. En 1980, 20 % du bétail, 30 % des vaches laitières, 20 % des porcs, et au-dessus de la moitié de tous les poulets, appartenaient aux fermiers possédant de la terre privée. Environ 30 % de la valeur totale des produits agricoles provient de ce secteur privé. Les produits sont ceux qui exigent beaucoup de travail par rapport au montant de terre utilisée, comme la viande, les produits laitiers, les fruits et les légumes.

En théorie, l'entreprise privée est aussi permise dans les industries de services, les métiers et les professions. Toutefois, les dirigeants de ces entreprises ne peuvent employer que leur propre main-d'œuvre et ne peuvent pas vendre de biens produits par quelqu'un d'autre. En pratique, les autorités soviétiques découragent l'entreprise privée même sur cette base très limitée, et il n'existe qu'un très petit nombre d'entreprises individuelles.

En plus de l'entreprise privée «légale», qui joue un rôle mineur, il existe un grand nombre d'entreprises privées «illégales» et «semi-légales». On connaît davantage, depuis quelques années, cette «deuxième économie» (la «première» étant l'économie officielle ou l'économie légale) depuis que l'Union soviétique permet à un grand nombre de ses citoyens d'émigrer à l'Ouest. Les entrepreneurs privés illégaux s'engagent dans de nombreuses activités très variées. Ces activités s'étendent de la production de biens entreprise par la «première» économie jusqu'aux activités qui seraient illégales, même dans les pays où règne l'entreprise privée. Prenons, à titre d'exemple de ces activités illégales, le commerce du tailleur. Ce n'est pas illégal d'être un tailleur ou une couturière et de travailler à son propre compte; mais c'est illégal de pratiquer un métier sans permis. Mais plusieurs personnes ne prennent pas de permis afin d'éviter le paiement de taxes élevées. À l'autre extrême, la plupart de la production de la «deuxième» économie est produite à partir de matériaux qui ont été volés aux entreprises d'État.

Bien entendu, les autorités soviétiques essaient de supprimer cette «deuxième» économie et, à certains moments, ils se sont même servis de pénalités très sévères, qui incluaient la peine de mort, pour punir les crimes de nature économique. En dépit de cela, la «deuxième» économie occupe toujours une place importante en Union soviétique.

Le processus de la planification centrale

La planification soviétique repose, tout d'abord, sur les décisions fondamentales en matière de politique économique qui sont prises par les chefs politiques. Une fois qu'une telle décision a été prise, Gosplan prend la relève. Il ne remet pas en doute la sagesse de la décision. Sa tâche est d'identifier les implications de la décision au niveau des diverses industries et des entreprises.

Comment ce processus fonctionne-t-il? Pour commencer, Gosplan (qui est une grosse organisation employant des centaines d'économistes, de statisticiens et d'ingénieurs) possède une très bonne connaissance de l'économie soviétique. Il ajoute constamment à cette connaissance de l'information fournie par l'Administration statistique centrale. Cette dernière amasse de grandes quantités de données sur la production, le travail, les biens d'équipement, les ressources naturelles, et ainsi de suite. Les entreprises soviétiques ne sont pas supposées cacher quoi que ce soit à l'Administration statistique.

La décision d'augmenter, par exemple, la production du courant électrique représente beaucoup plus qu'une simple augmentation de la capacité des usines d'électricité et des lignes de transmission. Pour la construction des usines d'électricité, il faudra du ciment, des briques, de l'acier, des grues, des outils et matériaux de terrassement, différentes sortes de main-d'œuvre, et ainsi de suite. C'est la fonction de Gosplan d'évaluer quelles quantités de ces articles seront requises. Par exemple, les besoins en ciment seront estimés à un certain nombre de tonnes. La production de cette quantité de ciment exigera peut-être une augmentation de la capacité de production de la cimenterie. Mais une augmentation de cette capacité exigerait plus de briques, d'acier, de main-d'œuvre, et d'autres choses incluant le ciment. Gosplan doit tenir compte de toutes les implications de ces politiques économiques qui ont été déterminées par les chefs politiques, et préparer une série d'objectifs pour l'économie.

Bien entendu, les ressources sont limitées en Union soviétique comme elles le sont partout ailleurs. La planification centrale ne peut évidemment pas éliminer la pénurie

des ressources. En établissant des objectifs, les planificateurs doivent équilibrer les demandes en vertu des ressources disponibles. S'ils ne réussissent pas à atteindre ce but, quelques-uns de leurs objectifs ne pourront pas être réalisés. Ceci rendra impossible l'exécution d'autres objectifs, et ainsi de suite. En effet, l'économie soviétique ne réussit pas souvent à exécuter ses plans. Typiquement, lorsque tous les plans ne peuvent être réalisés, les planificateurs ont recours à une solution qui repose sur un système de priorités. L'équipement militaire et les industries lourdes ont une haute priorité. Leurs plans sont exécutés. La consommation, de l'autre côté, a peu de priorité. Lorsque les ressources ne peuvent répondre à tous les besoins du plan, elles sont tranférées des industries peu prioritaires aux industries fortement prioritaires.

Lorsque Gosplan a défini sa série d'objectifs, il n'a terminé que la première ébauche du plan. La seconde étape consiste à décomposer le plan, en fonction des objectifs de chacune des divisions de l'économie. Par exemple, l'objectif concernant la production du ciment irait directement au ministère de la Construction. Ce ministère dispose de l'information concernant les cimenteries situées partout dans le pays. Sa fonction est de décomposer cet objectif global en un certain nombre de sous-objectifs et de les confier aux cimenteries particulières. L'administrateur de chacune de ces cimenteries reçoit l'objectif qui doit être atteint par sa cimenterie. Après avoir étudié l'objectif qui lui a été confié, il peut constater que cet objectif ne peut être réalisé, à moins que la capacité de production de sa cimenterie ne soit augmentée. Sa responsabilité, par conséquent, c'est de déterminer les besoins additionnels de main-d'œuvre, de la machinerie, des édifices et ainsi de suite, pour réaliser son objectif.

Tous les administrateurs de toutes les usines examinent les objectifs qui leur ont été confiés et font connaître, dans leurs rapports à leurs ministères respectifs, tout ce dont ils ont besoin, par exemple, la main-d'œuvre, les machines, etc., pour réaliser leurs objectifs. Les ministères, à leur tour, font parvenir cette information à Gosplan. Gosplan fait alors les modifications nécessaires au plan principal. Quelques objectifs seront réduits alors que d'autres seront augmentés. Éventuellement, les plans, qui ont été revisés, sont retournés à chacune des usines, qui se mettent, alors, au travail afin de les réaliser.

Qu'est-ce qui incite les administrateurs et les travailleurs soviétiques à travailler pour exécuter le plan? La réponse à cette question repose sur les encouragements matériels. Dans le cadre de l'économie planifiée, idéalisée dans la première partie de ce chapitre,

tous les travailleurs et administrateurs reçoivent simplement des ordres émanant du pouvoir central de planification et obéissent à ces ordres. Tout fonctionne facilement. Les administrateurs et les travailleurs sont «parfaits», tout comme des robots programmés. Ils ne sont pas comme les hommes et les femmes du monde réel, dont le comportement au travail est influencé par plusieurs choses qui incluent, par-dessus tout, les encouragements matériels tels que les salaires, les promotions, les idemnités ou encore, les inquiétudes à propos de la perte de son emploi.

Les administrateurs et les travailleurs soviétiques sont des hommes et des femmes qui appartiennent au monde réel. Par conséquent, ils doivent être encouragés à l'aide d'incitations matérielles. Ce qui signifie qu'il doit y avoir une façon d'évaluer la performance, de manière à ce qu'une bonne performance soit reconnue et récompensée. En général, la performance des travailleurs et des administrateurs canadiens est évaluée d'après leur contribution aux profits.[5]

En Union soviétique, on ne se base pas sur le critère du profit, mais sur l'habileté à réaliser le plan. Cette différence, quant au critère, mène à des différences au niveau des résultats, comme nous aurons l'occasion de le constater.

Les profits (et les pertes) jouent un rôle relativement insignifiant dans les opérations d'une entreprise soviétique. Afin de comprendre comment opère l'économie soviétique, il est nécessaire de trouver pourquoi il en est ainsi. Le prix auquel une entreprise soviétique livre son produit à une autre entreprise est basé sur le coût de production par unité du produit. Le coût de production représente la moyenne des coûts de toutes les entreprises qui produisent ce produit. Puisqu'il s'agit d'une moyenne, quelques entreprises font un profit, quelques-unes arrivent au point mort, alors que d'autres subissent des pertes. Quelles que soient les raisons qui sont avancées pour que l'on fasse des profits ou que l'on subisse des pertes (une administration ou des travailleurs plus ou moins efficaces, de la machinerie et de l'équipement des plus perfectionnés ou les plus inadéquats qui soient, de la meilleure terre ou de la terre de mauvaise qualité, etc.), les

---

5. Un grand nombre de travailleurs et d'administrateurs canadiens sont employés par des organisations à but non-lucratif - par exemple, les fonctionnaires appartiennent tous à cette catégorie. Leur performance est évaluée, par conséquent, en fonction d'autres indicateurs. Cependant, l'existence d'un secteur privé important au Canada a des répercussions importantes dans le secteur public. La performance des fonctionnaires peut être comparée à celle des employés qui possèdent des qualifications similaires dans le secteur privé.

administrateurs soviétiques ne s'intéressent pas tellement à cet aspect de leurs opérations. Si ces entreprises font beaucoup de profits, elles devront en verser la plus grande partie sous forme de taxes. Si elles subissent des pertes, elles recevront une subvention de la part du ministère des Finances.

Ce qui est important de noter, c'est le fait que les récompenses matérielles accordées aux administrateurs et aux travailleurs reflètent leur habileté à exécuter le plan plutôt que leur capacité à faire un profit. Nous avons montré plus haut la méthode par laquelle le plan d'une entreprise est formulé. La partie la plus importante du plan, c'est l'objectif de production. Les primes, les promotions et d'autres récompenses accordées aux administrateurs et aux travailleurs dépendent de la réalisation de l'objectif. En plus de l'objectif de production, le plan d'une entreprise renferme d'autres objectifs, par exemple, le montant de salaires à payer, la quantité de matériaux à utiliser et même les profits que l'on doit faire (ou les pertes que l'on doit subir). Mais l'objectif de production demeure le plus important, puisque les récompenses accordées aux administrateurs et aux travailleurs sont étroitement liées à cet objectif. Si l'objectif de production est atteint, ils reçoivent une prime. S'il est non seulement atteint mais également dépassé, ils reçoivent une plus grande prime.[6]

6. T. L. Powrie, **Political and Economic Systems** (Don Mills, Ontario, Academic Press, 1985), p. 90-98. Traduction libre.

LES PLANS QUINQUENNAUX

Après la mort de Lénine en 1924, une division est apparue au sein du parti communiste entre ceux qui croyaient que la nation devrait s'industrialiser lentement et ceux qui voulaient accélérer, à la fois, l'instauration de l'industrialisation et du socialisme.

À cette époque, il y avait environ 25 millions de fermes en Union soviétique. De 5 à 8 millions de familles paysannes étaient tellement pauvres qu'elles devaient labourer leurs terres à l'aide de charrues en bois, et qu'elles devaient louer de l'équipement et des animaux des riches fermiers. Ces fermiers plus prospères (les Kulaks) se chiffraient à environ un million. L'État se fiait aux Kulaks pour approvisionner les villes en nourriture, mais les Kulaks refusaient de livrer leurs surplus de grain en raison des prix peu élevés qui avaient été établis pour les produits agricoles. De plus, le gouvernement disposait de très peu d'argent pour importer la machinerie qui s'avérait nécessaire pour l'industrialisation, et les nations occidentales refusaient de donner de l'aide financière à l'U.R.S.S. L'Union soviétique avait besoin de surplus agricoles pour défrayer le coût des produits importés et nourrir les travailleurs industriels. Malheureusement, la plupart des fermes étaient si petites (2,02 hectares par famille) ou si pauvres qu'elles pouvaient à peine subvenir aux besoins des fermiers. Les Kulaks étaient les seuls qui pouvaient fournir les surplus nécessaires à l'exportation, mais ils voulaient recevoir des prix plus élevés pour leurs produits et obtenir des produits manufacturés à meilleur prix. Toutefois, l'industrie était très jeune et donc, incapable de fabriquer une grande variété de produits peu coûteux. Pour être en mesure de nourrir ses ouvriers et de s'industrialiser rapidement, la nation qui luttait pour sa survie devait adopter des méthodes plus efficaces au niveau de l'agriculture et de la production en usine. Mais comment en arriver là?

En 1928, Joseph Staline, le nouveau chef de l'U.R.S.S., déclarait que le taux d'industrialisation devait être augmenté à tout prix. Cette nouvelle politique avait été conçue en vue de ranimer l'esprit du parti communiste. Il croyait qu'un pays industriel libérerait la population des entraves de la pauvreté et de la misère, mais chose encore plus importante, cela permettrait à l'Union soviétique de se défendre contre les nations européennes occidentales dans une guerre que Staline considérait comme inévitable. Staline affirmait que l'industrialisation était essentielle au socialisme et à la préservation de la nation :

«Le problème de l'industrie lourde est plus difficile à régler et il est, de loin, le plus important. Il est **plus difficile** à régler parce qu'il demande d'énormes investissements et, comme l'histoire des pays peu avancés sur le plan industriel l'a démontré, l'industrie lourde ne peut être développée sans l'existence de prêts à long terme considérables. C'est de loin le problème le **plus important**, puisqu'à moins que nous ne développions une industrie lourde, nous ne pourrons construire aucune industrie quelle qu'elle soit, pas plus que nous ne pourrons mener à terme l'industrialisation. Et comme nous n'avons jamais reçu, ni ne recevons présentement, que ce soient des prêts à long terme ou encore du crédit pour une période de temps suffisamment longue, l'intensité du problème devient plus évidente. C'est précisément pour cette raison que les capitalistes de tous les pays refusent de nous accorder des prêts et du crédit. Ils croient que, laissés à nous-mêmes, nous ne pourrons faire face au problème d'accumulation, que nous sommes destinés à échouer dans la tâche de reconstruire notre industrie lourde, et que nous serons contraints, à la fin, de nous présenter humblement devant eux et de nous vendre en esclavage.»[1]

Le 1er octobre 1928, un plan quinquennal était préparé par la commission de planification de l'État pour exécuter la politique de Staline. Les objectifs fondamentaux de ce plan quinquennal étaient de promouvoir l'expansion du secteur national de l'industrie lourde, afin qu'il puisse fournir de la machinerie industrielle, des moyens de transport et des armes militaires; d'introduire la technologie moderne; d'éliminer la plupart des fermes et créer à leur place des fermes coopératives et des fermes d'État; d'éliminer l'entreprise privée et de rendre l'U.R.S.S. indépendante.

Le plan fut déclaré complet seulement après quatre ans et trois mois, et un deuxième plan quinquennal fut mis en place de façon à continuer l'industrialisation de l'Union soviétique. À la fin de cette décennie, la base industrielle était bien établie et l'U.R.S.S. se classait au quatrième rang dans le monde en termes de production industrielle. En l'espace de quatre ans, le nombre d'ouvriers industriels était passé de trois à six millions. Le taux d'analphabétisme avait diminué de 80 % à 10 %.

---

1. Tiré de: J.V. Stalin, «**A Year of Great Change**» (On the Occasion of the Twelfth Anniversary of the October Revolution and Problems of Agrarian Policy in the USSR - Speech Delivered at the Conference of Marxist Students of the Agrarian Question, December 27, 1929), in **Problems of Leninism** (Moscow, Foreign Languages Publishing House, 1940), p. 294-298, 302-305, 308-309, 325-326. Cité dans : Daniel R. Brower (éd.), **The Soviet Experience: Success or Failure?** (New York, Holt, Rinehart et Winston, 1971), p. 28.

Si bien qu'en 1934, l'Union soviétique produisait plus de saumon de fonte («pig-iron») et d'acier que la Grande-Bretagne. Au cours du premier plan quinquennal, la production de pétrole avait doublé, celle de l'électricité avait augmenté de 550 %, la production des machines s'était accrue de 400 % et de nouvelles industries, telles que les industries de caoutchouc synthétique, des plastiques et de l'aéronautique, avaient été établies. Le pourcentage de fermiers vivant sur les fermes coopératives et les fermes d'État était passé de 1,7 % en 1928 à 61,5 % en 1932, pour finalement en arriver à 93,5 % à la fin de 1938. Selon Nikolai Baibakov, les premiers plans quinquennaux ont transformé l'Union soviétique en une puissance industrielle majeure :

«Le pays fut lancé fermement sur la voie du développement industriel. Le succès que connut l'industrie socialiste créa les prérequis qui étaient essentiels pour le contrôle planifié de l'agriculture et prépara les conditions nécessaires à l'introduction du collectivisme... Le succès que remporta le socialisme dans tous les secteurs économiques permit l'amélioration du niveau de vie de la population; le chômage, fléau des travailleurs dans les pays capitalistes, disparut.»[2]

Cette croissance industrielle phénoménale ne fut pas réalisée sans quelques sacrifices. L'orientation de la production vers l'acier, les tracteurs, les chemins de fer et l'hydroélectricité signifia que les besoins du consommateur étaient largement ignorés. La production d'un nombre suffisant de chaussures, de vêtements et de logements fut remise à une date ultérieure. Les pénuries furent justifiées en vertu des gains futurs.[3]

---

2. Baibakov, Economic Planning, p. 46
3. A. Baldwin et W. Calder, **Ideologies** (Scarborough, Ontario, McGraw-Hill Ryerson, 1982), p. 216-217.

AVANTAGES ET DÉSAVANTAGES D'UNE ÉCONOMIE CENTRALISÉE

Le degré d'importance que l'on accorde à la production représente une des causes majeures de l'inefficacité de l'économie soviétique. Six problèmes se présentent.

Premièrement, il s'agit d'un objectif de production. Une fois que l'objectif de production est achevé, les producteurs obtiennent leur prime, même si les consommateurs refusent d'acheter le produit. Il n'y a rien par conséquent qui incite à interrompre la production d'un produit dont personne ne veut.

Deuxièmement, le degré d'importance que l'on attribue à la production mène au manque d'attention aux coûts de production, tels que la main-d'œuvre, l'équipement et les matériaux. Il n'y a rien qui encourage la réduction des coûts de production.

Troisièmement, plus il existe de ressources disponibles pour atteindre l'objectif de production, plus l'exécution de l'objectif est facile. Il existe donc une raison pour exagérer la demande en main-d'œuvre, en matériaux, etc., et même une motivation pour les «accumuler».

Quatrièmement, l'introduction d'une nouvelle technologie (de nouvelles méthodes de production) fait en sorte que la production réelle soit temporairement moins élevée que la production visée. Il s'agit donc d'une bonne raison pour résister au changement technologique.

Cinquièmement, plus l'objectif de production est bas, plus il est facile de l'atteindre. Ainsi, il est avantageux pour les administrateurs de dissimuler la capacité productive de leurs entreprises et de tenter de recevoir un objectif qui soit le moins exigeant possible.

Finalement, les primes sont payées d'après la production qui a été déclarée, et non pas nécessairement en fonction de la production réelle. Ce qui ne mène pas nécessairement à déclarer une production qui n'a jamais été produite. Mais cela pourrait, en effet, conduire à la déclaration comme production d'articles qui sont défectueux, et qui devraient en fait être mis au rancart.

Bien entendu, les planificateurs soviétiques n'ignorent pas ces défauts et, au cours des années, ils ont essayé de modifier le système en vue de le rendre moins vulnérable.

En effet, depuis les années soixante, ils ont commencé prudemment à diminuer l'importance de l'objectif de production et à augmenter l'importance des objectifs, comme les ventes et les profits. Toutefois, le progrès de telles réformes est lent et, jusqu'à présent, les résultats ne sont guère encourageants.

L'évaluation du système économique soviétique

Depuis la Révolution d'octobre, et tout spécialement depuis le début de l'industrialisation des années trente, l'économie soviétique a progressé énormément. Dans les années vingt, l'Union soviétique était un pays relativement sous-développé. L'industrie était faible et peu développée, et des millions de paysans vivaient d'une manière précaire sur de petites fermes, utilisant des méthodes de culture primitives. Aujourd'hui, l'Union soviétique est l'une des deux superpuissances mondiales et la deuxième plus grande économie au monde. Selon une évaluation, le produit national brut[1] soviétique (PNB)[1] en 1978 était estimé à 1046,6 millions en dollars américains. Il était surpassé seulement par le produit national brut des États-Unis (2106,9 millions en dollars américains).

Cependant, l'Union soviétique et les États-Unis possèdent, toutes les deux, de grandes populations. Si nous tenons compte de la population et considérons le PNB «per capita», le portrait change considérablement. Les chiffres suivants montrent le PNB per capita pour l'Union soviétique et pour sept autres pays, en 1979. Les montants ont été calculés en dollars américains par la Banque mondiale, un organisme de l'Organisation des Nations unies.

1. Le produit national brut est une mesure économique de la production ou du revenu d'un pays. Pour une définition complète, voir le lexique à la fin de ce cahier.

PAYS	PNB PER CAPITA (1979)
Union soviétique	4 110 $
Canada	9 650 $
États-Unis	10 820 $
Royaume-Uni	6 340 $
France	9 940 $
Japon	8 800 $
Kuwait	17 270 $
Chine populaire	230 $

Des chiffres tels que ceux-ci semblent très approximatifs. Quoi qu'il en soit, ils nous donnent une idée de la situation relative de l'Union soviétique. Il s'agit d'une situation moyenne. Celle-ci est de beaucoup meilleure à la situation des pays sous-développés, mais elle est également pire que la situation des pays capitalistes avancés.

En 1978, l'Union soviétique a dépensé un montant équivalent à 31 % de son PNB sous forme d'investissements en biens capitaux (ce qui veut dire, usines, machines et d'autres biens d'équipement qui sont nécessaires pour augmenter la production).

Ce niveau d'investissement était plus important que celui de n'importe quel pays capitaliste, à l'exception du Japon qui a investi également 31 % de son PNB. Il était de 22 % au Canada, 19 % aux États-Unis, 22 % en France, et 19 % au Royaume-Uni.

Cette proportion élevée d'investissements explique pourquoi l'économie soviétique s'est développée si rapidement dans le passé, en dépit de ses inefficacités. Au cours des années cinquante, le PNB soviétique a augmenté d'environ 5,5 % annuellement. Au cours des années soixante, le taux de croissance du PNB a ralenti à environ 4,75 % et au cours des années soixante-dix, il a ralenti encore davantage à environ 3,5 %. Le succès qu'a connu la planification soviétique dans le maintien du plein emploi a également aidé à garder un taux de croissance élevé.

Les économies des pays capitalistes (à l'exception du Japon) ne se sont pas développées aussi rapidement que celles de l'Union soviétique. Quoi qu'il en soit, elles se sont

développées assez rapidement en dépit de la proportion moins élevée d'investissements et de périodes où le taux de chômage était très élevé. Une manière d'expliquer cette situation, c'est que les pays capitalistes possèdent une plus grande aptitude que l'Union soviétique à engendrer et à répandre le progrès technologique.

La planification soviétique a beaucoup contribué à la croissance économique de l'U.R.S.S. L'investissement -- la production de nouveaux biens d'équipement de toutes sortes -- est un facteur vital à la croissance économique. Les chefs soviétiques ont accordé, sans exception, une importance considérable à l'investissement (et à la puissance militaire), et les techniques de la planification centrale ont assuré l'exécution de leurs priorités. La production qui a été sacrifiée, c'est celle des biens de consommation -- la nourriture, les vêtements, les logis, les automobiles, et ainsi de suite. En raison de cette politique favorisant la production de biens de production au détriment des biens de consommation, la production a été plutôt disproportionnée. De sorte que l'Union soviétique s'est montrée capable d'entrer en concurrence avec les États-Unis dans l'espace, mais elle a éprouvé de grandes difficultés à nourrir et à loger sa population. Les avantages de cette politique sont supposés se faire sentir dans l'avenir. À mesure que la capacité productive de l'économie augmente, il y a une augmentation partout, ce qui inclut les biens de consommation.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, le taux de croissance de l'économie soviétique a ralenti au cours des deux dernières décennies. Une des raisons peut être attribuée aux sommes énormes qui sont investies dans le domaine militaire. Une autre raison semble être le fait que les vieilles techniques de planification, qui marchent assez bien dans le cadre d'une économie simple, sont encombrantes et inefficaces dans le cadre d'une économie beaucoup plus développée et complexe, telle que l'économie soviétique actuelle. À mesure que le nombre d'usines et de produits augmente et que la technologie progresse, il s'avère de plus en plus difficile de donner des directives très détaillées à chaque administrateur de chaque usine. Les erreurs administratives et le gaspillage des ressources deviennent de plus en plus difficiles à éviter. Le ralentissement de la croissance économique peut aussi être expliqué par le fait que les ressources naturelles ne sont plus aussi disponibles qu'elles ne l'étaient dans le passé. L'Union soviétique est encore, toutefois, un pays très riche en ressources naturelles. Mais ces ressources sont situées loin des marchés (par exemple, le pétrole et le gaz naturel en Sibérie), et il s'avère, par conséquent, très coûteux de les faire parvenir aux marchés.

Les chefs soviétiques ont tenté de résoudre ce problème. À partir du milieu des années soixante, ils ont introduit un certain nombre de changements à l'intérieur du système de planification. Le but de la plupart de ces changements était de faire disparaître les inefficacités dont nous avons discutés plus tôt. En général, les réformes économiques ont pris la direction d'un nouveau système de planification, qui repose moins sur les directives détaillées données aux administrateurs des fermes et des usines, et qui donne davantage de latitude aux administrateurs qui peuvent, alors, prendre sur les lieux leurs propres décisions. Avec moins de dirigisme, le nouveau système repose un peu plus sur l'influence indirecte des prix et des marchés.

En résumé

Après les premiers désastres et les premiers retards, les chefs de l'U.R.S.S. ont établi, au cours des années trente, un système économique réalisable, basé sur l'entreprise publique et la planification centrale. Puisque ce système a permis aux chefs politiques d'augmenter l'investissement au détriment de la consommation, il a, d'une manière impressionnante, accéléré la croissance de l'économie soviétique.

La planification soviétique est très centralisée, Gosplan à Moscou étant l'âme de cette planification. Les chefs politiques prennent les décisions majeures; Gosplan s'occupe des objectifs qu'impliquent de telles décisions; divers ministères confient ces objectifs à beaucoup d'entreprises particulières. Les administrateurs de ces entreprises ne reçoivent pas seulement les objectifs de production, mais également les directives détaillées à propos des quantités et des types de matériaux et de ressources qu'ils devront utiliser. Les prix jouent un rôle mineur sauf dans la répartition des biens de consommation. L'entreprise privée est, pour ainsi dire, inexistante si ce n'est en agriculture et dans le cadre de la «deuxième économie». Un tel système si centralisé est devenu de plus en plus difficile à administrer d'une manière efficace à mesure que l'économie s'accroît en grandeur et en complexité. Les chefs soviétiques essaient de nouvelles techniques de planification, qui reposent davantage sur les prix et les motivations économiques que sur les ordres directs.[1]

---

1. T. L. Powrie, **Political and Economic Systems** (Don Mills, Ontario, Academic Press, 1985), p. 98-102.

LES SOVIÉTIQUES LÉGALISENT LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES USINES

Par Jeff Sallot
The Globe and Mail

MOSCOU

Hier, l'Union soviétique s'est complètement retirée du marxisme orthodoxe en légalisant la propriété privée de biens tels que des usines et d'autres moyens de production.

La nouvelle loi permet également à des employeurs privés d'employer des ouvriers.

Au cours d'un débat de cinq heures, les députés conservateurs du parti communiste au Soviet suprême objectèrent que la nouvelle loi trahit Marx, Lénine, la révolution bolchévique et l'idéologie socialiste qui a été le fondement de la société soviétique depuis sept décennies.

Les réformateurs cependant, y compris les communistes progressifs, ont dit que la loi est fondamentale pour le programme de la *perestroïka* de Mikhail Gorbachev afin de faire revivre l'économie moribonde de l'Union soviétique.

Le débat a été un des plus longs et des plus brûlants d'un an d'histoire du parlement élu démocratiquement.

Le projet de loi a été finalement approuvé par un vote de 350 contre 3, et 11 abstentions de députés; mais cela ne s'est produit qu'après quelques amendements de dernière minute permettant aux conservateurs de sauver la face.

On peut posséder des usines et d'autres entreprises, on peut les acheter, les vendre et les louer, selon la loi.

Jusqu'à maintenant, des particuliers pouvaient posséder des voitures, des *dachas* de campagne, et des appartements dans les édifices de logements collectifs, mais on leur interdisait de posséder des usines, des ateliers de manufacture et autres entreprises. La

dernière ébauche évite les termes de «propriété privée». Elle réfère plutôt à la «propriété des citoyens».

L'État sera en mesure de réglementer l'usage de la propriété par un système d'impôts, dit Alexander Zhuravlyov, député de Minsk.

Selon le député Leoniv Sukhov, conducteur de camion, le peuple s'oppose à la loi et pense qu'elle ne sera pas approuvée à moins d'un référendum national.

Les sondages dans l'opinion publique indiquent que la plupart des citoyens soviétiques hésitent devant l'idée de «propriété privée des moyens de production».

Dans la révolution de Lénine, la propriété privée des moyens de production et l'embauche de main-d'œuvre furent considérés comme deux des pires péchés du capitalisme et devaient être éliminés.[1]

---

1. Jeff Sallot, «147th year», The Globe and Mail, nº 43760, mercredi 7 mars 1990.

Du marxisme au marché

La stratégie de rupture a des conséquences sociales difficilement supportable
La politique des « petits pas » fait craindre l'enlisement

par Erik Izraelewicz

Passer de Marx au marché. Budapest, Varsovie, Prague et même maintenant Berlin-Est ont ainsi décidé de s'engager dans cette transition d'une économie centralement planifiée à une économie de marché. Quel chemin prendre, quel rythme suivre ? Les nouveaux dirigeants ne disposent d'aucun guide ni d'aucun précédent. Ils savent pourtant qu'ils seront jugés sur leur capacité à redresser leurs économies, à réalimenter les boutiques. Dans chacun de ces pays comme dans les grandes organisations internationales (au Fonds monétaire notamment), les débats sont vifs. Entre les réformes progressives et la rupture brutale, quelle stratégie les gouvernements est-européens doivent-ils choisir ?

Les pays d'Europe centrale et orientale engagés dans le processus de démocratisation connaissent, certes, des situations économiques extrêmement diversifiées. En Hongrie, les magasins sont bien approvisionnés, mais le pays, pauvre en matières premières et en énergie, est hyperendetté. Au contraire, les échoppes roumaines sont vides, alors que le pays, riche en ressources naturelles, n'a pratiquement plus un sou de dettes vis-à-vis de l'Ouest. La Pologne cumule : des étalages pauvres et une dette énorme. Hypercentralisée et d'ancienne tradition en RDA et en Tchécoslovaquie, l'industrie est plus jeune et moins développée en Hongrie et en Pologne...

Malgré cette diversité, les pays d'Europe orientale sont dotés, depuis plus d'une quarantaine d'années, d'une même organisation de base. Les experts anglo-saxons parlent d'« économies centralement planifiées ». Conformément à la lecture soviétique du marxisme, ce système s'appuie sur trois caractéristiques : la propriété collective des moyens de production, la planification centralisée et le rôle dirigeant du parti communiste dans l'économie elle-même. Socialement, il fonctionnait selon un principe que résume bien une boutade classique à l'Est : *« L'employeur (l'Etat) fait semblant de nous payer, nous faisons semblant de travailler. »*

Le marché quel modèle ?

Considérant l'échec de ce système, les nouveaux dirigeants, sous la pression de leurs concitoyens – et désormais électeurs – veulent en changer. Pour quel autre système ? Le marché. Moins écoutés ces derniers temps à l'Ouest, les économistes ultra-libéraux se sont précipités à l'Est pour leur vendre, clé en main, « le marché pur et parfait ». Le supply-siders (théoricien de l'offre), M. Paul Craig Roberts, l'un des ex-conseillers économiques de M. Ronald Reagan, vient d'achever une tournée triomphale dans les capitales d'Europe de l'Est, avec Sir Allan Walters, le conseiller économique de Mme Thatcher. Le Prix Nobel d'économie français Maurice Allais, un libéral, fait partie d'un petit groupe d'experts qui préparent un programme pour le gouvernement hongrois qui sera issu des élections de mars.

Après avoir conseillé plusieurs gouvernements latino-américains – avec un succès « modéré », – M. Jeffrey Sachs, professeur d'économie de Harvard, s'est mis à la disposition des dirigeants polonais.

Le modèle américain ou celui, ultra-libéral, de Mme Thatcher, préconisé par certains de ces experts, est-il le mieux adapté aux sociétés est-européennes ? On peut en douter. Les nouveaux partis politiques les plus influents s'intéressent d'ailleurs davantage à la social-démocratie suédoise, à l'économie sociale de marché ouest-allemande et à l'économie mixte française. Il n'en reste pas moins que l'objectif à l'Est est de réintroduire le marché comme principal mode d'allocation de ressources.

Les partisans du « gradualisme » avancent trois arguments.

La complexité de cette transition rend toute précipitation dangereuse. La création et la mise en route des institutions d'une économie de marché nécessitent du temps. Enfin, ils jugent indispensable d'amortir le coût social, élevé, de cette mutation en étalant ses effets dans la durée.

« L'économie de marché ne s'instaure pas par décret. » Même s'il approuve l'orientation très libérale prise par le gouvernement polonais et M. Balcerowicz, son ministre de l'économie, l'économiste hongrois Laszlo Csaba sourit lorsqu'à Varsovie les autorités déclarent avoir établi, depuis le 1er janvier, l'économie de marché en Pologne. Les réformes – avortées – du « 1er janvier » sont déjà une vieille habitude à l'Est.

De l'obéissance à la responsabilité

Derrière la transition recherchée se dessinent en fait trois mutations simultanées, dont il n'est pas certain que toutes les conditions de réussite soient d'ores et déjà réunies. Tout d'abord, le passage d'une économie centralisée à une économie décentralisée. Jusqu'à présent, les administrations, notamment du plan – l'énorme bureaucratie centrale, – imposaient d'en haut ses comportements à chacun des acteurs de la vie économique.

Dans l'ouvrage qu'il vient de publier en France, *Soulever des montagnes* (1), M. Abel Aganbeguian, l'un des conseillers économiques de M. Mikhaïl Gorbatchev, décrit fort bien, une nouvelle fois, ce système de *« diktats »* et ses conséquences. Abandonner les directives centrales et transférer économie de commandement à une économie d'initiative. Considérée comme essentielle par tous, l'autorisation de la propriété privée n'est pas le sésame qui révolutionnera d'un coup ces économies. Elle existe déjà à petite échelle – dans les commerces en RDA, dans l'agriculture en Pologne, dans l'artisanat et la petite industrie en Hongrie... Avant qu'elle y devienne le mode de propriété dominant, elle se heurtera à de nombreuses résistances. Certes, contrairement à l'URSS, l'esprit d'initiative, l'esprit d'entreprise ont survécu dans des pays déjà engagés dans un processus d'industrialisation capitaliste avant la guerre (en Tchécoslovaquie et en RDA notamment). Les Polonais restent d'excellents commerçants, les Hongrois des financiers malins. Le terreau existe. Mais il faut que s'instaure un climat de confiance avant que ne se reconstitue un réseau dense de petites et moyennes entreprises privées.

Troisième aspect de cette transition : le passage d'une économie de troc à une économie de marché, avec la réintroduction de la monnaie. Pour d'éminents économistes occidentaux, la convertibilité des monnaies est-européennes vis-à-vis des devises occidentales constitue un préalable à leurs réformes internes. En fait, avant de les rendre convertibles, encore faudrait-il qu'elles existent. Les économies est-européennes sont encore largement des économies de troc, dans lesquelles les échanges se font davantage produit contre produit que par l'intermédiaire de la monnaie.

Le mark est-allemand, le zloty polonais ou le forint hongrois sont tout au plus des unités de compte à l'intérieur de chaque pays. Des trois fonctions traditionnelles de la monnaie (unité de compte, instrument de paiement et moyen de réserve), elles n'en remplissent qu'une seule, la première. Un forint détenu par une entreprise hongroise n'a pas le même pouvoir d'achat qu'un forint déposé sur un livret d'épargne d'un particulier ou utilisé dans un supermarché. Bref, les monnaies internes ne sont pas véritablement convertibles à l'intérieur même de chaque pays, les prix ne reflétant pas les rapports entre l'offre et la demande mais davantage des préférences sociales ou politiques. Prioritaires, les habits pour enfants comme les produits alimentaires de base, subventionnés, sont vendus moins cher que leur prix de revient.

Il faut rendre convertible la monnaie à l'intérieur du pays ; cette « révolution » passe notamment par la mise en place d'une banque centrale autonome, d'un institut d'émission qui ne soit plus une simple planche à billets au service d'un Etat tout-puissant.

Créer et mettre en place les nouvelles institutions d'une économie de marché : c'est justement la seconde série d'arguments utilisés par les partisans d'une approche graduelle. Selon eux, le processus est nécessairement long et incertain. L'entreprise n'existe pas – les combinats et autres trusts s'apparentent beaucoup plus à des départements d'une gigantesque administration qu'à des entreprises, même bureaucratiques, comme on en connaît parfois à l'Ouest. Il faut donc réinventer et réintroduire l'entreprise, libre de décider de sa production, de ses moyens et de ses prix.

Décider, comme les Hongrois et les Polonais l'ont déjà fait, un important programme de privatisation est, certes, jugé nécessaire pour la transition envisagée. Mais – et un homme comme M. Martonyi, l'actuel commissaire à la privatisation du gouvernement magyar, ne le cache pas – la tâche est difficile. Qui vend à qui ? Dans quelles conditions peut-on céder des sociétés qui disposent encore d'un monopole ?

La France avait adopté un programme de privatisation prévoyant le passage au privé de soixante-cinq entreprises en cinq ans. On connaît les difficultés rencontrées par M. Edouard Balladur, alors ministre de l'économie, pour sa mise en œuvre. Le plan du gouvernement polonais actuel prévoit la privatisation de... deux mille quatre cents entreprises, alors que la Pologne ne dispose ni d'un véritable marché boursier ni de circuits financiers adéquats.

Les réformes doivent concerner aussi les politiques budgétaires, fiscales et monétaires. Le recul de l'Etat nécessite des décisions – comme la difficile réforme des impôts, – qui, bien souvent, ne peuvent être mises en œuvre brutalement. L'ensemble du droit lui-même doit être révisé profondément. Il ne suffit pas de déclarer inviolable le droit de propriété, il faut redéfinir le droit du contrat dans tous les domaines : le droit social en particulier.

« Cette transition aura, dans une première phase, un coût social élevé. » Ce constat, énoncé notamment par M. Wladimir Andreff, professeur d'économie à Grenoble, est aussi invoqué par les partisans du gradualisme. Chômage, inflation, spoliation de l'épargne..., les risques de la transition sont nombreux.

Chômage et inflation

Les économies est-européennes connaissent – est-il besoin de le rappeler ? – de profonds déséquilibres. Un remarquable observateur, le théoricien hongrois Janos Kornai (2), les définit comme des économies « de pénurie ». Si, à terme, l'économie de marché devrait favoriser le passage à une économie d'abondance, dans l'immédiat, la transition va transformer la manière dont les déséquilibres s'expriment, ce qui peut être socialement difficile à accepter pour certaines populations.

Un premier exemple : le chômage. Officiellement, il n'existe pas à l'Est. En fait, les observateurs considèrent que, *« si à l'Ouest les chômeurs sont à l'agence pour l'emploi, à l'Est ils sont dans les usines »*. Comme l'explique M. Janos Kornai, à l'Est, les « entreprises » vivent avec une *« contrainte budgétaire molle »*. Elles doivent produire au maximum et à n'importe quel coût. Elles savent qu'en cas de pertes elles seront toujours renflouées par l'Etat. Conséquence : un dirigeant d'« entreprise » a toujours intérêt à avoir une main-d'œuvre nombreuse à sa disposition. Il y a donc, apparemment et en permanence, dans ce système, une « pénurie » de main-d'œuvre, mais aussi une productivité du travail très faible.

L'instauration d'une économie de marché et la recherche d'une meilleure productivité par les entreprises devraient casser ce système. Soumises à « une contrainte budgétaire dure », les entreprises en sureffectif pourront – et devront – licencier, les sociétés déficitaires, être mises en faillite et fermées, les mines comme les chantiers navals. Un marché du travail va se créer, l'Etat devant s'atteler à la mise en place d'un système de protection minimale des personnes sans emploi (en cours en Hongrie et en Pologne). Les salariés polonais, hongrois ou tchécoslovaques devront apprendre à connaître l'instabilité du travail et le chômage. A Varsovie, le gouvernement escompte rapidement 400 000 chômeurs, à Budapest 100 000. Les populations accepteront-elles cela facilement ? Les experts du FMI ne s'en préoccupent pas trop, les dirigeants de Solidarité commencent à s'en inquiéter. Bien que très libéral, le gouvernement polonais se refuse d'ailleurs à fermer les chantiers de Gdansk. Un signe qui montre aux impatients la difficulté d'importer le libéralisme.

Autre conséquence de l'instauration du marché : l'inflation, jusqu'alors cachée, va éclater. L'inflation, qui traduit des déséquilibres entre offre et demande et qui se reflète à l'Ouest par la hausse des prix, prenait jusqu'à présent de multiples formes à l'Est. Les étalages vides, les files d'attente (treize ans pour acheter une voiture Trabant en RDA), l'épargne forcée en étaient les principales expressions. La recherche de la vérité des prix – avec la réduction des subventions – va provoquer, dans une première phase une explosion. Toute une série de hausses sont déjà entrées en vigueur au début de cette année en Pologne et en Hongrie. Conséquence : des rythmes d'inflation latino-américains et une forte baisse du pouvoir d'achat des revenus des particuliers. L'inflation ronge dans le même temps l'épargne liquide de la population, importante faute de possibilités d'achat.

La complexité de cette transition vers le marché, l'ampleur des réformes institutionnelles à réaliser et la nécessité d'amortir le choc social dans le temps : tels sont les trois arguments des partisans d'une évolution graduelle. Soutenus par le FMI, les avocats de l'électrochoc ne rejettent pas l'analyse des « gradualistes ». Mais pour eux, et pour reprendre une expression de l'économiste soviétique Oleg Bogomolov, *« on ne peut pas sauter par-dessus un précipice en deux fois »*.

Ces radicaux mettent en avant deux éléments. Tout d'abord, ils estiment que les nouveaux dirigeants est-européens, élus démocratiquement, doivent utiliser au mieux et immédiatement leur capital de confiance auprès des populations. Par antisoviétisme et par rejet du plan, celles-ci seraient prêtes, selon eux, à d'importants sacrifices.

« La masse critique »

Mais ils jugent surtout qu'une certaine brutalité est indispensable pour casser l'ensemble de l'appareil bureaucratique existant. Les nouvelles institutions seront toujours étouffées par les anciennes si celles-ci restent en place. Depuis plus de vingt ans déjà (depuis 1968), la Hongrie a tenté d'instaurer une économie de marché. La politique des petits pas a échoué. Compte tenu des déséquilibres existants – et qui vont naturellement s'accroître dans une première phase, – la tentation sera toujours forte d'en revenir à la centralisation.

L'hypercentralisation a ainsi permis à la Roumanie de rééquilibrer ses comptes extérieurs au début des années 80 et de rembourser sa dette, sans que d'ailleurs ni les banquiers occidentaux ni le FMI (dont Bucarest est membre depuis 1972) s'en plaignent. A l'inverse, la décentralisation hongroise s'est accompagnée d'une détérioration constante de ses comptes extérieurs. Autre exemple : le gradualisme de M. Gorbatchev conduit aujourd'hui le Kremlin à décider d'un vaste programme d'investissement dans le secteur des biens de consommation en recourant aux traditionnelles méthodes hypercentralisées. Entre le gradualisme et l'electrochoc, il y a *« l'approche évolutionniste »*, que revendique, par exemple, M. Vaclac Klaus, le nouveau ministre tchécoslovaque des finances. Elle vise un retrait progressif de l'Etat et la mise en place rapide des institutions d'une économie de marché. Où se situe *« la masse critique »* qui permettra d'amorcer réellement la transition ? *« Nul ne la connaît »*, écrit-il (3). Effectivement. Le pis serait que, par dogmatisme de certains – à l'Est comme à l'Ouest, – l'un ou l'autre de ces pays s'engage dans la voie d'une « latino-américanisation » (hyperinflation, endettement, inégalités sociales...) dommageable pour tous.

(Mercredi 24 janvier)

---

(1) *Soulever les montagnes. Pour une révolution de l'économie soviétique*, d'Abel Aganbegian. Editions Robert Laffont, 1990, 286 pages, 105 francs.

(2) *Socialisme et économie de la pénurie*, de Janos Kornai. Editions Economica, 1984, 587 pages, 175 francs.

(3) *Financial Times*, 15 décembre 1989.

Sélection hebdomadaire du journal « le Monde »

Du 25 janvier 1990 au 31 janvier 1990

LA PENSÉE DE JOHN STUART MILL

Les réformateurs libéraux en Grande-Bretagne apparurent au cours de la même période de l'histoire que Marx. Ils étaient épouvantés par les conséquences funestes de la révolution industrielle mais, contrairement à Marx, ils voulaient préserver les fondations du capitalisme. Initialement, ils avaient soutenu les théories économiques d'Adam Smith. Ils pensaient que le gouvernement ne devrait intervenir que très peu dans l'économie, afin de sauvegarder les lois de l'offre et de la demande et de préserver le bien-être de la société. Les idées de John Stuart Mill (1806-1873) représentent une période de transition dans le développement du libéralisme, période où les libéraux renoncèrent à soutenir d'une manière inconditionnelle le capitalisme sous forme de «laissez-faire» et commencèrent à reconnaître que le gouvernement devait s'impliquer activement dans l'économie pour corriger les abus du système de la libre entreprise.

À l'origine, Mill soutenait les idées d'Adam Smith. Toutefois, alors que les abus de l'industrialisation se multipliaient, et que les industriels semblaient prêter peu d'attention à l'état pitoyable de leurs employés, Mill en vint, petit à petit, à croire que le gouvernement devrait jouer un rôle plus actif dans l'économie, mais pourtant il admirait également la productivité du système capitaliste. Et, contrairement à Marx, il ne croyait pas que le système de marché conduisait inévitablement à la lutte des classes. Selon lui, le capitalisme pouvait être amélioré. Il commença alors à préconiser l'intervention gouvernementale pour rectifier les abus du capitalisme, sans en altérer, cependant, les traits essentiels de ce système.

En Grande-Bretagne, à la fin du XIXe siècle, les idées de Mill et de ses confrères, les réformateurs libéraux, influencèrent l'adoption de lois industrielles qui améliorèrent les conditions de la classe ouvrière. Cette réforme des idées s'étendit, comme la révolution industrielle, sur tout le continent et en Amérique du Nord.[1]

---

1. A. Baldwin et W. Calder, **Ideologies** (Scarborough, Ontario, McGraw-Hill Ryerson, 1982), p. 238-239.

JOHN STUART MILL ET L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

Si J. S. Mill est convaincu que le «laissez-faire doit être la règle générale», il est aussi persuadé que l'État ne peut voir son rôle limité à ses fonctions d'«État gendarme» chargé du maintien de l'ordre public et de l'application du droit.

L'intervention de l'État peut être nécessaire, selon Mill, parce que :

- l'individu n'est pas toujours le meilleur juge de ses intérêts;
- le consommateur n'est pas toujours bon juge ni de ses besoins réels, ni de la qualité de la marchandise;
- les individus ne sont pas toujours capables de juger et d'agir par eux-mêmes;
- les conditions de la concurrence ne sont pas toujours remplies sur les marchés réels;
- les mécanismes du marché ne peuvent spontanément conduire à une amélioration des conditions de travail;
- la concurrence ne peut pas non plus résoudre le problème de la pauvreté;
- l'intervention de l'État est également souhaitable quand la concurrence s'avère insuffisante.[1]

1. Adapté de : M.-M. Salort et Y. Katas, Les économistes classiques (Paris Hatier, 1988).

JOHN MAYNARD KEYNES

La Grande Dépression des années 1930 -- au cours de laquelle des millions de gens se retrouvèrent sans abri et sans travail -- fut telle que le public insista encore davantage sur l'intervention gouvernementale dans l'économie. Cette pression conduisit d'ailleurs à la constatation générale que l'État était responsable du bien-être de ses citoyens. John Maynard Keynes (1883-1946), un économiste britannique, se proposa de justifier l'intervention gouvernementale en démontrant que le gouvernement pouvait réduire le chômage et atténuer les effets des récessions économiques au moyen de la taxation, des dépenses publiques et de la politique monétaire. Keynes, qui devint l'économiste le plus influent au XXe siècle, concluait qu'à l'aide de l'intervention gouvernementale, il était possible de supprimer les pires maux du capitalisme.

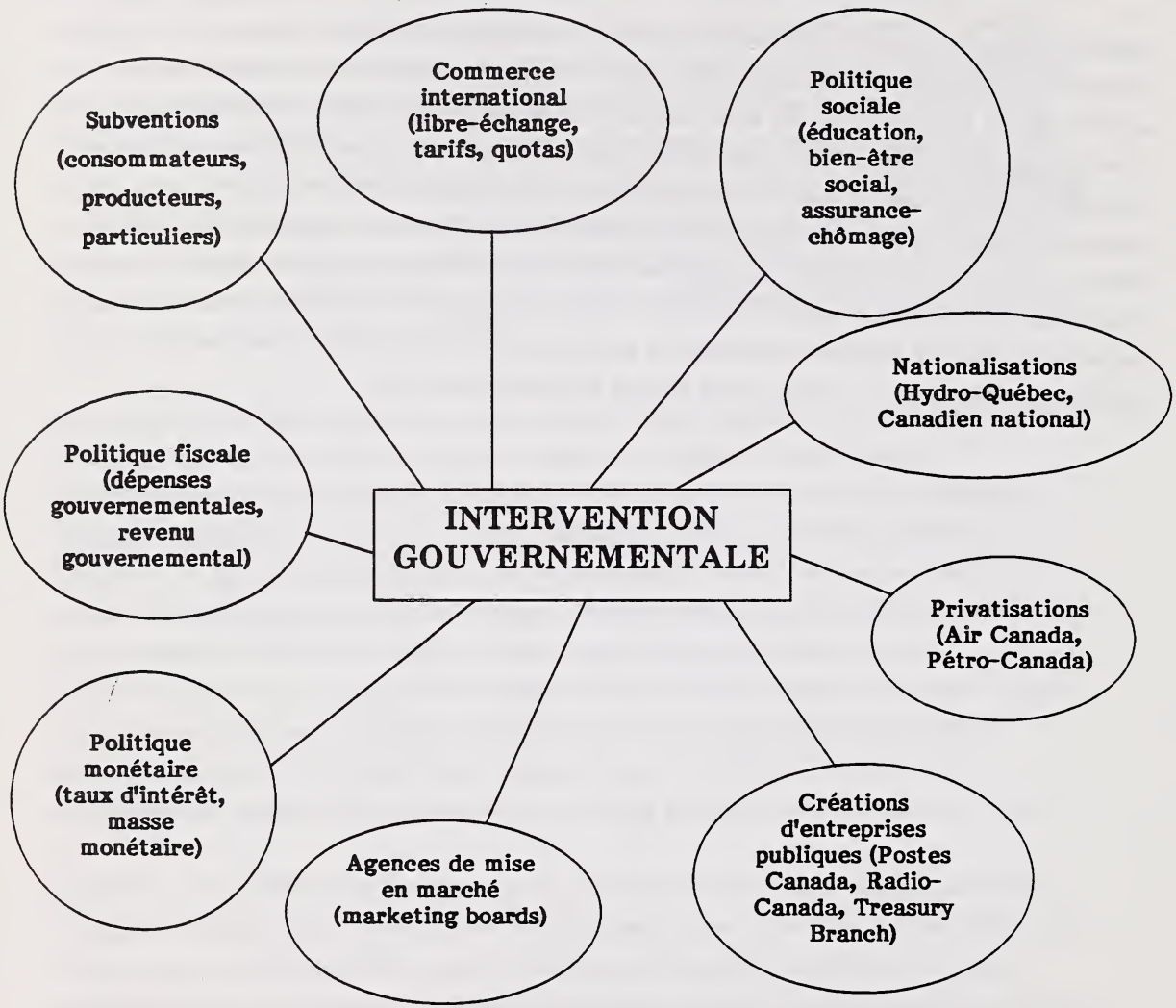
Au cours de la Grande Dépression, Keynes déclarait que l'absence du pouvoir d'achat en général, causée par la déflation, était la source de la tragédie économique. Il recomman-dait au gouvernement d'augmenter énormément les dépenses publiques pour ramener la prospérité. En 1934, il visita Washington, parla au président Franklin D. Roosevelt et lui conseilla de pousser son programme de "New Deal" encore plus loin. Ainsi, lorsque l'ouvrage de Keynes, intitulé : **Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie**, fut publié en 1936, ce livre n'apparut pas comme étant aussi révolutionnaire que son auteur l'avait pensé, puisque les États- Unis avaient déjà essayé sa théorie des dépenses. Toutefois, Keynes fournit aux économistes une nouvelle approche théorique à leurs problèmes et montra que la politique financière du gouvernement pouvait affecter le niveau général de bien-être économique de la nation.

Dans ce livre, il affirmait qu'un pays qui avait déjà souffert une dépression, pouvait se maintenir dans cet état à tout jamais. Keynes croyait que la prospérité dépendait du fait que les gens investissaient leur argent et que, si les épargnes n'étaient pas utilisées, le chiffre d'affaires diminuerait. Il pensait, cependant, que l'on ne pouvait guère se fier aux investissements parce que, si trop d'argent était investi, l'activité économique pourrait en souffrir. Il prétendait que la dépression des années 1930 avait eu lieu, parce que les entreprises n'avaient pas investi suffisamment d'argent en nouvelles usines et en biens d'équipement. Par conséquent, la solution se trouvait au niveau des dépenses publiques, si les entreprises ne voulaient pas affecter les fonds nécessaires à l'expansion. Les nations devraient «dépenser pour ramener la prospérité», les chômeurs devraient

pouvoir obtenir du travail et les revenus devraient être redistribués de façon à ce que les pauvres aient plus d'argent à dépenser.

Keynes s'écarta de l'idée conventionnelle que le «laissez-faire» résoudrait éventuellement le problème de la dépression économique, déclarant que l'entreprise privée et la concurrence ne pouvaient pas, par elles-mêmes, soutenir la pleine reprise économique. Alors que les autres économistes considéraient les rendements décroissants de la production comme étant la cause de la dépression, Keynes affirmait que c'était le manque de consommation suffisante de biens et de services qui était responsable en partie de la crise. Il croyait que les dépenses déficitaires de la part du gouvernement étaient la seule façon de stimuler l'économie et que le gouvernement ne devait pas hésiter à contrôler le chômage en changeant sa politique monétaire, ayant ainsi recours aux dépenses déficitaires, lorsque cette mesure s'avérait nécessaire.

INSTRUMENTS D'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE



LA POLITIQUE FISCALE ET LA POLITIQUE MONÉTAIRE : UNE COMPARAISON

Définitions

La politique fiscale dénote l'ensemble des mesures employées par un gouvernement dans les domaines des dépenses gouvernementales et de la taxation (le fisc) afin de stimuler l'activité économique quand elle croît trop lentement, ou de la ralentir quand elle surchauffe (croît trop rapidement). Par voie de contraste, la politique monétaire se rapporte à la variation des taux d'intérêt et de la masse monétaire (money supply) employée dans le même but.

Politique fiscale

- Dépenses gouvernementales
- Revenu gouvernemental
- Impôts sur les particuliers
- Impôts sur les corporations
- Taxes (TPS, etc.)

Politique monétaire

- Taux d'intérêt
- Masse monétaire

Acteurs principaux

Le gouvernemental fédéral et la Banque du Canada

Dangers d'une économie surchauffée : inflation

(les prix montent rapidement car la demande est trop forte)

Évolution posible d'une économie surchauffée	• les entreprises font de plus grands profits • les travailleurs demandent des augmentations de salaires ce qui fait monter les prix encore davantage • ce cycle se brise quand les banques se mettent à monter les taux d'intérêt, ce qui étouffe la demande - il coûte plus cher d'emprunter - et encourage les gens à épargner; entretemps, l'inflation aura ravagé les économies des gens à la retraite et ceux qui dépendent des pensions et d'autres formes de paiements de transfert)

Danger d'une économie molle : chômage

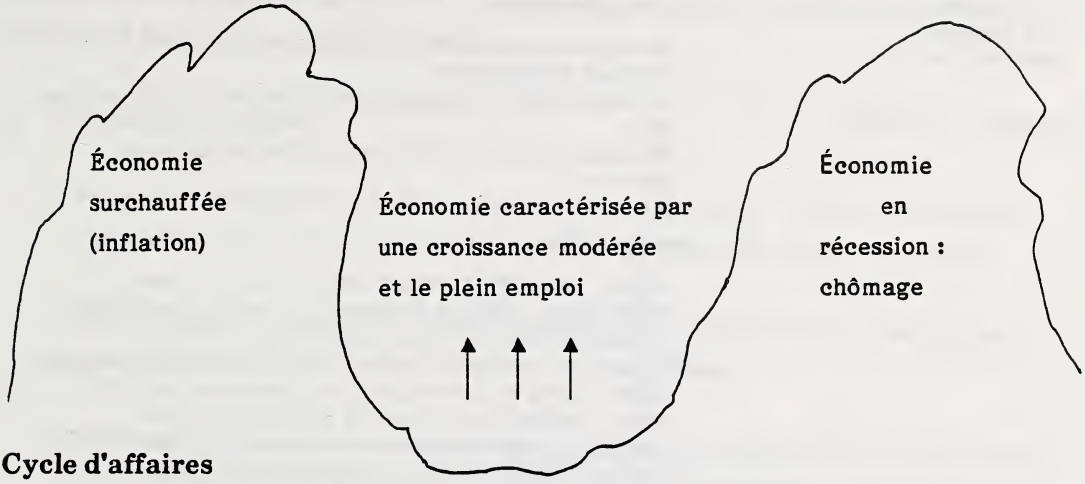
Évolution possible d'une économie molle	• la demande est faible -- les prix tombent -- les entreprises font moins de profit -- certaines entreprises ferment et congédient leurs employés -- accroissement du chômage

Inflation

Demande > Offre ⟶ Augmentation des prix

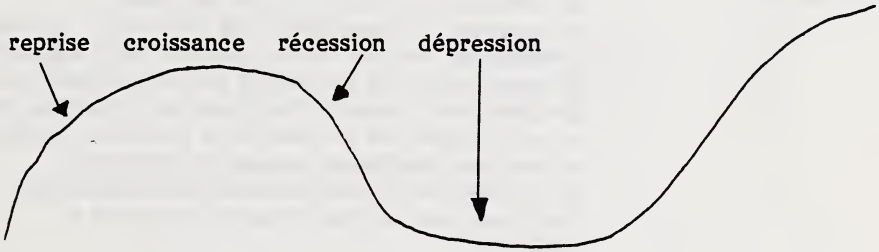
Défi économique

Éviter les deux écueils de l'inflation et du chômage



Cycle d'affaires

- Le but d'un gouvernement, en intervenant dans l'économie par le biais de sa politique fiscale, est de transformer le cycle normal d'affaires qui pourrait ressembler à ceci :



à un cycle beaucoup plus aplati, comme ceci :

- De cette façon, l'économie croît de façon modérée mais continue, ce qui cause beaucoup moins de problèmes sur les plans humain et social.

Stratégies gouvernementales possibles

a) Pour ralentir une économie surchauffée où :

Demande > Offre

i. réduire la demande

- en augmentant les impôts (les gens ont moins d'argent à dépenser)
- en augmentant les taxes (sur l'essence, les cigarettes, etc.)
- en augmentant la TPS (Taxe sur les produits et services)

ii. stimuler l'offre

- réduire les impôts que paient les corporations; de cette façon, elles se mettront, au moins, en théorie à produire plus et donc à augmenter l'offre
- laisser entrer dans le marché domestique des produits moins chers, en provenance de l'étranger; de cette façon, l'offre rencontrera la demande et fera diminuer les prix; ceci est un des buts du GATT et de l'accord du libre-échange canado-américain

b) Pour stimuler une économie en récession où :

Offre > Demande

i. stimuler la demande

- en diminuant les impôts sur les particuliers (les gens ont plus d'argent et se mettront à acheter plus de produits)
- en diminuant la TPS et les autres taxes
- en trouvant du travail pour les chômeurs -- plusieurs possibilités dont les travaux publics, les programmes de recyclage et de formation professionnelle, les programmes d'emplois d'été pour les étudiants, etc.)
- en augmentant les paiements de transfert (pensions, allocations familiales, assurance-chômage)
- en donnant des subventions aux particuliers (les fermiers par exemple) ou aux entreprises en difficulté

ii. réduire l'offre

- en augmentant les impôts sur les corporations
- en fermant la porte aux produits étrangers (le commerce international est réglementé par des accords internationaux qui ne peuvent pas être modifiés immédiatement; la globalisation progressive de l'économie mondiale rend cette solution plus théorique que pratique)
- en créant des agences qui contrôlent l'offre par un système de quotas ou de contingentements (les agences de mise en marché ou «marketing boards» par exemple)

Contraintes auxquelles un gouvernement fait face dans l'utilisation de ces différents instruments d'intervention

a) **Contraintes politiques**

- en général, des gens de tendance conservatrice s'opposent à l'idée d'intervention du gouvernement dans l'économie; ils préfèrent se fier aux forces du marché;

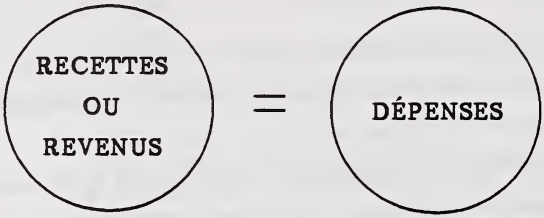
- par contre, les libéraux contemporains acceptent la nécessité des interventions ponctuelles (de temps à autre) dans des buts très précis;

- les sociaux-démocrates considèrent qu'il incombe au gouvernement, comme acteur représentant la volonté collective, d'intervenir dans l'économie afin de garantir le plein emploi et un standard de vie minimum pour tout le monde

b) **Contraintes économiques**

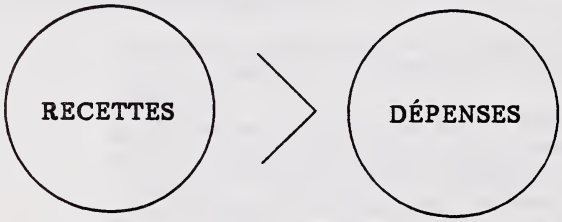
- certaines mesures d'intervention coûtent cher au gouvernement qui, lui, doit gérer son propre budget.

POUR ÉQUILIBRER UN BUDGET



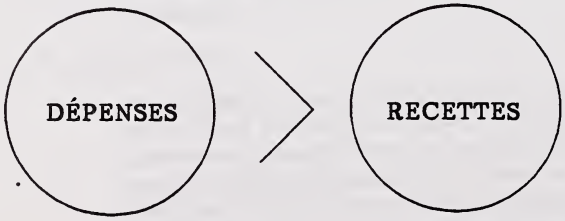
DANS LE CAS CONTRAIRE, IL Y A :

i. SURPLUS



OU

ii. DÉFICIT

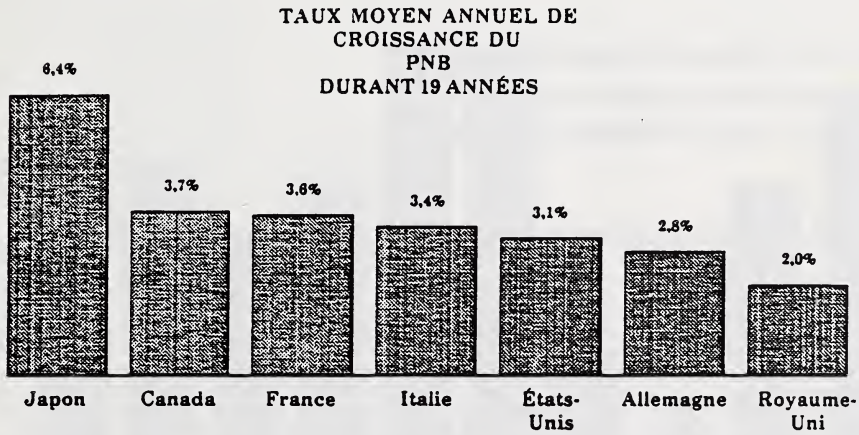


- un gouvernement qui souhaite prendre des mesures d'intervention dans l'économie court le risque d'un budget déficitaire.

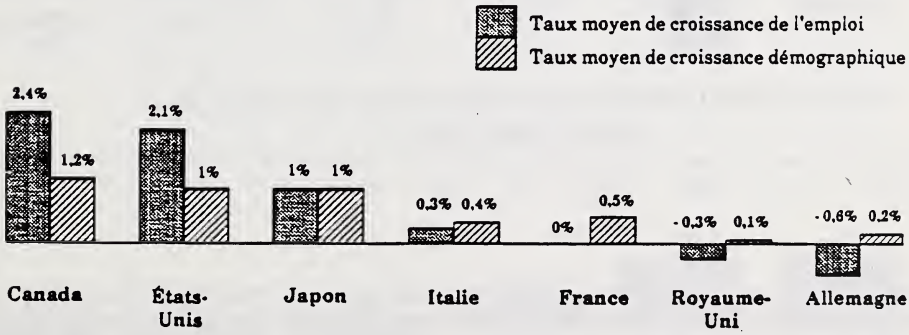
UN PORTRAIT DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE - DES GRAPHIQUES*

GRAPHIQUE 1

LE CANADA VIENT AU DEUXIÈME RANG, APRÈS LE JAPON PARMI LES SEPT PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISÉS 1966 - 1984



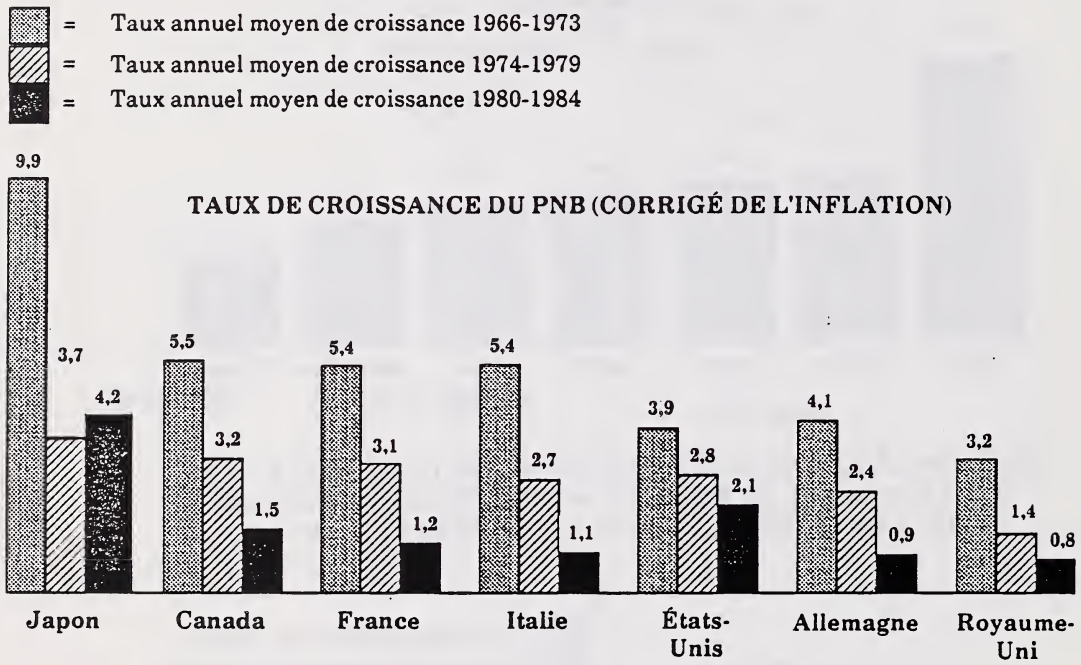
LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS SONT LES DEUX SEULS PAYS OÙ LE NOMBRE D'EMPLOIS A AUGMENTÉ À UN RYTHME PLUS RAPIDE QUE LA POPULATION ENTRE 1966 ET 1984



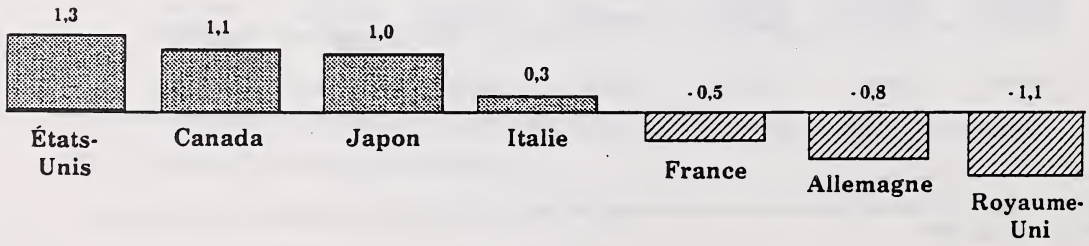
*Source : Rapport du sous-comité de la formation et de l'emploi, «En formation il n'y a que le travail qui vaille», Le Sénat du Canada, décembre 1987.

GRAPHIQUE 2

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DES PAYS INDUSTRIALISÉS RALENTIT DEPUIS 20 ANS. LA RÉCENTE RÉCESSION A PRIS DES PROPORTIONS MONDIALES

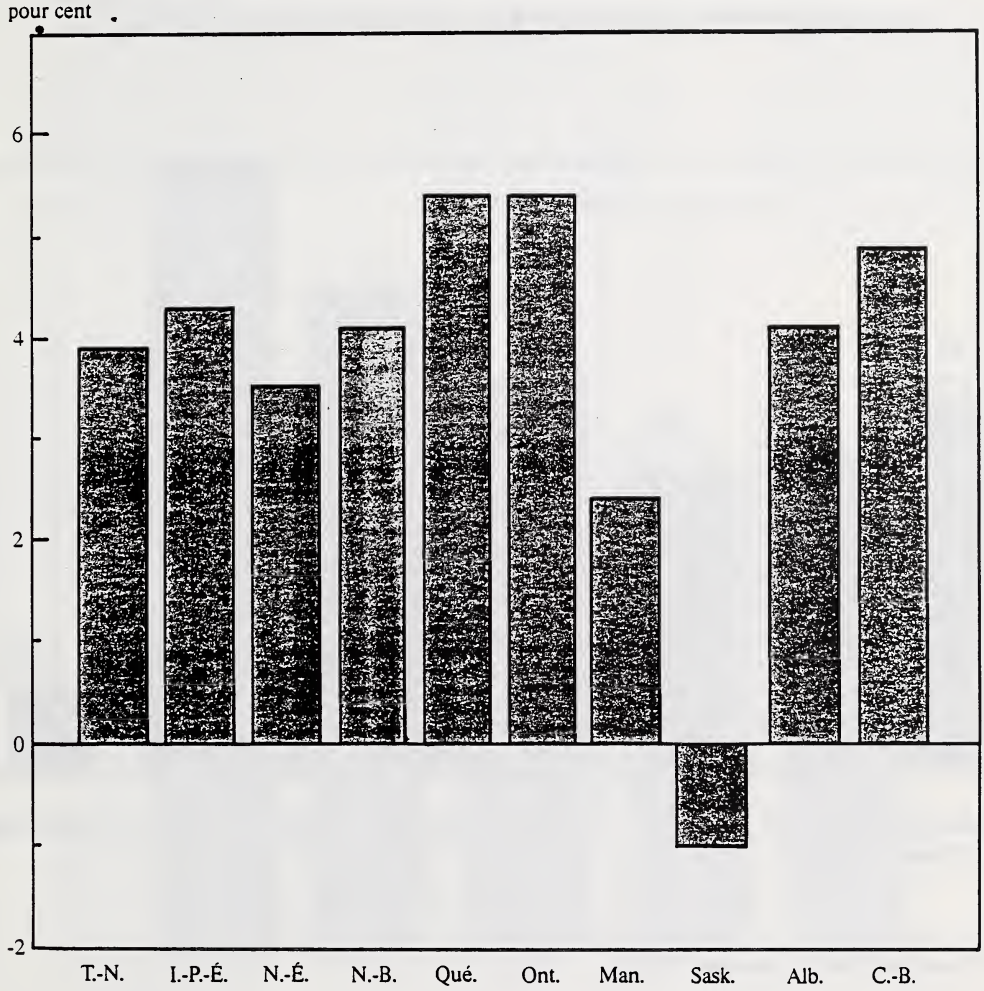


TAUX ANNUEL MOYEN DE CROISSANCE DE L'EMPLOI ENTRE 1980 - 1984



GRAPHIQUE 3

CROISSANCE DU PIB RÉEL PAR PROVINCE MOYENNE DE 1987 ET 1988



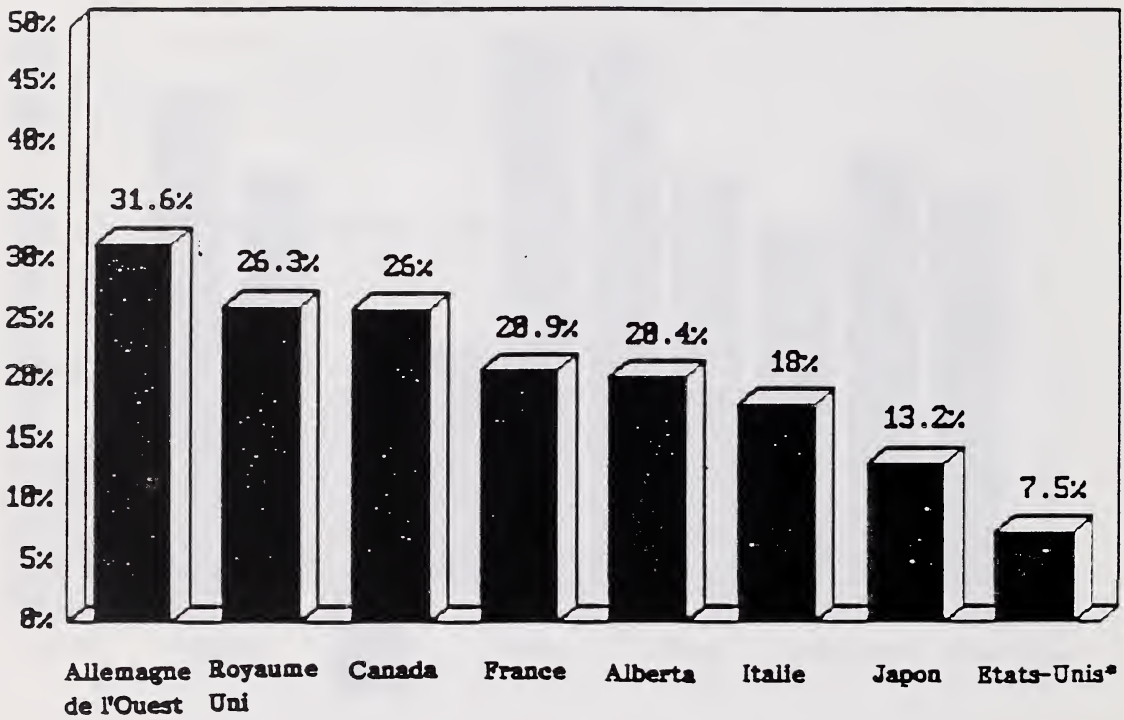
Au départ, la relance a été soutenue surtout par la vigueur des exportations et la croissance était relativement concentrée dans les provinces du centre du Canada. Toutefois, au cours des dernières années, l'expansion a été mieux équilibrée entre les secteurs et les régions.

À l'exception des effets de la sécheresse de 1988 au Manitoba et en Saskatchewan, la croissance économique fut bien équilibrée entre les provinces en 1987 et 1988. Grâce à l'amélioration des conditions agricoles en 1989, la production dans ces deux provinces devrait se redresser et la Saskatchewan enregistrera la plus forte croissance.

La hausse des prix des céréales après la sécheresse a permis de maintenir les revenus agricoles. De même, l'augmentation générale des prix des ressources en 1987 et 1988 a favorisé un raffermissement de l'économie des provinces de l'Est et de l'Ouest.

GRAPHIQUE 4

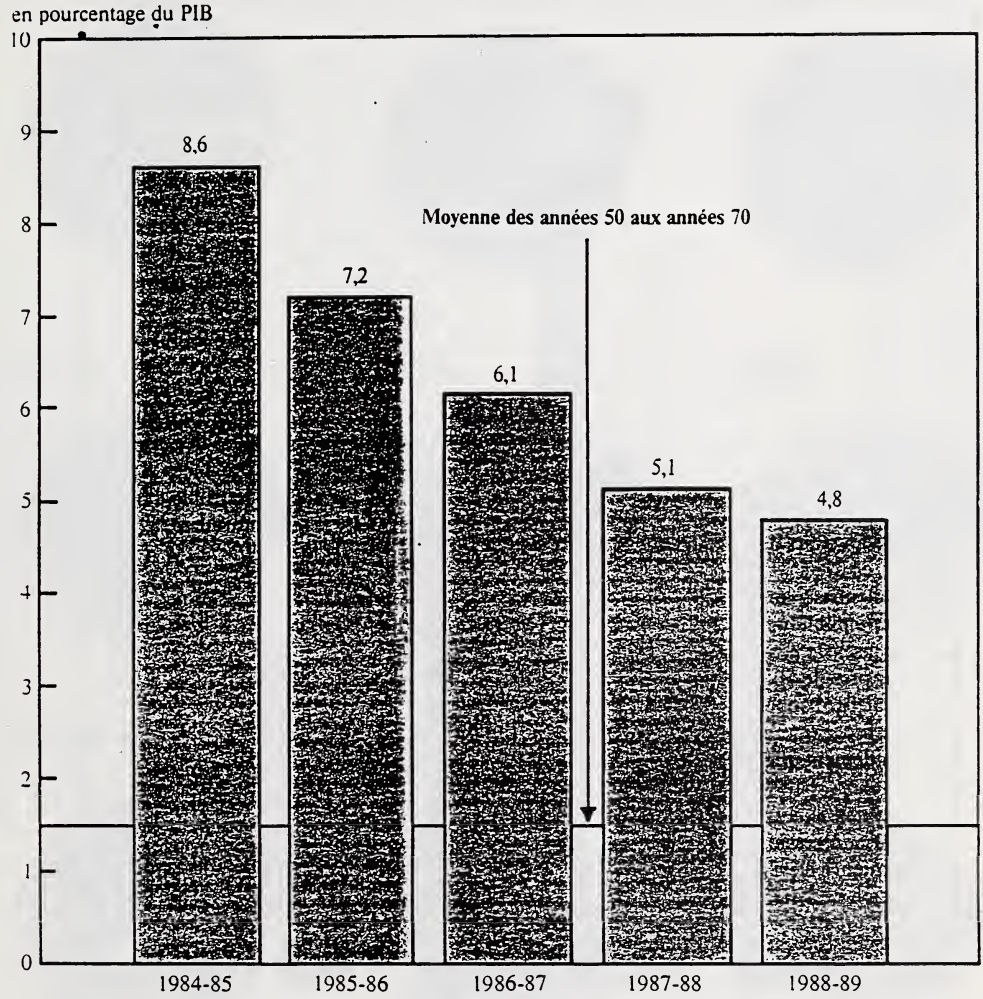
POURCENTAGE DU PIB EN EXPORTATIONS



* 1987 excepté pour le Japon (1986)

GRAPHIQUE 5

DÉFICITS BUDGÉTAIRES FÉDÉRAUX : 1984-85 À 1988-89 (SELON LES COMPTES PUBLICS)

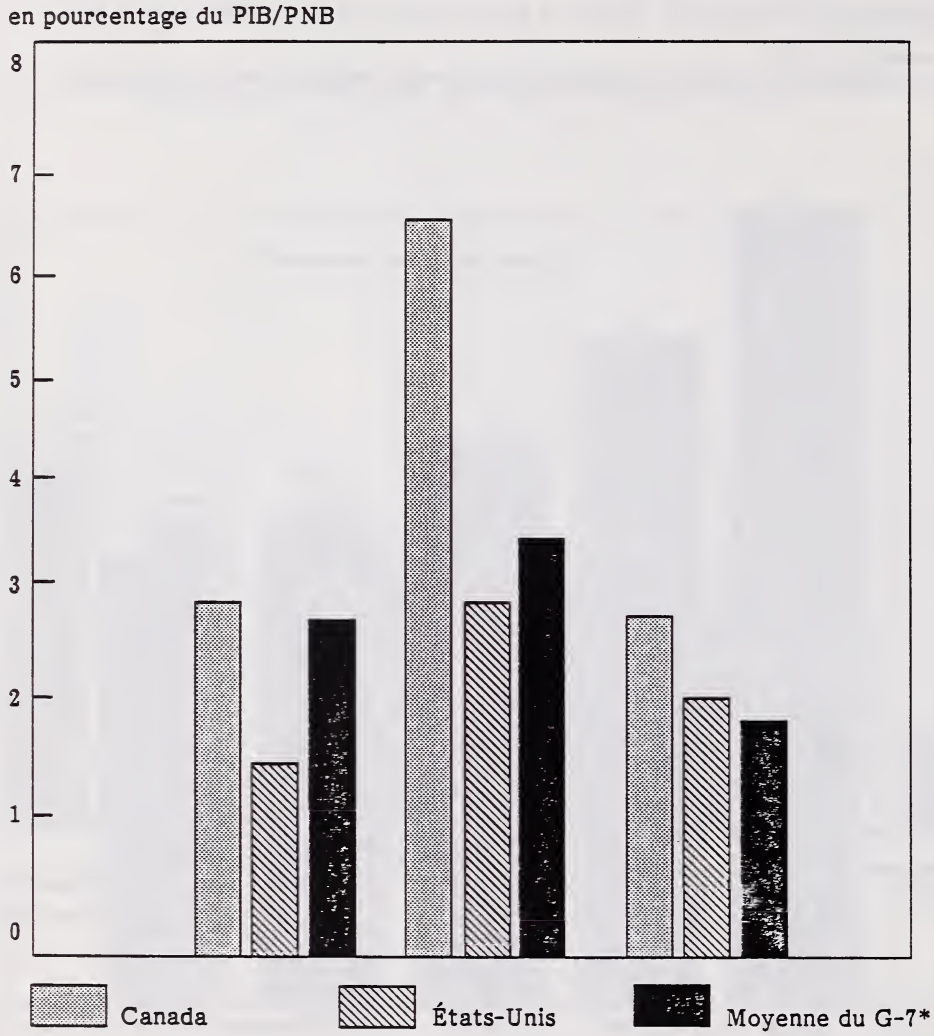


Après avoir enregistré un niveau record de 38,3 milliards $ en 1984-85, le déficit a été réduit considérablement : en effet, il est passé à 28,7 milliards $ en 1988-89, pour une baisse de 9,6 milliards $. Par rapport au PIB, il est passé de 8,6 à 4,8 p. 100, ce qui constitue une diminution de quelque 45 p. 100. Néanmoins, le déficit demeure élevé selon les niveaux historiques.

Pour l'exercice financier en cours, soit 1989-90, le déficit devrait atteindre 30,5 milliards $ ou 4,7 p. 100 du PIB. L'augmentation des frais de la dette publique en 1989-90, à la suite de la hausse des taux d'intérêt et de la dette, n'est pas entièrement compensée par les importantes mesures de consolidation financière annoncées dans le budget d'avril 1989.

GRAPHIQUE 6

COMPARAISON INTERNATIONALE DES DÉFICITS DE L'ENSEMBLE DU SECTEUR PUBLIC (SELON LES COMPTES NATIONAUX ET L'ANNÉE FINANCIÈRE)



** Facteurs de pondération du PIB/PNB de 1980-1981 en dollars*

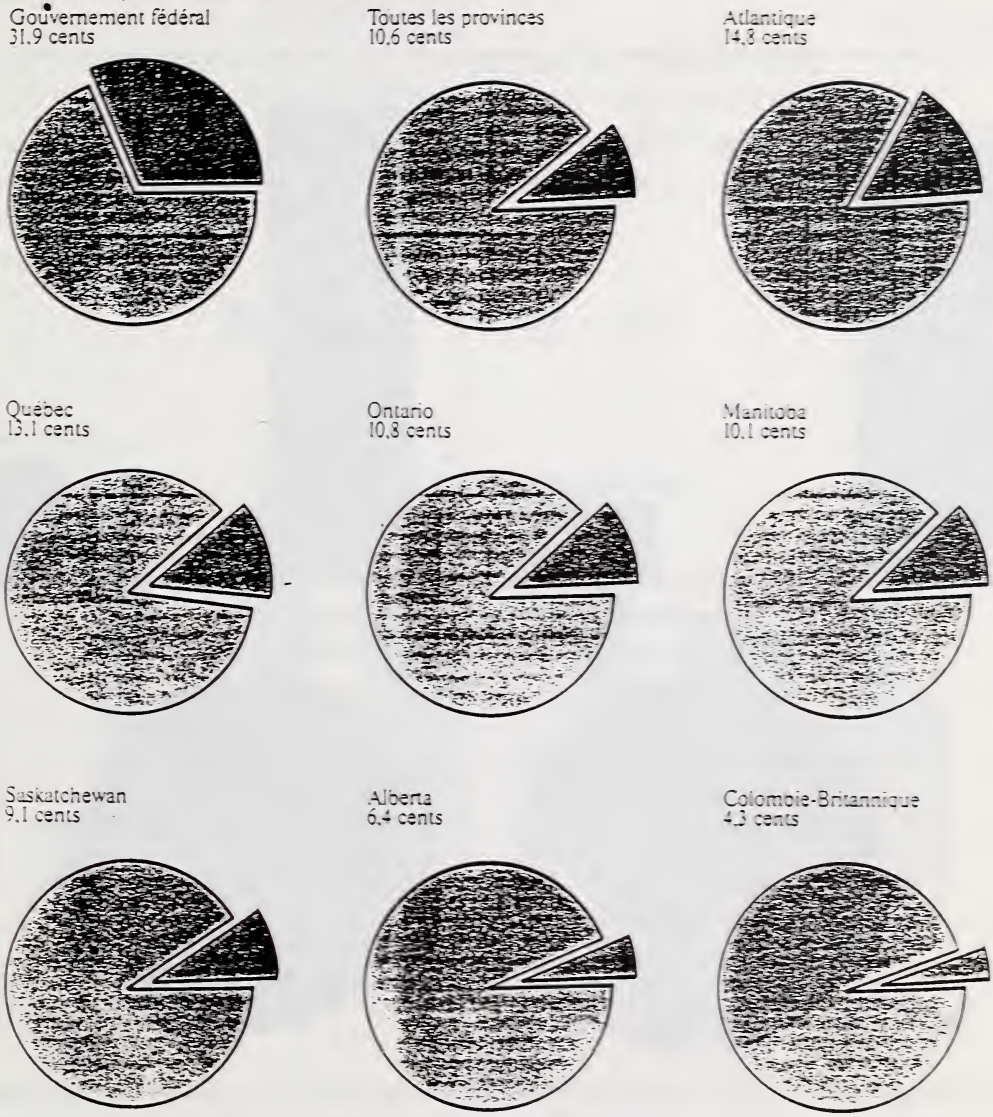
De 1980 à 1984, les déficits ont augmenté dans tous les pays du G-7. Le Canada a enregistré la plus forte hausse du déficit global du secteur public. En 1984, le déficit de l'ensemble du secteur public représentait 6,5 p. 100 du PIB, soit de 3,1 points de pourcentage de plus que la moyenne du G-7 et de 3,7 points supérieur au déficit des États-Unis.

Grâce aux mesures de réduction du déficit adoptées par les diverses administrations au Canada, le déficit de l'ensemble du secteur public a diminué de 3,9 points entre 1984 et 1988, comparativement à une baisse de 1,7 point dans le cas des pays du G-7 et de 0,8 point aux États-Unis.

Néanmoins, le déficit global au Canada est relativement élevé par rapport aux autres pays, ce qui fait ressortir la nécessité d'une amélioration soutenue de la situation financière globale des administrations publiques.

GRAPHIQUE 7

FRAIS DE LA DETTE DES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX
Cents par dollar de recettes affectés aux frais de la dette en 1988-89*



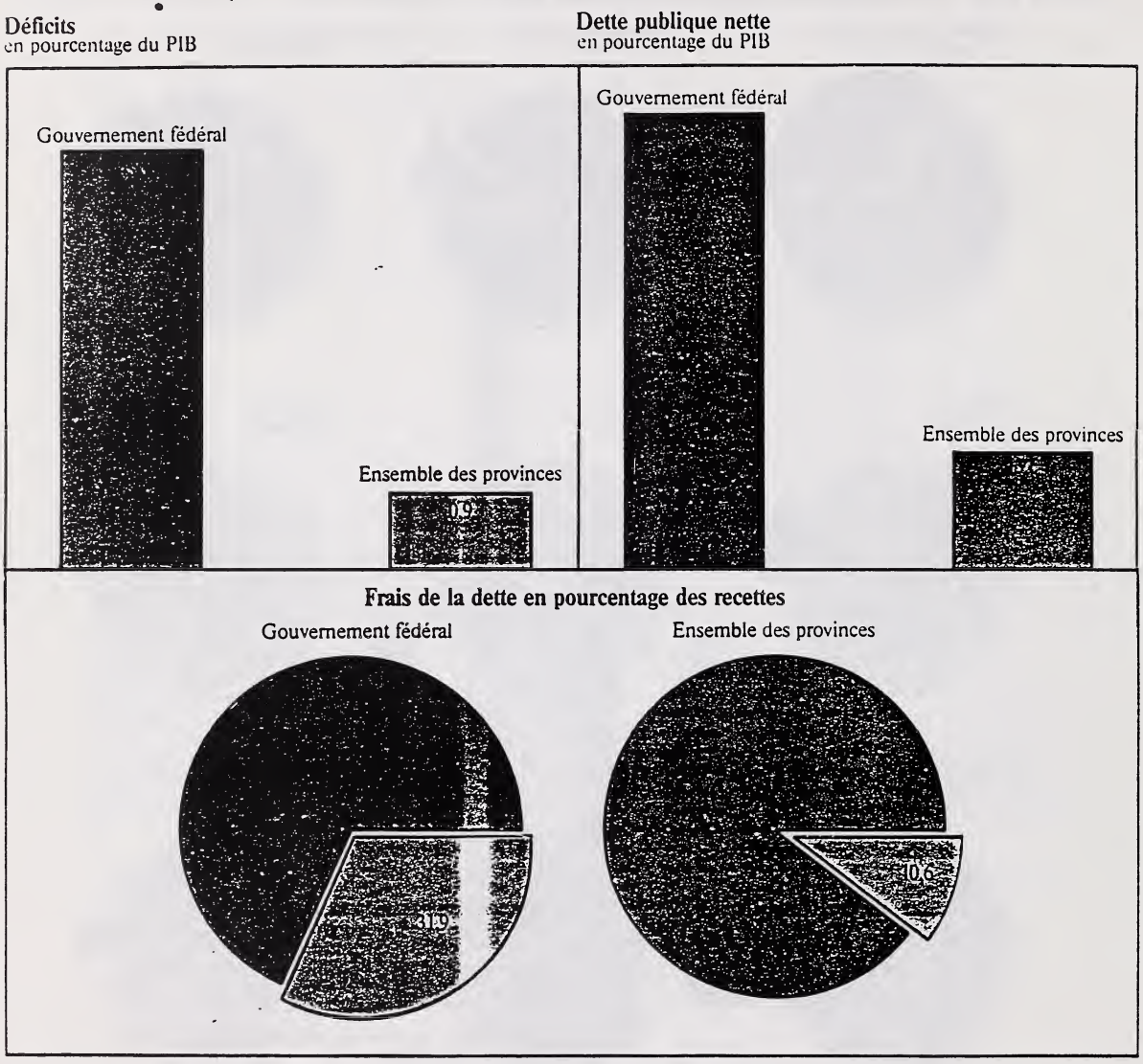
*Selon les plus récentes prévisions des comptes publics des provinces. Il convient de noter que les univers varient d'un gouvernement à l'autre, tout comme les conventions comptables et que, par conséquent, les données ne sont pas parfaitement comparables.

Alors que près de 32 p. 100 des recettes fédérales étaient affectées au service de la dette publique en 1988-89, ce chiffre ne s'établissait qu'à 11 p. 100 dans le cas des provinces.

Même si les frais de service de la dette fluctuent considérablement d'une province à l'autre, le ratio des frais de service de la dette aux recettes a, dans le cas du fédéral, largement dépassé celui des provinces.

GRAPHIQUE 8

COMPARAISON DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX, 1988-89 (SELON LES COMPTES PUBLICS)



Malgré une amélioration sensible de la situation financière du gouvernement fédéral depuis 1984-85, la situation financière globale des provinces est de beaucoup meilleure que celle du fédéral. Bien que la situation financière fluctue considérablement d'une province à l'autre, en 1988-89 :

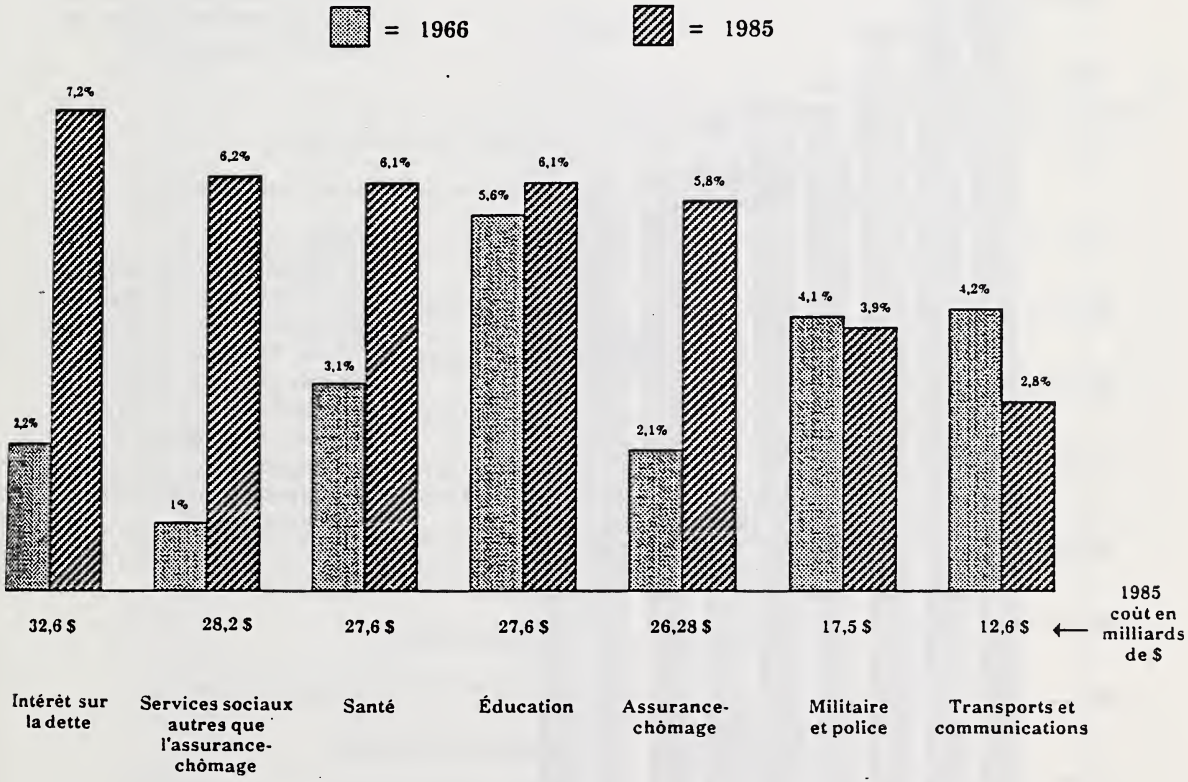
—le déficit fédéral, à 4,8 p. 100 du PIB, était plus de cinq fois supérieur à celui des provinces;

—la dette fédérale, à 53,4 p. 100 du PIB, dépassait de près de quatre fois celle des provinces;

—les frais de service de la dette fédérale, à près de 32 p. 100 des recettes en 1988-89, étaient de trois fois supérieurs au ratio du service de la dette des provinces. La part des recettes fédérales affectées au service de la dette devrait augmenter davantage pour atteindre environ 35 p. 100 des recettes en 1989-90.

GRAPHIQUE 9

LES PRINCIPAUX POSTES DE DÉPENSES: VENTILATION DES DÉPENSES DES DIFFÉRENTS PALIERS DE GOUVERNEMENT EN POURCENTAGE DU PNB

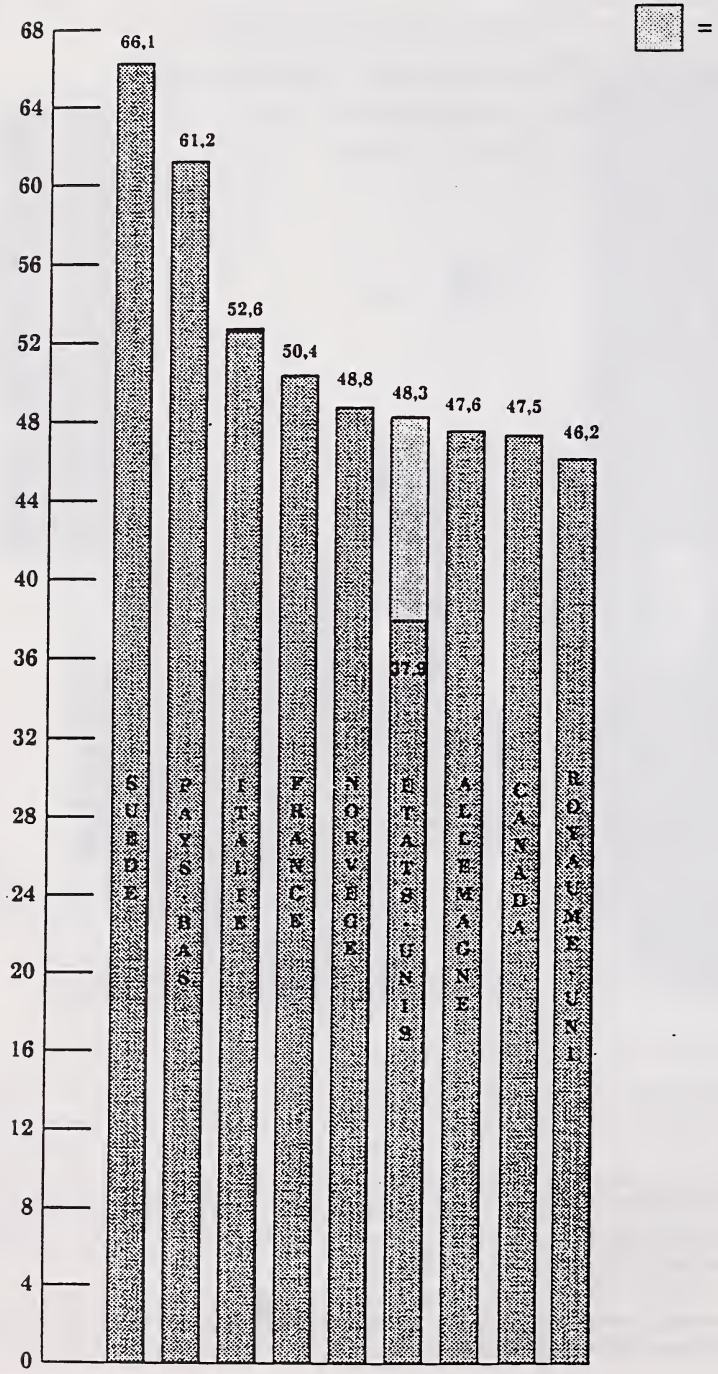


NOTE: Ces sept postes représentent 76, 4 p. 100 de toutes les dépenses des différents paliers de gouvernement. Les côuts de l'assurance-chômage sont calculés à l'annexe A. Les autres chiffres sont fournis par Statistique Canada, qui n'a pas de ventilation de ce genre pour l'année 1965. (Catalogue de Statistique Canada nº 68202, mis à jour pour 1985, tableau 2, Dépenses gouvernementales consolidées).

L'augmentation des dépenses gouvernementales en matière de santé, entre 1966 et 1986, s'explique par le fait qu'en 1966 les services de santé n'étaient pas tout à fait en place.

GRAPHIQUE 10

LES GOUVERNEMENTS DES AUTRES PAYS DÉPENSENT PLUS QUE LE CANADA NE DÉPENSE À TOUS LES PALIERS DE GOUVERNEMENT EN POURCENTAGE DU PRODUIT NATIONAL BRUT



Dépenses américaines au titre des soins de santé: au Canada et dans les autres pays indiqués sur ce graphique, à l'exception des É.-U., les soins de santé sont financés avec les impôts. Le montant dépensé par les citoyens américains pour les soins de santé est ajouté ici pour fin de comparaison

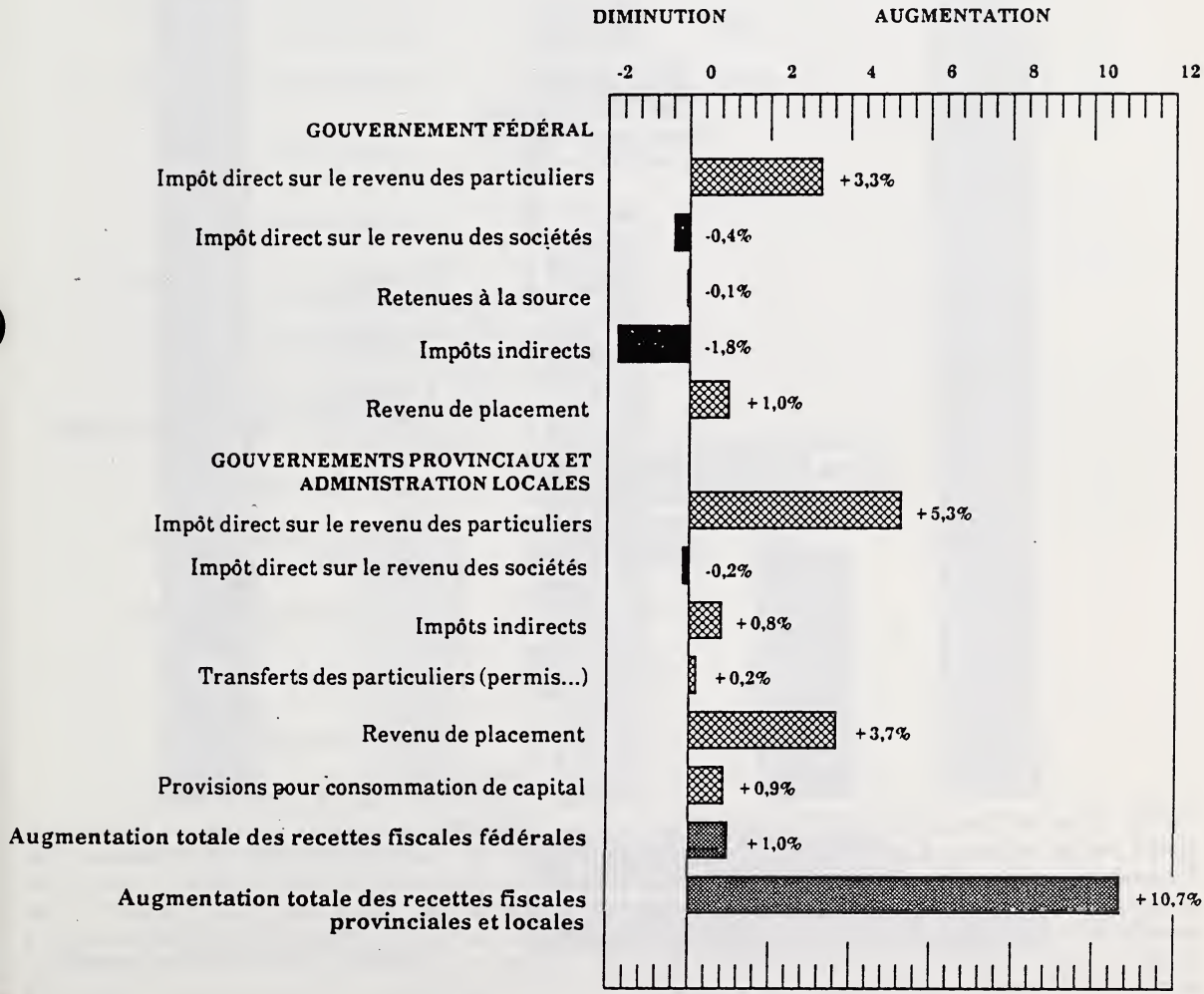
NOTE:
Les dépenses du gouvernement japonais à ce titre ne représentent que 33,2% du PNB de ce pays; toutefois, certaines grandes entreprises japonaises offrent beaucoup plus de services sociaux à leur personnel que les pays européens et nord-américains membres de l'OCDE.

Source: RE 85 , p. 178;
Santé et Bien-être social Canada;
Statistique Canada
catalogue nº 68202

GRAPHIQUE 11

LA PLUPART DES AUGMENTATIONS D'IMPÔT NETTES ONT ÉTÉ EFFECTUÉES AUX PALIERS PROVINCIAL ET LOCAL, ET NON AU PALIER FÉDÉRAL

CHANGEMENTS EN POURCENTAGE DU PNB
1965-1985

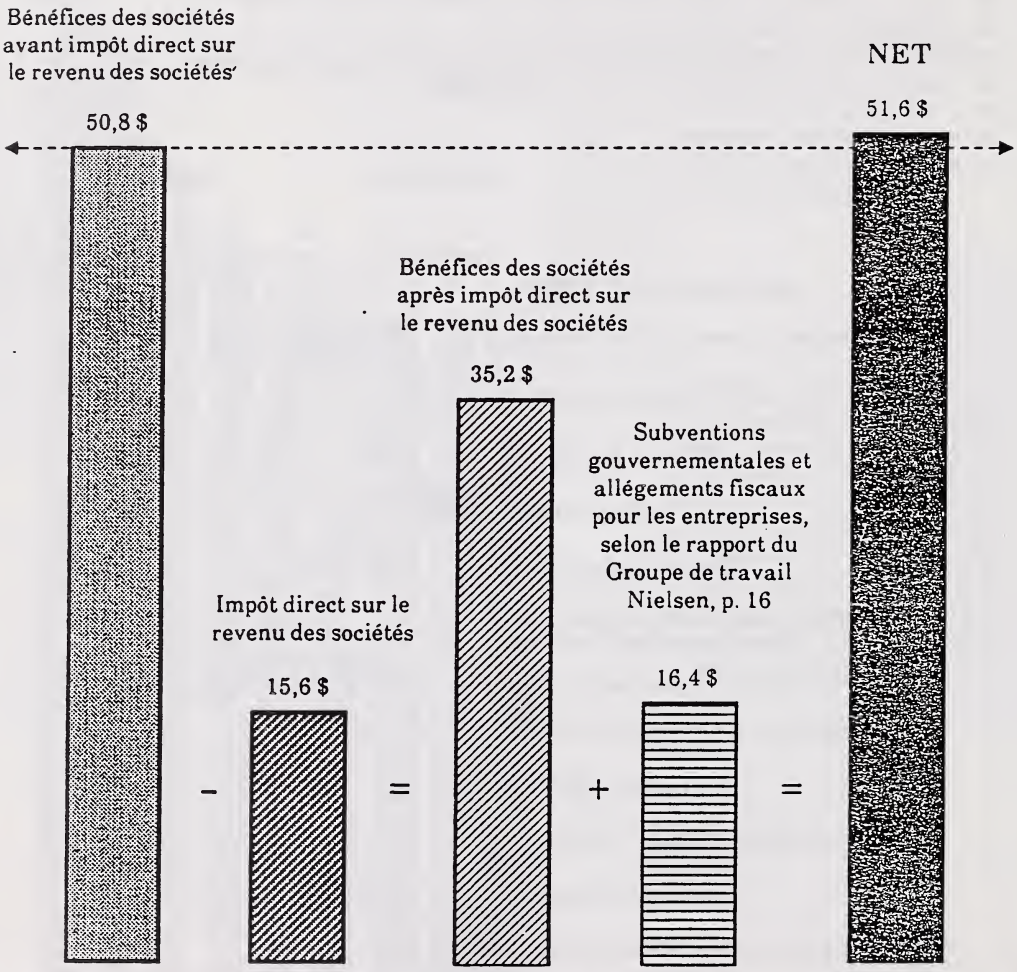


Source: RE 85, pp. 127, 129.

GRAPHIQUE 12

EN 1984-85 LES SOCIÉTÉS ONT REÇU DU GOUVERNEMENT PLUS QU'ELLES N'ONT PAYÉ EN IMPÔT DIRECT SUR SES BÉNÉFICES

(En milliards de dollars)



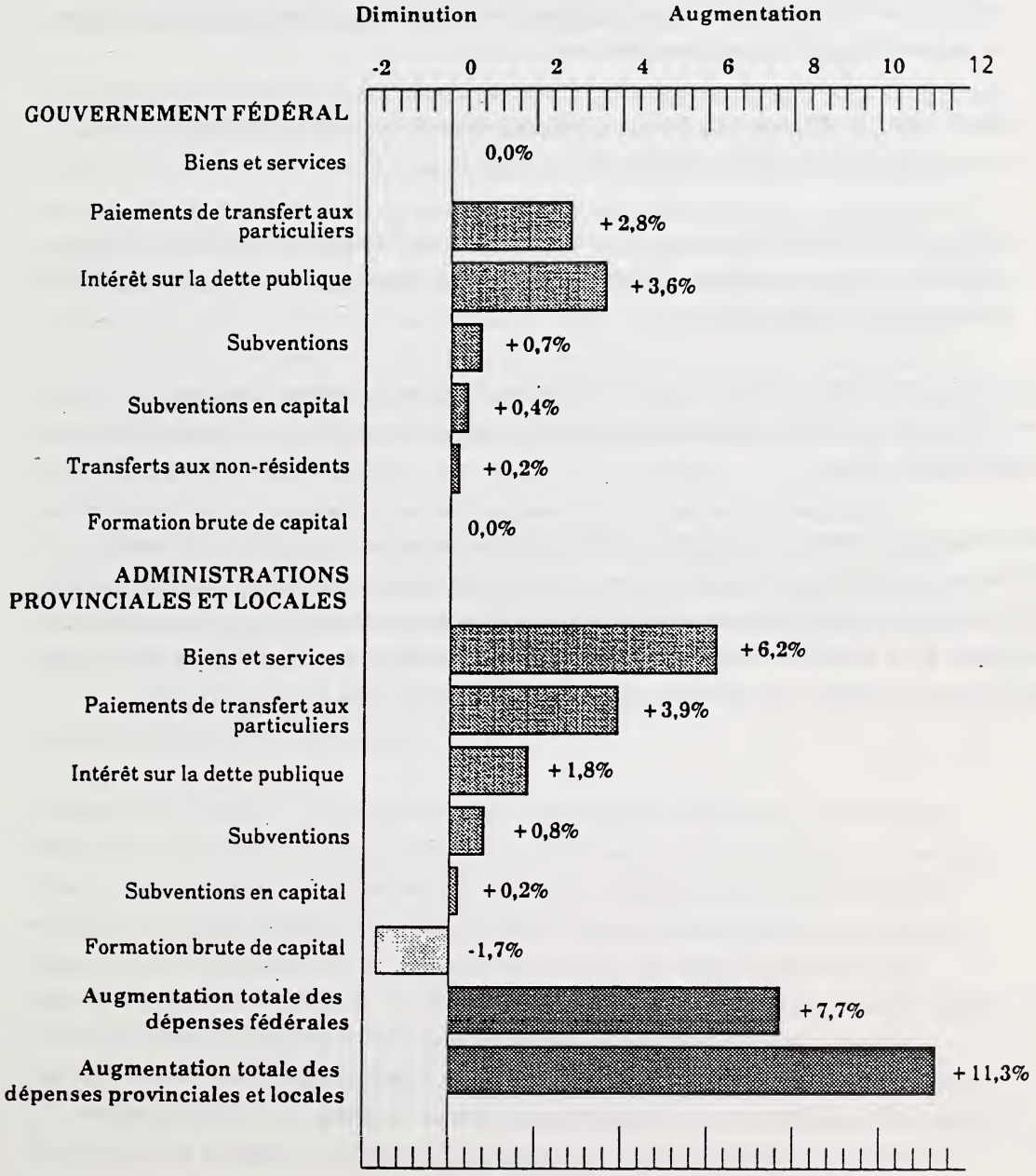
NOTE: Selon le Groupe de travail Nielsen, l'aide du gouvernement aux sociétés a dépassé les impôts directs versés par les sociétés. Cette observation vaut pour l'ensemble des sociétés, mais non pour chacune d'elles. Prenons un exemple: les sociétés A, B, C et D ont enregistré des bénéfices de 100 000 $. La société A paie 34 000 $ en impôt direct sur ses bénéfices; la société B ne paie pas d'impôt et ne reçoit pas de subvention; la société C ne paie pas d'impôt, mais reçoit une subvention de 18 000 $ et la société D ne paie pas d'impôt et reçoit une subvention de 17 000 $. Dans l'ensemble, ces quatre sociétés ont reçu 1 000 $ de plus qu'elles n'ont versé en impôt, mais ce système est de toute évidence injuste pour la société A. Le calcul effectué par le Groupe de travail Nielsen ne l'a pas été systématiquement chaque année auparavant.

Source: RE 85, p.80
Groupe de travail Nielsen

GRAPHIQUE 13

LES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET LOCALES AUGMENTENT PLUS RAPIDEMENT QUE CELLES DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

Évolution exprimée en pourcentage du PNB 1965-1985



Source: RE 85, pp. 126, 128

LE SOCIALISME ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Il n'y a pas un programme socialiste universel. Chacun interprète le socialisme à sa façon.

- Selon le socialiste anglais, James Callaghan, le socialisme est «une société basée sur la coopération plutôt que la compétition».

- Selon François Mitterand de France, le socialisme est «un mouvement collectif, la communion des hommes à la recherche de la justice».

- Selon un chant populaire des Antilles, le socialisme est «l'amour de son prochain et le rapprochement des hommes». Néanmoins le but est toujours d'atteindre le socialisme quelle que soit l'interprétation.

Le terme «socialisme» prête souvent à confusion. Pour les marxistes-léninistes, le socialisme est une étape, celle de la dictature du polétariat, vers le communisme et la disparition de l'État.

Pour d'autres, comme les membres du NPD au Canada, du Parti travailliste en Grande-Bretagne ou des sociaux-démocrates de la Suède, le socialisme est une philosophie basée sur un certain nombre d'idéaux, y compris la coopération, la démocratie économique et politique, et la justice sociale. Ce genre de socialisme implique en général l'intervention de l'État afin d'établir des règles du jeu justes et équitables pour tous les citoyens.

LES IDÉAUX DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

L'égalité, c'est la croyance fondamentale sur laquelle repose la social-démocratie. Les sociaux-démocrates croient que, malgré nos divergences de capacités et de talents, nous sommes, en tant qu'êtres humains, tous égaux et que nous devrions, par conséquent, jouir de l'équité en termes de revenu, aussi bien que devant la loi.

Ceci signifie que le système économique devrait fonctionner de façon à tenir compte des meilleurs intérêts de la société, prise dans son ensemble. Si nous croyons que les citoyens, dans une démocratie, devraient exercer un contrôle sur leur vie politique en assumant leur part dans la prise de décisions politiques, alors pourquoi ne pourraient-ils pas également exercer un certain contrôle sur leur vie économique? Au lieu de s'appuyer sur la recherche du profit pour organiser l'économie, la société devrait chercher à définir ses objectifs et alors, chercher à les réaliser au moyen d'une planification rationnelle. Cette planification ne serait pas effectuée par des élites qui se seraient désignées elles-mêmes pour remplir cette fonction, mais par un gouvernement démocratique qui serait responsable devant le peuple. Les sociaux-démocrates soutiennent que les représentants qui sont élus par le peuple devraient avoir le droit de réplique sur des questions, telles que les industries qui devraient être nationalisées et la façon dont la production nationale devrait être répartie. Cela importe peu si les réponses varient d'un pays à l'autre; ce qui est important, c'est que les gens aient leur mot à dire dans l'économie nationale. C'est seulement de cette manière que les problèmes de la pauvreté, du chômage et des terribles conditions de travail pourront être résolus.

Le communisme *vs* le socialisme

Il devrait être évident, si l'on tient compte de la discussion précédente, que la social-démocratie diffère énormément du marxisme ou du communisme. Pourtant, les sociaux-démocrates sont souvent associés aux communistes. Quelquefois, les gouvernements capitalistes et les dirigeants dans le monde des affaires ont encouragé cette croyance dans le but de détruire les partis socialistes au scrutin. En d'autres occasions, le malentendu est dû à l'ignorance. Ceux qui supportent ces deux idéologies, les socialistes et les communistes, possèdent certaines croyances en commun : les deux groupes n'aiment guère la recherche du profit et l'importance que l'on accorde à la concurrence, qui occupe une place si importante au sein du capitalisme; les deux groupes témoignent de la sympathie à l'égard de la classe ouvrière; les deux groupes désirent l'égalité de

chances dans le domaine économique ainsi que des différences relativement modestes entre les revenus individuels; et finalement, les socialistes comme les communistes croient que les gens doivent être rééduqués de manière à ce qu'ils travaillent en fonction des meilleurs intérêts de la société, plutôt que de se mettre à la recherche d'un profit personnel.

En dépit de leurs points communs, les sociaux-démocrates et les communistes sont habituellement des ennemis jurés. Ceci est tout particulièrement le cas depuis la Révolution russe de 1917 et chacun, maintenant, considère l'autre comme une menace sérieuse à son avenir. Le tableau suivant illustre quelques-unes des différences majeures qui existent entre les croyances du communisme et les croyances du socialisme.[1]

COMMUNISME *vs* SOCIALISME [2]		
	Communisme	**Socialisme**
Devise	De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins	De chacun selon ses capacités à chacun selon son travail
Origine des croyances	Les écrits de Marx, de Lénine ou bien de Mao	Aucun ouvrage directeur
Méthode pour s'emparer du pouvoir	La révolution violente	Les élections démocratiques; la persuasion pacifique

1. A. Baldwin et T. Calder, **Ideologies** (Scarborough, Ontario, McGraw-Hill Ryerson, 1982), p. 241-242.
2. Il est très difficile de faire des énoncés spécifiques à propos des croyances des socialistes, parce que ces croyances varient d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre. Les croyances qui sont exposées ici constituent les idées qui sont soutenues le plus fréquemment.

COMMUNISME vs SOCIALISME * (suite)		
	Communisme	**Socialisme**
Forme de gouvernement	La démocratie d'un parti	La démocratie de plus d'un parti
Le degré de nationalisation (étatisation)	Étendu, sinon total	Limité aux industries essentielles
Les moyens d'acquérir les entreprises provenant du secteur privé	Par l'expropriation sans aucune compensation	Par la nationalisation avec compensation
La propriété privée	Aucune - Propriété d'État	En majorité : propriété individuelle
L'influence dominante exercée sur les activités humaines	La relation d'un individu vis-à-vis des moyens de production	Conscience et raisonnement rationnel

Objectifs des sociaux-démocrates

1. L'engagement à promouvoir le concept d'égalitarisme (l'égalité de tout être humain).

2. La croyance que l'intervention gouvernementale est souvent nécessaire pour résoudre les problèmes sociaux et économiques.

3. La croyance que les travailleurs seront exploités si les moyens de production sont sous le contrôle exclusif de l'entreprise privée.

4. La croyance que la planification indicative et l'intervention gouvernementale sont des moyens pour atteindre l'ordre et l'efficacité dans l'économie.

5. La promotion du bien-être collectif en élevant la qualité de la vie (grâce à une foule de mesures sociales, économiques et politiques).

6. Le contrôle et, éventuellement, la réduction des privilèges qui font partie de la possession de la propriété privée.

Comment atteindre ces objectifs

Selon leur philosophie, l'abîme entre les riches et les pauvres crée une injustice qui peut seulement être corrigée par la redistribution de la richesse au moyen d'impôts.

Caractéristiques distinctes de la démocratie socialiste

1. Accepte le concept d'un système politique avec plusieurs partis (le pouvoir est atteint par le choix du peuple).

2. Atteint ses objectifs par des moyens pacifiques (contrairement aux communistes qui veulent effectuer des changements par la révolution).

3. Se concentre sur l'amélioration de la condition inéquitable des travailleurs, créée par le capitalisme (assurance-chômage, meilleurs salaires) et non sur la restructuration de la société, tels que les marxistes.

4. Aboutit, en général, à une économie mixte qui réunit des éléments d'entreprises privées à ceux d'entreprises publiques (socialisation d'industries clefs seulement).

Danger de ce genre d'idéologie

1. La liberté individuelle peut être réduite par la bureaucratie, qui est plus ou moins essentielle à la planification centralisée.

2. L'inefficacité a tendance à se produire lorsque les industries sont nationalisées et les forces de la concurrence disparaissent.

3. Les impôts excessifs ont tendance à supprimer l'initiative.

Chronologie

Une ère socialiste

Alors que la Seconde Guerre mondiale touche à sa fin, le Parti socialiste de T.C. Douglas prend le pouvoir en Saskatchewan. Fidèle à ses engagements, il fait voter, au cours de ses 17 années à la tête du gouvernement, tout un cortège de réformes édifiantes dont plusieurs trouveront écho dans le reste du Canada.

Par J.M. Pitsula

S.P.M.C. - Photographic Services Agency

Ferme céréalière près de Pense, Sask. Le gouvernement C.C.F. de Tommy Douglas reçoit l'appui de la classe agricole.

Le 15 juin 1944, le Canada tout entier reste stupéfait d'apprendre que la Saskatchewan vient d'élire un gouvernement... socialiste. Qui plus est, loin de se faufiler de justesse au pouvoir, la *Co-operative Commonwealth Federation* (C.C.F.) remporte 47 des 52 sièges. Un pasteur méthodiste de 40 ans, Clement (Tommy) Douglas, s'apprête à diriger pour les 17 années à venir le gouvernement le plus innovateur et le plus constructif que le Canada ait connu.

Source Horizon Canada

2617

Fils d'un fondeur-mouleur, Douglas est né en octobre 1904 à Falkirk, en Écosse. La famille déménage au Canada en 1910, repart durant la Grande Guerre, puis revient, définitivement cette fois, en 1919 à Winnipeg, l'année de la célèbre Grève générale. À 14 ans, Douglas quitte l'école et entre comme apprenti chez un imprimeur. Mais il est appelé à une vocation religieuse et, après six années d'études au collège Brandon au Manitoba, il est ordonné pasteur baptiste en 1930.

La Dépression bat son plein; en poste à Weyburn, en Saskatchewan, Douglas entrevoit que la solution aux problèmes économiques qui écrasent le petit peuple réside dans la politique. Il envisage de se présenter aux élections fédérales de 1935 lorsque le Parti C.C.F., dont la fondation remonte à 1932, le pressent. Quelqu'un ayant eu la malencontreuse idée de l'avertir que jamais l'Église ne le réintégrera dans son giron s'il « ose », il riposte « Vous venez de dénicher un candidat pour le Parti C.C.F. ! » Élu, il remplit plusieurs mandats comme député. En 1944, il conduit le Parti C.C.F. de Saskatchewan à la victoire, avec le slogan « *Humanity First* ».

Tommy prend charge

Le nouveau premier ministre cumule les fonctions de ministre de la Santé; il croit dur comme fer que, riche ou pauvre, tout le monde a droit aux soins médicaux. À l'époque, beaucoup de gens se ruinent, perdent parfois leur maison, pour régler les notes d'hôpital. Le Parti C.C.F. remédie à la situation en adoptant le Régime d'hospitalisation de la Saskatchewan.

Service téléphonique. Le gouvernement C.C.F. créera une société de la Couronne, la Saskatchewan Government Telephones, *qui amènera le téléphone dans toutes les régions rurales.* ►

S.P.M.C. - Photographic Services Agency

Ce régime entre en vigueur le 1er janvier 1947. Pour 5 $ par année, jusqu'à concurrence d'un maximum de 30 $ par famille, l'assurance-hospitalisation couvre pleinement chaque citoyen; le reste des fonds provient de la masse de l'imposition. L'accueil réservé à cette mesure est si enthousiaste que le gouvernement fédéral la reprend à son compte en 1957.

Le Parti C.C.F. s'attaque ensuite à l'éducation. Le ministre de l'Éducation entré en poste en 1944 se nomme Woodrow Lloyd; ce jeune enseignant de 31 ans restera au poste jusqu'en 1960, transformant de fond en comble le système scolaire. Il commence par rajuster le salaire minimum des enseignants de 700 $ à 1200 $ par année, puis par assurer la gratuité des manuels scolaires. Son œuvre maîtresse sera de réorganiser les 5000 districts scolaires en 60 unités

S.P.M.C. - Photographic Services Agency

▲ *Clarence Fines. Ministre des Finances du gouvernement Douglas, il portera sa célèbre « cravate du budget » à motif de corne d'abondance lors de la présentation annuelle du budget de la province. De 1944 à 1960, tous les budgets de Saskatchewan seront équilibres.*

S.P.M.C. - Photographic Services Agency

◄ *La mine Eldorado. L'extraction du minerai d'uranium sera, pendant les années 1950, une industrie majeure du nord de la Saskatchewan.*

2618

plus vastes pour répartir les frais d'éducation entre régions riches et régions pauvres, et de permettre ainsi la construction de grandes écoles dispensant un meilleur enseignement. Bientôt, les campagnards reçoivent une éducation comparable à celle des citadins. Lloyd est également à l'origine du premier programme de prêts étudiants au Canada, dont bénéficient les jeunes à l'université ou dans les écoles techniques. Rudimentaire en 1944, le système scolaire de la Saskatchewan se classe parmi les premiers au Canada en 1960.

Avant l'avènement de Douglas, la Saskatchewan n'avait jamais connu de ministère des Affaires sociales. Celui-ci vient s'ajouter à deux autres, Travail et Coopératives; ensemble, ce réseau de sécurité sociale entreprend moult réformes (soins aux enfants et aux personnes âgées, logements, système correctionnel), sur le principe que l'assistance sociale aux moins nantis n'est pas un privilège, mais bien un droit.

L'agriculture est le nerf de l'économie de la Saskatchewan, et un politicien négligerait les fermiers de la province à ses risques et périls. Grâce à la Loi de 1944 sur la sécurité des fermes, Douglas honore une promesse électorale; en vertu de la loi, en effet, les 160 acres (environ 65 hectares) abritant la maison du fermier deviennent inaliénables, même pour dettes, mesure qui met les fermiers à l'abri de toute menace d'expulsion. La loi stipule en outre que si une banque, ou toute autre institution de prêts, essaie de s'emparer du reste des terres, le gouvernement pourra intervenir et accorder un délai de grâce au fermier.

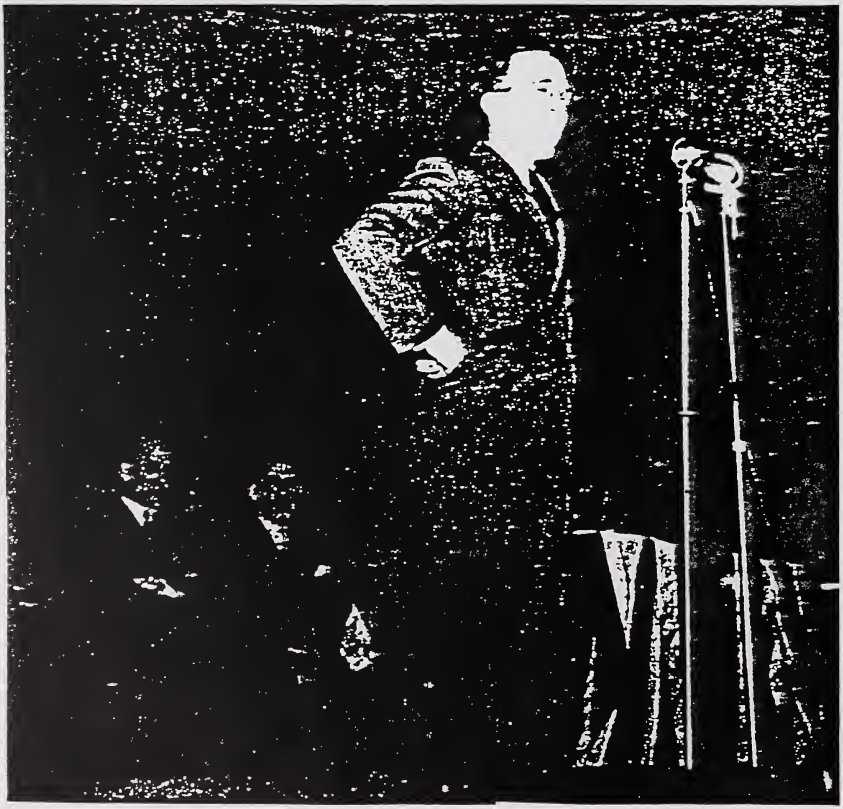
Au secours des fermiers

Les sociétés hypothécaires et les banques s'activent fébrilement en 1944, mettant les fermiers chargés de dettes en garde contre les conséquences désastreuses d'une victoire C.C.F. On ira jusqu'à menacer de saisir les hypothèques avant que le gouvernement n'ait le temps de faire voter la loi. Mais ces tactiques échouent. Les fermiers apportent leur appui au parti; en retour, Douglas se pose comme le champion des droits des agriculteurs.

La pose de fils électriques à la campagne est un autre programme qui

Quand les souris parlent...

Douglas savait faire passer un message avec humour. L'une de ses anecdotes mettait en scène des chats blancs et des chats noirs. Les souris de Souricie, pays démocratique s'il en fut, procédaient tous les quatre ans à des élections. Une année, elles élisaient les chats noirs; suivaient quatre années terribles pour les souris. Quatre ans plus tard, furieuses contre les chats noirs, elles les renversaient et élisaient les chats blancs. Mais la situation ne s'améliorait guère. Jusqu'au jour où une petite souris, tout au fond dans un coin, s'est levée et a dit : « Élisons donc des souris »...



S.P.M.C. - Photographic Services Agency

◂ *Les élections de 1944. C'est la Crise qui amène Douglas à se lancer en politique et c'est le Parti C.C.F. qui semble apporter les meilleures solutions aux problèmes économiques de l'heure. Douglas est élu en 1935 au Parlement fédéral où il siège jusqu'en 1944, année où il entre sur la scène provinciale. Il dirige le premier gouvernement socialiste jamais élu en Amérique du Nord.*

S.P.M.C. - Photographic Services Agency

▲ *En famille. Tommy Douglas chez lui après sa victoire électorale de 1944, en compagnie de sa femme et de sa fille.*

En toute simplicité

La simplicité du mode de vie de Douglas n'avait rien de frelaté, car elle procédait de ses convictions intimes. Premier ministre de fraîche date, il se rend en Europe en 1945 visiter les soldats de Saskatchewan qui ne sont pas encore rentrés au pays. Le gouvernement canadien lui réserve une chambre au Savoy, hôtel londonien de grand luxe. Sa suite comprend une vaste chambre, un salon, une baignoire encastrée avec marches en marbre noir. « N'avez-vous rien de moins monumental ? » demande Douglas à la réceptionniste, qui s'exclame : « Mais le premier ministre de... était ici la semaine dernière et a dormi dans cette chambre ! » « Très bien, réplique Douglas, mais la province dudit premier ministre compte six fois plus de gens; lui peut donc se payer un tel luxe, moi non... »

reçoit l'aval populaire. Seules 293 fermes sont électrifiées en 1944; en 1958, on en recense 47 000. En 1952, le gouvernement nomme une Commission royale sur l'agriculture et la vie rurale; ses conclusions mènent à l'adoption, notamment, de l'assurance-récolte, d'un programme de construction routière à la campagne, d'essais indépendants sur la machinerie agricole et de la dotation de fermes en eau courante et en systèmes d'évacuation des vidanges.

La Loi sur les syndicats, adoptée en 1944, donne à la Saskatchewan le Code du travail le plus progressiste d'Amérique du Nord. Elle entérine la négociation des conventions collectives et freine du même coup certaines pratiques anti-syndicales. Interdiction à l'employeur de congédier pour motif d'activité syndicale; accusé d'un tel acte, il doit prouver que le renvoi n'a rien à voir avec une activité de cette nature.

La première, la Saskatchewan rend obligatoire les deux semaines de congé annuel payées et accorde aux fonctionnaires le droit de constituer des syndicats et de négocier des conventions. L'indemnisation d'un travailleur blessé est haussée à 75 p. 100 de son salaire, pourcentage inégalé sur tout le continent.

La Saskatchewan mène également la lutte en faveur des droits de la personne. La Charte des droits sanctionnée en 1947 interdit toute discrimination fondée sur la race, la couleur ou la religion.

Une économie planifiée

Douglas n'oublie pas le coût élevé de tous ses programmes sociaux. L'expansion économique doit pourvoir à la situation

« Vers l'avenir ». Affiche électorale du Parti C.C.F. promettant prospérité, justice, démocratie, unité, égalité, liberté et sécurité.

S.P.M.C. - Photographic Services Agency

de deux façons; en premier lieu, elle assurera la création d'emplois et rehaussera le niveau de vie, réduisant ainsi la dépendance à l'égard des services gouvernementaux; en deuxième lieu, elle fournira les impôts nécessaires au pourvoi de ces programmes. Le gouvernement vote donc des mesures, souvent couronnées de succès, pour renforcer et diversifier l'économie de la province.

Le Parti C.C.F. est le seul au Canada à miser sur une économie planifiée. Douglas crée en janvier 1946 le Comité consultatif de planification économique et nomme à sa présidence George W. Cadbury, économiste britannique et membre de la célèbre famille de chocolatiers. La Direction générale du budget est chargée de coordonner les dépenses de tous les ministères, le Bureau des finances celles des Corporations de la Couronne.

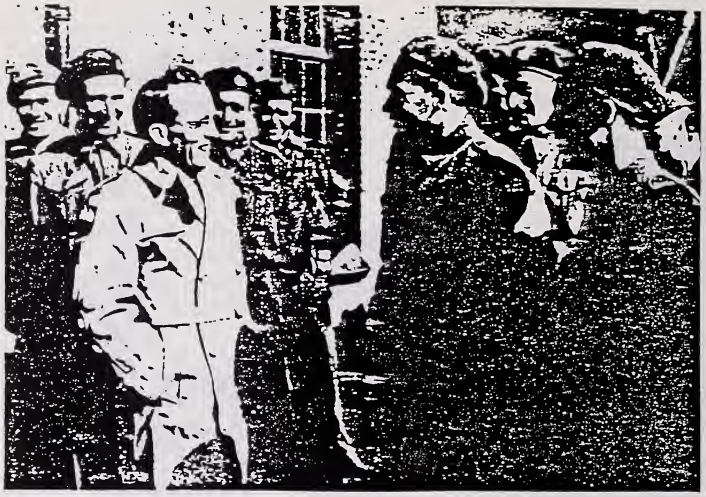
Une planification aussi systématique constitue alors une nouveauté. De l'Est canadien, des États-Unis, de l'Angleterre et, bien entendu, de la Saskatchewan même, des fonctionnaires de talent accourent pour prêter main-forte. Plusieurs renoncent ainsi aux salaires mirobolants qu'ils pourraient recevoir ailleurs, préférant participer à la merveilleuse et enthousiasmante expérience en cours au beau milieu des Prairies.

Ce Parti socialiste n'hésite pas à user des corporations publiques pour réaliser ses objectifs économiques, notamment la *Saskatchewan Power Corp.* et la Compagnie de téléphones de la Saskatchewan.

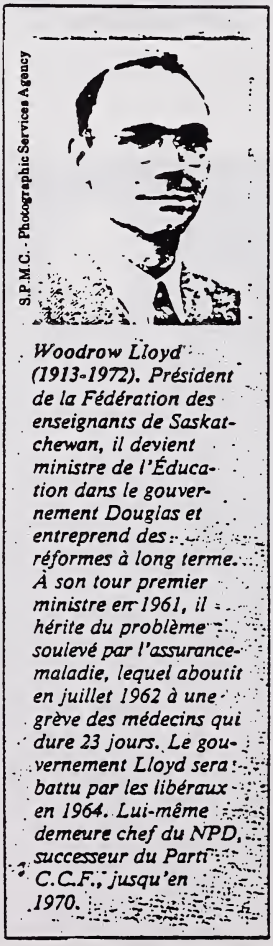
Au moment de l'arrivée de Douglas au pouvoir, plusieurs entreprises d'électricité fonctionnent dans la province, dont une petite qui appartient au gouvernement. Comme aucune n'est en mesure de produire de l'électricité à peu de frais, les tarifs sont élevés; nombreuses sont les régions où l'électricité n'est disponible qu'en soirée (et une matinée par semaine pour permettre aux ménagères de faire leur lavage). La *Saskatchewan Power Corp.* rachète une à une ces petites entreprises et les regroupe en un vaste réseau.

Malgré la création en 1908 d'un ministère des Téléphones, le service en 1944 souffre encore de graves carences. Réaliser un interurbain relève quasiment d'un exploit; et plus de 15 000 noms figurent sur la liste d'attente. La Compagnie gouvernementale renversera la tendance par des méthodes innovatrices.

Le Bureau gouvernemental des Assurances fait lui aussi preuve d'une énergie débordante. En 1946, la Saskatchewan, innovant une fois de plus, adopte l'assurance-automobile obligatoire, innovation non seulement canadienne, mais mondiale. Avant la passation de la loi, la victime d'un accident était libre de poursuivre le coupable pour dommages — mais à quoi bon si ce dernier ne bénéficiait d'aucune assurance et se trouvait démuni financièrement ? La nouvelle loi protège tout le monde, coupable ou non.



Avec nos soldats. En avril 1945, Douglas se rend en Hollande pour visiter les troupes canadiennes.

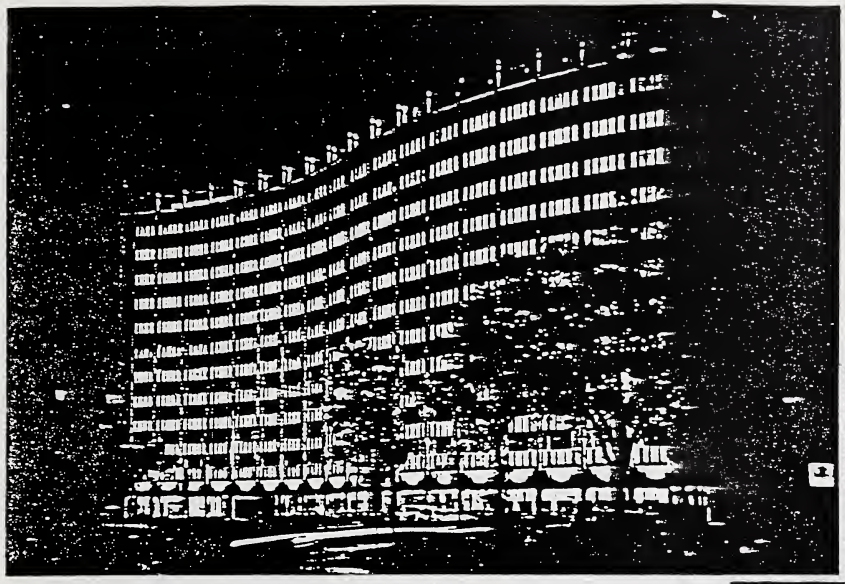


Woodrow Lloyd (1913-1972). Président de la Fédération des enseignants de Saskatchewan, il devient ministre de l'Éducation dans le gouvernement Douglas et entreprend des réformes à long terme. À son tour premier ministre en 1961, il hérite du problème soulevé par l'assurance-maladie, lequel aboutit en juillet 1962 à une grève des médecins qui dure 23 jours. Le gouvernement Lloyd sera battu par les libéraux en 1964. Lui-même demeure chef du NPD, successeur du Parti C.C.F., jusqu'en 1970.

Concurrence au secteur privé

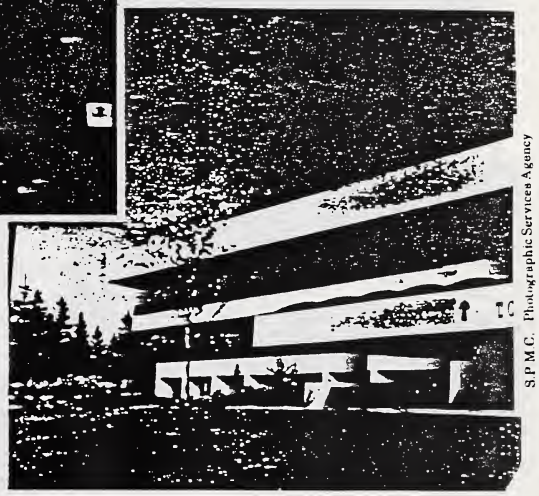
Le Bureau d'assurances s'est ensuite lancé sur le marché de l'assurance-automobile, offrant à tout venant un complément d'assurance, protégeant contre l'incendie et l'invalidité, offrant des garanties financières; toutes les formes d'assurance, en fait, sauf l'assurance-vie. Cette concurrence directe avec le secteur privé oblige les compagnies d'assurances à baisser leurs prix. Pour parer à la menace, l'Association canadienne des souscripteurs d'assurance s'engage corps et âme dans les élections de 1948. On dépense sans compter pour diffuser des annonces à la radio et dans les journaux de la province; de 4000 à 5000 agents d'assurances font du porte à porte pour endiguer l'avance des notions socialistes. Peine perdue; le Parti C.C.F. est réélu en 1948, ses idées en la matière faisant leur chemin jusqu'au Manitoba, en Colombie-Britannique et au Québec.

Pour tirer parti des vastes gisements de sulfate de soude, le gouvernement investit un million de dollars dans une usine; si l'on a recours à une corporation de la Couronne, ce n'est pas qu'on croit à la supériorité du public sur le privé,



S.P.M.C. - Photographic Services Agency

▲ *Siège sociale de la* **Power Corp.** *Sous le gouvernement Douglas, la* Power Corp. *réunit toutes les entreprises de service public et entreprend un programme général d'électrification rurale.*



S.P.M.C. Photographic Services Agency

▲ *L'immeuble T.C. Douglas à Regina. Douglas, qui est décédé en 1986, a été plus qu'un premier ministre provincial. Plusieurs des initiatives de son gouvernement seront par la suite adoptées dans tout le Canada, comme l'assurance-maladie, la négociation collective pour les fonctionnaires et l'assurance-automobile obligatoire.*

mais faute d'investisseurs assez téméraires. Le processus se répète à Estevan, où est fondée une briqueterie qui extrait l'argile du sol.

La plupart des Corporations de la Couronne font des bénéfices; bien entendu, toutefois, certaines échouent. On vend une fabrique de chaussures et une lainerie, qui se sont révélées déficitaires. La Saskatchewan, en effet, représente un marché trop petit; les frais de transport jusqu'en Ontario et ailleurs sont trop élevés pour rentabiliser la vente de produits finis.

Économie mixte, succès sans nuage

Dans la conception de Douglas, le secteur privé, le secteur public et les coopératives jouent tous un rôle essentiel dans la vie économique. Il croit fermement qu'il faut laisser aux gens l'initiative de créer de nouveaux services, à condition que la loi de la concurrence joue et qu'on ne tire pas profit de la collectivité. Mieux vaut par exemple que l'industrie pétrolière demeure entre les mains du secteur privé, car aucun contribuable ne consentirait à ce que le gouvernement dépense des sommes folles pour forer là où il risque fort de ne rien trouver.

La Saskatchewan sous Douglas jouit d'une économie très saine. Clarence M. Fines, célèbre pour la cravate à motif de corne d'abondance qu'il arbore chaque fois qu'il présente un budget à la Chambre, occupe sans discontinuer le poste de ministre des Finances entre 1944 et 1960. Ses 16 budgets seront tous équilibrés; dans le même temps, la dette provinciale passera de 178 millions de dollars en 1944 (la plus lourde charge par personne au pays) à 18 millions lorsque le Parti C.C.F. perd le pouvoir.

Sous l'égide de Douglas, le Parti a remporté cinq victoires de suite aux urnes. Il perd du terrain en 1948 (31 sièges sur 52) après sa victoire écrasante de 1944, au profit essentiellement des libéraux, dont la représentation passe de 5 à 19; ces derniers cherchent à faire valoir que Douglas vise tout bonnement à instaurer une dictature communiste.

Mais Douglas opère un retour en force en 1952, le Parti C.C.F. remportant 42 des 53 sièges et un pourcentage plus élevé du vote populaire qu'en 1944, 54 p. 100 contre 53,1 p. 100. En 1956 et 1960, ces chiffres s'élèvent respectivement à 36 sur 53 et 38 sur 55.

Quel est donc le secret de cette incroyable longévité électorale ? De toute évidence, la politique de Douglas va au cœur des préoccupations des électeurs.

2622

De plus, Douglas lui-même est très populaire; orateur éloquent et spirituel, leader adroit, il sait garder le contact avec les gens.

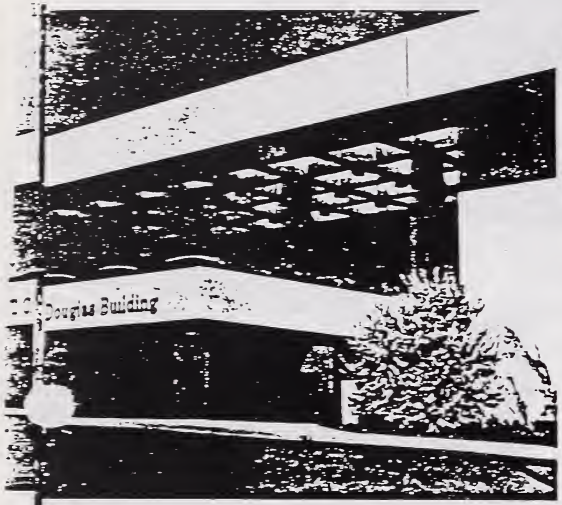
La fin d'une époque

Le 25 avril 1959, Tommy Douglas profite d'une réunion à Birch Hills pour lancer sa dernière initiative d'envergure; cette fois, il mise sur l'adoption d'une loi sur l'assurance-maladie. S'engage alors la bataille électorale de 1960, remportée une fois encore par le Parti C.C.F. Interprétant cette victoire comme un mandat, Douglas entreprend l'implantation du programme annoncé.

Votée en 1961, la loi est vigoureusement contestée par les médecins avant son entrée en vigueur en 1962. Mais la situation finira par s'apaiser, et l'assurance-maladie par prendre corps; le succès obtenu en Saskatchewan est tel que l'ensemble du pays bénéficie d'un régime d'assurance-maladie en 1969.

Mais Tommy Douglas n'est plus alors premier ministre de sa province. En 1961 s'est tenu le congrès de fondation du Nouveau Parti démocratique (NPD), regroupant le Parti C.C.F. et les syndicats, qui a élu Douglas comme premier leader national. Woodrow Lloyd préside donc, en qualité de premier ministre, à la mise en œuvre de l'assurance-maladie.

Douglas mérite néanmoins le titre de « Père de l'assurance-maladie », pierre angulaire de la carrière d'un homme remarquable, qui fut pendant 17 ans premier ministre. Nul doute que son gouvernement a péché par certains côtés, mais les annales du monde offrent peu d'exemples d'une administration aussi originale, innovatrice, enthousiaste et soucieuse du bien du peuple que le gouvernement qui a dirigé la Saskatchewan de 1944 à 1961.



S.P.M.C. - Photographic Services Agency

La grève des médecins. Le projet d'assurance-maladie soulève une controverse énorme. Ci-dessous, manifestation devant l'Assemblée législative en faveur des médecins en grève. Douglas quitte l'arène provinciale avant le déclenchement de la grève et devient chef du NPD fédéral; cependant, cette crise contribuera à sa défaite aux élections de 1962. Mais, peu de temps après, il remporte la victoire dans une élection partielle; il sera chef du NPD fédéral jusqu'en 1971.

S.P.M.C. - Photographic Services Agency

2623

LA DÉMOCRATIE ET L'ENTREPRISE PUBLIQUE

Un nombre assez grand de pays démocratiques ont présentement, ou ont déjà eu, des gouvernements travaillistes ou sociaux-démocrates. Parmi ceux-ci, nous comptons le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les démocraties scandinaves, l'Allemagne de l'Ouest, l'Autriche, la France et la Grèce. Chez les trois premiers, des gouvernements travaillistes étaient au pouvoir par intermittence au cours des années, alors que dans les pays scandinaves, des gouvernements sociaux-démocrates ont été au pouvoir pendant de longues périodes de temps.

Tous ces pays sont loin d'être des économies basées sur l'entreprise publique pure. Aucun d'entre eux ne possède une économie planifiée. Le Royaume-Uni, la Suède et les autres pays ont, comme le Canada et les États-Unis, des «économies mixtes», composées d'entreprises privées ayant plusieurs éléments socialistes. Mais, pour diverses raisons, les deux pays nord-américains ne possèdent pas de partis socialistes puissants et le «mélange» qui caractérise leurs économies se situe quelque peu vers la droite.

Qu'est-ce que le socialisme démocratique?

C'est une conviction qu'une sorte d'action gouvernementale est souvent nécessaire pour venir à bout des problèmes économiques et sociaux. Cette conviction a tendance à être imprégnée d'un idéalisme qui va au-delà de toute déclaration qui se rapporte aux procédures d'ordre pratique. Elle contient un intérêt humanitaire pour le bien-être des gens qui sont mal traités dans un système capitaliste et une expression de protestation contre l'instinct de possession et la glorification du succès économique. Dans leurs plates-formes électorales, les travaillistes mettent l'accent sur le plein emploi, la stabilité et la sécurité économique, la planification économique jusqu'à un certain point et la réduction des inégalités dans la répartition du revenu. Les moyens employés par ces partis lorsqu'ils sont au pouvoir consistent, en général, en une politique monétaire et fiscale, en une planification économique indicative (ces termes seront définis plus tard), et aussi en une gamme de contrôles directs sélectionnés. On n'entend pas souvent parler de la nationalisation des moyens de production. Contrairement aux socialistes marxistes qui prescrivent l'abolition de la propriété privée par principe, la plupart des socialistes démocratiques voit la nationalisation comme étant seulement un des moyens possibles

pour atteindre leurs buts. Cette attitude a été exprimée avec justesse par feu Monsieur Aneurin Bevan :

«Le socialisme démocratique ... recherche la vérité dans n'importe quelle situation donnée, tout en sachant que si ceci va trop loin, l'erreur en résultera. Il lutte contre les maux qui découlent de la propriété privée, en se rendant compte toutefois que toute forme de propriété privée n'est pas nécessairement mauvaise.»

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EN SUÈDE

LE SYSTÈME DE GOUVERNEMENT SUÉDOIS

La Suède compte parmi les démocraties socialistes qui ont le mieux réussi à maintenir la liberté démocratique, la stabilité politique, un haut niveau de vie et une croissance économique considérable. Les démocrates socialistes ont été le plus puissant parti politique en Suède pendant plus d'un demi-siècle, ayant été au pouvoir presque sans interruption depuis 1932. Leur seule période d'absence prolongée du pouvoir a été de 1976 à 1982. Même pendant cette période, ils représentaient encore le plus grand parti politique individuel au parlement.

Le parti social-démocrate, qui fut fondé en 1889, est étroitement lié aux syndicats et aux organismes des travailleurs. Son programme a été modifié au cours des années. Lors des premières années, la nationalisation était une politique majeure, mais maintenant elle est considérée comme étant seulement un moyen possible et non pas une fin en soi. Les socialistes suédois sont pragmatiques, plutôt que dogmatiques. L'épreuve principale à laquelle ils soumettent une politique est de savoir si elle fera avancer le niveau de vie général. Ils ont souvent manqué le vote majoritaire, ce qui les a forcés à trouver le support d'autres partis, soit par coalition soit par compromis. Leurs collègues plus idéologues à l'étranger les appellent les «socialistes terre-à-terre». Mais ils ont réussi aux épreuves de survie et de succès.

Le parlement suédois est élu par un système de représentation proportionnelle. Dans ce système, le nombre de sièges gagnés par un parti est en rapport direct avec le nombre de votes obtenus lors d'une élection. Donc, un parti qui reçoit 40 pour cent des votes aura droit à 40 pour cent des sièges au parlement. Les partisans de ce système soutiennent

que c'est le moyen le plus équitable d'assurer que le vote de chaque personne compte. (Dans un système comme le nôtre au Canada, les élections sont souvent gagnées par des candidats qui ont obtenu moins de la moitié des votes dans leur circonscription. Il est donc possible pour la majorité des citoyens d'une circonscription canadienne d'être représentée par des personnes ou des partis pour lesquels ils n'ont pas voté.) Le moyen par lequel la représentation proportionnelle fonctionne peut être compris par l'étude du Tableau 1.

Chaque circonscription électorale choisit plusieurs membres. À l'intérieur d'une circonscription électorale, chaque parti peut nommer autant de candidats que le nombre de sièges vacants. Chaque parti classe aussi ses candidats par ordre de préférence. Donc, les candidats désirent être choisis par leurs partis pour les quelques premières places, puisque celles-ci assureront probablement leur élection.

TABLEAU 1

Résultats des élections parlementaires en Suède d'après les principaux partis politiques de 1979 et 1982

Parti politique	Pourcentage des votes		Nombre de sièges	
	1979	1982	1979	1982
Non socialistes				
Modérés (Conservateurs)	20,4	23,8	73	85
Centre	18,2	16,0	64	56
Libéraux	10,6	6,3	38	22
Total des non socialistes	49,2	46,1	175	163
Socialistes				
Sociaux-démocrates	43,5	46,8	154	166
Communistes	5,6	5,6	20	20
Total des socialistes	49,1	52,4	174	186

SERVICES PUBLICS ET TAXATION

Réduire les inégalités a été l'un des buts principaux des sociaux-démocrates depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Pour arriver à leur but, ils ont introduit un grand choix de bénéfices et de services gouvernementaux. Le système d'éducation, par exemple, a été considérablement réformé afin d'égaliser les chances. En conséquence, un nombre croissant de personnes étudie maintenant dans les lycées, les écoles de métiers et les universités. Afin de diminuer le taux de chômage, des subventions sont disponibles pour le recyclage et pour la migration dans les différentes régions du pays. Parmi les autres mesures mises en vigueur se trouvent les allocations familiales, les bourses aux étudiants, les livres scolaires et les repas gratuits, les prêts sans intérêt aux étudiants et les subventions de logement. Les pensions de vieillesse ont augmenté considérablement. Toutes ces mesures sont, bien sûr, très coûteuses. Celle qui coûte le plus cher, c'est le régime national des pensions. À l'âge de 65 ans, le plan accorde aux individus une pension égale à environ 60 pour cent de la moyenne des 15 années les mieux rémunérées. Les pensions sont indexées pour compenser l'inflation. Les employeurs, les fermiers et les employés reçoivent tous les bénéfices d'une pension à laquelle ils contribuent tous obligatoirement. Il y a aussi un système de soins médicaux et hospitaliers qui répond aux besoins de tout le monde. Cela entraîne aussi de grandes dépenses.

Les dépenses gouvernementales dépassent 60 pour cent du produit intérieur brut (PIB) du pays.[1] C'est le pourcentage le plus élevé au monde. Cela se compare avec un peu plus de 40 pour cent pour le Canada. Les achats de biens et de services par le gouvernement sont égaux à environ un tiers du PIB de la Suède, en comparaison avec entre un cinquième et un quart au Canada (23 pour cent en 1980). Les dépenses gouvernementales en paiements de transfert, c'est-à-dire les paiements de pensions, les autres allocations de sécurité sociale et l'intérêt sur la dette publique, constituent environ 30 pour cent du PIB en Suède, en comparaison avec moins qu'un cinquième au Canada (19 pour cent en 1980). Le PIB per capita de la Suède est l'un des plus élevés du monde et il est considérablement plus élevé que celui au Canada.

---

1. Le PIB, comme le PNB, est une mesure économique du revenu ou de la production d'un pays. Les deux mesures se ressemblent beaucoup. Pour une explication des différences entre ces deux mesures, consulter le glossaire.

Les sociaux-démocrates ont déclaré, au fil des années, que le haut niveau de services gouvernementaux et les allocations d'assistance sociale favorisent la croissance économique. Pendant les années 1950 et 1960, le PIB en Suède augmenta très rapidement, et personne ne put prouver que le développement d'un haut niveau de services publics et d'assistance sociale puisse produire des effets économiques défavorables. Pendant les années 1970, cependant, les taux de croissance diminuèrent. En 1977, il y a même eu une baisse, la première depuis de nombreuses années. La puissance des partis non socialistes augmenta. En 1976, lorsque les sociaux-démocrates proposèrent l'augmentation des fonds des travailleurs afin de les investir dans des compagnies privées suédoises, et la représentation des travailleurs aux conseils d'administration des sociétés, ils ne réussirent pas à avoir une majorité au parlement. Quelques personnes ont déclaré que cette proposition menait à une Suède dirigée par des syndicats vers la fin du siècle.[2]

Les programmes d'assistance sociale ne sont pas la seule cause de la croissance des dépenses gouvernementales en Suède. Une autre raison est la migration continuelle des travailleurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche à des postes plus payants dans les villes. En 1980, la proportion des ouvriers employés dans ces trois industries primaires était seulement 5,6 pour cent, ce qui est très proche du 5,5 pour cent au Canada, où l'on a vu les mêmes tendances.

La migration des travailleurs dans les centres urbains a entraîné de grandes dépenses pour de nouvelles écoles et des hôpitaux, la construction et l'entretien de systèmes de transport urbains coûteux, et des subventions importantes accordées à la construction de logements urbains.

Les villes grandissantes ont aussi engendré un plus grand besoin en aide sociale. La hausse des revenus a encouragé l'acquisition de voitures et cela a entraîné la nécessité de construire de bonnes voies publiques. Ainsi, plusieurs facteurs ont contribué à la croissance des dépenses gouvernementales au fur et à mesure que la production et les revenus augmentaient.

---

2. Les sociaux-démocrates parlèrent de cette proposition encore en 1982. Des organisations commerciales ont condamné cette idée comme étant une menace à la liberté individuelle et à la libre entreprise. Cette question tiendra, probablement, une place importante pendant les années 80.

TABLEAU 2

Les recettes fiscales d'après les sources principales CANADA et SUÈDE Pourcentages du produit intérieur brut (PIB) 1970, 1978 et 1980			
	1970	1978	1980a
A. Impôts sur le revenu et les profits			
CANADA	14,3	14,1	15,1
SUÈDE	22,1	23,2	21,6
B. Contributions à la sécurité sociale			
CANADA	3,1	3,6	3,5
SUÈDE	6,1	13,7	14,3
C. Autres taxes			
CANADA	14,6	13,9	14,2
SUÈDE	12,7	14,5	14,0
D. Recettes fiscales totales[b]			
CANADA	32,0	31,6	32,8
SUÈDE	40,9	51,4	49,9
E. A+B comme pourcentage des recettes fiscales totales			
CANADA	54	56	57
SUÈDE	69	72	72

a Calculs provisoires
b Total de A+B+C

Les sociaux-démocrates ont établi un régime fiscal dans lequel des taux d'impôts élevés étaient appliqués aux revenus supérieurs à la moyenne. Les contributions à la sécurité sociale étaient imposées à tous ceux dont le revenu dépassait un certain niveau. Ainsi,

les personnes se trouvant au milieu de l'échelle des revenus payent considérablement plus d'impôts directs que les Canadiens.

Le Tableau 2 montre les recettes fiscales, d'après les trois sources principales, comme pourcentage du PIB pour le Canada et la Suède en 1970, 1978 et 1980. L'année 1978 est incluse car, en cette année, les recettes fiscales totales en Suède atteignirent le record de 51,4 pour cent du PIB.

LE DILEMME SUÉDOIS

La démocratie sociale n'est-elle plus un modèle?

Par Henri Milner[1]
Spécial au Globe and Mail

MONTRÉAL

LUNDI DERNIER, deux semaines après l'avoir renversé, le Parlement suédois a choisi Ingvar Carlsson pour diriger de nouveau le gouvernement. Personne cependant ne prédit qu'il sera aisé de mettre fin à l'une des pires crises politiques qui ait touché la Suède, ce bastion de démocratie sociale.

Les sociaux-démocrates de M. Carlsson, qui ont été au pouvoir pendant cinquante des dernières cinquante-six années sont, dans les récents sondages, à trente-cinq pour cent, c'est-à-dire, plus bas que jamais. Les conservateurs exultent, tandis que ceux qui considèrent la Suède comme un modèle de démocratie sociale, commencent à réfléchir, y compris plusieurs des états de l'Europe de l'Est passant par de rapides changements.

Le gouvernement a été forcé de démissionner le 15 février, lorsque cinq autres partis se sont ligués contre ses dures mesures anti-inflation, qui comprenaient un gel de deux années des salaires, des prix et des loyers, ainsi que des restrictions sur les grèves et les lock-out. Le jour suivant, le ministre des finances, Kjell-Olof Feldt, qui avait gagné le soutien de l'industrie pour son programme d'austérité, annonça sa démission.

Cela n'est pas un tableau réconfortant. Pourtant, l'économie de la Suède est l'une des plus fortes au monde. Sa performance, si l'on excepte son inflation évidente, demeure enviable.

Les Suédois peuvent se vanter de leur absence de chômage, de leurs florissantes exportations en produits fabriqués, d'un surplus budgétaire et d'un revenu per capita qui les placent au troisième rang (après la Suisse et le Japon) -- sans compter une «qualité» de vie qu'on mesure en longévité, en qualité de l'air, en faible taux de criminalité, en absence de pauvreté, en performance éducative élevée et en condition physique.

---

1. Source : The Globe and Mail, 3 mars 1990.

Bien sûr, les impôts paient pour le niveau de vie. Les impôts sur le revenu élevés, qui sont baissés à un maximum de cinquante pour cent par la réforme fiscale récente de M. Feldt, incitaient les gens à éviter de déclarer des revenus, ou tout simplement à s'abstenir de les gagner.

Cependant, les Suédois évitent les impôts moins que les habitants de la plupart des pays à faibles impôts. D'ailleurs, les Suédois, pour la plupart, demeurent satisfaits que la grosse part du produit national brut qui va aux services publics leur procure d'appréciables programmes sociaux.

Au centre de tout ce qui est bien et ce qui est mauvais en Suède, il y a le plein emploi. Le chômage a été de moins de 2 pour cent pendant les quatre dernières années. Le taux est maintenant de 1,2 pour cent, ce qui signifie, presque littéralement, que tout le monde travaille. La Suède a la plus forte participation de main-d'œuvre des pays de l'Ouest. Presque toutes les femme travaillent. Les handicapés qui seraient classés ailleurs comme non éligibles à l'emploi, sont intégrés, au moyen de coûteux programmes d'adaptation, au groupe des travailleurs. Dans presque tous les secteurs de l'économie, les employeurs manquent de travailleurs qualifiés dont ils ont besoin pour répondre à la demande de leurs biens et services. (Le programme économique révisé devrait introduire des travailleurs étrangers des états baltes soviétiques).

Le plein emploi est le principe unificateur de la démocratie sociale suédoise : pour chacun, un revenu décent, et de chacun une contribution pour l'amélioration de la société. Il est vrai que le gouvernement a essayé de geler les prix et les salaires, mais n'a pas réussi en cela -- parce qu'il a refusé de faire ce que font d'autres gouvernements occidentaux : combattre l'inflation par le chômage.

Pour les démocrates sociaux suédois, le plein emploi est la clef de voûte du système. Il contribue à l'efficacité industrielle parce que les travailleurs, soutenus par des garanties d'état et par des programmes étendus de formation de main-d'œuvre, n'ont pas peur de changer d'emplois, de se déplacer vers des industries en expansion qui utilisent la technologie la plus récente. Il sous-tend l'état providence, parce qu'il n'y a pas de «ressac» venant de travailleurs mécontents de soutenir par leurs impôts ceux qui ne travaillent pas.

Une période étendue de plein emploi retarde cependant l'économie et l'investissement. Une économie sans réserve de travailleurs ne peut pas se développer au même rythme qu'une économie qui garde «en réserve» un grand nombre de travailleurs. Étant à plein rendement au pays, les compagnies suédoises ont récemment investi une bonne partie de leurs bénéfices à l'étranger, causant un grand déficit dans le compte courant du pays. Les perspectives à long terme sont bonnes cependant : cet argent reviendra en dividendes. La Suède d'ailleurs continue à être parmi les plus avancés en technologie, si l'on mesure par exemple par les investissements publics et privés de recherche et de développement, et par l'utilisation de robots et d'ordinateurs dans l'industrie.

Le portrait d'une participation élevée de main-d'œuvre est quelque peu assombri par une proportion croissante d'absentéisme. Les travailleurs suédois profitent de plus en plus des clauses généreuses de congés pour raisons de responsabilités familiales, d'amélioration de l'éducation et autres choses semblables.

De plus, s'ils travaillent moins d'heures que leurs semblables d'ailleurs, les travailleurs suédois sont parmi les mieux formés et les plus qualifiés du monde.

Le vrai problème est l'inflation. En 1989, les salaires ont monté de 10 pour cent, causant une inflation de 6 pour cent, un taux plus élevé que celui de tous les principaux partenaires commerciaux de la Suède, sauf la Grande-Bretagne.

Le taux est trop élevé, mais imaginez ce qui arriverait aux prix et aux salaires canadiens s'il n'y avait pas de chômage. Les employés concurrenceraient pour avoir des travailleurs qualifiés, en surenchérissant les salaires, et les syndicats assureraient que tous les travailleurs marchent au même pas. Les coûts élevés des salaires passeraient aux consommateurs. Les importations deviendraient tout d'un coup meilleur marché, et les exportations plus chères, ainsi la demande pour nos produits s'effondrerait. Dans son ensemble, ce serait une recette infaillible de dépression.

La Suède a été un modèle de démocratie sociale dans les années cinquante parce qu'elle a réussi à se dégager de ce cercle vicieux par un consensus. La confédération syndicale nationale et la fédération des employeurs ont vu qu'ils avaient un intérêt commun à maintenir l'inflation à un taux faible sous une politique de plein emploi, et ont réussi à travailler ensemble à empêcher que les salaires et les prix ne montent plus vite que la

productivité. Les Suédois savaient que pour un pays qui dépendait de son commerce pour survivre, le fait de laisser les prix monter plus vite que ceux de leurs rivaux amènerait un désastre économique.

Le système sembla s'effondrer à la fin des années soixante-dix quand les sociaux-démocrates perdirent le pouvoir. Lorqu'ils revinrent au gouvernement en 1982, ils dévaluèrent la monnaie, rendant effectivement chacun plus pauvre, et les produits suédois devinrent de nouveau plus compétitifs.

Ils réussirent peut-être trop bien. Plusieurs travailleurs pensent toujours qu'ils n'ont pas retrouvé leur niveau de vie d'avant la crise. Pire, ils pensent que d'autres les dépassent. En novembre, les professeurs d'écoles secondaires se mirent en grève, et en janvier des employés de banque arrêtèrent pratiquement le système financier pendant trois semaines.

On raconte que des personnes devinrent instantanément millionnaires en bourse et en spéculation immobilière. Quoique ces «scandales» soient bien faibles selon les normes de Wall Street ou même du Canada, ils sapent l'ancien consensus. Ils rendent très difficile pour les syndicats de défendre leur point de vue.

Il est difficile de voir comment la dernière version du système anti-inflation présenté par le gouvernement (gel obligatoire des prix, restriction volontaire des salaires et impôts plus élevés sur l'alcool et sur le tabac) fonctionnera pour plus longtemps qu'une courte période. Les travailleurs organisés cependant, ont un certain intérêt à essayer de le faire marcher. S'ils n'y parviennent pas, les non-socialistes gagneront le pouvoir à la prochaine élection.

Il semble peu probable que les travailleurs puissent offrir, dans le climat actuel, leur coopération nécessaire. Les critiques pourtant, déclarèrent il y a dix ans, le modèle suédois mort - et il a resurgi. Les Suédois ont régulièrement montré une remarquable aptitude à confronter directement les problèmes. Beaucoup tourneront leurs yeux, de l'Est et de l'Ouest, dans les 18 prochains mois, pour voir s'ils peuvent recommencer.

Henri Milner est au département d'économie et de sciences politiques au Collège Vanier, à Montréal. Il est l'auteur de ***Sweden : Social Democracy in Practice.***

LE CAPITALISME CONTRE KEYNES

Les politiciens se sont servis des théories de John Maynard Keynes pour établir une économie mixte. Bruce Gates, un journaliste indépendant, a créé un procès imaginaire dans lequel un véritable capitaliste accuse Keynes d'avoir détruit la libre entreprise.

J.M. Keynes est présentement en jugement. On attribue à Keynes (1883-1946), un économiste britannique, d'avoir sauvé le capitalisme du désastre au cours de la crise des années trente. Il a déclaré, entre autres choses, que les gouvernements devaient dépenser plus que leur revenu, afin de stimuler la croissance pendant les temps difficiles. La notion que les gouvernements devraient encourir un déficit budgétaire en temps de crise a dominé le domaine de la planification économique pendant plusieurs décennies; à l'heure actuelle, cette idée est sérieusement remise en question. Est-ce que les politiciens sont allés trop loin avec la théorie keynésienne? Pour obtenir une réponse à cette question, lisez le simulacre de procès ci-dessous. Vous pourrez, ainsi, en tirer vos propres conclusions.

Procureur : M. Keynes, vous êtes accusé d'avoir créé une économie embrouillée.

Keynes : Vous voulez dire une économie «mixte». Tous les pays capitalistes ont jusqu'à un certain degré, des économies mixtes, qui allient la libre entreprise aux contrôles gouvernementaux. Et, c'est très bien ainsi.

Procureur : Vraiment?

Keynes : Exactement. Pendant une période de ralentissement et de chômage élevé, les gouvernements devraient augmenter leurs dépenses pour stimuler l'économie. Lors de la reprise économique, les gouvernements devraient se tenir à distance, tout en gardant un œil sur ce qui se passe.

Procureur : Mais les gouvernements n'ont pas agi de cette manière, M. Keynes. Au lieu de cela, ils ont créé des bureaucraties gonflées et des chinoiseries administratives, et tout cela en raison de vos idées.

Keynes : Je crains que vous n'accordiez un crédit excessif à ma théorie de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. Depuis la fin du XIXe siècle, le gouvernement est intervenu de plus en plus au sein des économies capitalistes. En 1910, la Grande-Bretagne, par exemple, a instauré un système d'assurance sociale, financé par les taxes. Cette mesure a été prise pour aider les personnes dans le besoin, à une époque où le capitalisme ne prenait pas ses responsabilités au sérieux.

Procureur : Vous avez violé la règle cardinale d'Adam Smith. Dans son ouvrage, **La richesse des nations** («The Wealth of Nations»), publié en 1776, il affirmait que la libre entreprise constituait la meilleure façon de protéger le peuple. Il soutenait clairement que tout ce que les gouvernements faisaient, c'était de gaspiller l'argent.

Keynes : Vous avez raison, cependant, vous avez tout simplement omis deux choses très importantes. Premièrement, Adam Smith écrivait à une époque où les économies étaient beaucoup moins développées. Deuxièmement, si l'on s'en tient à la théorie du capitalisme de Smith, ce sont les consommateurs qui en tiraient le plus de bénéfices et non pas le commerce. En fait, Smith ne faisait pas confiance aux hommes d'affaires, parce qu'il croyait qu'ils étaient cupides et qu'ils ne s'intéressaient finalement qu'à une seule chose -- faire des profits à l'aide des monopoles. Pour fonctionner d'une façon appropriée, la libre entreprise devait être complètement flexible afin de permettre à l'offre de biens de créer sa propre demande. Ce qui signifie, bien sûr, que les prix, les salaires et les taux d'intérêt devaient pouvoir augmenter ou descendre librement en vue d'encourager les entreprises à créer des emplois pour tous. Ce système fonctionne très bien, aussi longtemps qu'aucun groupe n'est en mesure de devenir suffisamment puissant pour jouer avec la loi naturelle de l'offre et de la demande. Malheureusement, la cupidité a pénétré les économies avant l'effondrement de la Bourse en 1929. Tout le régime capitaliste s'est effondré, alors, avec fracas.

Procureur : Ainsi, vous avez vendu votre théorie aux politiciens.

Keynes : Les politiciens aiment ma théorie parce qu'elle est pratique, et ils l'ont plus ou moins employée. Le président Franklin Roosevelt des États-Unis a fait des dépenses publiques énormes pour des projets de travaux publics pendant les années trente. Il a également imposé des règlements sur le crédit aux banques et à la Bourse. Grâce aux actions du Président, les gens ont repris confiance dans le capitalisme.

Procureur : Et aujourd'hui, nous avons un état-providence. Nous avons des gouvernements qui administrent des régimes d'assurance-maladie et des plans de pension, qui fournissent l'éducation subventionnée, qui distribuent de l'assurance-chômage et qui renflouent des industries qui auraient dû disparaître il y a des années. Nous ne sommes plus en 1929, M. Keynes. Ces moyens ne répondent plus aux exigences d'une économie capitaliste.

Keynes : Vous avez raison. Nous ne sommes plus en 1929. Toutefois, la crise de 1929 a certainement contribué à faire paraître le capitalisme sous un jour différent. Cependant, ma théorie ne s'applique qu'après la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les politiciens l'ont utilisée pour faire redémarrer les économies qui étaient immobilisées par l'effort de guerre.

Procureur : Votre théorie a engendré un monstre économique et elle devrait être abondonnée par les politiciens.

Keynes : Cela, monsieur, impliquerait le suicide politique. Même Margaret Thatcher, la première ministre britannique qui menace à grands cris de réduire la taille de l'état-providence en Grande-Bretagne, n'oserait même pas le démanteler complètement. Si elle le faisait, il y aurait des émeutes dans les rues. La plupart des politiciens d'aujourd'hui -- même Thatcher et Ronald Reagan des États-Unis -- comprennent qu'il est absolument nécessaire que le gouvernement dispose d'un système quelconque de planification économique, comme je l'ai conseillé.

Procureur : Ne pensez-vous pas que les capitalistes peuvent mettre fin au désordre économique actuel?

Keynes : Non. Certainement pas par eux-mêmes. J'ai toujours cru en la libre entreprise, mais les capitalistes s'intéressent à la planification économique à long terme, seulement dans la mesure où ils peuvent en tirer avantage dans leurs affaires. À l'échelle nationale, la planification ne peut être effectuée qu'à l'aide d'un service public démocratique.

Procureur : Cela a permis aux socialistes de s'emparer du pouvoir dans des pays comme la France.

Keynes : Non, c'est faux! La France, en particulier, possède une longue tradition de planification économique dirigée par le gouvernement. Même avant que François Mitterand, le président actuel, n'ait nationalisé les banques et les sociétés privées, le gouvernement français s'occupait déjà de l'économie. Charles de Gaulle, l'ancien président de la France, a imposé le plus grand programme de nationalisation que la France ait connu dans toute son histoire depuis la Deuxième Guerre mondiale. De sorte que le gouvernement français est maintenant propriétaire de Renault, la société de fabrication d'automobiles, des industries aérospatiale et sidérurgique et des télécommunications.

Procureur : Et ne pensez-vous pas que le capitalisme aurait pu obtenir de meilleurs résultats?

Keynes : Non, certainement pas là où les risques sont trop élevés. C'est l'aspect qui préoccupe M. Mitterand, maintenant. Il veut que la France développe un secteur de haute technologie avancée, parce qu'il sait que c'est là où se trouve l'avenir. Mais pour en arriver là, le gouvernement français devra risquer les fonds des banques nationalisées, en les prêtant aux compagnies.

Procureur : Cela ne marchera jamais.

Keynes : Peut-être que non. Mais cela a marché au Japon; voilà un bon exemple de planification économique. Les Japonais ont créé la plus puissante machine économique qui soit sur la terre, en dehors des États-Unis, parce qu'ils ont intégré leur planification économique dans leur régime politique.

Procureur : Pouvez-vous nous expliquer ce que cela signifie, M. Keynes?

Keynes : Ils ont utilisé d'abord la méthode du consensus. Avant d'établir un plan économique, ils ont consulté l'industrie, la main-d'œuvre, les banques, les universités et même les médias. Ainsi, lorsqu'ils ont élaboré une politique économique majeure, cette politique possédait déjà l'appui des personnes les plus importantes.

Procureur : Il n'y a rien dans ce que vous dites qui me prouve que le gouvernement intervient dans l'économie japonaise.

Keynes : Bien au contraire. Comme je l'ai déjà mentionné, le gouvernement joue un rôle majeur lorsqu'il offre son appui au secteur privé. Et c'est précisément ce que fait le Japon. Il assume tous les risques lorsqu'il s'agit des projets coûteux ou encore des projets de recherche et de développement à long terme. Il finance les compagnies privées jusqu'à 50 % des coûts de recherche et de développement, à partir de prêts à bas intérêt, accordés par la Banque de développement du Japon, une institution publique. En retour, l'industrie cède les brevets d'invention au ministère international du Commerce et de l'Industrie, qui vend cette technologie aux autres entreprises privées japonaises, moyennant des redevances faibles.

Procureur : C'est du socialisme.

Keynes : Non, c'est une économie «mixte».[1]

Activités suggérées

1. Dressez une liste de tous les pays qui sont, soit purement socialistes ou soit purement capitalistes. (Utilisez un petit morceau de papier.)

2. Comparez le tableau du jeu de «Monopoly» avec celui du jeu «Lutte des classes» («Class Struggle»).

3. Essayer de prédire, par écrit, quel type de système économique existera en l'an 2000.

4. Lisez «La société d'abondance» (The Affluent Society) de John Kenneth Galbraith, New American Library of Canada, Toronto, 1970.

---

1. Source : «The Case of Capitalism Versus Keynes», réimprimé de **Canada and the World**, novembre 1983, p. 15-17.

LES SYNDICATS QUÉBÉCOIS DEVIENNENT AMATEURS DES NOUVELLES VOIES CAPITALISTES

Par Bertrand Marotte
The Globe and Mail

MONTRÉAL

Ceci n'est pas votre réunion annuelle habituelle.

L'homme au costume brun, un cadre en retraite, s'avance vers le microphone, impatient de remuer un peu les choses. La justice sociale obtient-elle tous ses droits avec ce qu'on appelle investissement de solidarité, ou bien «se fraie-t-elle un chemin avec le monde capitaliste, en vous faisant perdre cette qualité»?

Louis Laberge -- le chef bourru, grommelant, grassouillet, farceur, de la Fédération du travail du Québec (FTQ) -- aime cela.

«Excellente question», dit-il, la tête dépassant tout juste le lutrin. Il désigne le président et le vice-président, deux anciens entrepreneurs privés recrutés par le syndicat. «Nous pensions qu'il serait difficile de les former à nos manières d'agir, mais cela s'est assez bien passé.

«Les préoccupations sociales du fonds sont excellentes» poursuit M. Laberge.

Pause.

Pointe : «Mais naturellement, il doit aussi y avoir le souci du profit.»

Ce samedi après-midi, dans un centre des congrès de la ville la foule -- de nombreux pull-overs de laine et de barbes broussailleuses -- se chauffe à la lueur de ce mariage de profit et de justice sociale. Les membres du bureau, appartenant pour la plupart au syndicat, sont applaudis chacun à tour de rôle. Monsieur Laberge est acclamé. Même les comptables reçoivent leur part d'applaudissements.

Au cinquième anniversaire de sa fondation, le Fonds de solidarité se vante d'avoir 72 000 actionnaires, des actifs d'environ 232 millions de dollars et des investissements de son fonds commun d'entreprise dans 56 petites et moyennes compagnies au Québec.

Le capitalisme à visage de syndicalisme était né des temps difficiles qui suivirent la récession de 1981-1982. C'est une invention de Monsieur Laberge, et il continue à en être le prophète et le promoteur dévoué. La question essentielle, ce sont les emplois, les emplois, les emplois, dit le président du fonds et ancien vice-président de Campeau Corp., Claude Blanchet, surtout quand le chômage demeure dans la province à 9,4 %. L'an passé, dit-il, de nouveaux investissements du fonds ont créé 5 500 emplois, et un total de 13 500 ont été, soit créés, soit maintenus depuis son début.

Et il y eut encore plus de bonnes nouvelles. Monsieur Laberge a annoncé fièrement que le gouvernement provincial avait accepté d'exempter le fonds d'impôt.

Bien que le taux de revient sur l'équité des actionnaires n'est qu'un médiocre 6,50 % le but du fonds est d'équilibrer la création d'emplois avec le profit, selon Monsieur Blanchet.

Le groupement du capital-entreprise du fonds est le plus grand du Québec et au second rang au Canada, après Vencap Equities Alberta Ltd., d'Emonton.

Mais à la différence de Vencap, le langage d'investissement à Solidarité se mélange avec les mots du jargon syndical tels que «démocratisation du lieu de travail», «démocratie sociale» et «démocratie économique».

Ceci est un outil capitaliste que M. Laberge -- qui, durant les années soixante-dix de confrontation, crachait du feu et des paroles cinglantes contre le régime -- a été rapide à utiliser.

Outre la création d'emplois et le fait d'avoir procuré aux travailleurs un investissement à l'abri d'impôts, le fonds est considéré comme un moyen d'impliquer les employés dans une nouvelle relation gestion-main-d'œuvre. Les compagnies dans lesquelles le fonds a décidé d'investir, doivent ouvrir leurs livres aux représentants des syndicats à qui on apprend aussi les bases des finances et de la gestion.

Il y a aussi les convertisseurs. Environ 1 500 représentants des régionales de la FTQ répandent à travers le Québec l'évangile selon Ti-Louis, surnom affectueux que l'on donne à M. Laberge.

Ironiquement, le fonds pourrait contribuer à réduire la puissance des 450 000 membres de la FTQ. Parmi les 56 compagnies qui ont bénéficié d'une certaine forme d'investissement de Solidarité, 44 ne sont pas syndiquées.

André Tremblay, un représentant des ouvriers de la sidérurgie, et l'un des 50 actionnaires -- et fondateurs originels, parle de «démotivation du syndicat» lorsque des membres détenteurs de cartes prennent goût pour l'investissement de capital dans une compagnie.

«Lorsqu'ils sont actionnaires directs, il se peut qu'ils ne partagent plus les mêmes vues syndicales. Ils seront durs sur les dépenses supplémentaires, ou même sur ce qui a trait à la sécurité des travailleurs.»

À la réception qui suit la réunion annuelle, les garçons de comptoirs et les sommeliers sont dans un local syndical qui a été exclu de la FTQ pour sa conduite anti-travailliste. Monsieur Laberge, prêt à se faire réélire, travaille la foule.

Le discours porte sur le dernier projet du fonds -- essayer d'empêcher la prise de contrôle, par une filiale de Connaught BioSciences Inc., basée à Toronto, des opérations commerciales du fameux Institut Armand Frappier de Montréal.

L'institut affilié à l'université est le principal centre de biotechnologie industrielle du Québec, et la menace de perdre ses opérations de trousse de vaccination et de diagnostic a galvanisé le fonds en action. Il a misé lui-même, en s'associant avec la manufacture de produits forestiers Cascades Inc.

Auparavant, M. Blanchet a parlé de créer un fonds spécial de haute technologie et d'établir une association pour aider au développement de l'industrie automobile au Québec. On est loin de la grève infâme du «front commun» des années soixante-dix, où M. Laberge et deux autres chefs syndicalistes allèrent en prison pour avoir dit aux ouvriers de défier les injonctions de retour au travail.

M. Laberge plaisante à propos de ses singulières 76 000 actions dans le fonds et du nombre de votes qu'elles représentent. «Je crois toujours au vote par personne. Mais on s'habitue à cela. Ce n'est pas désagréable.»[1]

1. Source : The Globe and Mail, 13 février 1989.

UN SURVIVANT POLITIQUE DE LA FRANCE

Par John Gray, Bureau européen, Paris

PROFIL. Selon Michel Rocard, le socialisme moderne est fait de marché libre, de libre entreprise et de libre-échange.

À un moment donné de sa longue carrière politique, Michel Rocard a enduré la malchance et l'indignité d'être décrit en public comme un vieux renard.

La description a tenu parce qu'elle a capté certains traits de l'homme qui, contre toute attente, a réussi à survivre pendant deux années au poste de Premier ministre de France. Il est petit et rapide, avec un fort instinct de survivance. Il existe un autre aspect de Monsieur Rocard, qui a été identifié l'autre jour par un universitaire français. Celui-ci essayait d'expliquer le caractère de l'homme qui fit sa carrière en défiant les institutions politiques françaises.

«Ce dont vous devez vous souvenir à son sujet, c'est que Monsieur Rocard est protestant.»

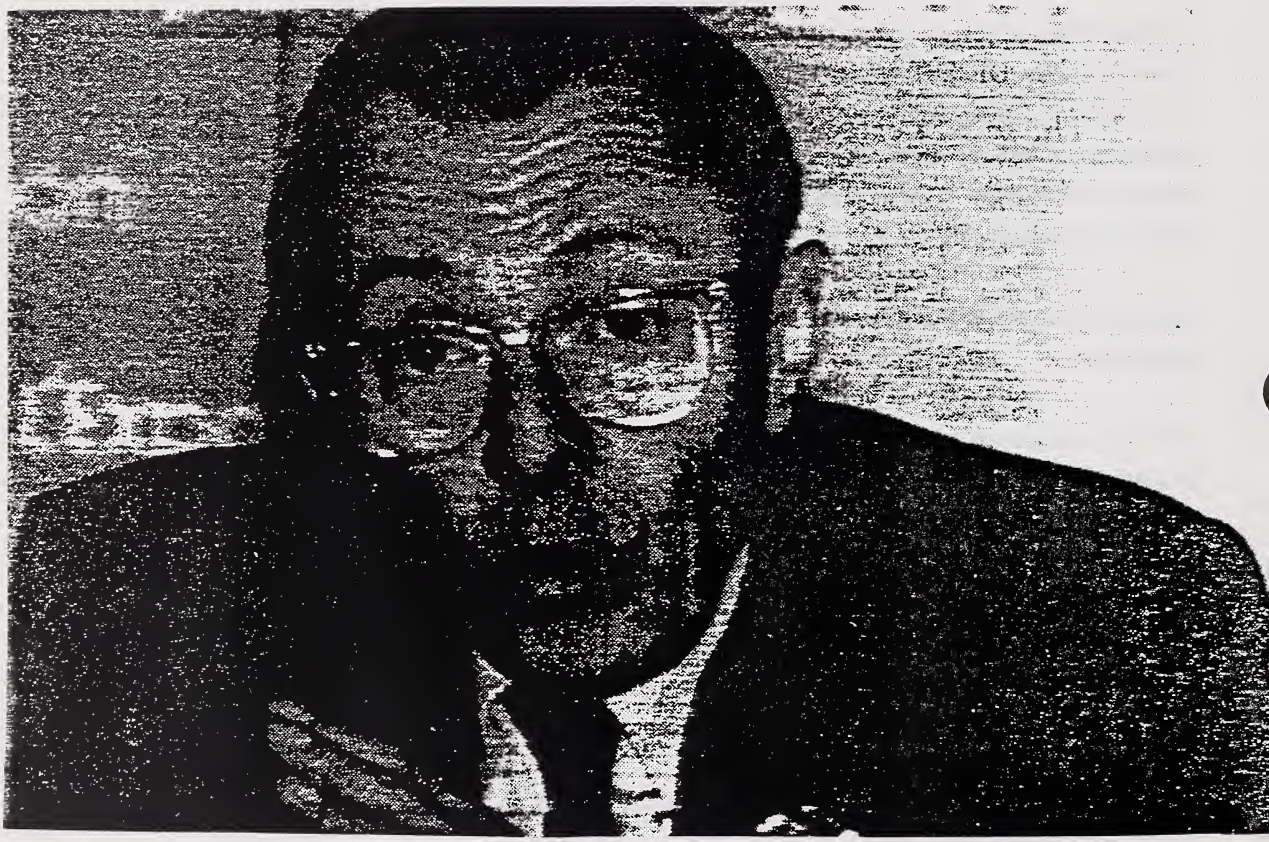
Dans un pays qui en nombre et en culture est majoritairement catholique, où les protestants ont parfois subi de cruelles persécutions, ceci pourrait sembler un jugement hostile. En fait, cela ne confère que de l'admiration.

Pendant des siècles, des protestants comme la famille Rocard ont survécu en France avec opiniâtreté et combativité en face de l'adversité. De la lutte pour survivre sont nés un individualisme et un pragmatisme défiants, et une assurance qui est tantôt insupportable, tantôt enviable.

On dit que quelques mois après avoir fait de Monsieur Rocard un Premier ministre, le président François Mitterand envoya deux émissaires à l'Hôtel Matignon, où se trouve le bureau du Premier ministre. Il lui conseilla de cesser ses interminables monologues portant sur presque tous les sujets dans presque toutes les réunions de cabinet.

Le message fut apparemment compris. Non seulement Monsieur Mitterrand l'a gardé comme Premier ministre, mais encore a-t-il avoué au printemps dernier que logiquement Monsieur Rocard semblait l'homme capable de lui succéder à la présidence.

L'échéance de la présidence n'aura lieu qu'en 1995 et, en tout cas, Monsieur Mitterrand pourrait bien changer d'idée au sujet d'un homme qu'il n'aime pas, quelle que soit la logique du choix. Pour Monsieur Rocard cependant, le fait même d'être considéré est un signe de réussite pour les deux dernières années. Depuis le temps où Monsieur Mitterrand l'a choisi comme Premier ministre, après les élections présidentielles de mai 1988, on a parié que Monsieur Rocard ne durerait pas longtemps.[1]



1. Source : The Globe and Mail, 8 septembre 1990.

La formule de Rocard : marché libre et socialisme

Il est clair que Monsieur Mitterrand n'a jamais été un partisan de Rocard. À deux reprises, M. Rocard s'est présenté à la présidence du parti socialiste contre M. Mitterrand. À une autre occasion, il a poussé l'impertinence jusqu'à décrire comme «archaïque» le socialisme de M. Mitterrand.

D'autre part, les politiciens socialistes, compagnons de M. Rocard, se méfient de lui. Le public français l'aime, figurez-vous. Bien longtemps avant qu'il ne fût Premier ministre, lorsque son unique expérience était celle d'un ministre de seconde importance, il était l'un des hommes politiques les plus populaires.

La formule de M. Rocard ne plaisait pas. Étudiant radical, il joint le bord socialiste. À l'âge de 39 ans, il se présente à la présidence et ne gagne que trois pour cent des voix. Il rejoint à contre-cœur le courant socialiste de Mitterrand, puis se met à défier M. Mitterrand et sa politique. Après avoir joint finalement le gouvernement de Mitterrand, il donne sa démission sur une question de principe.

Les relations entre les deux hommes n'ont pas été aidées par le fait que M. Rocard a eu raison de nombreuses fois. Lorsqu'il a donné sa démission de principe comme ministre en 1985, ce fut pour protester contre les combines électorales de M. Mitterrand. Il l'avertit qu'une représentation proportionnelle donnerait une légitimité non justifiée à la campagne d'extrême droite, anti-immigrants du Front national. Il avait vu juste en cela.

De petite stature, le «rusé renard» de la politique française a su comment survivre.

Quant au «socialisme de libre entreprise», M. Mitterrand a conclu que cette approche plus modérée est davantage du goût de la France que le marxisme économique qui a dominé son gouvernement après son élection à la présidence en 1981. Lors de son premier discours de Premier ministre, il y a deux ans, M. Rocard promit une «démocratie quotidienne», et indirectement promit qu'on ne répèterait pas la vague de nationalisation de 1981, en assurant au pays qu'il ne «ferait pas ce que d'autres déferont plus tard»

Depuis lors, il semble avoir évité la plupart des pièges qui attendent tout gouvernement. À l'extérieur, invraisemblablement il négocia une entente pour le problème épineux de la Nouvelle Calédonie. À l'intérieur du pays, à force de patience et de fermeté, il surprit ses collègues et le pays en insistant sur le fait que l'augmentation du genre de dépenses publiques et de salaires publics que réclamaient ses collègues socialistes ne ferait que du tort à l'économie. Après deux années de son ministère, le taux d'approbation des électeurs français monta d'une manière surprenante jusqu'à 55 pour cent. Au milieu du décor baroque de son bureau tentaculaire de l'Hôtel Matignon, fumant une succession de gauloises, M. Rocard est un modéré passionné. Durant une entrevue de 80 minutes, c'est sa propre vision du socialisme moderne qui le passionne le plus.

«Je suis pour le marché libre. J'ai payé mes vingt ans de marginalisme pour ma position sur le marché libre et sur les forces socialistes de France. Vingt années de marginalisme, qui peut dire mieux?»

Il insiste sur les limites du marché, parce que le marché est par nature voué à un court terme. Ainsi, l'environnement et la santé publique sont des préoccupations évidentes et légitimes pour un gouvernement, autant que les grands problèmes du prochain siècle, l'espace et la biotechnologie, l'exploitation du fond océanique -- qui dépendront des fonds publics et de la responsabilité publique.

«Je ne veux pas d'un contrôle de l'État sur l'économie, ce n'est pas convenable. L'État est fait pour administrer, c'est-à-dire pour donner un droit égal à tout sujet d'avoir des décisions complètement publiques et transparentes en face des tribunaux.

«Si vous voulez produire, vous devez être secret, partial, violent en commerce. Ce n'est pas la même éthique. L'État n'est pas fait pour produire. Staline aurait dû savoir cela.»

Il considère toute la question de propriété publique comme un «chemin détourné du marxisme» qui a déformé les idéaux originels du socialisme. Il ne veut plus entendre parler de propriété ni de dirigisme économique.

«C'est fini avec tout cela. Ça n'appartient plus à notre mentalité. Le socialisme moderne est fait de marché libre, de libre entreprise et de libre-échange.»

Il reconnaît au moins une exception, en partie par intérêt national, en partie en résultat de ce qu'il considère comme une faiblesse fondamentale dans l'économie française.

M. Rocard pense que l'une des garanties de progrès en haute technologie est possible par l'intermédiaire de S.A. Thomson qui appartient à l'État. Malgré ses restrictions sur la propriété d'état, il ne veut pas changer pour le moment la propriété de Thomson.

Il sera cependant heureux d'entendre des propositions pour la vente de Thomson, dit-il, «quand le système bancaire privé de France prendra l'habitude de respecter et d'édifier une éthique de production, et non pas seulement une éthique monétaire. Et voilà je pense que je suis un socialiste, un socialiste de la libre entreprise et du marché libre.»

Une telle insistance est peut-être surprenante de la part d'un homme qui s'est tant opposé à la propriété étatique. Mais M. Rocard nous a déjà surpris auparavant, ne serait-ce que par sa survivance.[1]

1. Source : The Globe and Mail, 8 septembre 1990.

UN MANIFESTE SOCIALISTE

RÉFLEXIONS. *Que pense réellement Bob Rae, qui prête serment aujourd'hui en qualité de Premier ministre de l'Ontario, au sujet du capitalisme, des changements sociaux, de la crise de l'environnement? Dans un discours précédant sa remarquable campagne électorale, il a réféchi sur ces questions ainsi que d'autres problèmes.*

COMME des millions d'autres personnes dans le monde, j'ai acclamé le triomphe de la démocratie populaire en Europe de l'Est. Je refuse cependant d'interpréter ces événements étonnants comme une revanche du capitalisme, ou comme une répudiation de tout ce que j'appellerais socialisme démocratique.

Les régimes communistes de ces pays ont à peu près autant à faire avec la démocratie sociale que la Mafia. Leur effondrement est dû aux millions de démocrates -- parmi lesquels un grand nombre est toujours fier et déterminé à s'appeler socialiste -- qui les ont combattus du dedans et du dehors depuis 1917. Ceci n'a rien à faire avec les idées, les convictions et les panacées de Conrad Black, de Margareth Thatcher, ni avec les méthodes soi-disant supérieures de General Motors ou de Bay Street.

L'attitude triomphante de la droite est sûrement aussi déplacée que celle de ses prédécesseurs marxistes : l'idéal socialiste ne disparaîtra pas. Il répond à quelque chose de profond et d'important au sein de la nature humaine, certainement plus profond que l'esprit thésauriseur qui est au cœur de cette renaissance du capitalisme.

Le capitalisme, en tant que système de pouvoir et de valeurs, est à la fois remarquablement tenace (et de ce fait couronné de succès) et pourtant profondément limité. Il produit opulence et misère, réalisations technologiques et désastre dans l'environnement, triomphe personnel pour quelques-uns et oppression et échec pour bien plus de monde.

Il n'est peut-être pas à la mode de parler d'amour ni de solidarité comme des devoirs politiques et économiques. Ce sont, nous dit-on, des sujets privés, qu'il vaut mieux reléguer à des moments privés. Ils ont cependant également une valeur publique. Il existe un désir de solidarité, de communauté et d'amour. Il peut briser les barrières de classes, d'éducation, de couleur, de langue. Il nous rappelle que nous avons des devoirs

autant que des droits : des responsabilités envers la terre elle-même, des devoirs de prendre soin de nous-mêmes, de prendre soin des autres.

Nous vivons pourtant dans une civilisation d'entreprise qui non seulement crée l'inégalité, mais aussi crée une culture où beaucoup aspirent non à l'égalité, mais à être plus riches, plus puissants que les autres.

Je me suis tourné vers la politique à la suite d'une expérience fondamentale : étudiant diplômé découragé, je n'ai regagné un sens de but et de direction que lorsque je suis allé travailler en Angleterre, à Londres, dans un projet d'assistance-logement, destiné à aider les gens sans abri et les jeunes en difficulté avec la loi. Ce qui me frappe maintenant, c'est que nous avons maintenant, à Toronto, quelques quinze ans après cette expérience, le même problème de personnes absolument sans abri, que j'ai rencontré, en tant que travailleur communautaire au nord de Londres. C'est le même contraste absurde entre les conditions de vie et de travail de mes électeurs et celles de l'élite au pouvoir dans notre société. Le socialisme n'est pas une religion, il n'est pas une garantie personnelle de bonheur, il ne peut pas nous protéger de toutes les tragédies de la vie. La politique ne devrait pas essayer de tout faire, mais elle doit faire ce qu'elle peut.

LES POLITICIENS de toutes couleurs font de grands discours sur l'environnement. La question pour les socialistes n'est pas de savoir si nous aurons une politique sur la pollution et sur l'assainissement de l'environnement, nous l'avons déjà et nous pouvons continuer à la développer. Le défi à surmonter est plus contraignant et plus difficile. Sommes-nous prêts à devenir un «parti vert», un parti qui met autant d'accent sur les relations des gens avec la nature, et sur nos obligations envers les futures générations que sur la répartition des pouvoirs et des revenus?

Si la réponse est négative, notre politique sera simplement une modération marginale du statu quo, de plus en plus difficile à distinguer des politiques de l'environnement des autres partis. Si la réponse est affirmative, nous parlons alors d'un différent système de valeurs. Ceci signifie un changement profond pour notre parti.

La démocratie sociale a beaucoup à enseigner également au mouvement vert. Si des ressources peu abondantes vont encore davantage être limitées, cela aura un effet dramatique sur les vies des personnes. Les emplois et les heures de travail subiront des changements. Si la distribution des richesses et du pouvoir ne change pas, moins de croissance signifiera simplement plus de chômage, plus de pauvreté, et des vies plus misérables, plus dures pour des centaines de milliers de personnes.

Nous ne pouvons pas parler d'éliminer les produits chimiques en agriculture, sans parler de ce qui arrive aux agriculteurs. Nous ne pouvons pas parler de nouvelles politiques de transport, sans parler du sort des ouvriers de l'automobile. Nous ne pouvons parler des déchets sans parler des travailleurs qui gagnent leur vie en produisant trop d'emballage ou en produisant des biens qui seront simplement jetés.

Cependant, nous devons en finir avec la vanité qui nous fait penser que le monde est là simplement pour l'usage qu'en fait notre génération. La crise de l'environnement n'est pas un simple mot fracassant inventé par la publicité. Elle est réelle et demande de l'action et des changements qui affecteront notre mode de vie.

De plus grands changements sociaux sont en train de se produire également. Les Canadiens sont-ils réellement préparés à moins travailler, et à partager le travail différemment? Les hommes sont-ils préparés à prendre en main les responsabilités

familiales qui ont été assignées aux femmes pendant des siècles? Sommes-nous préparés à utiliser moins des ressources mondiales et à partager ce que nous avons d'une manière plus équitable, avec le reste du monde? Avons-nous l'imagination et la générosité spirituelle pour vivre en meilleure harmonie avec nos premiers citoyens (autochtones)? Comprenons-nous tout ce que cela signifie pour le monde de l'homme blanc compétitif, dans lequel nous avons tous grandi?

Nous devons créer une société dans laquelle le changement n'est pas synonyme de perte catastrophique de revenu, perte d'estime de soi, trou noir de la pauvreté et impuissance que le changement industriel et social a signifié pour des millions de travailleurs depuis la révolution industrielle.

À moins que la «Révolution verte» ne soit accompagnée d'une révolution dite «démocratique», et d'une réelle augmentation du pouvoir et de l'autorité des travailleurs, nous ne connaissons alors que trop les conséquences : seuls les travailleurs subiront les conséquences et eux seuls seront obligés de payer le prix. C'est une recette pour une confrontation et une acrimonie industrielles, enfin pour un monde qui appartient de plus en plus à une poignée capable de réussir à dompter les vagues du changement.

Les socialistes doivent cependant s'accorder aussi avec certaines réalités critiques. Les économies commandées de l'Est ont été un désastre. «Planifier» tout seul ne marche pas. Cela ignore trop de choix, trop d'inconnues, trop d'acteurs dans le système, cela manque de dynamisme, d'énergie et de volonté de changer. L'essentiel est d'harmoniser notre engagement envers la démocratie, la sécurité et la solidarité avec ce que nous devons tous reconnaître comme aspects positifs des marchés. Bref, nous devons voir le socialisme comme quelque chose qui enveloppe une tension créatrice entre trois réalités : planification, démocratie et marchés. Si nous ignorons l'une de ces trois, nous aurons des problèmes.

Il y aura toujours ceux qui disent qu'on ne peut pas planifier une économie ni une stratégie industrielle dans une économie capitaliste d'une société ouverte, avec le reste du monde industriel. Chaque compagnie qui travaille au Canada et en Ontario fait des plans pour l'avenir et a des stratégies de société. Ce sont seulement les gouvernements qui ont d'énormes hésitations à s'organiser pour donner une direction à l'économie.

L'une des missions critiques du socialisme a été d'exposer l'absurdité de voir simplement l'économie comme un monde étroit de relations économiques privées, tout à fait séparé du monde public de la politique et du gouvernement. La démocratie a été interprétée de cette manière comme étant simplement ce que les gouvernements progressifs font dans leur effort pour contrôler les excès du système capitaliste. Cela est une trop grande limitation au concept de démocratie. Le monde de la corporation, le droit des actionnaires, des acheteurs de société, des fusions de société, des projets d'investir ici et de désinvestir là, l'introduction d'une nouvelle technologie et de nouveaux produits, la terminaison de vieilles séries et de vieux produits, tout cela constitue des décisions qui excluent délibérément et systématiquement gouvernement et travailleurs.

Il y a certains secteurs et certaines situations où les nationalisations par le gouvernement sont raisonnables. Mais il y a d'autres secteurs de l'économie où une telle possession publique directe serait profondément improductive : un immense investissement de dollars publics pour un faible revenu réel. Si dans la démocratie notre intérêt est d'agrandir la participation des travailleurs et du public dans l'ensemble de la vie de la compagnie et de l'économie, alors l'idée de faire du gouvernement le seul actionnaire n'est pas réellement la réponse. Les intérêts d'une démocratie économique seraient mieux servis par quelques changements pratiques immédiats dans nos lois sur les relations du travail, la loi sur les sociétés, et les normes d'emploi. Éliminez cette notion largement répandue actuellement dans notre loi du travail, selon laquelle tout ce qui n'est pas mentionné dans l'entente collective appartient à la compagnie. Donnez aux travailleurs accès direct aux conseils d'administration, non d'une manière symbolique, mais comme un exercice important de démocratisation. Donnez au public la parole directe aux conseils également. Débarrassez-vous des immenses différences de traitement entre la direction et les travailleurs.

Il y a d'autres moyens pour les travailleurs d'avoir plus de contrôle sur leurs vies. Ils ont des économies, sous forme de fonds de pension, qui depuis des générations ont simplement été gérées «en leur nom» par des intérêts appartenant à des sociétés. Lorsque les travailleurs seront plus conscients que ceci est leur argent, et qu'ils devraient le gérer, une immense base de pouvoir économique passera à la démocratie. Ceci demandera, pour être accompli, une immense volonté politique, parce que ceux qui contrôlent ces fonds n'abandonneront pas ce pouvoir sans lutte, mais si Lech Walesa peut le faire avec une bureaucratie communiste, nous devrions être capables de le faire ici.

LA DÉMOCRATIE est aussi constituée par d'autres importantes révolutions de notre époque : le mouvement des femmes et les droits de la personne. Les femmes sont entrées dans le marché du travail par millions cette dernière décennie, mais elles sont systématiquement moins payées, sont reléguées à des travaux à temps partiel, ont de plus maigres bénéfices, moins de protection et moins de sécurité. Elles sont sujettes au harcèlement au travail et à la violence à domicile.

Si vous êtes aveugle au Canada, vous serez probablement sans emploi. Si vous êtes sourd ou si vous êtes physiquement ou mentalement handicapé en quelque façon, vous serez pauvre, selon toute probabilité, mal logé, sans emploi et sans soutien. Si vous êtes noir ou si vous appartenez à une minorité visible, vous aurez un pire emploi, avec un salaire plus bas, moins de reconnaissance et moins de possibilités que votre voisin blanc.

Enfin, il y a le rôle positif et nécessaire que les marchés peuvent jouer dans un système socialiste. Les économies qui ont oublié ou oblitéré des marchés l'ont fait à leur propre péril. Sans exception, ils doivent maintenant procéder à des réformes et à se conformer à la nécessité de prix réalistes, du respect de l'offre et de la demande, ils doivent comprendre le rôle positif de la compétition, le besoin de servir le public des consommateurs et savoir apprécier les avantages du changement, du dynamisme et, oui, de l'entreprise et de la gestion efficace.

Mais nous savons tous que, si les principes du marché sont liés à des formes de sociétés exclusivement privées, de propriété et de gestion, au sein d'un climat général de spéculation et d'âpreté au gain, le résultat n'est pas une économie productive, mais un casino.

La puissance et la richesse sont passées d'une génération à la suivante. Ceci est combiné avec la tendance inévitable des concurrents de dévorer leurs opposants dans une frénésie de prise de possession et de monopole. Nous connaissons le résultat : nous vivons avec lui. C'est notre monde, mais ses excès ne devraient pas nous aveugler sur ce qui est raisonnable.

La créativité, l'esprit d'invention, l'ingéniosité technique, et, ce qui plus important, le choix du consommateur, sont tous des aspects positifs du marché. Et il est important, en tant que socialistes, que nous nous y accordions. En nous concentrant sur les questions

sociales, nous avons souvent considéré l'économie comme une chose obscure et inconnue, presque malpropre. C'est cependant ainsi que nous gagnons notre vie. Nous devons mieux la comprendre, et nous devons en même temps insister sur le fait que l'économie réponde à nos valeurs et à nos priorités.

L'agrandissement de l'état-providence, et des attaques de la nouvelle droite, dirigées sur certains de nos accomplissements nous ont forcés de passer beaucoup de temps simplement à défendre nos accomplissements historiques, comme l'assurance-santé. Maintenant nous devons déclarer ce que nous voulons pour l'avenir :

Le féminisme nous a fait rendre compte que là où le pouvoir est prévenu en faveur des intérêts des hommes et du patriarcat, les femmes sont abaissées et exploitées. Le mouvement pour les droits de la personne nous a obligés d'ouvrir les yeux sur le fléau du racisme.

Nous devons rendre le gouvernement et les voies par lesquelles il effectue les services plus ouverts. Nos services de santé et services sociaux dépensent des milliards de dollars, et cependant dans plusieurs cas, il n'y a ni responsable, ni participant. La flexibilité et la qualité du service public doivent être améliorées.

Dans notre vie économique, nous sommes régis par une élite non élue, dont le pouvoir et la richesse sont pour une bonne part héréditaires. Nous devons exiger que ce qui est produit soit partagé plus équitablement. Les gens ne paieront pas exactement la même chose, et certainement ne vivront pas de la même façon, mais il est clair qu'il n'y a pas d'excuse pour une si grande disparité entre riches et pauvres.

L'aptitude du capitalisme à «distribuer les biens» économiquement a été très exagérée. En tant que système politique, il a misérablement manqué de répondre aux besoins et demandes ordinaires de ses citoyens. En tant que système moral, il échoue complètement à rallier la volonté populaire de partager la liberté, la justice, l'égalité, la communauté ou l'amour. Si ce que le meilleur socialisme démocratique peut offrir est «un peu plus de ceci et un peu plus de cela», nous devons faire nos valises et admettre notre faillite.[1]

---

1. Source : The Globe and Mail, 1er octobre 1990.

N'Y A-T-IL PAS DES CHOSES QUE L'ARGENT NE PEUT ACHETER?

Il existe des arguments plus forts en faveur d'une démocratie sociale et économique qu'on ne pense, et elles ont leurs racines dans des institutions. Le plus clair exemple de cela, peut-être, est au Canada, notre système de soins médicaux. Nous avons, pour nous soigner mutuellement lorsque nous sommes malades, une manière différente de ce que nous faisons à d'autres moments. Par exemple, nous donnons bénévolement du sang, nous ne demandons pas d'être payés en retour.

Il est intéressant qu'en matière de vie et de mort, nous ne songerions pas à laisser cette décision sur le marché, et que c'est là que l'on trouve la plus grande efficacité et la plus grande qualité simplement en mobilisant l'aptitude des gens à aimer d'une manière désintéressée.

Il y deux ans, un diagnostic révéla que mon frère David avait un cancer de la lymphe. Après un premier traitement, on nous dit que l'étape suivante était une greffe de moelle épinière. Après une batterie de tests sanguins, on trouva que j'étais le donneur le plus compatible.

Aux États-Unis, cette opération coûterait plus de 250 000 $. Plusieurs États ont cessé de payer Medicaid pour les greffes, parce qu'elles sont trop chères. Une mère, en Orégon, assiégea le corps législatif avec son enfant mourant, pour l'amener à payer son traitement, il fut inflexible. L'enfant mourut. -- Même si les greffes réussissent plus souvent qu'elles n'échouent avec les jeunes enfants à réduire le cancer.

Je subis l'opération, sans réfléchir ni poser de question à propos du prix, et mon frère lutta dans et hors de l'hôpital, avec un énorme courage, avant de mourir. L'enfant de l'Orégon aurait probablement eu selon les statistiques une plus grande chance de vivre plus longtemps que mon frère, mais ce choix ne lui a pas été donné.

Je peux aussi me souvenir d'avoir lu un article de journal sur une famille des États-Unis où le frère disait qu'il refusait à se prêter à une greffe -- c'était trop douloureux, trop risqué, et il n'avait pas vu son frère depuis longtemps, et il ne pensait pas lui devoir quoi que ce soit de toute façon.

En fait, il n'y a aucun risque dans l'opération pour un donneur, et la douleur est d'ordinaire très brève, mais le dernier point attira mon attention : «qu'est-ce que je lui dois, de toute façon?»

Aux États-Unis, les familles offrent de payer pour les greffes, pour les donneurs. Mais existe-t-il des choses que l'argent ne puisse pas payer? Est-il en réalité trop abstrait, trop banal, trop difficile de comprendre que le simple fait de donner une chance à une autre vie soit précieux en soi? La plupart des gens ne seraient-ils pas émus par les arguments les plus essentiels sur ce que nous devons les uns aux autres?

Nous nous devons, les uns aux autres, l'amour et l'action qui en découlent. Nous exprimons cet amour en actes, en lois, en institutions, en droits.[1]

1. Source : The Globe and Mail, 1er octobre 1990.

RAPPEL

Maintenant que vous avez terminé ce module, faites un retour en arrière pour vous assurer de votre compréhension des concepts et des idées développés lors de vos lectures et de vos discussions. Demandez-vous en particulier si vous avez rencontré les objectifs tels que développés dans **Avis aux élèves** au tout début de ces fiches de lecture.

En termes très généraux, vous devriez avoir compris que :

- les systèmes économiques sont organisés en vue de la production et de la distribution des biens et services dans la société;

- les systèmes économiques peuvent être basés sur les principes de l'entreprise privée;

- les systèmes économiques peuvent être basés sur les principes de l'entreprise publique;

- les systèmes politiques et économiques diffèrent en pratique de la théorie;

- les systèmes économiques s'adaptent aux nouvelles idées et aux circonstances changeantes;

- le rôle de l'individu dans la société est affecté par l'importance accordée au bien collectif et à l'individualisme.

MODULE 4

A. Face au présent

B. Face à l'avenir

AVIS AUX ÉLÈVES

Ce module vise deux buts en particulier. Dans un premier temps, vous aurez l'occasion de faire de la recherche sur un pays qui vous intéresse en vue de comprendre les systèmes politiques et économiques en place. Dans un deuxième temps, vous serez appelé à réfléchir sur la possibilité d'inventer d'autres systèmes politiques et économiques plus adaptés à notre situation contemporaine.

Plus précisément, vous devriez pouvoir dans ce module :

- décrire les systèmes politique et économique en place dans un pays donné;
- expliquer les points en commun entre le capitalisme, le communisme et la social-démocratie;
- mener à bien un projet de recherche;
- écrire un exposé de façon claire et précise;
- discuter des principes fondamentaux d'au moins un système alternatif.

PROJET DE RECHERCHE - PISTES DE RÉFLEXION

Choix du pays

- Quels sont les pays qui font les manchettes à l'heure actuelle?

- Parmi ceux-là, lequel m'intéresse le plus? Pourquoi?

Système politique

- Est-ce que ce pays est une démocratie ou une dictature? Pourquoi? Y a-t-il quelque chose dans l'histoire de ce pays qui explique sa situation politique actuelle?

- Si ce pays est démocratique, comment cette démocratie est-elle organisée? Est-ce un système parlementaire ou présidentiel? Est-ce une fédération ou un État unitaire? Quels sont les principaux partis politiques? Quelles tendances ces derniers représentent-ils? Comment le pouvoir est-il réparti parmi les organes exécutif, législatif et judiciaire? Quels sont les rôles des médias, de la police, de la fonction publique, des groupes d'intérêt dans ce pays? Comment ces organismes fonctionnent-ils? Comment assure-t-on le respect des droits de la personne dans ce pays? Y a-t-il des problèmes à cet égard? Ce pays connaît-il des problèmes d'ordre politique à l'heure actuelle?

- Si ce pays est une dictature, comment cette dictature est-elle organisée? Comment le dictateur est-il devenu dictateur? Quels moyens utilise-t-il pour rester au pouvoir? Pourquoi veut-il le pouvoir? Que fait-il avec le pouvoir?

Système économique

- Comment l'économie dans ce pays est-elle organisée? Est-ce que le gouvernement intervient dans l'économie? Comment? Pourquoi?

- Quelle est la situation économique et financière de ce pays? Discutez des sujets tels que le PNB, les exportations et les importations, le budget gouvernemental,

les secteurs les plus importants de l'économie, l'importance de ce pays relatif au commerce mondial, les perspectives d'avenir.

Conclusion

- À quel modèle, parmi ceux discutés dans cette unité, ce pays se rapproche-t-il le plus? Pourquoi? D'après vous, ce pays a-t-il choisi la meilleure voie politique et économique? Pourquoi?

4

Le système d'économie bouddhiste

« Gagner son pain honnêtement » est l'un des préceptes du Noble Sentier à huit voies de Bouddha. Il doit donc exister une science économique bouddhiste.

Les pays bouddhistes ont souvent affirmé vouloir rester fidèles à leur héritage. Il en va ainsi de la République de Birmanie. « La Nouvelle Birmanie ne voit aucun conflit entre les valeurs religieuses et le progrès économique. Santé spirituelle et bien-être matériel ne sont pas ennemis, mais alliés naturels [1]. » « Nous pouvons concilier avec succès les valeurs spirituelles et religieuses de notre héritage et les bénéfices de la technologie moderne [2]. » Ou encore : « Nous autres Birmans avons le devoir sacré de conformer aussi bien nos rêves que nos actes à notre foi. C'est ce que nous ferons toujours [3]. »

Malgré tout, de tels pays affectent invariablement de pouvoir calquer leurs plans de développement économique sur l'économie moderne. Ils appellent en consultation des économistes modernes de pays dits avancés, pour établir la politique à suivre et pour échafauder *le* grandiose projet de développement : plan quinquennal ou autre, quel que soit le nom qu'on lui donne. Personne ne semble songer qu'un style de vie bouddhiste réclame une économie bouddhiste, tout comme le style de vie matérialiste moderne a fait naître l'économie moderne.

Les économistes eux-mêmes, comme la plupart des spécialistes, souffrent normalement d'une sorte de cécité métaphysique, et tiennent leur spécialité pour une science aux vérités absolues et immuables, sans aucun présupposé. Certains vont même jusqu'à clamer que les lois économiques sont aussi indépendantes de la « métaphysique » ou des « valeurs » que l'est la loi de la gravi-

Source - Small is Beautiful - Une société à la mesure de l'homme
Contretemps-Le Seuil 1978

tation. Point n'est pourtant besoin d'entrer dans des querelles de méthodologie. Prenons plutôt quelques uns des principes et voyons à quoi ils ressemblent, du double point de vue de l'économiste moderne et de l'économiste bouddhiste.

Le travail humain est unanimement admis comme source fondamentale de richesse. L'économiste moderne en est arrivé à considérer désormais le « travail » comme un mal nécessaire, ou à peine plus. Pour l'employeur, c'est en tout cas un simple élément de coût, qu'il convient de réduire à un minimum, faute de pouvoir l'éliminer complètement, disons, par l'automation. Pour l'ouvrier, le travail n'a pas d'utilité en soi. (Il est ce que les économistes nomment une « désutilité ».) Travailler revient à sacrifier son temps de loisirs et son confort, le salaire n'étant qu'une sorte de compensation reçue pour ce sacrifice. L'idéal est donc, pour l'employeur, de produire sans employés et, pour l'employé, d'avoir un revenu sans travailler.

Les conséquences, aussi bien théoriques que pratiques, de telles attitudes, sont bien sûr d'une très grande portée. Si l'idéal, en ce qui concerne le travail, est de s'en délivrer, toute méthode qui « allège la charge de travail » est bonne. La méthode la plus efficace, proche de l'automation, est celle dite « division du travail ». L'usine d'épingles, dont Adam Smith a fait la louange dans *La Richesse des nations* [4], en est l'illustration classique. Il ne s'agit pas ici d'une spécialisation ordinaire, pratiquée par l'humanité depuis la nuit des temps, mais de la division de chaque processus global de production en infimes parties. Ainsi peut-on fabriquer le produit final à une cadence accélérée, sans jamais demander à l'ouvrier de contribution autre qu'insignifiante, le plus souvent réduite à un banal mouvement de jambes ou de bras.

Du point de vue du bouddhisme, la fonction du travail est au moins triple. Donner à l'homme la chance d'exploiter et de développer ses facultés. Lui permettre de dominer son égocentrisme en participant avec d'autres à une tâche commune. Produire les biens et les services nécessaires à une existence décente. Les conséquences d'une telle optique sont, ici encore, infinies. Organiser le travail de sorte à lui ôter toute signification, à le rendre ennuyeux, absurde, à en faire un véritable supplice pour les nerfs de l'ouvrier, friserait l'acte criminel. Ce serait faire

preuve d'un plus grand intérêt pour les choses que pour les gens, d'un dangereux manque de compassion et d'un degré d'attachement à l'aspect le plus primitif de cette existence terrestre, nuisible pour l'âme. De la même manière, vouloir faire des loisirs une alternative au travail passerait pour une totale méconnaissance de l'une des vérités les plus fondamentales de l'existence humaine, à savoir : que le travail et les loisirs sont des parties complémentaires d'un même processus d'existence, que l'on ne saurait séparer sans ruiner la joie que procure le travail et la félicité qu'apportent les loisirs.

Du point de vue bouddhiste, il existe donc deux types de mécanisation qu'il convient de distinguer clairement : celle qui met en valeur l'adresse et les dons d'un ouvrier, et celle qui confie le travail de l'ouvrier à un esclave mécanique, l'ouvrier se retrouvant lui-même au service de l'esclave. Comment distinguer ces types l'un de l'autre ? Ananda K. Coomaraswamy, aussi compétent pour parler de l'Occident moderne que de l'Orient ancien, nous dit : « L'artisan lui-même peut toujours, le cas échéant, faire la distinction subtile entre la machine et l'outil. Le métier à tisser des tapis est un outil, une invention qui maintient tendus les fils de la chaîne afin que les artisans puissent, de leurs doigts, nouer les poils du tapis autour de ces fils. Le métier mécanique est, au contraire, une machine, qui joue un rôle important dans la dégradation de la culture parce qu'elle accomplit la partie essentiellement humaine du travail [5]. » L'économie bouddhiste — cela est bien clair — doit donc être très différente de celle du matérialisme moderne, puisque le bouddhiste conçoit l'essence de la civilisation non comme une multiplication des besoins, mais comme la purification du caractère de l'homme, caractère que forge, en premier lieu, le travail. Le travail consacre par ailleurs ceux qui l'exécutent, ainsi que leurs produits, lorsque les conditions mêmes de son exécution respectent la dignité et la liberté humaines. Le philosophe et économiste indien, J.C. Kumarappa, résume la question en ces termes :

> « Si la nature du travail est correctement appréciée et respectée, elle entretiendra le même rapport à l'égard des facultés supérieures que la nourriture à l'égard du corps. Le

travail nourrit et stimule les penchants nobles de l'homme. Il le pousse à produire au mieux de ses capacités. Il dirige son libre arbitre sur la bonne voie. Il discipline le côté animal qui se trouve en lui en le canalisant progressivement. Il procure à l'homme un excellent fond pour découvrir son échelle de valeurs et développer sa personnalité [6]. »

Si un homme n'a pas la chance d'obtenir du travail, il se trouve dans une situation désespérée, non pas simplement parce qu'il ne dispose d'aucun revenu, mais parce qu'il est privé de ce facteur que rien ne peut remplacer : le travail discipliné, qui nourrit et stimule. Un économiste moderne peut se lancer dans de très savants calculs pour savoir si le plein emploi « paie », ou s'il serait plus « économique » de faire marcher une économie au-dessous du plein emploi, de façon à assurer une plus grande mobilité de la main-d'œuvre, une meilleure stabilité des salaires, et ainsi de suite. Pour lui, le critère fondamental du succès est uniquement la quantité totale de biens produits pendant une période donnée. « Si l'utilité marginale des biens est minime, écrit le Professeur Galbraith dans *L'Ere de l'Opulence*, la nécessité d'employer la main-d'œuvre jusqu'au dernier homme ou jusqu'au dernier million d'hommes ne se fait pas davantage sentir. » Et, plus loin : « Si notre besoin de production est tellement restreint que nous puissions nous permettre un certain chômage dans l'intérêt de la stabilité — proposition, notons-le en passant, qui a des antécédents authentiquement conservateurs — nous pouvons aussi accorder aux chômeurs les biens qui leur permettent de conserver leur niveau de vie [7]. »

D'un point de vue bouddhiste, c'est le monde renversé que d'estimer les biens plus que les gens, et la consommation plus que l'activité créatrice. Cela revient à déplacer le centre d'intérêt de l'ouvrier au produit de son travail, c'est-à-dire de l'humain au sous-humain : c'est là une véritable reddition aux forces du mal. Le point de départ même de la planification économique bouddhiste serait une planification du plein emploi, dans le but principal, en fait, d'assurer un emploi à tous ceux qui ont besoin de travailler « au-dehors ». Rien à voir avec la maximisation de l'emploi ou la maximisation de la production. Les femmes, somme

toute, n'ont pas besoin de travailler « au-dehors ». L'embauche à grande échelle de femmes, dans les bureaux et les usines, serait considérée comme un signe d'échec économique sérieux. Il serait en particulier aussi peu économique, du point de vue de l'économie bouddhiste, de laisser les mères de jeunes enfants travailler en usine pendant que leurs enfants sont livrés à eux-mêmes, que d'envoyer un ouvrier spécialisé à la guerre, du point de vue de l'économie moderne.

Tandis que les richesses intéressent plus que tout le matérialiste, la libération représente le souci numéro un du bouddhiste. Mais le bouddhisme, « La Voie du Milieu », n'est en aucun cas opposé au bien-être physique. Ce n'est pas la richesse qui fait obstacle à la libération, mais l'attachement à la richesse ; ce n'est pas non plus le plaisir que procurent les choses agréables qui est condamnable, mais le désir ardent de les obtenir. Simplicité et non-violence sont donc les dominantes de l'économie bouddhiste. Pour un économiste, l'aspect merveilleux du style de vie bouddhiste réside dans sa rationalité absolue : des moyens étonnamment faibles conduisant à d'extraordinairement bons résultats.

L'économiste moderne éprouve beaucoup de difficultés à comprendre cela. Habitué qu'il est à évaluer le « niveau de vie » d'après le montant de la consommation annuelle, il postule constamment qu'un homme qui consomme davantage « vit mieux » que celui qui consomme moins. Un économiste bouddhiste tiendrait cette approche pour le comble de l'irrationnel : puisque la consommation n'est qu'un moyen du bien-être de l'homme, le but devrait être d'obtenir le maximum de bien-être par le minimum de consommation. Ainsi, si la fonction des habits est de nous tenir chaud et de nous donner une agréable apparence, il faut atteindre ce but avec le moins d'efforts possible, donc avec un moindre gâchis d'étoffe par an, et en choisissant les modèles qui requièrent le minimum de peine. Moins on prend de peine, plus on peut consacrer de temps et de force à la créativité artistique. Il serait, par exemple, grandement anti-économique de se lancer dans des coupes compliquées, comme on en voit dans l'Occident moderne, quand on peut obtenir un bien plus bel effet en se drapant habilement dans une étoffe non coupée. Ce serait

le comble de la folie que de fabriquer du tissu qui s'use rapidement, et le comble de la barbarie que de fabriquer quelque chose de laid ou de piètre apparence. L'habillement ne constitue pas un exemple à part. Il en va de même de tout ce dont l'homme a besoin. Propriété et consommation des biens sont des moyens en vue d'une fin. L'économie bouddhiste étudie systématiquement comment atteindre des fins données avec un minimum de moyens.

L'économie moderne, au contraire, considère la consommation comme la seule fin et le seul but de toute activité économique, les facteurs de production — terre, travail, capital — en étant les moyens. En résumé, alors que l'économie bouddhiste recherche le maximum de satisfactions humaines grâce au choix d'un modèle de consommation optimal, l'économie moderne tend à maximiser la consommation à travers un mode optimal d'effort de production. Il est facile de voir que l'effort que demande un style de vie tourné vers le modèle de consommation optimal sera, selon toute vraisemblance, plus faible que l'effort demandé par une course à la consommation maximale. Ne soyons donc pas surpris que les hommes vivent beaucoup moins tendus et sous pression en Birmanie, par exemple, qu'aux Etats-Unis, même si le nombre des machines qui économisent la main-d'œuvre ne représente, en Birmanie, qu'une infime fraction du nombre de celles qui sont en service aux Etats-Unis.

Simplicité et non-violence sont, de toute évidence, étroitement liées. Le modèle de consommation optimal, qui procure aux hommes un haut degré de satisfaction grâce à une consommation relativement faible, permet aux gens de vivre sans grande tension. Ils peuvent alors obéir au Premier Commandement de l'enseignement bouddhiste : « Cesse de faire le mal ; cherche à faire le bien. » Comme les ressources physiques sont partout limitées, ceux dont les besoins sont satisfaits par un faible emprunt aux ressources naturelles risquent certainement moins d'en venir aux mains, que ceux qui consomment en quantité. Pareillement, ceux qui vivent dans de petites communautés, presque en autarcie, courent moins de risques de se trouver confrontés à la violence à grande échelle, que ceux dont l'existence dépend de systèmes commerciaux à l'échelle mondiale.

Pour l'économie bouddhiste, une production tirée des ressources locales pour les besoins locaux est donc le style de vie économique le plus rationnel. Dépendre d'importations de l'étranger et, par conséquent, devoir produire pour l'exportation des biens destinés à des peuples inconnus et lointains, représente par contre le summum du non-économique, et ne se justifie que dans des cas exceptionnels, et à petite échelle. Tout comme l'économiste moderne tient pour une calamité, et non pour le signe d'un haut niveau de vie, un temps élevé de transport entre le domicile d'un individu et son lieu de travail, l'économiste bouddhiste soutient que satisfaire les besoins des hommes à partir de sources lointaines plutôt que des voisines est signe d'échec, bien plus que de succès. L'économiste moderne a tendance à considérer les statistiques montrant un accroissement du nombre de tonnes/kilomètre par habitant véhiculées par les moyens de transport d'un pays comme une preuve de progrès économique. Pour l'économiste bouddhiste, au contraire, les mêmes statistiques indiqueraient plutôt une dégradation fort peu souhaitable du *mode* de consommation.

Une autre différence frappante entre les deux systèmes économiques a trait à l'emploi des ressources naturelles. L'éminent philosophe politique français, Bertrand de Jouvenel, a caractérisé l'« homme occidental » en des termes qui peuvent tout à fait correspondre à la description de l'économiste moderne :

> « Dans une société hautement organisée comme est la nôtre, la nature disparaît derrière la masse organisée des semblables ; l'individu croit vivre de ses rapports avec ses semblables, des services qu'il leur rend, des retours qu'il en obtient ; il ne sait plus qu'il vit des prélèvements opérés par la population dont il est membre sur son environnement naturel. Tout ce dont il use lui apparaît produit du travail humain ; et c'est vrai quant à la forme ; mais quant à la substance elle est empruntée à la nature. (. . .) L'homme se nourrit de matière vivante. (. . .) [Or] le trajet de la matière vivante n'est pas à sens unique, (. . .) il forme un circuit, un cycle. On dira alors que la population humaine

s'insère dans un écosystème, en communauté biotique avec d'autres formes de vie. (. . .)

« Qu'est-ce que la "civilisation" ? Au sens étymologique, c'est l'urbanisation. Ce qui est caractéristique de la vie urbaine, c'est que l'homme n'y rencontre la vie que sous la forme de son semblable, et tout ce qu'il voit autour de lui est du minéral organisé.

« Cette situation est extrêmement propice à l'oubli des conditions écologiques de l'existence humaine. Et par conséquent il est au moins plausible qu'il existe (. . .) une tendance inhérente de la civilisation à ruiner les conditions d'existence de l'homme ". »

Les enseignements de Bouddha prescrivent par contre de témoigner d'une attitude respectueuse et non-violente, non seulement à l'égard de tous les êtres sensibles mais aussi — on y insiste — à l'égard des arbres. Chaque disciple de Bouddha se doit de planter un arbre tous les deux ou trois ans, et d'en prendre soin jusqu'à ce que celui-ci ait bien pris. L'économiste bouddhiste peut sans difficulté démontrer que l'observance universelle de cette règle entraînerait un haut niveau de développement économique véritable, qui n'aurait nul besoin d'une aide étrangère. La décadence économique du Sud-Est asiatique (comme de beaucoup d'autres régions du monde) est indubitablement due, en grande partie, à la négligence imprudente et scandaleuse dont on fait preuve à l'égard des arbres.

L'économie moderne ne distingue pas entre matières renouvelables et non renouvelables, dans la mesure où sa méthode même consiste à tout égaliser et à tout quantifier au moyen d'un prix évalué en termes monétaires. Ainsi, prenons diverses sources d'énergie, au choix, comme le charbon, le pétrole, le bois et la force hydraulique. La seule différence que leur reconnaît l'économie moderne est leur coût relatif par unité équivalente. La source d'énergie la moins chère est automatiquement celle qu'il faut préférer : agir autrement serait irrationnel et « non-économique ». Aux yeux d'un bouddhiste, cela ne conviendra pas du tout, naturellement. La différence essentielle entre énergies non renouvelables, comme le charbon et le pétrole, d'un côté, et énergies renouvelables, comme le bois et la force hydraulique, de l'autre, ne peut pas être purement et simplement ignorée. On ne doit utiliser les biens non renouvelables qu'en cas de nécessité et, même alors, toujours avec le plus grand discernement et le plus profond souci de leur conservation. En faire un usage inconsidéré ou extravagant est un acte de violence. Or, même si la non-violence absolue ne peut pas être atteinte sur cette terre, l'homme a cependant le devoir inéluctable de tendre, par ses actes, à cet idéal de non-violence.

Un économiste européen moderne ne considèrerait certes pas que vendre à des prix intéressants à l'Amérique tous les trésors de l'art européen soit un grand succès économique. De la même manière, l'économiste bouddhiste insiste sur le fait qu'une population qui fonde sa vie économique sur des énergies non renouvelables vit en parasite, sur son capital et non de son revenu. Un tel mode de vie ne saurait durer en permanence et ne peut à la rigueur se justifier que comme un expédient purement provisoire. Les ressources du monde en énergies non renouvelables — charbon, pétrole et gaz naturel — sont loin d'être uniformément réparties à travers le globe. De plus, elles existent sans aucun doute en quantité limitée. Il est donc évident que leur exploitation toujours plus importante est un acte de violence perpétré contre la nature, qui doit presque inévitablement conduire à la violence entre les hommes.

Ce seul fait devrait donner matière à réflexion, même à ces gens des pays bouddhistes qui se moquent des valeurs religieuses et spirituelles de leur héritage, et désirent ardemment embrasser, le plus vite possible, le matérialisme de l'économie moderne. Avant de rejeter l'économie bouddhiste comme, au mieux, un rêve nostalgique, ils feraient bien d'examiner si le chemin du développement économique tracé par l'économie moderne a des chances de les conduire là où ils veulent aller vraiment. Vers la fin de son livre courageux, *The Challenge of Man's Future*, le Professeur Harrison Brown, du *California Institute of Technology* [Institut de Technologie de Californie], dresse le bilan suivant :

« Nous voyons donc que, tout comme la société industrielle est fondamentalement instable et susceptible d'un

retour à l'existence agraire, de même, dans cette société, les conditions de la liberté individuelle sont instables et ne peuvent pas toujours empêcher l'avènement d'une organisation rigide et d'un contrôle totalitaire. En vérité, si nous examinons toutes les difficultés prévisibles qui menacent la survie de la civilisation industrielle, il est malaisé de déceler une éventuelle compatibilité entre l'existence de la stabilité et le maintien de la liberté individuelle [9]. »

Même si l'on devait rejeter cela comme une perspective à long terme, il reste la question immédiate de savoir si la « modernisation », telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, sans égard pour les valeurs religieuses et spirituelles, donne vraiment des résultats satisfaisants. En ce qui concerne les masses, les résultats apparaissent désastreux : effondrement de l'économie rurale, vague montante du chômage dans les villes et les campagnes, et croissance du prolétariat urbain privé de nourritures corporelles et spirituelles.

C'est à la double lumière de l'expérience immédiate et des perspectives à long terme que l'on pourrait recommander l'étude de l'économie bouddhiste, même à ceux pour qui la croissance économique est plus importante que n'importe quelle valeur spirituelle ou religieuse. Car il ne s'agit pas de choisir entre « croissance moderne » et « stagnation traditionnelle ». Il s'agit plutôt de trouver le vrai chemin du développement, la Voie du Milieu entre l'insouciance matérialiste et l'immobilité traditionaliste; en résumé, de trouver comment « gagner son pain honnêtement ».

le futur des autres êtres humains et d'imposer sa propre volonté. Par conséquent, les relations entre individus seront orientés vers l'échange humain et la solidarité, afin de venir à bout des relations basées sur la domination;

- de part son interaction consciente avec l'écosystème, l'être humain peut et doit s'harmoniser avec son environnement;
- l'être humain doit se responsabiliser à l'égard des aspects écologique, social et économique de ses activités de même qu'à l'égard des générations futures.

Aspect **ÉCOLOGIQUE** du projet de société

PARTI VERT DU QUÉBEC

Aujourd'hui, notre écosystème – la planète Terre – est dans un sérieux déséquilibre, à tel point que l'existence même de l'humanité est menacée. Dans le développement actuel de la Vie sur notre planète, nous constatons que l'humanité est dans un stage d'expansion et de croissance. Nous avons une capacité unique de transformation de notre environnement, différente de celle de tout autre membre de l'écosystème. À ce stade de l'évolution de la vie sur cette planète, notre destinée reste une énigme car l'espèce humaine est à l'avant-garde du processus de vie.

Pour bien illustrer cela, nous vous présentons une citation traduite du livre "State of the World 1989" qui décrit bien les enjeux écologiques mondiaux actuels.

> « Plusieurs sociétés ont dû surmonter d'importantes difficultés depuis plusieurs milliers d'années. Certaines ont su relever les défis, d'autres n'y sont pas arrivées. Mais le monde dans son ensemble n'a jamais rencontré un tel défi. Les questions auxquelles l'humanité doit répondre sont des questions profondes : — Pouvons-nous protéger les générations actuelles et futures contre les doses néfastes de rayons ultraviolets ? — Pouvons-nous éviter l'appauvrissement biologique de la planète anticipé pour les deux prochaines décennies ? — Pouvons-nous échapper au changement de climat ? — Pouvons-nous équilibrer la population avec la production de nourriture afin de réduire la persistance de la famine à travers le monde?
>
> Une réponse positive à ces questions dépend de la restauration et la préservation des conditions qui rendent la terre habitable, capable de supporter une diversité de vie et les civilisations modernes. Les activités humaines ont poussé les systèmes naturels de la planète jusqu'à les détraquer. Continuer sur cette voie nous assure des perturbations économiques, des instabilités sociales et des souffrances humaines.

1-State of the World 1989. Worldwatch institute. W.W. Norton, New York, 1989

Dans ces dernières années du XXe siècle, la réflexion sur l'équité sociale, la souveraineté nationale et les droits et responsabilités des individus soulèvent des questions difficiles. Une personne peut avoir les moyens de se procurer une grosse automobile, mais la planète peut-elle se le permettre ? En fait, combien d'automobiles, émettrices de carbone dans l'atmosphère, peut-on tolérer sans menacer l'habitabilité de la planète ?

Les questions d'équité s'étendent aussi aux générations. Est-ce que notre générations a le droit d'éliminer des espèces végétales et animales qui évoluent depuis des millions d'années ? N'avons-nous pas l'obligation de préserver notre héritage biologique pour les générations futures ? Que nous aimions cela ou non, nous faisons partie d'un monde où nous sommes responsables du bien-être des autres.

Jamais les gouvernements nationaux et les institutions internationales n'ont rencontré des problèmes aussi difficiles que ceux auxquels ils font face maintenant. Notre plan d'action met l'accent sur quatre domaines : — développer des stratégies énergétiques dont la pierre angulaire est la protection du climat, — augmenter la couverture forestière de la planète pour répondre aux besoins économiques et environnementaux fondamentaux des pays en développement et ralentir le réchauffement de la terre, — redoubler les efforts pour répondre aux besoins alimentaires causés par la production décroissante de céréales par habitant, — briser la tendance très forte à la croissance de la population qui mine déjà la qualité de vie d'une grande partie du monde.

Évidemment, un plan d'action global devrait tenir compte de plusieurs autres problèmes : la mortalité infantile, la distribution inéquitable de la richesse et la pollution industrielle — pour n'en nommer que quelques-uns. Mais si nous ne réussissons pas à relever les défis ci-haut mentionnés, il sera presque impossible de résoudre ces autres problèmes pressants. La réduction de la dette des pays en développement et la démilitarisation de l'économie globale, même si elles ne sont pas ne sont pas évoquées dans ce plan d'action, sont néanmoins des conditions préalables à l'implantation des mesures spécifiques suggérées.

La capacité des leaders et des institutions internationales sera sévèrement mise à l'épreuve dans la tâche de remettre écologiquement et économiquement le monde sur la bonne voie. En fin de compte, c'est nous en tant qu'individus, qui sommes mis à l'épreuve. Nos valeurs collectives définissent nos priorités sociales, quelles politiques sont formulées, comment les ressources sont utilisées et quand le changement va commencer à se réaliser. »

C'est pourquoi nous préconisons entre autres, **l'harmonisation de la société québécoise avec son environnement naturel**, basée sur le respect de la diversité des espèces vivantes et sur l'équilibre des écosystèmes afin d'arrêter :

- la dégradation de la couche d'ozone
- les pluies acides et toxiques
- l'effet de serre
- la contamination de l'eau
- la destruction des forêts
- les déchets toxiques et non-recyclables
- la consommation des énergies non-renouvelables
- les modes de production polluants

ASPECT **POLITIQUE**
du projet de société

Dans la plupart des pays, les systèmes politiques sont actuellement remis en question à cause de leur incapacité à régler les problèmes sociaux et écologiques. Cette incapacité repose principalement sur la domination d'un point de vue sur les autres, une des erreurs fondamentales de nos systèmes politiques. Ceux-ci sont orientés vers la confrontation plutôt que la collaboration entre les représentants des différents points de vue politiques.

Dans les situations complexes de notre époque, il nous faut considérer et intégrer plusieurs points de vue afin de retenir les solutions les plus justes globalement. C'est pour cela que **nous voulons définir un nouveau système politique nous permettant de relever les défis actuels et de réaliser un nouveau projet collectif.** Ce nouveau système politique devrait reposer sur **une démocratie participative** où la prise de décision tient compte d'une grande diversité de points de vue.

Quant à ce nouveau projet collectif, il devrait être formulé juridiquement par **une charte des libertés, des droits et des devoirs écologiques, économiques, sociaux, informationnels et politiques de la personne, de l'entreprise et de l'État.**

C'est pourquoi nous proposons ci-dessous tout un ensemble de moyens pour construire un tel système politique pouvant assister la société québécoise dans la réalisation de son projet de société. **Ainsi la démocratie participative peut être présente dans le processus décisionnel de l'État**

via

un **mode de scrutin à représentation proportionnelle**,

un conseil exécutif composé de représentants élus de différents partis politiques,

des conseils écologique, économique, social et informationnel, composés de représentants élus de différentes organisations et présents à chaque niveau décisionnel selon les besoins, pour décrire la situation actuelle et des futurs possibles afin de définir le cadre dans lequel doit s'exercer le pouvoir législatif et exécutif;

- une procédure de **référendum d'initiative populaire** permettant à une fraction des électeurs d'obtenir un référendum sur un projet de loi ou une loi adoptée,

- **un nouveau partage de souveraineté et de juridiction**, dans un esprit de décentralisation et selon l'ampleur des problèmes à résoudre, **entre les instances de quartiers, municipales, régionales, québécoise, et éventuellement canadienne, continentale et mondiale**

Ce système politique, grâce à la représentation proportionnelle, permet à tous les points de vue politique ayant un support populaire minimal d'être représentés aux assemblées législatives. Puis, un conseil exécutif permettant à plusieurs partis politiques de participer à l'exercice du pouvoir permet d'éliminer le problème de l'alternance des partis au pouvoir qui favorise les hauts fonctionnaires. De plus, il est plus facile de trouver des personnes compétentes et expérimentées pouvant remplir ces postes de hautes responsabilités.

si cependant très important de contrebalancer un tel pouvoir exécu par un référendum d'initiative populaire permettant à la population de bloquer toute loi ou projet de loi Ainsi le pouvoir exécutif ne peut s'exercer contre la volonté de la population Évidemment, pour éviter que l'incompréhension et l'ignorance ne soient au pouvoir, il est essentiel que la population ait accès à une information pertinente et de qualité pour juger si elle appuie ou non un projet de loi

La production de cette information à laquelle les citoyen(ne)s peuvent se référer doit relever d'une autorité ayant la légitimité nécessaire, telle des conseils écologiques, économiques, sociaux et informationnels Ces conseils doivent être à même de réunir l'information sur les différentes situations nécessitant une intervention de l'État, et leurs développements possibles Cette information doit être de qualité et accessible à tous(tes) les citoyens(nes) grâce aux nouvelles capacités informatiques.

Quant au niveau de juridiction le plus approprié pour une intervention, il devrait être déterminé dépendamment de l'ampleur et de la rapidité de développement de la situation Nous devons dès maintenant concevoir la possibilité de conseils continentaux et mondiaux pour nous informer des situations à cette échelle et nous assurer que notre comportement au niveau national ne sera pas néfaste au niveau mondial

ASPECT **ÉCONOMIQUE**
du projet de société

L'économie officielle n'est soucieuse de rentabilité et de rendement qu'à court terme, elle ne prend en compte que les éléments monétaires et ne s'inquiète jamais des répercussions de ses activités sur l'être humain et toutes les autres formes de vie **L'économie écologiste intègre les coûts et les bénéfices non-monétaires, se préoccupe des effets à court et à long terme et des générations futures, envisage les effets indirects, etc.** Elle est, dans tous les sens du terme, plus économique et moins économiste.

Notre spécificité tient dans nos objectifs (développement qualitatif dans le respect des équilibres naturels), dans nos critères et nos instruments (technologie appropriée, usage parcimonieux des ressources non-renouvelables, démocratie économique), dans les acteurs que nous voulons privilégier (activités autonomes, entreprises autogérées et alternatives, coopératives, artisans, commerçants, professions libérales...)

Sans parler des contraintes écologiques ni de l'impossibilité d'étendre le mode actuel de développement au monde entier, on constate l'absurdité des propositions des partis traditionnels quand ils affirment que la croissance économique résoudra le problème du chômage, alors qu'elle n'a pas su le faire jusqu'à date.

Il convient de ne plus convertir systématiquement les gains de productivité en biens ou services supplémentaires, mais de les transformer en temps libre le souhait de vivre mieux est beaucoup moins limité que les possibilités de produire toujours plus

C'est pourquoi nous préconisons **une économie de marché intégrant les coûts sociaux et écologiques** liés à la consommation et à la production afin de

- responsabiliser les consommateurs et les producteurs;
- gérer écologiquement les déchets industriels et domestiques;
- favoriser la prévention en santé personnelle et communautaire;
- promouvoir et soutenir la recherche et le développement de nouvelles activités et de nouveaux modes de production écologiquement et socialement souhaitables;
- favoriser l'émergence d'un entrepreneuriat écologiquement responsable et ainsi multiplier les initiatives en matière de création d'emplois intéressants et socialement utiles;
- favoriser une réduction du temps de travail et de la taille des unités de production trop grande;
- favoriser l'émergence d'une entente mondiale pour un meilleur partage des richesses naturelles.

Agro-alimentaire

Il faut fournir à la population québécoise une nourriture de qualité et assurer aux agriculteurs un niveau de vie décent et un avenir. Il est essentiel d'orienter l'agriculture vers la production de qualité qui, en réduisant les cultures intensives, fournira une alimentation plus saine et plus équilibrée.

Pour arriver à cet objectif, plusieurs mesures s'imposent :

- **mettre en place dans l'agriculture classique des solutions** comme
  - **la lutte intégrée** et d'autres techniques permettant de réduire et de remplacer progressivement les herbicides et les insecticides toxiques;
  - **la rotation des cultures** sur une même parcelle permettant de conserver le sol en bon état;
  - **les apports organiques** permettant de réduire l'utilisation des produits chimiques;
- **promouvoir la recherche et la production en agriculture biologique** (sans apport de produits de l'industrie chimique) en aidant à son développement par la formation des jeunes, par une aide technique et financière aux agriculteurs pour la conversion, l'organisation de la commercialisation de ces produits et le contrôle de la qualité de leur production par l'élargissement de la certification biologique à l'ensemble des produits agricoles;
- **stimuler l'élevage en prairie et réduire le nombre et l'importance des élevages** en batterie afin d'améliorer les conditions d'existence des animaux et la qualité de la viande;
- **encourager l'autosuffisance alimentaire** en vue d'arrêter le pillage des ressources alimentaires du tiers-monde;
- **promouvoir des projets de compostage des déchets domestiques urbains**;
- **faire évoluer la législation vers une information adéquate des consommateurs quant à la provenance et à la composition des aliments, leurs modes de production et de conservation.** Donner les moyens réels aux associations de consommateurs d'exercer leur rôle de contre-pouvoir

Forêt

La forêt, notre patrimoine collectif, a un rôle écologique, économique et social que nous avons trop longtemps négligé. Notre exploitation de celle-ci se fait encore sans tenir compte des impacts fortement négatifs sur la faune, la flore, les cours d'eau et même sur les humains. Cette imprévoyance des gestionnaires du patrimoine forestier a des séquelles que nous subissons toujours douloureusement. L'État québécois a trop longtemps laissé faire la gestion par les grandes compagnies sans qu'on s'interroge sérieusement sur l'avenir.

La population québécoise a assez de maturité et de compétence pour permettre que la forêt soit cultivée en fonction de ses intérêts, tant immédiats que futurs. Il ne saurait être question de confier exclusivement cette gestion à ceux qui l'ont surexploitée sans se soucier des générations futures. Ainsi, il est grand temps que le gouvernement entende la voix populaire et qu'il acquiesce à ses attentes.

Nous préconisons une démocratisation de la gestion forestière qui permettra de décider collectivement de l'utilisation globale de l'espace forestier d'un territoire donné, de ses fonctions polyvalentes prioritaires et secondaires, des modes d'exploitation et de mise en valeur des ressources primaires pour le mieux être des populations locales, régionales et nationales qui en vivent ou en bénéficient.

De plus, **dans les agglomérations urbaines, davantage d'espace doit être affecté à la nature, à la promenade et aux loisirs.** Dans **les parcs provinciaux**, nous préconisons **l'interdiction de l'exploitation forestière.**

Énergie

Pour la préservation des équilibres dans l'écosystème planétaire, il faudrait, selon le rapport de la commission Brundtland des Nations-Unies, que **les sociétés industrialisées - dont la société québécoise - diminuent de 50% leur consommation d'énergie.**

La politique de l'énergie doit être fondée sur la volonté de maîtriser la consommation énergétique par un développement des économies d'énergie. L'énergie consommée devrait être de type renouvelable comme la biomasse, la géothermie et le solaire.

Cette diminution de consommation d'énergie peut se faire par :

- l'application de nouvelles normes architecturales plus appropriées à notre climat comme une meilleure isolation des maisons;
- encourager les transports collectifs comme des transports en commun urbains électrifiés,
- le développement de la voie d'eau et du rail pour le transport de marchandises,
- une amélioration de la performance des automobiles et des camions et des autres appareils en matière de non-pollution et d'économie d'énergie,
- une diminution des besoins de transport,
- une utilisation de matériau et de mode de production moins énergivore.

Nous préconisons l'arrêt du recours à l'énergie nucléaire et le démantèlement des centrales nucléaires actuelles.

Produits toxiques et déchets

La société actuelle fait face à d'importants problèmes d'élimination des déchets, en particulier quand il s'agit de produits toxiques. Nous sommes en train d'éliminer toute vie sur Terre, nous y compris, avec les déchets de nos productions industrielles. L'écologie nous enseigne qu'on ne peut rien rejeter à l'extérieur : il n'y a pas d'extérieur. **C'est pourquoi nous devons apprendre à vivre et à produire en tenant compte de toute la durée de «vie» de nos produits, jusqu'à leur réutilisation ou leur recyclage**.

Une politique écologiste sur les produits toxiques et les déchets exige que tous les nouveaux produits soient conçus en vue de **faciliter leur réutilisation ou leur recyclage éventuels**. Ils ne devraient jamais présenter des risques graves pour la population ou pour l'environnement, même en cas de situation anormale (déversement, incendie...). Quand aux produits que nous héritons de la société industrielle, nous devrons les gérer au meilleur de notre connaissance, en prenant le moins de risques possibles.

Réutilisation

La conduite la plus écologiste est la réutilisation. C'est pourquoi nous préconisons, à court terme, **la normalisation et la consigne de tous les contenants**. De plus, dans la conception de tous les nouveaux appareils, on devrait tenir compte de la facilité de les réparer et d'en recycler les pièces.

Recyclage

Nous préconisons le recyclage de tout ce qui ne peut pas être réutilisé. Ultimement, on ne devrait rien produire qui ne puisse être réutilisé ou récyclé. Tous les objets devraient être conçus de manière à faciliter la séparation des diverses substances recyclables.

Un système généralisé de cueillette et de traitement des produits à recycler devra être instauré, au niveau administratif approprié. Les municipalités devront accomplir la cueillette sélective des «déchets» de leurs citoyens, au lieu de celle employée actuellement pour «éliminer» les déchets. On devra aussi mettre en place des centres de recyclage, de manière assez décentralisée, et voir à l'utilisation avantageuse des produits recyclés plutôt que des produits «de première main».

Nous préconisons aussi le recyclage des produits organiques (comme les déchets de table) en vue d'appuyer par un apport d'engrais organique le développement de l'agriculture biologique à grande échelle.

Produits toxiques

À court terme, nous devons instaurer une surveillance accrue des sites «d'élimination» des déchets, et voir à ce que le coût de «l'élimination» permette une gestion adéquate de ces sites.

Nous chercherons aussi à éliminer la production de tout produit toxique inutile, ainsi que les modes de production nécessitant ces produits ou pésentant des dangers pour les travailleurs. Quand aucune alternative n'est possible, on devra encourager la recherche de produits ou de procédés de remplacement, voire même l'arrêt d'une activité trop dangereuse pour les travailleurs, la population ou l'environnement.

Pour l'introduction de nouveaux produits, le fardeau de la preuve sera inversé: avant d'en autoriser la fabrication ou l'utilisation, il faudra en avoir démontré l'innocuité, tant dans un usage normal que dans des situations anormales; les processus de fabrication et de destruction devront eux aussi être sans danger et le coût de la destruction devra être inclu dans le prix.

Quant aux produits toxiques dont nous avons actuellement à nous débarrasser, il faudra en disposer rapidement et le plus proprement possible, en minimisant les accumulations importantes ou les transports inutiles. Il faudra encourager la recherche à ce chapitre. Le Parti Vert exclut totalement la possibilité de payer des pays pauvres pour y exporter nos produits toxiques, et entend minimiser le commerce international de ces produits. Il exclut aussi totalement le recours aux déversements dans les cours ou plans d'eau, ou dans les océans.

Transport

Nous faisons le choix d'**une politique de transports économes en énergie, en ressources naturelles, en espace, en impacts socio-culturels et en vies humaines.**

Une politique de transports économes est inséparable de ce qu'on appelle «l'aménagement du territoire» qui consiste tout d'abord à réduire l'usage forcé du transport, en luttant contre la ségrégation territoriale des fonctions, en améliorant la qualité de vie dans les villes pour y atténuer le besoin d'évasion et en développant la production locale pour la satisfaction des besoins locaux.

Améliorer les conditions de déplacement des personnes âgées et des catégories les plus modestes par le développement ou le maintien des transports collectifs est une mesure d'équité sociale à laquelle se conjugue l'efficacité économique.

LES AXES D'UNE POLITIQUE DES DÉPLACEMENTS

LES DÉPLACEMENTS EN MILIEU URBAIN

La voirie doit logiquement privilégier le transport collectif gratuit, plus efficace et moins polluant. Les couloirs réservés aux autobus et aux bicyclettes doivent être étendus systématiquement.

LES DÉPLACEMENTS EN MILIEU RURAL

Les choix urbanistiques éparpillant l'habitat et l'éloignant des équipements publics ont augmenté considérablement les besoins en déplacement. D'autre part, en milieu rural, un service d'autobus ne peut raisonnablement satisfaire la population que s'il assure plusieurs

dessertes quotidiennes, ce qui implique un trop petit nombre de voyageurs par passage et un manque de rentabilité.

Même si le droit au transport et l'intérêt de la décentralisation conduisent à maintenir temporairement des services déficitaires, une desserte fine n'a donc de chances de se mettre en place que

- **si une politique globale de développement des transports collectifs permet de disposer rapidement d'un réseau assurant une bonne vitesse de déplacement.** Dans des conditions satisfaisantes de confort, partout où le traffic pourrait le justifier, des voies ferrées secondaires devraient être rouvertes et l'interconnexion avec autobus bien étudiée et soignée dans sa réalisation;
- **si des solutions nouvelles pouvaient être mises en place dans les régions à faible densité, comme le covoiturage, les taxis collectifs ou l'utilisation de véhicules à usage mixte** (voyageurs-marchandises, voyageurs-courrier).

LES DÉPLACEMENTS INTERURBAINS

Le système automobile

Un des premiers objectifs à atteindre est le respect des limites de vitesse actuelles et l'adoption de limites moins élevées. La modération de la puissance des véhicules vendus constitue un autre levier important d'une politique globale des transports.

L'automobile est un instrument de liberté sous condition d'un usage intelligent. **Nous préconisons une voiture simple, robuste, pratique, économe en énergie et moins polluante.**

Les véhicules chargés de matières dangereuses, qui sillonnent nos routes, doivent être remplacés par d'autres moyens de transport plus sûrs comme le rail.

Le système ferroviaire

Le chemin de fer à longue distance et à plus courte distance, coordonné avec un réseau d'autobus au plan local, reste un instrument de transport interurbain sûr.

Le système aérien

Aucun mode de transport n'est aussi subventionné que le transport aérien intérieur, alors qu'il est, pour l'essentiel, réservé à une minorité. Nous demandons la suppression de toute subvention officielle ou déguisée au transport aérien.

ASPECT **SOCIAL**
du projet de société

Santé

La santé constitue un enjeu permanent de l'action écologiste. Ainsi l'air que nous respirons, la nourriture que nous absorbons, l'eau que nous buvons, sont des facteurs déterminants d'une bonne santé, **la lutte contre la pollution atmosphérique, la promotion de l'agriculture biologique et la préservation de la qualité des eaux représentent donc des auxiliaires précieux pour une médecine qui cherche à intervenir en amont de la maladie.**

Pourtant, nous avons pris l'habitude de faire confiance aux professionnels de la santé pour soigner les maladies, cas par cas, individu par individu, sans nous en prendre à leurs causes (en modifiant notre comportement, en oeuvrant pour de meilleures conditions de travail ou contre les pollutions) Plus grave: nous trouvons naturel de naître et de mourir à l'hôpital, d'y être soignés, d'être «sous surveillance médicale» même quand nous ne sommes pas malades. La médecine rythme désormais toutes les étapes de notre vie: la grossesse, la naissance, la petite enfance, l'entrée à l'école, la puberté, la pratique d'un sport, l'embauche, le travail, la sexualité, le contrôle des naissances, la vieillesse, la mort

Une des priorités du Parti Vert du Québec est de remettre en cause cette médicalisation de la santé et de réserver le recours aux professionnels de la santé aux seuls cas où il est vraiment nécessaire **Chacun de nous doit se sentir responsable de sa propre santé**

Enfin, **une réforme radicale du «système de santé» s'impose, tant le déséquilibre est grand entre ses trois acteurs: le professionnel, l'usager et l'État** Pour asseoir leur pouvoir, trop de professionnels (médecins, pharmaciens, fabricants de matériel, laboratoires, hôpitaux) maintiennent chez l'usager une mentalité d'assisté et une foi aveugle dans un progrès technique illimité La multiplication d'actes médicaux de plus en plus sophistiqués rassure le malade, mais fait avant tout marcher le commerce. Si «la santé n'a pas de prix», elle a - quand même - un coût .

D'énormes intérêts économiques et professionnels sont en jeu, d'où l'existence d'un groupe de pression efficace qui a beau jeu d'en appeler à «l'opinion publique» au nom du «droit à la santé» chaque fois qu'il est question de gérer sainement les dépenses Quant aux pouvoirs publics, ils s'avèrent incapables de faire face à ce lobby L'intérêt des professionnels de la santé est trop souvent le moteur des décisions politiques, et c'est au contribuable de régler la note.

La redistribution des rôles entre usagers, professionnels de santé et pouvoirs publics doit faciliter l'accès à un autre type de médecine qui, au-delà des soins, se préoccupe de l'individu, dans sa globalité et dans son environnement.

Parallèlement à une politique de soins cohérente, il faut réfléchir aux causes profondes des maladies et aux moyens de conserver la santé. Au-delà du problème sanitaire, il s'agit surtout d'un problème culturel et politique **La santé passe par la réconciliation des individus avec leur travail, leur environnement, leur communauté.** Elle n'est pas du seul ressort des médecins et de la médecine, mais avant tout de l'hygiène La connaissance des facteurs de santé et de maladie n'est vraiment efficace que si chacun est informé des règles de base de la vie saine et les met en pratique

L'hygiène, c'est l'intégration de la connaissance médicale dans l'art de vivre, qui est l'art de travailler, de

rythmer les jours, de communiquer, d'aimer, d'éduquer les enfants, de protéger les personnes âgées, de s'alimenter, de respirer, de se tenir propre, d'éliminer les déchets, de veiller à la qualité de l'eau et de l'air...

L'école et les médias doivent être les outils privilégiés de l'éducation à l'hygiène.

De plus, il nous faut développer des «alternatives à l'hospitalisation» car, actuellement, trop d'hospitalisations résultent de l'absence d'autres solutions moins coûteuses, plus humaines, notamment en ce qui concerne les personnes âgées, les handicapés, les malades mentaux. **Chaque fois que cela est possible, il faut permettre à la personne qui le désire de rester à son domicile en faisant appel à différents services : services et repas à domicile, téléphone d'urgence, soins infirmiers.**...

Dans les autres cas (isolement, perte d'autonomie), il faut accroître les possibilités d'hébergement en foyer-logement, maison de retraite (médicalisée ou non), service de long séjour... C'est sur le degré de dépendance de la personne que doit se fonder la décision et non sur des arguments d'ordre administratif ou tarifaire.

«L'hospitalisation à domicile» permet de réduire l'hébergement à l'hôpital et de réserver ses techniques de pointe aux malades qui nécessitent une prise en charge lourde (urgences, actes techniques, chirurgie...).

L'industrie privée des équipements hospitaliers et du médicament profite largement du «marché de la santé» La maladie rapporte, la santé, non. Pour y remédier, on peut intervenir au niveau du consommateur car **il est possible de diminuer considérablement la consommation de médicaments, par la prévention, par l'éducation du médecin et de l'usager (une consultation ne se termine pas forcément par la rédaction d'une ordonnance), par la pratique de «médecines alternatives». Ces mesures sont sources de responsabilisation et d'économies.**

Pour résumer

santé personnelle **mettre l'accent sur la prévention**

via

l'information, l'éducation et la responsabilisation tout en assurant des soins de qualité traditionnels et alternatifs.

santé communautaire **enrichir le tissu communautaire**

via

- **le soutien de la famille** (garderies, consultations, logement, temps partagé, revenu garanti au parent éducateur à la maison),
- **promouvoir l'adoption nationale**
- **l'augmentation des services à domicile** pour les personnes agées, les personnes handicapées, les malades mentaux et les malades chroniques;
- **le développement du réseau des maisons de jeunes, de femmes et de sans-abri;**
- **la régionalisation des services de soins et de santé.**

Éducation

- promouvoir **une conception de l'éducation basée sur le développement et l'épanouissement intégral de la personne** permettant aux citoyens de se réaliser de multiples façons dans la société en respectant le potentiel de chacun;

- **engager les ressources nécessaires à la réduction de l'analphabétisme** en s'appuyant principalement sur les groupes populaires d'alphabétisation;

- **favoriser l'accession aux études est un droit inaliénable; il importe d'accroître l'accessibilité aux études supérieures** en levant les barrières de toute nature à tous ceux ayant des projets d'étude ou de recherche;

- **créer une banque télématique d'information**, alimentée par des chercheurs universitaires, gouvernementaux ou autonomes et accessible à toute la population, afin

  1- d'approfondir la formation de base nécessaire aux autres apprentissages;

  2- de compléter la formation professionnelle;

  3- de nourrir l'imagination et la vision de projets possibles d'études, de recherches, de travail et de loisirs

Culture

- Nous préconisons la création d'un environnement culturel

  - **préservant et soutenant la variété linguistique et culturelle actuelle** (autochtone, allophone, anglophone et francophone) **tout en accordant la primauté à la langue française comme langue nationale;**

  - **permettant aux artistes et aux créateurs d'avoir accès aux ressources financières et matérielles suffisantes à la création et à la diffusion de produits culturels;**

  - **favorisant un partage culturel entre les différentesethnies** (chansons, danses, théatre, littérature, peinture, etc).

    en favorisant cette ouverture à la diversité culturelle jusqu'à l'ensemble des personnes exclues pour de multiples raisons: l'âge, l'origine ethnique, les handicaps physiques ou mentaux, la pauvreté, le refus éthique, etc. – afin que toute la société s'enrichisse de leur apport.

Spiritualité

Il est essentiel d'assurer à chacun **le droit de pratiquer la religion et la spiritualité de son choix dans le respect des autres traditions** et de créer les conditions favorables à l'émergence d'**une prise de conscience personnelle, collective et planétaire** de la situation actuelle et des futurs possibles qui nous permettront de tenir compte des leçons du passé sans en être prisonniers.

L'exploration des futurs possibles, que nous devrons entreprendre pour trouver un voie de sortie, devrait se faire avec une foi en l'inconnu et en une possibilité de vie harmonieuse

ASPECT **INFORMATIONNEL**
DU PROJET DE SOCIÉTÉ

Nous vivons à l'âge de la communication où, plus que jamais, l'accès à l'information est déterminante à l'exercice du pouvoir. **La création d'un réseau de communication** à caractère informationnel, éducationnel et décisionnel permettra à la population québécoise de recevoir, de produire et de chercher de l'information relative à la consommation et aux diverses activités des entreprises, des communautés, de la société et de l'Etat québécois ainsi que des multiples pays de la communauté mondiale. Un tel réseau nous permettra de nous libérer de la domination des grands diffuseurs de l'information.

Ce réseau devra s'inscrire dans l'esprit et le cadre d'une entente mondiale de l'information et de la communication où les pays en développement pourront nous transmettre de l'information concernant leur situation écologique, économique, sociale, politique et leurs projets de développement.

ASPECT **SÉCURITÉ GLOBALE**
DU PROJET DE SOCIÉTÉ

Nous préconisons **une conception de la sécurité globale fondée sur une entente mondiale, le développement durable, le désarmement, le non-alignement et un dialogue direct entre les peuples**.

Une sensibilisation de la population québécoise aux différentes visions et aspirations des peuples permettra de réduire l'ignorance et l'incompréhension, à la base de tous les conflits et ainsi permettra l'émergence d'une communauté mondiale interactive et pacifique.

La sécurité globale est aussi liée à la satisfaction des **besoins fondamentaux** de tous les peuples. Elle commande donc la fin du commerce inégal avec les pays du Sud et l'aide massive au développement durable de ces pays.

Des **instances mondiales** vraiment décisionnelles devront être mises sur pied; en particulier un conseil écologique mondial, qui aura pour mandat de veiller au respect de l'écosystème global et des espaces sous juridiction mondiale (océans, Antarctique). Un organisme mondial d'intervention et de protection des peuples agressés serait aussi le bienvenu. Dans le cadre de tels organismes mondiaux, le respect de l'égalité entre les peuples devra amener l'utilisation d'une langue seconde neutre, telle l'espéranto

Nous préconisons la création, au Québec, d'une **force d'intervention non-violente**, équipée pour toute intervention d'aide d'urgence au niveau national et mondial, et pouvant

- intervenir, sur demande d'un pays agressé, comme médiateur non-violent,
- préparer la population à la résistance économique, sociale et politique par des méthodes d'organisation et d'action non-violente;
- convaincre tout adversaire possible de notre détermination et de notre efficacité de résistance à une occupation.

Ainsi, l'objectif de la défense civile non-violente est de rendre le pays littéralement «inappétissant», inassimilable par quiconque voudrait le conquérir. Il s'agit de préparer toute la population à la non-collaboration et à la confrontation non-violente mais active avec l'adversaire, et de coordonner cette action de façon à mettre l'ennemi dans l'impossibilité d'atteindre ses objectifs idéologiques, politiques, économiques, et à supprimer les profits que celui-ci pourrait tirer de son agression. En effet, tout occupation nécessite la coopération, même passive, de la population. Il s'agit d'éliminer cette coopération. Par ailleurs, la défense civile non-violente garantit un gouvernement démocratique; la population serait en mesure de s'opposer efficacement à toute tentative de dictature.

La création de la force d'intervention non-violente et le recours à la défense civile entraîneront la **disparition des forces armées telle que nous les connaissons**, basées sur la violence, le respect aveugle de l'autorité et de la hiérarchie, la phallocratie et l'utilisation d'appareils extrêmement coûteux. Par conséquent, cette nouvelle conception de la défense nécessitera la **reconversion de la production militaire**, d'ailleurs créatrice de fort peu d'emplois, vers la production civile, orientée vers les besoins de la population. Les ressources ainsi épargnées pourront être utilisées pour le développement durable des pays pauvres et le rétablissement de l'équilibre écologique de la planète.

Aspect sécurité globale

Le Parti Vert du Québec

Vous êtes invités à participer au **Conseil National du Parti Vert du Québec** qui aura lieu du **18 au 20 août 89** à Montréal,au Cegep Maisonneuve.

Deux rencontres publiques d'information sont prévues à Montréal au restaurant le Commensal (coin St-Denis et Sherbrooke) : le 13 juillet à 19h 30
le 10 août à 19h30

☐ **Oui, j'aimerais adhérer au Parti Vert du Québec**. Veuillez trouvez ci-joint 10.00 $ pour les frais d'adhésion.

☐ J'offre mes services au **Parti Vert du Québec** pour l'aider à grandir. Je suis en mesure de :

- ☐ communications
- ☐ journal
- ☐ secrétariat
- ☐ télématique-Alex
- ☐ tournée du Québec en vélo
- ☐ autres _____

J'aimerais aider financièrement **le Parti Vert du Québec**. Vous trouverez ci-joint ma contribution de _____$

Nom, Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ Code Postal _____

Téléphone (____) _____

Signature _____

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec nous sur le **réseau ALEX** en composant le 361-3333 sous le code **BABILOG** ou à l'adresse suivante.

Parti Vert du Québec
C.P. 103, succursale Beaubien
Montréal
H2G 3C8 **Tel.: (514) 287-7392 ou 524-7194**

62 Brooks # 5
Sherbrooke, Qc
J1H 4X6
(819) 563-0235

RAPPEL

Assurez-vous d'avoir atteint les objectifs tels que définis dans **Avis aux** élèves au début de ce module.

De façon générale, vous devriez avoir compris que :

- les systèmes politiques et économiques s'adaptent aux nouvelles idées et aux circonstances changeantes;

- de nouveaux problèmes et idées contestent les croyances et pratiques politiques et économiques traditionnelles.